



Histoire, Arts et Archéologie

Master « Histoire et civilisations modernes et contemporaines »

Mention Histoires, civilisations, patrimoine

M2

GABRIEL DEVILLE

Les tensions républicaines d'un marxiste de conviction

Entre indépendance et loyauté

1854-1906

Sous la direction de M. Alain Boscus

Serge Dulout

Septembre 2022

GABRIEL DEVILLE

Les tensions républicaines d'un marxiste de conviction

Entre indépendance et loyauté 1854-1906

REMERCIEMENTS

Ils iront d'abord à Mr. Alain BOSCUS pour avoir accepté de superviser un étudiant un peu atypique comme moi. Ensuite pour avoir su intégrer mes contraintes particulières et, de là, m'avoir laissé la liberté dont j'avais besoin, tout en gardant un œil distancié sur l'avancée de mes travaux et me remettant sur les rails quand je m'égarais un peu.

Ensuite, et par-dessus tout, je remercie mon épouse Françoise. Son abnégation dans les tâches quotidiennes et sa grande patience ont été indispensables pour que je puisse, à mon âge, entreprendre ces longues études, études qui, du reste, m'ont procuré un immense plaisir.

Par moments, j'ai dû solliciter mes trois enfants, Maylis, Vincent et Mathilde pour tout ce qui concernait l'informatique, ma hantise et ma grande faiblesse. Sans leur aide précieuse, je dirais même vitale, dans la mise en page notamment, ce mémoire n'aurait pas le même aspect.

Ma gratitude ira aussi à Léo Vidal-Giraud sans lequel je n'aurais pu avoir accès aux archives russes.

Pour terminer, j'aurai une pensée amicale pour tous les personnels des archives qui ont toujours fait preuve de la plus grande bienveillance et de la plus grande disponibilité à mon égard.

Encore un grand merci à toutes ces personnes !

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	4
SOMMAIRE.....	5
LISTE DES ABREVIATIONS.....	6
SOURCES.....	7
BIBLIOGRAPHIE.....	13
HISTORIOGRAPHIE.....	41
PROBLEMATIQUE.....	48
PLAN.....	50
I. Une famille républicaine.....	51
II. Une jeunesse bourgeoise classique.....	68
III. Les débuts en journalisme et en politique avec Jules Guesde (1876-1882).....	76
IV. Les années de militantisme (1882-1890).....	122
V. Vers l'indépendance et la députation (1890-1896).....	163
VI. Les années Jaurès (1896-1906).....	189
Conclusion.....	257
CHRONOLOGIE.....	260
ANNEXES.....	267
TABLE DES MATIERES.....	276

LISTE DES ABREVIATIONS

Arch. Dép. / AD : archives départementales + n° du département

Arch. Mun. / AM : archives municipales + nom de la ville

Arch. Nat. / AN : archives nationales + nom de la ville

Arch. Préfecture de Police de Paris / APPP

Art. : article

AIT : Association Internationale des Travailleurs ou Ière Internationale

BnF : Bibliothèque nationale de France

Coll. : collection

IIHS : Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam

POF : Parti Ouvrier Français

PSDF : Parti Socialiste de France

PSF : Parti Socialiste Français

RGASPI : Archive d'État Russe d'Histoire Socio-Politique

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière

SPD : Parti Social-Démocrate Allemand

SOURCES

Gabriel Deville n'a pas laissé un important corpus d'archives personnelles ni de «mémoires », contrairement à beaucoup d'hommes politiques et malgré ses deux mandats de député ou sa proximité à un moment ou à un autre avec les principaux leaders socialistes de la fin du XIXème siècle. Il nous faudra donc surtout explorer les fonds et papiers personnels de ceux qu'il a fréquentés au cours de son existence pour trouver des lettres ou notes dispersées et avoir ainsi accès à des opinions, explications de ses positions ou peut-être même des sentiments personnels relatifs aux débats qui ont agité le mouvement socialiste à cette période ou même sa propre vie.

I. ARCHIVES

Nationales :

Il existe aux Archives Nationales de Pierrefitte/Seine un fonds Gabriel Deville sous la côte 51 AP, don d'un parent en 1942, deux ans après sa mort. Il est composé de neuf cartons contenant des autographes, des documents sur un village des Hautes-Pyrénées, Puydarrieux, et sur le département entre les XVIIème et XXème siècles, sur la Première Guerre Mondiale. Mais seul le carton côté 51 AP/9 est susceptible de nous intéresser puisque c'est celui qui contient des papiers privés et des notes de travail. Il faut indiquer cependant qu'une autorisation exceptionnelle est nécessaire pour pouvoir consulter ce fonds, apparemment à cause de son mauvais état.

La série F7 concernant la police générale contient également de nombreuses informations relatives aux différents mouvements socialistes dont les guesdistes, des comptes-rendus de congrès, des rapports de surveillance, de préfets, des dossiers sur des personnalités. Mais s'agissant d'informations provenant d'un organisme peu suspect de sympathie pour le socialisme et devant servir au gouvernement pour éventuellement prendre des mesures répressives, ces informations peuvent être biaisées et relever plus de la rumeur que de la réalité sans parler de fausses informations données par les militants eux-mêmes quand ils ont repéré un mouchard. Elles peuvent donner néanmoins quelques pistes et renseigner sur l'activité de surveillance elle-même.

Dans le même registre, la série F18 sur les affaires de presse et d'imprimerie donne des renseignements sur les nombreux organes souvent éphémères des fractions socialistes et des journalistes qui y travaillent.

On trouve aussi à Pierrefitte/Seine un fichier sous forme de microfilms traitant des étudiants ayant fréquenté les universités parisiennes, ce qui fut le cas de Gabriel Deville, avec des renseignements sur leur cursus scolaire sous la côte AJ 16.

Un fonds également déposé aux Archives Nationales qui pourrait contenir des correspondances de Gabriel Deville est celui d'Alexandre Millerand sous la côte 470 AP.

Enfin, le fonds qui paraît le plus riche sur Gabriel Deville est celui de l'Institut Français d'Histoire Sociale également déposé à Pierrefitte/Seine sous la côte 14 AS et notamment le fonds Dommanget. Celui-ci, dans le cadre de ses recherches d'historien, a pu réunir une très abondante documentation sur le socialisme. De plus, il a pu interviewer et échanger une correspondance avec Gabriel Deville dont certains éléments paraissent dans son livre sur *L'introduction du marxisme en France* paru en 1969. Outre les papiers Deville, il existe aussi des papiers Guesde et Lafargue. Mais, s'agissant d'un fonds privé, il faut aussi une autorisation exceptionnelle pour pouvoir le consulter. Le témoignage personnel de Gabriel Deville donne des informations plus privées sur son engagement et son parcours avec le risque de souvenirs un peu moins fiables et réarrangés puisqu'ils ont été recueillis dans les années 30 quand il approchait les 80 ans. Par contre, la possibilité de les recouper avec les documents sur Guesde et Lafargue pourrait pallier cet inconvénient.

Préfecture de Police de Paris :

Comme la série F7 des Archives Nationales, ces archives comportent surtout dans la série B des rapports au Préfet de Police sur les groupes, les congrès, dans la série E des dossiers sur des personnalités, dans la série F des données sur les élections à Paris. Je ferai les mêmes remarques que ci-dessus sur les biais potentiels de ce type de documents.

Départementales :

Les archives départementales ont été utilisées en ligne afin d'établir l'état civil de Gabriel Deville et de sa famille. Il s'agit de celles des Yvelines, de Savoie, du Val de Marne. Celles de Seine-St-Denis possèdent un fonds Paul Lafargue sous la côte 300 J. Hélas on n'y trouve aucun document sur Gabriel Deville.

Mais celles que nous avons le plus consultées sont évidemment celles des Hautes-Pyrénées. Outre des informations relatives au registre matricule pour le service militaire, au lycée impérial où Gabriel Deville a effectué ses années de lycée, nous avons surtout examiné les minutes notariales pour les successions et partages. Il s'agissait pour nous

d'établir le niveau de fortune de la famille Deville. Gabriel, ses études de droit à Paris terminées, ayant embrassé la carrière journalistique, qui plus est dans des journaux soumis à des poursuites judiciaires permanentes et n'ayant qu'une diffusion confidentielle surtout au début, nous voulions vérifier l'assertion de Christophe Prochasson¹ selon laquelle il était « assez fortuné pour se dispenser d'exercer un métier ».

Municipales :

Là aussi, ce sont évidemment celles de Tarbes qui nous ont apporté l'essentiel des informations. Elles nous ont renseigné sur l'état civil des ancêtres de Gabriel Deville, sur la localisation de sa maison familiale et les contributions afférentes ainsi que sur leur métairie à l'extérieur de la ville, le recensement de la classe 1874, différentes listes de jurys, tableau des avocats, rapports de surveillance politique ou encore les délibérations du conseil municipal. Mais au-delà de ces données générales, il existe des dossiers spécifiques à la famille rassemblant des notes, extraits dont un manuscrit de sept feuillets écrits par Gabriel semble-t-il pour son *Economie politique et socialisme*, brochures. Les précisions surtout relatives à son oncle Louis sont sous la côte 3 BL 43, celles sur son grand-père, ancien député montagnard en 1848, sous la côte 105 Z ainsi que celles sur un procès concernant la métairie de Bourbon à la côte 167 Z.

Enfin, nous avons aussi consulté en ligne celles de Paris pour des éléments d'état civil.

Fonds Benoît Malon à la DIANA, Société historique et archéologique du Forez :

Ce fonds possède à la côte 51 F 362 quelques lettres échangées entre Benoît Malon et Gabriel Deville.

Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam (IHS) :

Nous sommes là dans la situation typique rencontrée au cours de ce travail sur Gabriel Deville. Pas de fonds spécifiquement dédié, par contre plusieurs correspondances disséminées dans les papiers d'autres figures du socialisme. Certes, nous trouvons là ses publications avec, parfois, leurs traductions étrangères dont le texte de deux conférences organisées par le groupe des étudiants collectivistes de Paris, une photo au Congrès de Londres de la IIème Internationale ou encore des portraits dans des journaux. Surtout, l'essentiel des indications le concernant se trouvent dans les papiers de Jules Guesde sous forme de lettres, de Louise Michel, de Marx et Engels, de Kautsky ou Liebknecht, éparpillées. Malheureusement, seule une très faible partie est numérisée.

¹ C. PROCHASSON, *L'invention du marxisme français*, dans J.-J. BECKER, G. CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, 2004, p. 432

Archive d'État Russe d'Histoire Socio-Politique :

Nous avons pu obtenir de cet organisme 66 lettres de Gabriel Deville. Il s'agissait essentiellement d'une correspondance avec la famille Liebknecht qui nous a permis d'obtenir de précieuses informations d'ordre privé mais aussi relatives à la situation politique française.

Archives privées :

Nous avons réussi à retrouver un descendant de la famille, du côté de la sœur de Gabriel, possédant des documents le concernant. Nous avons pu établir un contact téléphonique mais, malgré son intérêt pour notre travail, il n'a pas donné suite nous privant ainsi de cet apport et d'une possible interview. Cela aurait pu ouvrir de nouvelles pistes.

II. SOURCES EDITEES

Gabriel Deville a écrit plusieurs ouvrages disponibles en partie à l'IIHS et à la Bibliothèque Nationale de France (BnF) via Gallica. Ce sont essentiellement des livres et brochures sur le socialisme et l'économie dont le plus connu et diffusé, *l'Abrégé du Capital*, mais aussi sur des thèmes beaucoup plus personnels, à vocation littéraire, scientifique ou historique. Bien entendu, ces écrits étaient d'abord destinés aux militants et à un plus large public afin de diffuser les idées socialistes. Ils ne sont donc pas exempts de simplifications et raccourcis parfois outranciers, ce que ne manquera pas de souligner Engels, ou d'omissions volontaires. Ils donnent cependant une idée du cadre général de pensée. Certains ont été traduits à l'étranger. Il s'agit dans l'ordre chronologique de :

- *Biographie du citoyen Emile Acolas*, 1876
- *Blanqui libre*, 1878
- *Le Capital résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique* 1883.
A noter que dans l'édition de 1897, Gabriel Deville a rajouté un post-scriptum où il rend compte de l'évolution de sa pensée depuis 1883.
- *L'évolution du capital* 1884
- *L'anarchisme* 1885
- *Philosophie du socialisme* 1886
- *Gracchus Babeuf et la conjuration des Egaux* 1887
- *La femme et l'amour d'après H. de Balzac* 1888
- *Notes sur le développement du langage* 1891
- *Principes socialistes* 1896
- *Candidat républicain socialiste* 1898

– *Thermidor et Directoire* dans *L'histoire socialiste de la Révolution Française* de Jean Jaurès 1904

– Enfin une dernière brochure sur sa carrière diplomatique qu'il a entamée à partir de 1907 mais dans laquelle il revient sur son passé politique, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie* 1919.

Il s'agit donc d'une production assez régulière sur des sujets qui le font apparaître comme un théoricien du socialisme.

III. SOURCES IMPRIMEES

Gabriel Deville, au-delà de son activité de conférencier et de ses réunions de propagande auprès des militants, a beaucoup écrit dans la presse socialiste. Il fut non seulement la cheville ouvrière de certains titres mais il a aussi beaucoup collaboré avec d'autres journaux. Même si, assez souvent, les articles ne sont pas signés comme dans *L'Egalité* des deux premières séries par exemple, nous essaierons néanmoins de deviner et suivre ses articles au mieux. En faisant les mêmes remarques que pour ses livres et brochures, ces revues et périodiques sont néanmoins une source inestimable pour suivre ses évolutions intellectuelles et politiques. Et afin d'avoir un éclairage différent et une opinion opposée, nous consulterons, pour compléter, les occurrences Gabriel Deville dans le quotidien *Le Temps* et accessoirement d'autres titres. Voici les périodiques avec lesquels il a collaboré :

- *L'Egalité*
- *La Petite République*
- *La Révolution Française*
- *La Voie du Peuple*
- *Le 1er Mai bordelais*
- *Le Citoyen*
- *Le Cri du peuple*
- *Le Devenir social*
- *Le mouvement socialiste*
- *Le Socialiste*
- *Le Travailleur*
- *L'Echo du Havre*
- *L'Emancipation (Lyon)*
- *L'Ere Nouvelle*

- *Les Droits de l'Homme*
- *L'Ouest socialiste*
- *Lyon socialiste*

D'autre part, surtout dans ses jeunes années marquées par l'absence de liberté de la presse comme elle sera définie par la loi de 1881, il a fait l'objet de plusieurs procès, à ce titre mais aussi au titre de ses activités politiques. Nous examinerons donc des comptes-rendus de procès dans la presse et notamment dans *La Gazette des Tribunaux* malgré les très nombreuses années manquantes.

Enfin, Gabriel Deville a été élu deux fois à l'Assemblée Nationale : du 21 juin 1896 au 31 mai 1898 et du 5 avril 1903 au 31 mai 1906. *Le Journal Officiel* sera donc la source exploitée pour suivre son activité parlementaire.

BIBLIOGRAPHIE

I. XIX^{ème} siècle, République et III^{ème} République

- AGULHON Maurice, « La République, combat et acquis de la gauche », dans J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, 2004, p.247-254.
- AGULHON Maurice, *La République, de 1880 à 1932*, Paris, Hachette, 1990.
- APRILE Sylvie, *Le siècle des exilés. Bannis et proscrits, de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS éditions, 2010, 336 p.
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Jean-Jacques, *La France, la Nation, la Guerre : 1850-1920*, Paris, SEDES, 1995.
- AZEMA Jean-Pierre et WINOCK Michel, *La III^{ème} République*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, coll. Pluriel.
- BOSCUS Alain et CAZALS Rémy (dir.), *Sur les pas de Jaurès. La France de 1900*, Toulouse, Privat, 2008, 265 p.
- BREDIN Jean-Denis, *L’Affaire*, Paris, Julliard/Fayard, 1993.
- BRODER Albert, *L’économie française au XIX^{ème} siècle*, Paris, Ophrys, 1993.
- CAHM Eric, *L’affaire Dreyfus. Œuvres de Jean Jaurès. T. 6*, Paris, Fayard, 2001.
- CANDAR Gilles, « Bloc des Gauches et gouvernements radicaux (1902-1914) », dans J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, 2004, p. 215-226.
- CASSELLE Pierre, *Paris républicain 1871-1914*, Paris, BHVP-APHP, 2003.
- CHARLE Christophe, *Naissance des intellectuels (1880-1900)*, Paris, Minuit, 1990.
- CHARLE Christophe, *Le siècle de la presse 1830-1939*, Paris, Seuil, 2004.
- CHARLE Christophe (dir.), *La vie intellectuelle en France, vol.1*, Paris, Seuil, 2016.
- CHRISTIN Olivier (dir.), *Républiques et républicanismes. Les cheminements de la liberté*, Lormont, Le Bord de l’eau, 2019, coll. Bibliothèque républicaine, 271 p.
- CORBIN Alain, *L’avènement des loisirs. 1850-1960*, Paris, Flammarion, 2001

- COSSART Paula, *Le meeting politique, de la délibération à la manifestation*, Rennes, PUR, 2010.
- DELPORTE Christian, *Les journalistes en France 1880-1950*, Paris, Seuil, 1999.
- DELUERMOZ Quentin, *Policiers dans la ville : la construction d'un ordre public à Paris 1854-1914*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- DUCLERT Vincent, *La République imaginée, 1870-1914*, Paris, Belin, 2010.
- DUCLERT Vincent et PROCHASSON Christophe (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002.
- DUCLERT Vincent, *L'affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 1994, coll. Repères.
- DUCLERT Vincent, « L'affaire Dreyfus et la gauche », dans J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, 2004, p. 199-213.
- GARRIGUES Jean, *Le boulangisme*, Paris, PUF, 1992, coll. Que sais-je ?
- GREVY Jérôme, *La République des opportunistes 1870-1885*, Paris, Perrin, 1998.
- GROS Damien, *Naissance de la IIIème République*, Paris, PUF, 2014, 527 p., coll. Léviathan.
- HOUTE Arnaud-Dominique, *Le triomphe de la République 1871-1914*, Paris, Seuil, 2014, coll. L'univers historique.
- HUARD Raymond, *La naissance du parti politique en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.
- JOLY Bernard, *Aux origines du populisme. Histoire du boulangisme (1886-1891)*, Paris, CNRS Editions, 2022
- JOLY Jean, *Dictionnaire des parlementaires français : 1889-1940, T.4*, Paris, PUF, 1960-1977.
- KALIFA Dominique (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXème siècle*, Paris, Nouveau monde, 2011.
- LABROUSSE Ernest et REBERIOUX Madeleine (dir.), *Jaurès, historien de la Révolution Française*, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1989.
- LALOUETTE Jacqueline, *La séparation des Eglises et de l'État. Genèse et développement d'une idée, 1789-1905*, Paris, Seuil, 2005.
- LALOUETTE Jacqueline, *La Libre Pensée en France 1848-1940*, Paris, Albin Michel, 1997, 636 p.
- LEFRANC Georges, *Le mouvement socialiste sous la IIIème République*, Paris, Payot, 1963, rééd. 1977.

- LISSAGARAY Prosper-Olivier, *Histoire de la Commune de 1871*, Paris, La Découverte/poche, 1969.
- MARNOT Bruno, *La mondialisation au XIXème siècle (1850-1914)*, Paris, Armand Colin, 2012.
- MARTIN-FUGIER Anne, *Les salons de la IIIème République. Art, littérature, politique*, Paris, Perrin, 2003.
- MAYEUR Jean-Marie, *La vie politique sous la IIIème République*, Paris, Seuil, 1984 , coll.Points.
- MAYEUR Jean-Marie, *La question laïque XIXème-XXème siècle*, Paris, Fayard, 1997.
- MILZA Pierre, *L'année terrible. 1. La guerre franco-prussienne, septembre 1870-mars 1871*, Paris, Perrin, 2009.
- MILZA Pierre, *L'année terrible. 2. la guerre franco-française, la Commune, mars-juin 1871*, Paris, Perrin, 2009.
- MOULINIER Pierre, *La naissance de l'étudiant moderne, XIXème siècle*, Paris, Belin, 2002.
- NORD Philippe, *Le moment républicain. Combats pour la démocratie dans la France du XIXème siècle*, Paris, Armand Colin, 2014 , 336 p., coll. Le temps des idées.
- ORY Pascal, *Les expositions universelles*, Paris, Ramsay, 1982.
- OZOUF Mona et FURET François, *Le siècle de l'avènement républicain*, Paris, Gallimard, 1993.
- PROCHASSON Christophe, *Les années électriques 1880-1910*, Paris, La Découverte, 1991.
- PROVIDENCE Mathieu, « Boulanger avant le boulangisme », *Politix*, n°72, 4/2005, p. 155-179.
- REMOND René, *La République souveraine, la vie politique en France, 1879-1939*, Paris, Fayard, 2002.
- ROWLEY Anthony, *Evolution économique de la France du milieu du XIXème siècle à 1914*, Paris, SEDES, 1982.
- TARDY Jean-Noël, *L'âge d'or des ombres, complots, conspirations et sociétés secrètes au XIXème siècle*, Paris, Les Belles lettres, 2015.
- WINOCK Michel, *La Belle époque*, Paris, Perrin, 2009, coll. Tempus.
- <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?>

II. Gauches, socialisme, mouvement ouvrier

- ANGEL Pierre, *Edouard Bernstein et l'évolution du socialisme allemand*, Paris, Marcel Didier, 1961.
- BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004, 2 vol.
- BOSCUS Alain, *Le socialisme en débat. Œuvres de Jean Jaurès. T. 5, 1893-1897*, Paris, Fayard, 2018.
- BOTTIGELLI Emile et WILLARD Claude, *La naissance du Parti Ouvrier Français*, Paris, Ed. Sociales, 1981, 206 p.
- CANDAR Gilles, *Devenir socialiste : le cas Jaurès*, Lormont, Le bord de l'eau, 2015.
- CANDAR Gilles, « La gauche en République (1871-1899) », dans J.-J. BECKER et G.CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, 2004, p.113-130.
- COMPERE-MOREL Adéodat (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, Paris, Quillet, 1912-1921, 13 vol.
- DOLLEANS Edouard, *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris, Colin, 1953.
- DREYFUS François-Georges (dir.), *Réformisme et révisionnisme dans les socialismes allemand, autrichien et français*, Paris, Editions de la maison des sciences de l'homme, 1984.
- DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT*, Paris, Complexe, 1995.
- DREYFUS Michel, *L'antisémitisme à gauche*, Paris, La Découverte, 2011, 362 p., coll.Poche/Essais.
- DROZ Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme*, Paris, PUF, 1972.
- DUCANGE Jean-Numa, *Discours des deux méthodes : Jean Jaurès-Jules Guesde*, Neuvyen-Champagne, Le passager clandestin, 2014.
- DUCLERT Vincent, *Jaurès contemporain*, Toulouse, Ed. Privat, 2018.
- FIECHTER Jean-Jacques, *Le socialisme français de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Genève, Droz, 1965.
- GODINEAU Laure, « Après la commune », dans PIGENET Michel (dir.), *Histoire des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2014, coll. Poche/Sciences humaines et sociales, p. 196-206.

- GOERGEN Marie-Louise, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la IIème Internationale, 1889-1914*, Thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris VIII, 1998.
- JOUSSE Emmanuel, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du socialisme réformiste en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2017.
- KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti Socialiste*, Paris, La Découverte, 1997, coll. Repères.
- LAFARGUE Paul, *Paresse et révolution*, Paris, Tallandier, 2009.
- LEFRANC Georges, *Le socialisme réformiste*, Paris, PUF, 1971.
- LEFRANC Georges, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1 et 2*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1977.
- <https://maitron-en-ligne-univ-paris1-fr.nomade.univ-tlse2.fr>
- PERROT Michelle, *Les ouvriers en grève 1871-1890*, Paris- La Haye, Mouton, 1974, 900p.
- PROCHASSON Christophe, « La gauche, les mœurs, la morale », dans J.-J. BECKER et G.CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, 2004, p.666-683.
- REBERIOUX Madeleine, « Le socialisme français de 1871 à 1914 », dans DROZ Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme*, t.2, Paris, PUF, 1972.
- REMY Sylvie, *Jean, Jules, Prosper et les autres. Les socialistes indépendants en France à la fin du XIXème siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011, 346p.
- ROUANNET Etienne, « Gustave Rouannet, un publiciste et parlementaire socialiste face à l'émergence de l'antisémitisme français (1885-1895) », *Cahiers Jaurès*, n°221, 3/2016, p.57-84.
- ROVAN Joseph, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Paris, Seuil, 1978.
- SCOT Jean-Paul, *Jaurès et le réformisme révolutionnaire*, Paris, Seuil, 2014.
- STRAUSS Paul, « Les partis socialistes de 1870 à 1883. Débuts du collectivisme.», *Le Temps*, 1er mai 1884.
- TREMPE Rolande et WILLARD Claude (dir.), *La France ouvrière 1871-1914*, Paris, Editions sociales / de l'atelier, 1993.
- WINOCK Michel, *Le socialisme en France et en Europe XIXème- XXème siècle*, Paris, Seuil, 1992, coll. Points histoire.

III. Guesdisme, Internationale, marxisme, Deville

- ALAYRAC Pierre, *L'Internationale au milieu du gué. De l'internationalisme socialiste au congrès de Londres (1896)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 222 p.
- BERNSTEIN Samuel, *The beginning of marxian socialism in France*, New-York, 1933.
- BRACKE Alexandre, *Le Populaire*, 5 mars 1940.
- BURE E., « G. Deville, l'introducteur en France du marxisme », *L'Ordre*, 6 mars 1940.
- BURLAUD Anthony et DUCANGE Jean-Numa (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018, 346 p.
- CAHEN Jacqueline, « Les premiers éditeurs de Marx et d'Engels en France (1880-1901) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, [En ligne], 114/2011, p. 20-37, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 17 novembre 2020.
- CAHEN Jacqueline, « La réception de l'œuvre de K. Marx par les économistes français (1871-1883) », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 12/1994, p. 19-53.
- CANDAR Gilles, « Jules Guesde, le combat manqué », *Mil neuf cent*, n°11, 1993, p. 50-55.
- CORDILLOT Michel, *Aux origines du socialisme moderne : la Première Internationale, la Commune de Paris, l'Exil. Recherches et travaux*, Paris, Editions de l'atelier, 2010, 252 p.
- DEVILLE Gabriel, *Le Capital de Karl Marx résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique*, Paris, Flammarion, 1883 et 1897.
- DEVILLE Gabriel, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, 334 p.
- DEYON Pierre, *Le mouvement guesdiste des origines à 1893*, Thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris, 1951.
- DOMMANGET Maurice, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Editions rencontre, 1969.
- DUCANGE Jean-Numa, « Jaurès-Guesde : « infiniment plus proches l'un de l'autre qu'on ne l'a cru de leur vivant ? » (Léon Blum) », *Cahiers Jaurès*, n°221, 3/2016, p. 11-33.
- FREYMOND Jacques (dir.), *La Ière Internationale, recueil de documents*, Genève, Droz, 1962.

- GERENA Jean-Louis, « Un socialiste espagnol en France : José Mesa et *L'Egalité* de Jules Guesde », *Etudes hispaniques II*, Publications de l'université de Tours, 1979, p. 103-122.
- GUESDE Jules, *Jules Guesde et les grèves*, Paris, Editions sociales, 1949, 32 p.
- GUESDE Jules et LAFARGUE Paul, *Le programme du Parti Ouvrier, son histoire, ses considérants, ses articles*, Lille, P. Lagrange, 1899.
- HALL Joy H., « Gabriel Deville and the abridgement of Capital », *Proceedings of the annual meeting of the Western Society for French history*, vol.10, 1984, p. 438-448.
- JOUSSE Emmanuel, « Guesde ou Jaurès ? La greffe marxiste », *Le Nouvel observateur*, Hors-série n°75, Avril-juin 2010, p. 42-45.
- JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007, coll. Des poings et des roses.
- JUDT Tony, *Le marxisme et la gauche française*, Paris, Hachette, 1987.
- LINDENBERG Daniel, *Le marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
- PERROT Michelle, « Le premier journal marxiste français : *L'Egalité* de J. Guesde (1877-1883) », *L'Actualité de l'histoire*, n°28, juillet-septembre 1959, p. 1-26.
- PERROT Michelle, « Controverse sur l'introduction du marxisme en France », *Annales*, Mai-juin 1967, p. 706.
- PROCHASSON Christophe, « L'invention du marxisme », dans J.-J. BECKER et G. CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France, vol.1*, Paris, La Découverte, 2004, p. 426-443.
- PROCHASSON Christophe, « Sur la réception du marxisme en France : le cas Andler (1890-1920) », *Revue de synthèse*, Janvier/Mars 1989.
- STUART Robert, *Marxism at work. Ideology, class and French socialism during the third Republic*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1992.
- SPERBER Jonathan, *Karl Marx, homme du XIXème siècle*, Piranha, 2017.
- WILLARD Claude, *Les guesdistes. Le mouvement socialiste en France (1893-1905)*, Paris, Editions sociales, 1965.
- YMONET Marie, « Les héritiers du *Capital* », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 55, novembre 1984, p. 3-14.
- ZEVAES Alexandre, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Marcel Rivière, 1947.
- ZEVAES Alexandre, *L'Œuvre*, 7 mars 1940.

- s.n., *La Première Internationale : l'institution, l'implantation, le rayonnement, Actes du colloque international*, Paris, Editions du CNRS, 1968.
- s.n., « Une lettre de Gabriel Deville », *L'Humanité*, 12 mai 1906.
- s.n., *Le collectivisme devant la 10ème chambre (affaire du congrès ouvrier international socialiste)*, Paris, Imprimerie Adolphe Reiff, 1878.

IV. Biographies

- ANGENOT Marc, *Jules Guesde ou la fabrication du marxisme orthodoxe*, Montréal, CIADEST, 1997, 91 p.
- BARBIER Jonathan et FROBERT Ludovic (dir.), *Une imagination républicaine : François Vincent Raspail (1794-1878)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2017, 260 p.
- BARRES Maurice, *Mes cahiers 1896-1904*, Paris, Equateurs, 2010.
- BELKINE I. B., *Jules Guesde et la lutte pour un parti ouvrier en France*, Moscou, 1952.
- BELLON Christophe, *Aristide Briand. Parler pour agir*, Paris, CNRS éditions, 2016, 382 p.
- BIRNBAUM Pierre, *Léon Blum. Un portrait*, Paris, Seuil, 2016, 272 p.
- BOURGUINAT Nicolas (dir.), *Paul Lafargue, propagandiste*, Montrouge, Aux éditions du bourg, 2018, 114 p.
- CANDAR Gilles et DUCLERT Vincent, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014.
- CANDAR Gilles, *Edouard Vaillant, l'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018.
- CANDAR Gilles, *Les souvenirs de Charles Bonnier. Un intellectuel socialiste européen de la Belle Epoque*, Lille-Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001.
- COMPERE-MOREL Adéodat, *Jules Guesde, le socialisme fait homme, 1845-1922*, Paris, Aristide Quillet, 1937.
- CORDILLOT Michel (dir.), *Une vie pour la sociale. Zéphirin Camélinat (1840-1932)*, Auxerre, Adiamos, 2004.
- DERFLER Leslie, *Alexandre Millerand : the socialist years*, Paris / La Haye, Mouton, 1977.
- DERFLER Leslie, *Paul Lafargue and the flowering of french socialism, 1882-1911*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1998.

- DOMMANGET Maurice, *Blanqui*, Paris, Etudes et documentation internationale, 1970.
- DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017.
- DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde*, Paris, Armand Colin, 2017.
- GARRIGUES Jean, *Le général Boulanger*, Paris, O. Orban, 1991.
- HOWORTH Jolyon, *Edouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris, EDI / Syros, 1982.
- RIZZO Jean-Louis, *Alexandre Millerand*, Paris, L'Harmattan, 2013.
- STERNHELL Zeev, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Presses de la FNSP, 1972, rééd. Complexe, Bruxelles, 1985.
- VAJDA Sarah, *Maurice Barrès*, Paris, Flammarion, 2000.
- WILLARD Claude, *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Paris, Editions ouvrières, 1991.
- ZEVAES Alexandre, *Jules Guesde 1845-1922*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1929.

V. Tarbes et Hautes-Pyrénées

- BOVE Jean-Pierre, *Tarbes pas à pas*, Roanne, Editions Horvath, 1986, p. 62-63.
- CERTIAT Monique (dir.), *Vies et visages tarbais du XVIIIème au XXème siècle*, Tarbes, Ville de Tarbes, 2003.
- CRABOT Christian et LONGUE Jacques, *Hommes et femmes célèbres*, s.l., Editions Bonneton, 1994.
- LAFFON Jean-Baptiste et SOULET Jean-François (dir.), *Histoire de Tarbes*, Roanne, Editions Horvath, 1982.
- LE NAIL Jean-François (dir.), *Les conseillers généraux des Hautes-Pyrénées 1800-2007*, Tarbes, Conseil général des Hautes-Pyrénées et archives départementales, 2007.
- SOULET Jean-François, « La bourgeoisie haut-pyrénéenne au milieu du XIXème siècle », *Bulletin de la société Ramond*, 1979-1980.
- THOMAS Jean-Pierre, *Personnalités des Hautes-Pyrénées. Dictionnaire biographique*, Aspet, PyrèGraph, 1999, 213 p.

CANDAR Gilles, *Devenir socialiste : le cas Jaurès*, Lormont, Le bord de l'eau, 2015, 102 p.

Au vu de ce titre, celui qui chercherait un catalogue de caractéristiques ou de recettes pour devenir (ou rester) socialiste sera forcément déçu tant le parcours et la démarche de Jaurès marqués par une démarche intellectuelle exigeante constituent effectivement un cas.

Gilles Candar nous mène ainsi des premiers pas du jeune député républicain du Tarn jusqu'à l'épisode de Carmaux, longuement décrit car il « est au cœur de l'évolution de Jaurès vers le socialisme » (p.64). Entre-temps, d'autres pierres ont balisé ce cheminement : son 1^{er} mandat de député donc dont il ressort déçu par la République opportuniste si peu sensible à la question sociale, la rédaction de ses thèses notamment sur le socialisme allemand, son mandat d'adjoint à l'Instruction publique à Toulouse. Ce parcours fut aussi marqué de rencontres importantes comme celle de Lucien Herr qui, selon Blum, fut celui « qui avait amené Jaurès à prendre claire conscience qu'il était socialiste ». Ce qui frappe, au-delà de ces péripéties, c'est le mouvement permanent de la pensée jaurésienne, sa plasticité au sens d'imprégnation et d'analyse du réel formalisée ensuite en combats, cette capacité à toujours saisir les évolutions de l'histoire humaine, souvent en visionnaire ce qui l'amena parfois à contre-courant de ses amis comme sur la question de la grève (p.29) ou surtout lors de l'affaire Dreyfus. Jaurès montre ainsi le fondement de sa démarche : faire en sorte que « sa vie soit la plus vivante, sincère et pleine possible » (p.34). Avec sa haute conscience de la justice, il aspire à l'universalité en voulant « englober l'ensemble des forces vivantes et agissantes dans son combat pour justement « constituer l'humanité » (p.90).

Voilà pourquoi le « cas Jaurès » dans sa recherche permanente d'unité, d'harmonie entre la pensée et l'action nécessitant un effort intellectuel presque surhumain paraît si difficilement reproductible. Néanmoins, comme le souligne l'auteur dans son avant-propos, son exemple, dans la crise que traverse la France de nos jours, peut nous permettre de redonner leur vrai sens aux mots, de « revenir aux origines, aux fondamentaux » et « vérifier la possibilité aujourd'hui d'un engagement militant » (p.8).

CERTIAT Monique (dir.), *Vies et visages tarbais du XVIIIème au XXème siècle*, Tarbes, Ville de Tarbes, 2003, 160 p.

Cet ouvrage est en fait le catalogue d'une exposition qui s'est tenue au musée Massey de la ville de Tarbes fin 2003.

Le choix de lier portraits issus de collections publiques ou privées à des recherches généalogiques et historiques ne donne certes pas une image exhaustive de la bourgeoisie tarbaise du XIXème siècle mais permet tout de même d'avoir une bonne représentation de l'élite sociale d'une petite ville de province.

On peut ainsi en tirer quelques caractéristiques. Tout d'abord, elle paraît peu nombreuse et de fortune plutôt médiocre. On y compte peu de commerçants et d'industriels mais essentiellement des « propriétaires » et surtout des fonctionnaires de Justice ou de Finances. Mais le plus frappant est de constater à quel point les professions de notaires et avocats ont permis de remarquables ascensions sociales. En filigrane, on devine les stratégies matrimoniales et familiales à l'œuvre pour conforter ces positions, stratégies où l'on sort peu du milieu professionnel si ce n'est pour rejoindre les héritiers de l'aristocratie locale et où la place des femmes paraît bien subalterne. A un degré moindre, les professions de médecin et militaire sont aussi de bons sésames pour appartenir à cette élite.

Les liens de solidarité et de clientèle apparaissent au travers de quelques anecdotes et des rivalités claniques qui ne manquent pas de surgir. Les principaux réseaux de sociabilité proviennent de la Franc-Maçonnerie, des cercles culturels mais surtout des cercles politiques avec une opposition nette entre conservateurs, anciens monarchistes et républicains (même s'il y a des dissensions parmi ceux-ci). Néanmoins, à travers ces différentes activités, tout ce petit monde se côtoie dans une relative bienséance ce qui leur permet de survivre à toutes les péripéties nationales : Monarchie, Révolution, Empire République et le passage du suffrage censitaire à universel ne les empêche pas de se maintenir en fonction et même, pour certains, de les transmettre à leurs enfants.

Malgré quelques absences notables, ce catalogue avec ses notices biographiques fait revivre une bonne partie de cette bourgeoisie tarbaise du XIXème siècle dont seuls quelques noms de rue perpétuent le souvenir aujourd'hui.

CHARLE Christophe, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, coll. L'univers historique, 2004, 400 p.

Ce siècle (1830-1939) de la presse permet de retracer l'histoire d'un des premiers biens de consommation de masse montrant « un cycle complet d'essor, d'apogée et de prémices du déclin ». Cette trajectoire fût intimement liée à la fois aux progrès du niveau d'éducation de la population, à ceux de la liberté et aux innovations techniques dans les moyens de communication. Plusieurs périodes sont définissables.

De 1830 à 1871, la politique est la fonction initiale d'une presse d'opinion surtout à destination des milieux cultivés. Les différents gouvernements n'auront donc cessé de contrôler, restreindre la liberté des journalistes dans un cadre législatif très contraignant en particulier pour la presse républicaine d'opposition. Malgré quelques très courtes périodes de libéralisation comme au début de 1848, on peut dire que la presse reste surtout bâillonnée. La fin de la période voit l'apparition d'une presse dite populaire basée sur l'émotion, le divertissement, aux mains de grands financiers recherchant profit comme dans n'importe quelle branche industrielle et influence y compris par la corruption.

La véritable libération de la presse est la conséquence de la loi du 29 juillet 1881. Avec l'extension rapide du lectorat, surtout rural, pour qui les journaux représentent une ouverture sur le monde, les tirages augmentent très rapidement au bénéfice notamment de la presse régionale, les revues et périodiques spécialisés font leur apparition à l'image d'une société de plus en plus différenciée et en mutation. Parallèlement, le journalisme peut désormais être envisagé comme une carrière prolongée, le recrutement s'ouvre socialement et la profession commence à se structurer pour la défense de ses intérêts matériels mais aussi dans un souci de contrôle déontologique autonome. Car des scandales comme celui de Panama révèlent « la multiplicité des liens entre presse et intérêts des grandes sociétés capitalistes ». Sous la III^{ème} République, la presse bénéficie d'une liberté d'expression quasi totale qui, petit à petit, associée à une corruption générale, va la conduire vers des errements préjudiciables aux valeurs démocratiques elles-mêmes. En ce sens, l'affaire Dreyfus est un marqueur important car les journaux que les lois du marché ont poussé à la surenchère, à la divulgation de fausses nouvelles par crainte de rater le scoop tout en confortant les préjugés et les instincts les plus vils du public, ont été le vecteur privilégié du développement du scandale. Ils n'ont joué aucun rôle critique par rapport aux versions officielles, fait preuve d'aucune distanciation. Pour la première fois, le risque pour la démocratie d'un journalisme sans principes et sans déontologie est évoqué. « En moins de vingt ans, la liberté de la presse

est devenue un moyen d'abrutissement des masses au nom des impératifs du sensationnel et des préjugés racistes ».

La guerre de 14-18, césure majeure dans l'histoire de la presse, achèvera ce processus de décrédibilisation durable des organes de presse. L'entre-deux-guerres, malgré quelques innovations comme l'utilisation de la photo, donne à la presse sa physionomie actuelle et marque le début d'un déclin inexorable.

Au sortir de cette lecture, nous sommes saisis de vertige face au dilemme dans lequel la presse se débat depuis les origines, entre nécessité d'une information indépendante et sûre pour l'édification des citoyens dans un régime républicain, démocratique et soumission inévitable à la loi de l'argent nécessaire pour sa survie. La gangrène de la corruption, sous toutes ses formes, s'est généralisée entraînant un discrédit durable des médias. Aujourd'hui, cette situation est-elle définitivement derrière nous ou y sommes-nous toujours plongés ? Ce n'est pas le moindre des mérites de C. Charle de nous alerter en portant « un jugement historique sur le lien dangereux entre crise des journaux et crise de la République ».

**DOMMANGET Maurice, *L'introduction du marxisme en France*,
Lausanne, Editions Rencontre, 1969, 232 p.**

Le moins que l'on puisse dire est que l'introduction du marxisme en France, pays qui abrita pourtant « un ensemble impressionnant de systèmes socialistes », fut longue et laborieuse même en ne considérant qu'un marxisme primaire, simplifié et pas toujours très orthodoxe.

Ce n'est que vers 1867 tout d'abord que le nom de Karl Marx semble être apparu pour la première fois dans un périodique socialiste français sous la plume de Paul Lafargue, son propre gendre. Autant dire qu'avant 1870, pratiquement personne n'avait entendu parler du philosophe allemand et encore moins de ses œuvres totalement inconnues.

A partir de septembre 1872, la publication par La Châtre du premier livre du *Capital* avec une traduction française de Joseph Roy permit à Marx de trouver un écho d'abord dans les milieux intellectuels et savants. Et c'est à Toulouse, à la section de l'Internationale, que se forma le premier groupe de « partisans convaincus » du théoricien socialiste. Cette orientation fut notamment l'œuvre d'étudiants rassemblés autour de Gabriel Deville que M. Dommanget considère donc comme « un des tout premiers propagandistes de l'étiquette marxiste tout en ne sachant qu'à dose homéopathique très diluée ce qu'elle couvrait ». C'est ce même petit noyau collectiviste qui, en allant poursuivre ses études de droit à Paris, contribua à faire du café Soufflet un des foyers de pénétration du marxisme en convertissant un glorieux vétéran du socialisme français comme Victor Considérant mais surtout Jules Guesde. « Sans aller jusqu'à dire qu'au Soufflet naquit le Parti Ouvrier Français, on peut affirmer que cet établissement joua un rôle de première importance dans la pénétration du marxisme en France ». A son retour en 1876, Guesde ne connaissait rien de Marx et si les étudiants lui donnèrent un aperçu très succinct de la doctrine, c'est surtout un réfugié espagnol, Mesa, qui sera pour lui « le premier marxiste au courant de la théorie ». Mais « c'est la fondation de l'hebdomadaire L'Egalité dont le premier numéro date du 18 novembre 1877 qui marque en fait le tournant public de Guesde du côté du marxisme ». Et c'est l'équipe du Soufflet que l'on retrouve naturellement à la rédaction que P. Lafargue intégrera plus tard. Est ainsi formée « la trinité » Guesde, Deville, Lafargue qui dirigera ensuite le premier parti politique marxiste, le Parti Ouvrier Français. Malgré cette structuration, il y a toujours très peu d'articles pour faire connaître les personnalités de Marx et d'Engels ni d'effort d'édition pour diffuser leurs œuvres (aucun ouvrage édité entre 1882 et 1889). « Comment s'étonner dans ces conditions que le marxisme de l'homme du rang guesdiste se réduise à une série de clichés et de formules stéréotypées ? ».

A côté de cette filière « officielle », le marxisme s'est aussi diffusé grâce à d'autres personnalités plus ou moins isolées. Outre F.Engels qui joua un grand rôle dans la clarification du marxisme français, M. Dommanget cite surtout E.Vaillant, Laura Lafargue pour sa collaboration avec son mari, E.Giot « un de ces obscurs qui propagèrent le marxisme sans l'avoir approfondi », Prudent-Dervillers, Theisz, A. Regnard.

L'ouvrage de M. Dommanget peut paraître au final un peu désordonné, confus, très tributaire d'une seule source, le témoignage de G. Deville. Mais pouvait-il en être autrement tant cette introduction du marxisme en France s'est effectuée de façon lente, presque souterraine, en ordre dispersé et individuel, surtout dans sa version plus élaborée ? Malgré tout, Marx apporta aux différentes doctrines socialistes « une base économique et une base philosophique solides devant lesquelles les plus réticents étaient contraints de s'incliner ».

DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017, 251 p.

L'ouvrage de Jean-Numa Ducange, « Jules Guesde, l'anti-Jaurès ? » ne se présente pas comme une biographie classique car, outre le récit chronologique habituel, c'est aussi par le prisme de la construction de l'unité socialiste sur laquelle plane l'ombre de l'autre grand leader du mouvement que l'auteur nous conte la vie de Jules Guesde.

Né en 1845 (Jaurès en 1859), Jules Guesde a incontestablement commencé la course en tête pour l'hégémonie dans l'histoire du parti socialiste et la mémoire de ses militants. Après des débuts dans le journalisme politique où il se montre démocrate sincère, ardent patriote, républicain, la Commune et sa répression par une « République bourgeoise » vont le marquer durablement. C'est à son retour d'exil, en 1876, qu'il va découvrir, par l'intermédiaire de l'Espagnol Méssa, le *Capital* de Marx. Dès lors, même assimilée de façon rudimentaire, il tient sa théorie et son cadre idéologique qu'il va dorénavant s'attacher à populariser. En 1877, il fonde ainsi le 1^{er} journal ouvrier socialiste, *L'Egalité*, et, en 1879, le 1^{er} parti ouvrier dont le programme sera avalisé par Karl Marx en 1880. Malgré de grandes difficultés matérielles et des problèmes de santé, il va se lancer à corps perdu dans la structuration du mouvement ouvrier. Grâce à ses talents d'orateur et d'organisateur, il va s'attacher à vulgariser avec « son génie de la simplification » (Jean Jaurès) les thèses marxistes notamment autour de l'idée de la lutte des classes et de théorie de la plus-value. Plus porté vers l'action, son marxisme reste assez simpliste mais le procédé est efficace malgré une hostilité persistante à l'Etat, la République et même le suffrage universel. Le Parti se développe et s'implante surtout dans le Nord grâce à une structuration précoce et une relative cohérence idéologique face aux autres factions socialistes. Jules Guesde devient une référence et acquiert une grande renommée notamment auprès du SPD avec les dirigeants duquel il noue de solides amitiés. Malgré sa méfiance et ses critiques des institutions républicaines, il entre à l'Assemblée Nationale en 1893. Les contradictions entre une rhétorique révolutionnaire marxisante et les réalités de la pratique politique quotidienne notamment par des alliances électorales avec des boulangistes par exemple vont apparaître. C'est maintenant que l'on voit poindre Jean Jaurès. Les trajectoires des deux leaders vont se rejoindre et se confondre un temps en particulier sur la période 1893/1898. Les deux hommes s'entendent plutôt bien. Ils apparaissent dans un moment de grande harmonie que ce soit lors du congrès du nouveau Parti Ouvrier Français à Nantes en 1894 ou lors de celui de l'Internationale Socialiste à Londres en 1896. Les socialistes s'orientent vers des positions plutôt réformistes, l'union semble possible. Mais l'affaire Dreyfus va enclencher un véritable

tournant. Dès lors, les trajectoires de Guesde et de Jaurès vont irrémédiablement s'éloigner et s'inverser. Quand l'un va élargir son horizon, l'autre va le rétrécir. Quand l'un va s'élever vers un universalisme humaniste en se montrant capable d'embrasser la diversité sociologique du pays, l'autre va s'enfoncer dans un catéchisme classiste, un discours ouvrieriste, une position attentiste du Grand Soir. Car Jaurès, avec la crise du boulangisme (événement sur lequel on peut regretter le silence total de J.-N. Ducange) et surtout l'affaire Dreyfus, a pris conscience de la fragilité de la République et résolu l'épineuse question de l'articulation entre celle-ci et le socialisme quand Guesde se montre incapable de surmonter cette tension permanente chez lui depuis le début. Lié à une implantation beaucoup plus locale que nationale qui l'empêche de voir certaines évolutions économiques et politiques, en recherche d'un positionnement stratégique entre un Jaurès qu'il s'agit de plus en plus de contrer et une CGT très virulente à l'égard des guesdistes, l'Affaire et sa conséquence immédiate avec l'entrée d'un socialiste, Millerand, au gouvernement vont provoquer un changement de cap et une intransigeance doctrinale qui vont marginaliser petit à petit Guesde. Malgré son apparente victoire, du moins dans les termes, lors de l'unification socialiste de 1905, il se coupe progressivement des anticléricaux, des francs-maçons, de la Ligue des Droits de l'Homme et des milieux ouvriers en étant par exemple le seul député socialiste à ne pas voter la loi sur les retraites ouvrières de 1910. Tous ces combats et même celui contre la guerre que Jaurès, lui, voit poindre, lui paraissent secondaires et juste bons à détourner la classe ouvrière de son combat principal, celui des classes qu'il a, de plus, toujours refusé de mener par la grève incapable, selon lui, d'ébranler les rapports sociaux. Ce double langage de plus en plus patent, une absence de renouvellement au plan théorique, son obstination dans le refus de tenir compte des conquêtes partielles, son intransigeance doctrinale et sa posture de « pureté » idéologique, si elles lui permettent de garder une certaine aura dans le parti, ne lui poseront aucun problème pour devenir ministre dans le gouvernement d'« Union Sacrée » après la disparition de Jaurès. En se fourvoyant ainsi dans un militarisme aveugle, Guesde ne verra pas poindre la rupture chez les socialistes, y compris ses partisans, qui se concrétisera au congrès de Tours en 1920.

Avec cette biographie de Jules Guesde, c'est en fait la trajectoire de ces deux grands leaders que Jean-Numa Ducange nous explique pour nous faire mieux saisir la place essentielle qu'ils occupent dans le panthéon socialiste. Par ce jeu d'ombres et de lumière, cette histoire à front renversé, il restitue superbement l'âpreté de la lutte idéologique et les débuts de ce courant important de la vie politique française.

Alors, « Jules Guesde, anti-Jaurès ? » Loin de ce manichéisme, l'auteur nous conduit finalement à voir une complémentarité entre les deux hommes tant chacun bénéficie d'une

légitimité indéniable. D'une part, cela atténue l'image négative et caricaturale qui colle à Jules Guesde et d'autre part cela nous amène à nous demander si Jaurès qui n'a jamais négligé cette tendance aurait été le Grand Jaurès sans Jules Guesde.

DUCLERT Vincent (dir.), *Jaurès contemporain*, Toulouse, Editions Privat, 2018, 455 p.

« Jaurès contemporain » dirigé par V. Duclert rassemble les contributions de la plupart des grands spécialistes de la geste jaurésienne pour la célébration du centenaire de la mort du grand leader socialiste. Cependant, la lecture du sommaire pourrait laisser croire de prime abord à une énième compilation des thèmes habituels liés à Jean Jaurès : le républicain, le passage au socialisme, la question ouvrière, l'internationalisme, la colonisation, la paix, les paysans, le philosophe, l'enseignant, le journaliste, les relations avec Guesde ou plus original ici avec Péguy, les haines dont il fut l'objet, son assassinat agrémentés de considérations donnant un aperçu de l'homme Jaurès dans son rapport à la culture, notamment occitane ou lors de ses nombreux déplacements en train. Bref, il semblerait que l'exploration du « continent Jaurès » cher à M. Reberieux soit arrivée à son terme.

Pourtant, de ce vaste tour d'horizon, c'est une image forte de Jean Jaurès qui réussit à émerger et, en creux, de l'influence qu'il peut encore exercer dans le monde actuel. Celle d'un homme dont la vision fondamentale du devenir de l'humanité, boussole de toute son action politique, pourrait se résumer en un mot : unité car pour lui il existe une unité profonde de l'Être et du monde, une harmonie des choses. C'est un politique avec « une attitude philosophique » (V. Duclert) pour qui « l'action politique, en tant que force pour l'histoire, doit être éclairée par la pensée, par la science, qui lui donnent son sens et l'éloignent de la violence et du nihilisme » (V. Duclert). C'est grâce à cette étoile polaire que sa pensée peut « évoluer en fonction des circonstances et des enjeux », « au contact d'un monde mouvant, ce qui ne permet pas toujours d'y distinguer des continuités » (E. Jousse). Et c'est ainsi que Jaurès est parvenu « à faire la synthèse des tendances contradictoires qui structurent le champ social à travers une réflexion qui articule idéalisme et matérialisme » (G. Lindeperg), comme sur les rapports entre république et socialisme, internationalisme et patrie, réforme et révolution.

Aujourd'hui, dans un monde qui tend, malgré des moyens de communication jamais aussi puissants, à se rétrécir, les vastes horizons, les grands espaces de la pensée jaurésienne mettant en œuvre « une volonté d'élargissement de l'homme, de la nation, de l'humanité » (G. Candar), paraissent plus que jamais nécessaires pour redonner un sens à l'humanité et, même si Jaurès fût avant tout « un homme de son temps », « c'est l'actualité des interrogations qu'il faudrait retenir de son socialisme » (E. Jousse). De même, la dignité politique qui ressort de son action, « son authenticité, sa probité, sa sincérité » (B. Antonini),

« le sens du don total et réfléchi à un idéal qui croit pouvoir tout brasser et tout unifier » (J.P. Rioux) « donnent à sa pensée politique une présence morale qui demeure, un siècle après sa disparition » (V. Duclert). Malgré ce socialisme inclassable, d'où le problème de sa continuité et de son héritage, c'est peut-être par cette exigence morale, cette exigence de vérité, cet idéal au service de la justice sociale liée à l'égalité et la dignité que Jaurès reste contemporain.

MOULINIER Pierre, *La naissance de l'étudiant moderne (XIX^{ème} siècle)*, Paris, Belin, coll. Histoire de l'éducation, 2002, 330 p.

Sous la plume de P. Moulinier, nous voyons d'abord apparaître, au début du XIX^{ème} siècle, une figure d'étudiant parisien associée au Quartier Latin et son exubérance qui va rester figée dans la première moitié du siècle. Puis, les évolutions s'accroissent vraiment dans la seconde moitié vers une autonomisation croissante de cette image : la pression d'examens plus sévères, l'investissement croissant des familles bourgeoises dans l'enseignement supérieur avec les différentes réformes, l'élargissement des débouchés renforçant le lien entre « la formation et les carrières professionnelles » changent les perspectives sur la finalité de ces études et « calment » les ardeurs de cette jeunesse qui, dans le même élan, prend une place croissante en tant que groupe social avec une sociabilité spécifique, une répartition géographique plus grande, des effectifs plus nombreux et, surtout, grâce à l'apparition d'organisations étudiantes corporatistes donnant enfin aux principaux intéressés voix au chapitre sur les questions qui les concernent.

L'auteur découpe ainsi ce siècle d'évolutions en trois périodes :

- La phase épique (1803-1830) où « l'étudiant devient un cliché, presque un mythe », très lié au Quartier Latin, pauvre, révolutionnaire proche du peuple, insouciant, accompagné de sa « grisette », « où le dilettantisme est érigé en valeur »
- La phase critique (1830-1883) : Haussmann a profondément modifié le Quartier Latin « quant à sa composition sociale, à ses lieux de plaisir et à ses mœurs », un discours négatif sur la vétusté des installations, l'absence de débouchés se répand, c'est aussi la fin de l'alliance avec le peuple mais celle d'un rapprochement avec le modèle « de la bourgeoisie parisienne aisée » valorisant le culte du travail et de la rentabilité
- Enfin, la phase corporative (1883-1914) avec la création des associations étudiantes donnant une meilleure visibilité et surtout un poids dans les réformes éducatives et politiques. A contrario, cela renforce les critiques à l'égard des étudiants pouvant se résumer en deux mots : « provincialisme et bourgeoisisme ». Ces associations mettent ainsi en exergue, à leur corps défendant, l'hétérogénéité du milieu étudiant, son individualisme, l'amenant à se diviser selon des clivages désormais idéologiques.

Cette autonomisation des étudiants reflète inévitablement les évolutions de la société dans laquelle ils baignent : développement de l'industrie ouvrant de nouvelles filières, nouvelle image des professions scientifiques notamment médicales, expansion de l'État de Droit, accroissement du nombre d'étudiants en province, arrivée des femmes. La prise de

conscience de cette réalité en tant que groupe social distinct amène les étudiants à s'inventer en animateurs sociaux, précurseurs religieux, organisateurs de plaisirs, boute-en-train de la vie parisienne avec leurs « spécialités » : tenue vestimentaire manière de se singulariser, bal étudiant, café (le second domicile, « complément de l'étudiant »), publications, œuvres sociales ou spirituelles, sport et surtout danse, concerts, chahut des professeurs et du théâtre, carnaval et cavalcade, groupements politiques spécifiques sans oublier « les cafés-lupanars du Boul'Mich » ou des conditions de vie que pasteurs et clercs veulent améliorer et moraliser bien avant l'État.

« Un siècle et demi de tâtonnements, de luttes et d'expérimentations auront été nécessaires pour donner à cette partie de la jeunesse sa place dans la société et dans l'Université », sans que l'on puisse encore parler de démocratisation des études supérieures tant elles restent l'apanage des couches relativement aisées de la population.

SPERBER Jonathan, *Karl Marx, homme du XIXème siècle*, Paris, Piranha, 2017, 572p.

C'est un portrait inhabituel de Karl Marx que J. Sperber dresse dans cet ouvrage dense, celui d'un intellectuel au travail dont nous suivons le cheminement de la pensée avec ses errements, ses absences, ses erreurs, ses hauts et ses bas résultant à la fois du contexte politique et de sa situation personnelle.

De ces problèmes intimes, le plus lourd et le plus constant fut indubitablement le manque de ressources financières. Pourtant issu d'un milieu assez aisé, il aurait pu suivre une carrière juridique sur les traces de son père ou une carrière universitaire après son doctorat mais son opposition au pouvoir prussien lui ferma très vite de nombreuses portes. Il dut se résoudre alors à embrasser la seule profession qui pouvait ramener quelques revenus, même irréguliers, à un intellectuel de gauche : le journalisme politique. L'exil fut la suite logique dès 1843, à 25 ans, et jusqu'à sa mort : d'abord à Paris, puis Bruxelles et Londres pour finir.

Ce stress permanent et cette pauvreté furent moralement épuisants bien qu'il s'attachât toujours à sauver les apparences d'une vie bourgeoise conventionnelle grâce au soutien courageux de son épouse Jenny et surtout d'Engels. Cette situation à laquelle s'est greffée la maladie, sur la fin, peut expliquer l'alternance de périodes de travail très intenses suivies de repos complet pendant des mois préjudiciable à sa production intellectuelle sans parler de ses sautes d'humeur liées à sa confusion entre amitié personnelle et adhésion politique et à un tempérament autant jovial et chaleureux que susceptible et irascible. Finalement, K. Marx apparaît plus comme un observateur qu'un insurgé révolutionnaire ! Malgré sa difficulté à coucher sur le papier la forme définitive de sa pensée, on peut tout de même relever deux constantes dans son parcours : une fidélité aux concepts hégéliens de sa jeunesse même si, de plus en plus, il essaiera d'affirmer sa propre version de cet héritage tout en incorporant les nouvelles tendances positivistes de son époque et son opposition résolue à l'autoritarisme prussien puis russe qui le conduiront à toujours privilégier l'action politique violente pour renverser ces régimes plutôt que l'option démocratique et légale.

Mais ce sont plutôt les évolutions de la pensée de K. Marx que J. Sperber s'attache à décrire. Et cela part de loin car son premier contact avec les idées communistes où il ne voyait qu'« un authentique danger » contre lequel il prônait le recours à l'armée, ne l'enthousiasma guère. Concernant le prolétariat, au cœur de sa théorie de la lutte des classes car le seul à pouvoir porter la révolution politique bien qu'il dénonçât la dictature d'une seule classe, il ne le fréquenta guère tout en cherchant à l'organiser dans ce but. On peut même

dire qu'il conserva à son égard un préjugé bourgeois voire du mépris qui l'empêcha de saisir sa diversité et ses évolutions sociales. Quant à son internationalisme, c'est surtout en Allemagne et au sein de la communauté allemande en exil qu'il tenta d'imposer son leadership intellectuel non sans difficultés que ce soit au sein de l'AIT, avec Lassalle ou les socialistes allemands. Malgré tout ce travail de réflexion, il passa à côté du lien impérialisme/capitalisme sans parler de son embaardée nationaliste quand il soutint, au moins au début, Bismarck contre les Français lors du conflit de 1870.

Dans le domaine économique, selon J. Sperber, les idées de K. Marx étaient plutôt façonnées par les tendances intellectuelles et la situation politico-économique de la première moitié du XIXème siècle. K. Marx lui-même, partisan du libre-échange, présentait « Le capital » comme la version la plus avancée et la plus exacte du courant dominant de son époque, le libéralisme, dont il s'était attaché à reformuler les notions fondamentales avec plus de précision théorique et empirique.

J. Sperber nous a bien dépeint un homme du XIXème siècle dont la recherche intellectuelle était loin d'être figée dans un dogme. Cependant sa thèse soulève, tout au long de son développement, une question lancinante à laquelle l'auteur n'apporte qu'une esquisse de réponse : comment K. Marx a-t-il pu avoir une si forte et si longue influence au XXème siècle ? A n'en pas douter, cet ouvrage est une excellente introduction à un phénomène multiforme et appelle d'autres lectures sur la construction postérieure du marxisme et sur Engels, homme clé dans ce processus dont l'importance fut aussi considérable du vivant de K. Marx tant au niveau des idées que par son soutien indéfectible, humain comme matériel.

WILLARD Claude, *Les guesdistes. Le mouvement socialiste en France (1893-1905)*, Paris, Editions sociales, 1965, 770 p.

L'histoire des guesdistes pourrait se résumer à celle d'un noyau de jeunes intellectuels et de militants aguerris comme Jules Guesde préemptant un courant philosophique en provenance d'Allemagne (ce qui ne manquera pas d'être un handicap) qui se constitue ainsi une niche politique et électorale qu'il s'efforcera de faire fructifier. Mais, en voulant à tout prix imposer au mouvement ouvrier français un marxisme que les leaders eux-mêmes, coupés aussi de l'accès aux textes originaux, n'avaient assimilé que de façon très superficielle et sans avoir fait au préalable l'effort d'analyse du contexte purement national (forte hétérogénéité et variété des structures sociales, notamment ouvrières, richesse et complexité des traditions historiques, attachement à la forme républicaine et démocratique de l'Etat), l'entreprise ne sera guère couronnée de succès. Car cette faiblesse doctrinale originelle ne sera jamais vaincue et sa persistance se révélera fatale au mouvement. Face à une société secouée par différentes crises (économique, politique avec les poussées monarchistes et nationalistes) et donc en évolution constante, davantage soucieux de pédagogie et de propagande, les guesdistes resteront figés dans une phraséologie révolutionnaire promettant le grand soir, dédaigneuse des réalités, souvent brutale bref un catéchisme rhétorique qui les feront apparaître à la longue comme un parti d'obstruction, celui du tout ou rien. Symptomatique à cet égard est la conception bureaucratique des rapports avec les syndicats qui créera une véritable coupure. Sur un socle idéologique si peu ferme et face à d'autres groupes socialistes se voulant aussi les hérauts de la classe ouvrière, le P.O.F. finalement ne pénétrera que marginalement ce milieu tant en termes électoraux que géographiques (il se développera essentiellement dans le Nord, l'Aube, l'Allier et la région lyonnaise). Après ses atermoiements lors de l'affaire Dreyfus, la crise millerandiste l'ébranlera fortement. Incohérence entre le discours et la pratique engendrant compromissions électorales et querelles de personnes, malgré une fusion avec d'autres groupes révolutionnaires au sein du Parti Socialiste de France en 1902 puis dans la nouvelle SFIO en 1905, le P.O.F. ne dépassera plus jamais son apogée de 1898 et dégènera en fraction minoritaire.

Néanmoins, introducteur du marxisme en France et des théories de lutte des classes, premier parti de classe et au sens moderne du terme grâce à une structuration même imparfaite faute de moyens humains et surtout financiers, avec un discours certes schématique et sommaire mais permettant l'espoir en des jours meilleurs, une discipline de combat, un leader charismatique, le P.O.F. a laissé une forte trace et a enrichi le mouvement

ouvrier en étant un acteur majeur de sa renaissance au point d'imprégner encore la conscience de nombreux militants et d'avoir légué un héritage toujours revendiqué.

Claude Willard a réalisé un travail impressionnant pour nous conter l'histoire de ces guesdistes notamment avec ses analyses électorales et sociologiques du parti. Et s'il fallait exprimer un regret face à cette somme, ce serait de ne pas avoir donné davantage de « chair» à ces militants extraordinaires.

WINOCK Michel, *Le socialisme en France et en Europe XIXème- XXème siècle*, Paris, Editions Points, 2018, coll. Points histoire, 432 p.

Ce livre est une excellente introduction pour comprendre l'origine des nombreuses querelles qui ont émaillé les débuts du mouvement socialiste et qui, pour certaines, ont perduré tout au long du XXème siècle. En excellent vulgarisateur sans renoncer à la rigueur intellectuelle, Michel Winock nous apporte un peu de lumière dans cette nébuleuse de groupes et groupuscules qui caractérisent ce courant idéologique notamment en France.

Même si les chapitres consacrés à l'Internationale et aux autres partis socialistes européens ne représentent, au final, qu'une petite partie de l'ouvrage, ils sont bien utiles pour souligner, a contrario, les spécificités du socialisme français, principal objet de l'étude. Ce sont, en fait, deux lignes qui se sont affrontées pratiquement dès le début et qui n'ont jamais réussi à se réconcilier : le changement pour une société de justice et de liberté doit-il se faire par la révolution ou par la réforme dans le cadre républicain ? De cette question fondamentale découlent toute une série de questionnements, de clivages qui alimenteront la compétition entre les divers groupes, les positionnements opportunistes et les stratégies électorales : rôle et nécessité de l'État, lutte de classe (affrontement patronat/ouvriers) sur le terrain purement économique ou politique, démocratie directe ou représentative, contrôle des élus, défense de la République quand elle est menacée (boulangisme, affaire Dreyfus) ou retrait sur l'Aventin, liaison syndicat/ parti, suffrage universel et participation à la compétition électorale. Contrairement au SPD allemand ou au Labour anglais, la concurrence entre le parti et le syndicat n'a jamais été réglée en France et est en partie la cause des difficultés d'implantation durable du socialisme dans le pays entraînant des clivages que même la création de la SFIO n'a jamais réellement surmontés. Mais ceci tient aussi à certaines spécificités françaises : éparpillement de l'industrie en petites unités de production, ruralité très forte, liens idéologiques et symboliques avec la Révolution de 1789/1793 qui a déjà amené le suffrage universel, la République quand les autres socialistes européens doivent d'abord se battre pour ces conquêtes, forces populaires déjà canalisées par d'autres mouvements comme les radicaux, mouvement socialiste naissant décapité lors de la Commune.

De façon plus originale, dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur revient sur certains thèmes clés au travers d'une série d'articles publiés dans différentes revues : la Commune, socialisme et patriotisme, socialisme et communisme, une longue étude sur le parti de Jean Allemane qui est pour Michel Winock « au cœur même des contradictions du socialisme français dont l'absence d'unité idéologique et organisationnelle était condamnée à

se perpétuer » et pour finir une tentative de comprendre l' « anomalie » de la division de la représentation ouvrière entre le parti et le syndicat contrairement aux partis sociaux démocrates européens.

Vraiment, une excellente synthèse des débuts de ce courant idéologique.

HISTORIOGRAPHIE

La Révolution Française est incontestablement la matrice originelle de l'histoire politique française des deux derniers siècles. Depuis 1789 et pour très longtemps, il y eut deux France, une qui trouvait son inspiration dans la Révolution et l'autre qui rejetait son héritage, des Bleus contre des Blancs, un peuple de gauche et un peuple de droite. Mais si un bloc fait preuve d'une certaine stabilité en étant fondé sur le conservatisme, ce qui le rendit facilement circonscrit notamment par René Rémond dans *La Droite en France* paru en 1954, il n'en va pas du tout de même de l'autre. Aucune synthèse de la même veine, aucune analyse n'a pu être écrite jusqu'à maintenant sur la gauche. Et pour cause tant, dès le départ, cette France, par nature, s'est montrée particulièrement mouvante, complexe, fracturée en de multiples chapelles. C'est donc plus souvent à travers le prisme de ses différents courants, de leur positionnement selon les époques et des différents personnages qui les ont incarnés que cette gauche a été appréhendée. Les ouvrages et les revues ne manquent pas sur le socialisme, l'anarchisme, le communisme, le radicalisme.

Socialisme et mouvement ouvrier

En ce qui concerne le socialisme, ce fut Elie Halévy qui se lança le premier dans l'aventure en publiant une *Histoire du socialisme européen* dès 1948 suivie d'une *Histoire du socialisme en France (1871-1961)* écrite par Daniel Ligou en 1962. Mais la tentative de synthèse la plus remarquable est sans conteste *L'histoire générale du socialisme* parue entre 1972 et 1977 sous la direction de Jacques Droz. Pour cette œuvre monumentale, celui-ci s'est adjoint non seulement des historiens madrés mais aussi de nouvelles plumes promises à un bel avenir dont les synthèses sont, pour certaines, devenues des classiques à part entière. Parmi ces auteurs, on peut citer Madeleine Rebérioux, Annie Kriegel, François Bédarida, Pierre Vilar. Au-delà de cette ouverture et des différentes approches suscitées par cette diversité de parcours et de générations, l'importance de cet ouvrage tient aussi aux différents chapitres consacrés au développement du socialisme ailleurs dans le monde. En 1977 toujours, Georges Lefranc poursuit l'entreprise avec son *Mouvement socialiste sous la IIIème République*. Parmi d'autres études et synthèses consacrées à ce mouvement, *Le socialisme en France et en Europe, XIXème- XXème siècle* de Michel Winock, publié en 1992, sans

atteindre l'ampleur ni l'exhaustivité des précédents ouvrages, est une excellente introduction pour se retrouver dans cette nébuleuse de groupes et groupuscules qui ont marqué les débuts de ce courant en France. Même si la part consacrée aux partis socialistes européens ne représente qu'une petite partie de l'ouvrage, elle souligne a contrario les spécificités du socialisme français. D'une part, la principale ligne de fracture qui détermine la plupart des positionnements : pour accéder à cette société de justice et de liberté recherchée par tous les protagonistes, faut-il procéder par réformes successives ou par une révolution ? D'autre part, contrairement au SPD allemand ou au Labour anglais, la concurrence entre le parti politique et le syndicat ouvrier n'a jamais été réellement surmontée. Et cette « concurrence » bien française se retrouve dans l'historiographie où, parallèlement à ces travaux centrés sur les mouvements politiques, l'étude du mouvement ouvrier en lui-même dont la connaissance était aussi indispensable pour comprendre le socialisme, trouva son « héros » en la personne de Jean Maitron, fondateur de la revue *Le mouvement social* mais aussi grand architecte d'une œuvre tout aussi imposante : le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* dont les très nombreuses notices écrites par des dizaines d'historiens, enseignants, militants sont regroupées en 45 volumes et autres supports, aujourd'hui accessibles en ligne. Dans le même registre, il faut signaler aussi, sous la direction de Rolande Trespé et Claude Willard, *La France ouvrière* (1993).

En 2004, paraissait en deux volumes *L'histoire des gauches en France*, sous la direction de Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, où les très nombreux contributeurs représentant également plusieurs générations et sensibilités s'efforcèrent, tout en évitant une vision uniforme et univoque, de mettre en relief les problématiques communes à l'ensemble de la gauche. Ils soulignèrent ainsi un fond identique : la Révolution comme réservoir de modèles politiques, l'idée de progrès, de mouvement, d'avenir et s'essayèrent à définir l'homme de gauche, sa sociabilité voire sa psychologie en mobilisant les nouvelles approches de l'histoire culturelle et de l'histoire des mentalités.

Cependant, l'histoire du socialisme semble intéresser de nouveau à travers celle de nombreux auteurs et acteurs surtout d'avant 1914 et par un retour aux textes et archives d'époque réédités par des diffuseurs comme les éditions Argone, Demopolis ou les Editions sociales. La question du « marxisme » des différentes tendances est ainsi réexplorée.

Guesdisme et marxisme

Parmi tous les courants qui ont connu une certaine prospérité au début du socialisme, les guesdistes ont influencé durablement la structuration de la gauche en devenant le premier

mouvement ouvertement marxiste. Si une approche globale des liens du marxisme avec la France n'a jamais été entreprise, plusieurs travaux ont cependant été publiés portant essentiellement sur la période fin du XIX^{ème} siècle- Première Guerre Mondiale et centrés sur la figure de Jules Guesde. Parmi les premiers, il faut citer ceux de l'historien américain Samuel Bernstein auteur, en 1933, de *The beginnings of marxian socialism in France* et, plus tard en 1940, d'un long article sur l'introduction du marxisme en France en 1870-1880 dans la revue du parti communiste américain *Science and society* où, déjà, se forme l'image d'un courant et surtout d'un leader plutôt dogmatique dont l'approche du marxisme reste cependant très sommaire et schématique. En 1937 et 1947, paraissent deux ouvrages écrits par des partisans de Jules Guesde donc suspects d'une certaine partialité. Il s'agit de *Jules Guesde, le socialisme fait homme* d'Adéodat Compère-Morel et de *L'introduction du marxisme en France* d'Alexandre Zévaès qui avait déjà fait paraître un *Jules Guesde 1845-1922* en 1929. Il faut donc attendre 1965 pour voir édité un véritable travail scientifique, selon les règles de l'art : *Les guesdistes. Le mouvement socialiste en France 1893-1905* de Claude Willard.

Malgré un contexte politique particulier où l'appropriation des guesdistes revêtait un enjeu surtout pour le PCF, l'auteur a réalisé un impressionnant travail historique sur ce courant notamment par ses analyses électorales et sociologiques et l'étude de son implantation en France. A peu près à la même période, Maurice Dommanget revint sur *L'introduction du marxisme en France* (1969) en s'appuyant surtout sur le témoignage de Gabriel Deville qu'il avait pu interviewer. Il met alors en évidence, autour de celui-ci, le rôle prépondérant d'un groupe d'étudiants, d'abord adhérents à la section de Toulouse de l'Internationale puis piliers du café Soufflet à Paris où Jules Guesde les rencontra. C'est là que se forge le duo Guesde-Deville que l'on retrouve à la tête du premier journal ouvertement marxiste, *l'Egalité*, étudié par Michèle Perrot dans son mémoire de maîtrise. Rejoints plus tard par Paul Lafargue, ils formeront désormais « la trinité » qui dirigera le courant marxiste jusqu'au départ de Gabriel Deville en 1889 et qui sera aussi à l'origine de la création du premier parti politique marxiste, le Parti Ouvrier devenu en 1893 le Parti Ouvrier Français, analysé par Emile Bottigelli et Claude Willard dans *La naissance du Parti Ouvrier Français* en 1981. L'année précédente, Thierry Paquot avait également publié, dans la même veine, *Les faiseurs de nuages. Essai sur la genèse des marxismes français (1880-1914)*. L'intérêt pour les guesdistes qui font partie de la geste héroïque du socialisme se prolonge jusqu'aux années 1970 même s'ils se figent dans l'image de militants peu intéressés par la théorie, véhiculant un marxisme frustré, superficiel, au final dogmatique et sectaire, aux conceptions étroites directement à l'origine du divorce entre syndicalisme et

socialisme sans parler de leur cécité totale face à l'aspiration populaire pour la lutte contre la guerre. Cette légende noire se concrétisera surtout en 1975 avec la parution du livre sévère de Daniel Lindenberg intitulé *Le marxisme introuvable* où l'auteur cherche à répondre à la question : « pourquoi le marxisme reste-t-il en 1975, en France, un discours marginal, une idéologie pédagogique de masse pour cadres ouvriers ou une coquetterie philosophique pour intellectuels avancés ? ». S'ensuit une période de purgatoire seulement troublée par la parution en 1987 du livre de Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française*. Avec la crise financière de 2008, un renouveau limité pour le marxisme auquel fait écho *Le Capital au XXIème siècle* de Thomas Piketty (2013) se matérialise aussi dans la biographie de Jonathan Sperber parue en 2017 et dont le titre évoque bien cette nouvelle perception : *Karl Marx, homme du XIXème siècle*. Jules Guesde et les premiers marxistes bénéficient également de ce regain d'intérêt en voyant leur rôle et leur action réévalués, loin des clichés et qualificatifs gravés dans le marbre. C'est la tâche à laquelle s'attaque Jean-Numa Ducange dans son *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?* paru aussi en 2017. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il s'agit peut-être de la première véritable biographie historique du leader socialiste, il s'agit bien en tout cas d'un essai de restitution de « la trajectoire d'un homme qui, régulièrement cité jusqu'à nos jours comme l'emblème du sectarisme, demeure en réalité fort mal connu ».

Révolution et réformisme

Tous les efforts de structuration, d'approfondissement théorique, de synthèse du mouvement socialiste vont se situer dans un contexte politique plutôt agité avec les épreuves que constituent la crise du boulangisme, l'affaire Dreyfus, le révisionnisme de Bernstein, l'entrée de Millerand au gouvernement, la séparation de l'Église et de l'État. Ces épisodes ont donné lieu à des affrontements, à des controverses célèbres comme la récurrente opposition entre révolution et réformisme illustrée par exemple dans le *Discours des deux méthodes : Jean Jaurès- Jules Guesde* de Jean-Numa Ducange (2014) ou *Jaurès et le réformisme révolutionnaire* de Jean-Paul Scot (2014). Une autre controverse a été déclenchée au tournant du siècle par le socialiste allemand Edouard Bernstein qui voulut porter un œil critique sur certaines thèses fondamentales du marxisme alors qu'il était l'exécuteur testamentaire de Friedrich Engels ! C'est ce qui fut appelé « la crise révisionniste ». Même si elle eut peu d'impact en France, Jaurès notamment réfuta ces thèses, d'autres personnalités comme Charles Andler ou Georges Sorel, sans être des disciples de Bernstein, « participèrent à un mouvement entraînant plusieurs intellectuels socialistes à réévaluer ou à réinterpréter les écrits de Marx au terme d'une décennie qui les avait

largement diffusés » en mettant, par exemple, « en avant, la nécessité qu'il y avait pour le socialisme de prendre appui sur un jugement moral² ». En aparté, on peut remarquer le rôle clé de beaucoup d'intellectuels et il n'est donc pas inutile de signaler l'ouvrage de Christophe Charle *Naissance des intellectuels 1880-1900* (1990).

Tous ces débats menèrent à diverses recompositions, reclassements, clarifications parmi les militants et leurs leaders et Gabriel Deville n'échappa pas lui non plus à un certain aggiornamento. En gros, dans ce tournant des années 1900, le mouvement socialiste en France était articulé autour de trois tendances : les guesdistes au marxisme toujours dogmatique dont nous avons déjà vu une historiographie, Jaurès et son réformisme révolutionnaire et enfin les socialistes indépendants autour de Briand et Millerand, surtout des élus et peu structurés.

Jaurésiens

Difficile de se lancer dans une historiographie des jaurésiens tant les productions sont nombreuses tournant, pour l'essentiel, autour des propres écrits de Jean Jaurès particulièrement abondants et regroupés dans ses *Œuvres*, décortiquant son cheminement intellectuel si riche et foisonnant. Parmi tous ces textes, il y a néanmoins un ouvrage qui doit être singularisé et qui représente une sorte de version définitive, de synthèse particulièrement aboutie de la vie du grand leader socialiste. Il s'agit du *Jean Jaurès* de Gilles Candar et Vincent Duclert sorti en 2014 pour le centenaire de sa mort et du déclenchement de la Première Guerre Mondiale qu'il avait essayé jusqu'au bout d'empêcher.

Socialistes indépendants

En ce qui concerne les socialistes indépendants, la production historique fut beaucoup moins riche. En effet cette tendance ne peut être présentée uniquement, en dépit du programme de St-Mandé, comme un courant idéologique car issue de scissions successives parmi les socialistes mais plutôt comme un réseau d'élus « qui tiennent à conserver quelques distances avec les partis ouvriers », avec l'idéalisation des révolutions, ou d'hommes « qui, à l'instar de Benoît Malon, tentent de proposer des alternatives théoriques aux écrits de Marx et d'Engels³ ». Le travail le plus important sur ce groupe a été réalisé par Sylvie Rémy dans le cadre d'une thèse de doctorat soutenue à Limoges en 2001, *Jean, Jules, Prosper et les*

2 C. PROCHASSON, *L'invention du marxisme français*, dans J.-J. BECKER, G. CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 1, Paris, La Découverte, 2004, p. 438-439

3 C. VOILLIOT, S. REMY, *Jean, Jules, Prosper et les autres. Les socialistes indépendants en France à la fin du XIX^{ème} siècle*, Revue d'histoire du XIX^{ème} siècle, 2012, p. 216-217

autres. Les socialistes indépendants en France, à la fin du XIXème siècle. Mais on peut citer également deux ouvrages d'Emmanuel Jousse, l'un intitulé *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914* publié en 2007 et l'autre issu aussi d'une thèse de doctorat *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du socialisme réformiste en France (1871-1917)* paru en 2017.

Biographies de leaders socialistes

L'histoire du mouvement socialiste, surtout à ses débuts, fut, comme on l'a vu, d'abord l'histoire d'une multitude de factions, groupes et chapelles souvent identifiés par un leader théoricien ou très charismatique. Il n'est donc pas étonnant que les représentants socialistes, tout comme beaucoup d'hommes politiques de la IIIème République, aient eu leurs biographes. Il est évidemment impossible d'indiquer ici tous ces travaux. Signalons, au hasard, outre la biographie de Jean Jaurès déjà citée, celle de Jean-Louis Rizzo sur *Alexandre Millerand* parue en 2013, de *Gustave Hervé* par Gilles Heuré (1997), de Michel Cordillot sur *Zéphirin Camélinat* (2004) ou celles de Gilles Candar encore concernant *Charles Bonnier* en 2001, *Jean Longuet* (2007) et tout récemment une nouvelle biographie d'*Edouard Vaillant* (2018). Côté guesdistes, si Jules Guesde a fait l'objet de plusieurs études déjà citées, Paul Lafargue a aussi bénéficié d'une volumineuse biographie en deux volumes parue aux Etats-Unis. Elle est l'œuvre de Leslie Derfler : *Paul Lafargue and the founding of French marxism* (1991) et *Paul Lafargue and the flowering of French marxism, 1882-1911* (1998). Guesde par son charisme et son talent de propagandiste, Lafargue par sa qualité de gendre de Karl Marx, son originalité, son dandysme, sa présence sur la scène internationale et dans de nombreux journaux ont su capter la lumière. Gabriel Deville, le troisième élément de cette « trinité » qui introduisit le marxisme en France dans *L'Egalité* et par la création du Parti Ouvrier, n'a jamais fait l'objet, en ce qui le concerne, d'un quelconque travail de recherche.

Son parcours, son évolution, ne sont certes pas singuliers parmi tous ces militants d'un socialisme qui se cherchait, d'une nébuleuse où les différentes crises, oppositions entraînaient un reclassement, une recomposition permanente et où, au-delà des différences de fond, tactiques et personnelles, les caractères de chacun avec leurs qualités et leurs défauts jouaient leur rôle. Mais cette absence totale est tout de même surprenante.

Comment sont-ils devenus socialistes ?

Par ces cheminements, force est de constater, de façon très banale, que ce sont d'abord des hommes qui font l'histoire. Dès lors, on peut se demander comment certains sont devenus socialistes et le sont restés quand d'autres s'éloignaient, malgré les tumultes et les fracas de l'élaboration d'une doctrine appelée à un grand avenir. Cette réflexion n'est pas si récente puisqu'une référence en la matière reste le livre écrit en 1931 par Louis Lévy *Comment ils sont devenus socialistes*, recueil de témoignages de personnalités de son temps. Mais les questions qu'il pose sont toujours d'actualité et sont une bonne grille d'interprétation et d'appréhension de ceux qui ont marqué les débuts du marxisme en particulier, surtout par rapport à l'apparition d'une « idéologie étrangère » qu'il s'agissait de plaquer sur un substrat spécifiquement français dont la Révolution et la République sont des piliers majeurs. Louis Lévy s'est ainsi demandé au sujet de ces hommes : « Quel chemin ont-ils parcouru pour atteindre le point d'où le monde vous apparaît sous un aspect nouveau ? Ont-ils beaucoup voyagé avant d'atterrir au socialisme ? Ou bien leur esprit a-t-il connu, un jour, par hasard, une secousse brusque qui a fixé leur vie entière ? ». Alain Corbin s'est lui aussi essayé à définir « *L'homme de gauche au XIXème siècle* » dans la conclusion du volume 1 de *L'Histoire des gauches en France* de J.-J. Becker et G. Candar (2004). Enfin, ce dernier s'est aussi interrogé dans un petit opuscule paru en 2015, *Devenir socialiste : le cas Jaurès*. Mais il sera difficile d'y trouver un catalogue de caractéristiques ou de recettes tant le parcours et la démarche de Jaurès marqués par la recherche permanente d'unité, d'harmonie entre la pensée et l'action, démarche intellectuelle très exigeante, sont difficilement reproductibles.

Gabriel Deville s'est pleinement inscrit dans cette histoire du socialisme. C'est ce que nous allons tenter de mettre en évidence en apportant un éclairage sur la vie de cette personnalité croisée régulièrement dans beaucoup des textes cités ci-dessus mais jamais étudiée pour elle-même.

PROBLEMATIQUE

A part une rue qui évoque ce nom, la famille Deville et notamment Gabriel né en 1854 est totalement inconnue de la plupart des Tarbais. Pourtant, plusieurs de ses membres ont largement payé de leur personne pour la République : le grand-père, député Montagnard en 1848 et emprisonné à Belle-Ile, l'oncle proscrit en 1851, le père, citoyen actif et brièvement maire de la ville. Gabriel a poursuivi dans la même voie en se tournant aussi très jeune vers la politique qu'il a découverte dans les rangs de la Ière Internationale en 1871 alors qu'il venait à peine de débiter ses études de droit à Toulouse poursuivies ensuite à Paris. Sa carrière s'est d'abord déroulée auprès de Jules Guesde qu'il a initié, même très sommairement, au marxisme. Il peut donc en être considéré comme un des introducteurs en France. Ainsi, il sera amené, avec l'accord de Karl Marx, à rédiger un abrégé du *Capital* afin de le rendre beaucoup plus accessible à la grande majorité. Cependant, au fil des ans, ses réflexions et ses engagements vont l'éloigner du Parti Ouvrier, premier parti marxiste, dont il fut aussi un des fondateurs. La crise du boulangisme va représenter une première césure en 1889. Après un certain retrait de la vie politique, il se rapproche de Jean Jaurès surtout à partir de 1893. L'affaire Dreyfus cependant, comme pour tous les socialistes, va être un nouveau moment de forte tension et à l'origine d'un nouvel aggiornamento. Au moment de la création de la SFIO, en 1905, il basculera du côté des socialistes indépendants avec Millerand et Briand. Son parcours politique, essentiellement journalistique, ponctué de deux mandats de député de Paris, prendra fin en 1907. Il entame alors une carrière diplomatique surtout en tant que ministre plénipotentiaire en Grèce et sera mis à la retraite en 1915.

La trajectoire particulière de Gabriel Deville illustre deux questionnements : tout d'abord, comment pouvait-on rejoindre les rangs des premiers socialistes et, dans son cas, nous verrons l'importance du terreau familial ? Mais, surtout, au cours d'une carrière qui s'étendit de 1875 à 1907, comment les grands débats qui ont agité le socialisme de ces années-là ont-ils marqué son évolution intellectuelle et politique ? Sur quoi s'est-il opposé, sous l'influence de qui ou quelle influence a-t-il lui aussi pu avoir ? Au gré de ses nombreux articles de journaux, publications et de rares archives, très dispersées, qu'il a pu laisser, nous nous efforcerons de retracer ce parcours atypique sans être singulier marqué par des

fractures, notamment au regard de celui d'autres personnalités socialistes de l'époque et de lui rendre la place qu'il mérite dans le panthéon de la gauche.

A sa mort en 1940, Gabriel Deville était déjà presque complètement oublié alors qu'Alexandre Zévaès et, plus tard, les historiens Maurice Dommanget et Christophe Prochasson ont souligné l'importance de son apport et le rôle considérable qu'il a joué dans la diffusion des idées de Marx au sein du socialisme français. Pourtant, contrairement à un Paul Lafargue qui a fait l'objet de plusieurs travaux, il est resté jusqu'à aujourd'hui dans les ténèbres de l'Histoire. A travers la vie de ce Tarbais de naissance, c'est aussi aux sources de cette Troisième République de progrès et de liberté, à l'œuvre considérable, que nous allons remonter, voyage rafraîchissant tant ses valeurs paraissent bien chahutées aujourd'hui.

PLAN

S'il fallait écrire la biographie d'un individu quelconque, nul doute que sa vie serait aisément découpée en au moins trois périodes « primaires » : la jeunesse et l'apprentissage scolaire ou manuel, la vie professionnelle et la retraite. Avec les hommes politiques, on peut aisément rajouter à ce schéma les évolutions de la pensée et des appartenances partidaires correspondantes. Ces données supplémentaires permettent d'affiner le séquençement d'une vie.

Gabriel Deville illustre parfaitement la possibilité d'un tel cheminement de par son évolution intellectuelle qui l'a vu débiter à la gauche du mouvement socialiste pour finir à sa droite dans une période où celui-ci se cherchait, se fragmentait, où ses leaders, de fortes personnalités, passaient beaucoup de temps en querelles pour asseoir leur pouvoir dans la perspective d'une unification qui mettra des années à se concrétiser. Gabriel Deville a vécu tous ces débats au plus près des principales figures du socialisme : Jules Guesde, Jean Jaurès ou Alexandre Millerand et de bien d'autres. Journaliste, député, son engagement fût aussi indéniablement influencé par un terreau familial particulièrement riche pour la défense et la victoire de la République et dont les principes inculqués irrigueront en permanence ses positionnements idéologiques. De cet entrelacs, de ces interactions permanentes entre courants profonds issus de cette histoire familiale et courants de surface propres à la construction de sa propre vie, nous essaierons de rendre compte en plusieurs périodes de la vie de Gabriel Deville :

- Présentation de sa famille et les années de jeunesse, les études et les premiers pas militants (1854-1876)
- Les débuts dans le journalisme engagé, pionnier des idées marxistes, la constitution d'un parti, auprès de Jules Guesde (1876- 1882)
- La structuration d'un parti de classe, marxiste, toujours avec Jules Guesde (1882-1890)
- La séparation avec le Parti Ouvrier suivie d'une mise en retrait et d'un aggiornamento politique, retour à la vie politique, premier mandat de député (1890-1896)
- Les années Jaurès, l'affaire Dreyfus, l'Histoire socialiste de la Révolution Française, le second mandat de député, la rupture avec le Parti socialiste (1896-1906)

I. Une famille républicaine

1. Le grand-père, un engagement total au nom de la République

Jean-Marie-Joseph Deville est né à Tarbes, paroisse St Jean sur le haut de la ville, le 3 février 1787⁴. Son père, Denis, est maître chapelier, peut-être originaire du Gers où son frère Joseph, parrain de l'enfant, réside, à Manent, aujourd'hui Manent-Montané, au sud de Masseube, à l'ouest du lac de la Gimone. Sa mère est Louise Guilhemat.

En 1803, à 16 ans donc, il s'engage volontairement dans l'armée et fit toutes les campagnes de l'Empire. Il reviendra brièvement sur ces années dans le compte-rendu qu'il fera à ses électeurs de son arrestation le 13 juin 1849. « Depuis l'âge de 17 ans, ma jeunesse s'est passée sur les champs de bataille, j'y défendais la Révolution, la France, son initiative démocratique et civilisatrice en Europe, son honneur, son indépendance nationale⁵ ». Capitaine des grenadiers en 1814, il renonce à son grade, à ses blessures, à ses services au retour des Bourbons. « Quand j'entrevis notre armée devenant l'auxiliaire de la Sainte Alliance, je frémis d'indignation⁶ ». Il reprit l'uniforme pour les Cent-Jours et, après Waterloo, quitta définitivement l'armée. Comme pour tous les anciens grognards de Napoléon, sa solde fut divisée par deux à la Restauration et il eut à subir les persécutions des fonctionnaires royalistes. Il raconte ainsi « l'invasion de son domicile, à 5 heures du matin par les gendarmes, sabre au poing, alors que sa femme était enceinte de 6 mois⁷ », sûrement donc en 1817. Car, le 14 mai 1816, à la mairie de Tarbes, il avait pris pour épouse Gabrielle Duffau, née le 15 août 1785 à Tarbes, fille de feu Bernard Duffau, maître de postes (domicilié rue des Grands Fossés), décédé à Tarbes le 6 septembre 1814 et Ursule Buron⁸. Sur l'acte Jean-Marie-Joseph Deville est présenté comme ex-capitaine au 102ème régiment d'infanterie de ligne dont le père est décédé à Tarbes mais dont la mère est présente. Curieusement, un des frères de l'épouse nommé Duffau-Pauilhac habite également le village gersois de Manent dont les Deville semblent aussi originaires.

4 Etat civil, AM Tarbes, GG 36, acte n°37

5 Brochure, AM Tarbes, 105 Z3, 16 p.

6 Brochure, AM Tarbes, 105 Z3, 16 p.

7 Brochure, AM Tarbes, 105 Z3, 16 p.

8 Etat civil, AM Tarbes, 1E28

Est-ce au cours de ses années militaires qu'il atteint un certain niveau d'instruction ou bien se montre-t-il d'une intelligence supérieure, toujours est-il qu'il publie en 1818 une étude historique intitulée *Annales de la Bigorre*, recueil sur lequel il porte la devise : « Tout et toujours à la patrie »⁹. Puis, Jean-Marie-Joseph Deville entame des études de droit. Il s'installe comme avocat et s'inscrit au barreau de Tarbes. Son nom apparaît sur une liste de jury en 1828 en tant que licencié en droit et avocat. On l'y retrouvera en 1835 comme avocat et notaire et en 1846-47 en tant que notaire¹⁰. Le 20 mai 1829, il se tourne vers le notariat après avoir acheté une étude et exerce réellement à partir du mois de juin.

En 1830, certainement à cause de ses états de service, il se retrouve à la tête de la Garde Nationale. Le 22 août, il est nommé adjoint au maire de Tarbes mais refuse cette charge en raison de son opposition au gouvernement¹¹. Mais ne serait-ce pas plutôt à cause de son opposition au futur maire comme nous allons le voir ? Il reste commandant de la Garde Nationale jusqu'en mars 1833, date à laquelle il est suspendu pour deux mois avant de démissionner. Comme il le fera plus tard pendant son mandat de député, il rend compte du différend qui l'a opposé au maire de Tarbes, Mr Ferré, nommé par ordonnance du Roi le 23 août 1830, dans une brochure intitulée : « A mes concitoyens : mémoire expliquant les raisons de la démission de J.M.J. Deville de la tête de la Garde Nationale¹² ». L'opposition porte essentiellement sur les compétences respectives des deux autorités, civile et militaire, qui supervisent la Garde Nationale. Mais il est difficile de ne pas y sentir une inimitié politique et/ou personnelle qui pourrait expliquer le refus de la nomination au poste d'adjoint.

L'essentiel de ce document est la reproduction d'une réponse au Préfet qui se pose en médiateur dans le conflit opposant les deux hommes. Jean-Marie-Joseph Deville, utilisant ses compétences, met en avant des arguments essentiellement juridiques face à deux arrêtés municipaux qu'il juge illégaux, sans se priver d'envoyer quelques piques au passage. Déjà, le 2 décembre 1832, il avait démissionné de ses fonctions en désaccord avec une proposition de modification des règlements de la Garde Nationale qu'un officier dont « il déplore la faiblesse » avait émise, sous influence. Le 28 décembre, le maire prend donc l'arrêté (sous-entendu dont il était à l'origine) modifiant les dispositions de réunion et d'exercices notamment des sapeurs-pompier. De fait, cela revint à une dissolution de la Garde car

9 J.-B. LAFFON, J.-F. SOULET (dir.), *Histoire de Tarbes*, Roanne, Horvath, 1982, p. 273

10 AM Tarbes, 1K10Affiche, 4, 1K110, 1K115

11 J.-F. LE NAIL (coord.), *Les conseillers généraux des Hautes-Pyrénées : 1800-2007*, Tarbes, Conseil général des Hautes-Pyrénées, 2007, p. 133

12 Brochure, AM Tarbes, 105 Z2

« personne n'assistait plus aux prises d'armes et le service de nuit était entièrement désorganisé ». Le 10 janvier 1833 se tint une nouvelle élection pour le poste de commandant. Et Jean-Marie-Joseph Deville fut de nouveau plébiscité avec 62 suffrages sur 69 votants ! Le 10 février, le maire dut le reconnaître comme commandant. Mais, loin de chercher à apaiser le conflit, Jean-Marie-Joseph Deville repartit de suite à l'attaque en décidant, dès le soir même, que « toutes les compagnies se réuniraient sur la place du Marcadieu pour s'y « exercer », profitant du flou de l'arrêté du maire qui, lui, prévoyait la réunion de chaque compagnie dans son quartier « que dans le cas de possibilité ». Dès le lendemain, le 11, le maire prit un deuxième arrêté où il décida, tout seul, « l'heure, le point de réunion de chaque compagnie et la nature des exercices auxquels elle devrait se livrer ». Et, par courrier adressé au commandant le 15 février 1833, il lui enjoint d'exécuter les deux arrêtés. La réponse arrive dès le 16 et tourne autour d'une dénonciation de l'immixtion de l'autorité civile sur ce qui relève, selon Jean-Marie-Joseph Deville, des prérogatives de l'autorité militaire. Pour lui, la ligne de démarcation entre les deux est clairement marquée et, en s'appuyant sur des arguments juridiques, il estime que les deux arrêtés du maire sont contraires à l'article 73 de la loi du 22-25 mars 1831. Donc, il considère que « si l'obéissance dans les hiérarchies sociales est en général un devoir, il est des cas et des temps où ce devoir doit être raisonné et réfléchi. Ces temps, nous y sommes arrivés ». Il évoque un « arbitraire discrétionnaire » et, révélant un tempérament intransigeant sur les principes surtout quand l'intérêt général est en jeu, « s'il ne s'agissait que de moi, je vous ferais le sacrifice des prérogatives » que la loi m'accorde car « à mon âge et avec mon expérience, on tient peu à ces petites vanités » mais ces prérogatives « appartiennent au corps entier ». Et, dans la foulée, il convoque la Garde Nationale en intégralité pour des exercices sur la place Marcadieu le 3 mars. Le maire fait constater ce qu'il considère comme une violation de ses arrêtés et demande la suspension de Jean-Marie-Joseph Deville. Ce dernier, en refusant d'appliquer ces arrêtés, n'a pas voulu s'associer à la violation de la loi, « et j'ai déjà assez prouvé par mes antécédents que je n'étais pas homme à me prêter à des actes de ce genre ». Il ne cède pas non plus un pouce de terrain devant les insinuations du maire qui le décrit comme un « chef malintentionné et ennemi du gouvernement » et que, lui, voit comme un « maire inquiet, hargneux et taquin » qui pensait que « pour satisfaire sa petite vanité et se procurer la récompense dont, à certaines époques, on stigmatise les dévouements serviles, il pouvait tout se permettre » au risque de tomber « dans le désordre et l'anarchie », reprenant exactement les mots du maire à son égard. Jean-Marie-Joseph Deville récuse l'accusation d'être opposé au gouvernement mais revendique celle d'opposant au maire. Pour terminer, il s'adresse directement au Préfet : si vous me donnez raison, vous ferez « triompher les vrais principes tout en me laissant sous le poids

d'un fardeau que je n'ai accepté que par reconnaissance, quoiqu'il nuise essentiellement à mes intérêts privés, à raison de la perte de temps et des susceptibilités que je suis obligé quelquefois de froisser dans l'exercice de mes fonctions », sinon, « je ferai imprimer les pièces du procès [que] je soumettrai au jugement de nos concitoyens ». Jean-Marie-Joseph Deville sera suspendu de ses fonctions de commandant de la Garde Nationale pendant deux mois. Il démissionnera. Même si cette escarmouche avec le maire peut paraître anecdotique, elle révèle tout de même des traits de caractère que l'on retrouvera chez ses descendants et notamment Gabriel Deville : honnêteté intellectuelle, attachement à l'Etat de droit et à la République, intransigeance sur certaines valeurs, combativité, courage non dénué d'un certain panache, au final une assez forte personnalité.

Malgré son animosité envers le maire, il garde un œil sur les affaires municipales et on le retrouve même en charge de la commission de changement des noms des espaces publics¹³. Inévitablement, sous sa houlette, celle-ci se transforme en instrument d'attaque idéologique contre le régime. Il s'agit de fixer la dénomination de soixante-sept lieux. Vingt sept anciens noms sont conservés, surtout les places et les dénominations symboliques. Beaucoup de patronymes de personnalités ayant notamment un lien avec le pays (vingt-quatre sur trente-cinq) sont proposés dans un grand éclectisme puisqu'un contre-amiral émigré qui a des propriétés à Tarbes y côtoie des militaires de la Révolution et de l'Empire mais aussi un évêque révolutionnaire et apostat, Torné, se retrouve en compagnie d'un évêque s'étant distingué par sa lutte contre les prêtres jureurs. Par contre, en ce qui concerne les personnalités nationales promues, la liste est à la limite de la provocation puisque ce sont tous des libéraux ayant eu des démêlés avec le pouvoir. Le Préfet stoppe net le projet en soumettant la délibération au ministre avec un avis défavorable. Une fois de plus, Jean-Marie-Joseph Deville est désavoué mais n'était-ce pas l'objectif recherché en affrontant les autorités ?

Le 23 avril 1848, il est élu représentant des Hautes-Pyrénées à l'Assemblée Constituante, le sixième et dernier avec 17773 voix (le procès-verbal ne donne ni le chiffre des votants ni celui des inscrits)¹⁴. Sur les circonstances de cette élection, Jean-Marie-Joseph Deville déclarera qu'il fut honoré des suffrages de ses électeurs « spontanément, librement, sans sollicitation de [sa] part¹⁵ ». Il prit de suite place à l'extrême-gauche parmi les Montagnards et intégra le comité des Affaires étrangères. Ses différents votes sont bien représentatifs de son état d'esprit. C'est ainsi qu'il vota notamment : pour le bannissement de

13 J.-P. BOVE, *Tarbes, pas à pas*, Roanne, Ed. Horvath, 1986, p. 17-62-63

14 J. JOLLY, *Dictionnaire des parlementaires français*, Paris, PUF, 1960-1977, p. 381

15 Compte-rendu, AM Tarbes, 105 Z3

la famille d'Orléans, contre la loi sur les attroupements, contre le décret des clubs, contre les poursuites de Louis Blanc et Caussidière, contre le rétablissement de la contrainte par corps, pour l'abolition de la peine de mort, pour l'impôt progressif, pour l'abolition du remplacement militaire, pour le droit au travail, contre l'expédition romaine, pour la suppression de l'impôt sur le sel, contre le renvoi des accusés du 15 mai devant la Haute Cour, pour l'amnistie générale, pour l'amnistie des transportés, pour la mise en accusation du Président et de ses ministres, pour l'abolition de l'impôt sur les boissons. Le 21 octobre 1848, il avait proposé d'inscrire dans l'art. 107 de la Constitution : « Le remplacement militaire est interdit ». L'amendement fut adopté par 663 voix contre 140.

Réélu le 13 mai 1849 à l'Assemblée Législative, le cinquième et dernier avec 20331 voix sur 48393 votants et 71204 inscrits, il reprit sa place à l'extrême gauche et signa le 13 juin l'appel aux armes de ce groupe¹⁶.

Cet épisode qui lui vaudra la déportation, comme à son habitude, il en donne sa propre version en publiant une brochure sobrement intitulée : « Compte-rendu par le citoyen J.M.J. Deville, représentant du peuple, aux électeurs du département des Hautes-Pyrénées¹⁷ », datée du jour de sa condamnation par la Haute Cour de Justice, le 13 novembre 1849, depuis la prison de Versailles. Il revient donc sur l'expédition romaine, « violation flagrante de la Constitution, une grave atteinte portée à notre honneur national et l'oubli le plus malheureux des devoirs nés de la solidarité des peuples » qui mènera à la manifestation du 13 juin 1849. Il va utiliser des arguments autant juridiques que politiques mélangés aux sarcasmes et aux polémiques. Il débute de façon très républicaine sans oublier, comme dans l'affaire de la Garde Nationale, de souligner les sacrifices qu'il consent à la défense de la cause. « Depuis 60 ans, représentation, députation ont été pour beaucoup d'hommes des moyens de s'enrichir, de se pousser, de pousser leurs enfants, leurs proches, leurs amis aux honneurs, aux emplois les plus élevés. [...] La représentation a été pour moi la cause de la perte de tout ce qui attache l'homme à la vie, de ma famille, de ma profession, de ma vie civile, de mon existence. [...] Je ne me plains pas de cette position, elle est la conséquence d'un devoir accompli et, en République, le devoir passe avant tout. La foi républicaine, depuis longtemps méconnue, conspuée, proscrite, appelle aussi le dévouement, l'abnégation, le sacrifice et je vous remercie bien sincèrement de m'avoir fourni l'occasion de suivre de loin les traces de tous les hommes de cœur qui nous ont précédés dans cette vie ». L'histoire récente, telle qu'il l'analyse, est assez binaire, opposant un peuple idéalisé et républicain aux contre-révolutionnaires royalistes et aristocratiques. C'est une lutte à mort que laissent transpirer ses

16 J. JOLLY, *Dictionnaire des parlementaires français*, Paris, PUF, 1960-1977, p. 381

17 Brochure, AM Tarbes, 105 Z3, 16 p.

propos intransigeants, radicaux, parfois excessifs et teintés d'un brin de mauvaise foi, révélateurs aussi d'un tempérament passionné aperçu précédemment. Pour lui, en 1848, « 34 années d'une audacieuse, d'une immonde corruption venaient de peser sur la France », « la France, c'était le roi tel qu'il fut : traître, imbécile, crétin qu'il fut en Angleterre ou même en croupe derrière les cosaques », « l'amour de l'or avait absorbé tous les autres sentiments ; s'enrichir n'importe comment, à quel prix, c'était le mot d'ordre, la règle du jour [...] mais la race des valets [...] a la ruse et la souplesse des rapaces ». Paradoxalement, les nouvelles mesures pour la presse prises au nom de la liberté, en février 1848, furent le principal moyen de corruption des esprits, presse « jamais poursuivie » ou « constamment relaxée ». « Pendant que les démocrates très peu fortunés hésitaient à fonder des journaux, la réaction en inondait le pays avec le produit de ses souscriptions », en leur donnant des titres républicains, démocratiques, en les distribuant gratuitement, en utilisant la diffamation et la calomnie contre les républicains sincères qu'elle tentait de diviser entre « républicains modérés et républicains exaltés ». Cette presse, de plus, était aux mains de ceux ou des fils de ceux qui, en 1815, « sous la protection des baïonnettes étrangères » organisèrent dans le midi de la France « des bandes d'assassins » qui « firent fusiller ou guillotiner plus de généraux et d'officiers supérieurs que l'Empereur n'en avait perdu dans ses batailles ». Il aborde ensuite le thème des émeutes « d'origine, d'invention aristocratique » qu'il n'aime pas, qui dissolvent « tout ce qu'il y a d'humain, d'aimant, de généreux » et où « une fureur aveugle règne, pousse au meurtre ». Le peuple « a tout à y perdre », « [son] ignorance et [sa] misère le livrent à la merci des provocateurs » qui le poussent dans la rue. La demande de fin des ateliers nationaux fut ainsi le signal de la guerre civile, « le prélude des terribles et à jamais déplorables journées de juin ». Après l'adoption de la Constitution, la nomination du Président de la République, des lois d'exception, le gouvernement cherchait des prétextes pour pouvoir s'ériger en défenseur de l'ordre. Face à cette situation, la Montagne se trouvait dans une position difficile. Se taire aurait été trahir leur mandat. Ses députés ont donc décidé de déposer un projet de décret de mise en accusation de ce pouvoir parjure en utilisant « l'envoi du corps expéditionnaire aux ordres du général Oudinot [...] dirigé contre la liberté du peuple romain » comme prétexte pour dénoncer une entreprise réalisée sans le consentement de l'Assemblée Nationale et donc en violation de la Constitution. Le texte de la proclamation de la Montagne est publié le 12 juin, le projet de décret rejeté à une grande majorité puis un manifeste est diffusé dans les journaux le 13 juin sans appel à manifester. Néanmoins, une manifestation pacifique eut quand même lieu bien que « personnellement, j'étais entièrement étranger à cette organisation, je n'y avais pris, je n'y voulais prendre aucune part ». Il relate ensuite dans le moindre détail cette funeste journée où il fut arrêté au

Conservatoire des Arts et Métiers au cours d'une réunion de la Montagne. Ironie de l'histoire, il semble bien que Karl Marx lui-même ait pris part à cette manifestation¹⁸. En effet, celui-ci était revenu début juin 1849 à Paris. Il avait de suite pris contact avec « les sociétés secrètes ouvrières qui le 11 juin poussent les membres de la Montagne à l'insurrection. On sait comment le manque de résolution de celle-ci paralysa l'opposition et aboutit à la pitoyable manifestation du 13 juin 1849¹⁹ », à la suite de laquelle Marx est assigné à résidence dans le Morbihan le 19 juillet 1849. Jean-Marie-Joseph Deville raconte les péripéties de cet épisode, comment lui et certains de ses collègues furent placés devant un mur par un officier alcoolisé qui ordonna de les fusiller, tout représentants de la Nation qu'ils étaient. Ils ne durent la vie sauve qu'à l'intervention d'un autre officier. Arrêtés, ils furent conduits devant la porte St Martin ;« nous y demeurâmes plus de 2 heures sans doute pour orner le triomphe de nos vainqueurs » car, pour lui, le 13 juin, il s'agissait de « se débarrasser de certains membres de la Montagne », de chercher un prétexte pour aggraver les lois d'exception en réprimant sévèrement une manifestation pacifique avec « fusiller » comme mot d'ordre et « sans quartier » comme mot de ralliement. « En sorte que c'est sur le rapport de quelque mouchard anonyme, sans constatation de délit, qu'on a disposé de notre liberté et presque de notre vie ». Conduits à la Préfecture de Police, s'ils reçurent en chemin de vifs témoignages de sympathie, ils furent aussi insultés, traités de brigands, montagnards, coquins, infâmes rouges. Placé dans un cachot pourri, il fut ensuite conduit à l'Assemblée et dut, avec ses camarades, monter les marches entre deux haies de gens qui les insultèrent copieusement. Ils restèrent debout dix heures sans boire ni manger avant d'être conduits vers 2h30 du matin à la Conciergerie. Pendant leur séjour, leur courrier fut systématiquement ouvert, « la plus grande infamie qui se puisse commettre, c'est la plus révoltante de toutes les iniquités ». Jean-Marie-Joseph Deville et ses compagnons sont jugés par la Haute Cour de Justice de Versailles le 13 novembre 1849. L'audience se passe très mal, ils contestent la composition du jury qu'ils récusent, protestent contre les injures et outrages dont ils se disent victimes, même leurs avocats sont empêchés de plaider jusqu'au bout. Accepter ce cadre étroit, «c'était se déshonorer », ils sont expulsés de l'audience. Parmi les 34 représentants du peuple poursuivis, 11 sont relaxés, les autres condamnés à la détention ou la déportation dont Jean-Marie-Joseph Deville pour « avoir concouru au renversement de la monarchie, de l'autorité royale par la substitution de la forme républicaine à la forme monarchique ». Il est aussi condamné à la mort civile c'est à dire qu'il est considéré comme mort ce jour-là à Paris²⁰, il perd la propriété de ses biens, sa succession est ouverte, son mariage est dissous. Depuis le

18 J. SPERBER, *Karl Marx, homme du XIXème siècle*, Paris, Piranha, 2017, p. 223

19 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 50

mois de janvier 1849, son étude était gérée par Mes J.Guichard, J.P.Daléas et P.Gey pour son compte²¹, son fils avait pris la relève en juillet 1849. Il termine son compte-rendu par ces lignes : « en vous remerciant de nouveau de m'avoir placé dans la situation de réaliser, dans l'intérêt du peuple, la devise que j'avais adoptée lors de ma publication des *Annales de la Bigorre* : « Tout et toujours à la patrie ». Daumier, dans la revue *Le Charivari*, réalisera de Jean-Marie-Joseph Deville une caricature avec cette légende : « Interrupteur sous la Constituante, interrupteur sous la Législative, rien ne peut interrompre les interruptions de ce représentant. Deville tient de la nature un nez et un caractère également mal faits²² ».

Il sera rendu à la liberté pour raisons de santé (paralysie) le 20 mai 1852²³ et c'est son fils Louis qui ira le chercher, dans tous les cas, avant le 4 avril 1853²⁴.

Il décède chez lui, quartier de Ladourrau, le 20 mai 1853, à 5h du soir, à l'âge de 66 ans²⁵. Cette propriété appelée métairie de Bourbon, entourée de plusieurs parcelles de terres labourables, aulnaie, vigne, prairies naturelles et artificielles, lui vient apparemment de sa mère Louise Guilhemat²⁶. Nous en avons une description sommaire dans un bail passé entre son fils Emile Deville et Edmond Lefebvre en date du 25 février 1886, près de 30 ans plus tard. Elle se compose d'une maison de maître bordée à l'ouest d'une écurie et d'une grange avec un grenier à foin, au midi, d'un hangar à étage couvert en ardoise. A l'est et attenant à la maison de maître se trouve un jardin avec une serre en mauvais état. Enfin, au nord de la maison, est situé un petit parc planté de tilleuls et arbres verts.

Gabrielle Dufau-Pauilhac, son épouse, est décédée quant à elle le 10 octobre 1866 à 2h du matin chez son fils, rue des Petits-Fossés, n° 20 (actuelle rue G.Clémenceau)²⁷.

20 C'est mentionné ainsi sur la table des successions et absences. Il y est également déclaré insolvable par le percepteur et le maire de Tarbes le 24 mars 1851. AD 65, 3Q 18/39 n°406

21 AD 65, 3E 26/430

22 Note, AM Tarbes, 3BL43

23 J.-B. LAFFON, J.-F. SOULET (dir.), *Histoire de Tarbes*, Roanne, Horvath, 1982, p. 242

24 Note, AM Tarbes, 167 Z5/2

25 Etat civil, AM Tarbes, 1E 95, acte n°135

26 Etat des sections du cadastre napoléonien 1818-1848, AM Tarbes, 1G2/3/1, boîte 122/5
Plan, AM Tarbes, 1Fi1740, Section C

27 Etat civil, AM Tarbes, 1E 125, acte n° 347

2. Les oncles, les sciences et la politique toujours au service de la République.

2.1 Privat-Louis-Joseph Deville

Privat-Louis-Joseph est le premier des fils Deville, le plus souvent nommé Louis. Il est né le 21 août 1817 vers 11h du matin²⁸. Il n'a jamais été marié. Ce sera un peu l'érudit de la famille à la fois historien et botaniste. Il se lancera lui aussi dans des études de droit pour devenir avocat. Il obtient son diplôme le 7 août 1836 et prête serment le 6 décembre de la même année. Il est inscrit sur le tableau des avocats exerçant près le tribunal civil de Tarbes le 7 décembre 1839. Il aurait été révoqué après le 13 juin 1849²⁹. Mais on le retrouve membre du Conseil de l'Ordre de cette ville en 1851-1852³⁰. Il semble également qu'il ait terminé sa carrière en tant que magistrat.

Contrairement à son père ou ses frères, il n'a pas du tout été attiré par une carrière politique. Tout au plus le retrouve-t-on en compagnie de son frère Emile en tant que membre du Cercle Démocratique Tarbais, cercle républicain évidemment, auquel il adhère le 10 janvier 1850 peu avant sa dissolution. On le retrouve pour la première fois dans la liste du jury établie en 1860 où il apparaît domicilié chez son frère Emile, ce qui semble être le cas depuis quelque temps déjà. Il y sera présent une deuxième fois en 1865, toujours en compagnie d'Emile³¹.

C'est donc plutôt dans les domaines de la botanique et de l'histoire qu'il se soit fait connaître bien qu'il ait peu publié ses recherches à l'exception des « Etudes historiques sur Tarbes » (1858-1860) portant sur la période médiévale. Il a aussi laissé des travaux manuscrits concernant les monnaies, un dictionnaire d'occitan et un *Guide historique de l'étranger et du voyageur à Tarbes*³². On le retrouve ainsi très assidu de la bibliothèque de Tarbes où il est souvent le seul visiteur. Il travaille presque exclusivement sur le Glanage de Larcher, à raison de trois-quatre jours par semaine et entre le 3 novembre 1862 et août 1863, on l'y retrouve 173 fois, on peut presque dire qu'il a complètement privatisé la bibliothèque³³. Il accumule de la matière mais c'est essentiellement dans les bulletins de sociétés savantes locales qu'il écrit : *Société académique des Hautes-Pyrénées, Revue d'Aquitaine, Société*

28 Etat civil, AM Tarbes, 1E 27, acte n° 138

29 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 177

30 Tableau, AM Tarbes, 1F 1/1, carton 82

31 Liste, AM Tarbes, 1K 117, 1K 119

32 Note, AM Tarbes, 1Z

33 Liste, AM Tarbes, 3R 2/3, t. 3

Ramond. Outre l'histoire, il s'est aussi beaucoup intéressé à la botanique et il a mené de front ses recherches dans ces deux domaines. Il a ainsi décrit une nouvelle espèce d'*Iberis* en 1859, correspondu avec des botanistes locaux comme le chanoine J. Dulac ou étrangers comme l'italien Pietro Bubani³⁴.

Il devait avoir acquis une certaine notoriété pour avoir droit à une nécrologie dans le *Bulletin de la société Ramond* de 1867³⁵. Bien que ce genre de texte soit toujours plus orienté vers l'éloge que la critique, il y a suffisamment de références à son caractère qui ne soient pas sans rappeler des traits de son père pour imaginer que ce portrait est assez fidèle au personnage. L'auteur, Frédéric Soutras, indique d'emblée que « la ville de Tarbes vient de perdre un de ses enfants les plus honorables, la société Ramond un de ses membres les plus laborieux et les plus érudits » et poursuit avec cette description : « esprit pénétrant, intelligence droite, conscience ferme, M. Louis Deville eut le rare privilège et le rare honneur de ne jamais se démentir lui-même ». On ne sait trop s'il faut soupçonner une pointe d'ironie dans cette assertion mais la suite tend plutôt à répondre par la négative : « au barreau où il s'était fait de bonne heure une place distinguée, aussi bien que dans la magistrature où il fut appelé dans des temps difficiles, il sut conquérir l'approbation et commander le respect ». L'auteur aborde ensuite son engagement dans « la science et l'étude, ces nobles consolatrices des âmes qui souffrent de leur temps » dans les domaines de l'histoire et de la botanique menés d'abord de front et « où la moisson de souvenirs ne fut pas moins abondante que la moisson de fleurs ». Malheureusement, « des infirmités précoces » l'amènèrent à moins visiter la montagne mais davantage l'histoire. C'est l'image d'un érudit consciencieux, à la méthode sévère, guidé par une critique sûre, curieux, « d'un homme dont le talent était au niveau du caractère » qui se dégage de ce portrait.

Louis Deville mourut assez jeune, finalement victime d'une maladie qui lui occasionna quelques infirmités. Il s'éteint, célibataire, à l'âge de 50 ans, le 22 septembre 1867, chez son frère Emile, rue des Petits-Fossés³⁶. Il avait institué celui-ci comme son héritier universel suivant un testament olographe du 12 octobre 1866 déposé le 26 septembre 1867 chez Me Gey, notaire à Tarbes³⁷. La succession se monta à environ 40 000 F.

34 Note, AM Tarbes, 3BL43

35 Article, AM Tarbes, 3BL43

36 Etat civil, AM Tarbes, 1E 125, acte n° 278

37 Acte, AD 65, 3E 82/63, acte n° 183

2.2 Jean-Charles-Amédée-Ernest Deville

Des trois frères, c'est celui qui a laissé le moins de traces à Tarbes, sûrement parce qu'une grande partie de sa vie semble s'être déroulée en dehors de cette ville.

Il y est né le 27 mars 1820³⁸, c'est le cadet de la famille. Il fait des études de médecine. Mais le démon de la politique et la cause républicaine paraissent aussi s'être emparés de lui. Comme pour son père, cet engagement va avoir de graves conséquences. En effet, son nom se retrouve parmi les proscrits du 2 décembre 1851 à Jersey ou Guernesey en compagnie de Victor Hugo dont il sera le médecin³⁹ ou des frères Leroux⁴⁰. Comment s'est-il retrouvé dans cette situation et quelles furent les dates de son séjour ? Si les informations s'avèrent exactes, d'après les pièces de deux actions en justice intentées par les frères Deville au sujet d'un canal traversant leur domaine de Bourbon, quartier du Pradaus ainsi que de la propriété d'un champ⁴¹, Charles-Amédée était domicilié à Londres en juin 1852 mais à Tarbes le 28 juillet 1853 et le 5 mai 1854. A Jersey, les proscrits sont arrivés en différentes vagues puisqu'on y trouve « des proscrits ouvriers de juin 1848, des réfugiés montagnards de juin 1849, des bannis d'Italie, de Hongrie, de Pologne, sacrifiés ou abandonnés par la Seconde République, cependant que les exilés de décembre 1851 sont en minorité⁴² ». Victor Hugo, lui-même, accueilli par une soixantaine de réfugiés français, débarque à St Héliier le 5 août 1852⁴³. Charles-Amédée Deville a-t-il profité de l'amnistie décrétée à l'avènement du nouvel Empire, le 2 décembre 1852 ? Le plus grand flou règne aussi concernant sa vie privée. Il aurait épousé une dénommée Simone Jeanne Marchet à Tarbes dont il aurait divorcé ensuite sans que l'état civil ait gardé trace de cette union⁴⁴.

Il est décédé à Ivry (Seine) le 20 août 1879, célibataire, 59 ans, chez Mr Luys, rue de Seine n° 23 sans avoir pris aucune disposition testamentaire. Il est indiqué à ce moment-là qu'il demeure à Paris, rue de la Harpe n° 89⁴⁵. C'est son frère Emile qui fera la déclaration à l'état civil le 22 août accompagné d'un ami du défunt, Edouard Héron.

38 Etat civil, AM Tarbes, 1E 32, p. 46

39 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 177

40 R. GOSSEZ, *La proscription et les origines de l'Internationale. 1. Le comité international permanent*, Revue d'histoire du XXème siècle [en ligne], 22/2001, mis en ligne le 27 juin 2005, consulté le 21 mars 2020

41 Notes, AM Tarbes, 167 Z

42 A. DECAUX, *Victor Hugo*, Paris, Perrin, 1984

43 A. DECAUX, *Victor Hugo*, Paris, Perrin, 1984

44 Bulletin mobile, AD 65, 3Q 18/2427

45 Etat civil, AD 94, 1Mi 219, acte n° 405

3. Le père, un notable républicain.

Emile-Charles-Joseph Deville est né le 25 octobre 1818 à 5h et demie du soir à Tarbes⁴⁶. Lui aussi entame des études de droit, sésame primordial pour accéder à la bourgeoisie d'une petite ville de province comme Tarbes, très peu industrialisée, comme le suggère le nombre de représentants de ces professions dans les études consacrées à cette élite sociale locale dont les fortunes sont toujours restées assez modestes malgré tout⁴⁷.

Nommé notaire le 11 juillet 1849, il reprend l'étude de son père emprisonné et exerce à partir du 26 juillet 1849. A la mort de la parente de leur grand-mère qui possédait la métairie de Bourbon, les trois frères la rachètent en indivision vers 1850, maison et terres alentour. Ce faisant, ils héritent ainsi d'une affaire judiciaire qui dure depuis 1777⁴⁸. A l'origine, le premier acquéreur est le chanoine Guichard. A son époque, un dénommé Depierris fait creuser sans autorisation un canal à travers les terrains du chanoine pour alimenter en eau de l'Adour une scierie et irriguer une prairie. Quand les Deville acquièrent la propriété, ils constatent que le canal, par manque d'entretien, déborde régulièrement, inondant leurs prés. Les travaux qui devaient être faits n'ont jamais été réalisés sur cette servitude de passage par les héritiers, une famille de petite noblesse locale, les Demont d'Aurensan. Les Deville entament donc une action en justice en se plaignant du préjudice résultant de l'existence de ce canal et demandent à ce qu'il soit constamment entretenu par les usagers. Dans le même temps, ils accusent d'autres personnes et la commune d'Aureilhan d'avoir pratiqué des ouvertures en bordure de leur propriété, l'inondant ainsi en partie. Mais, peut-être s'agit-il aussi d'une riposte, surtout contre Aureilhan, après que cette commune ait fait dresser un procès-verbal par son garde-champêtre à l'encontre des métayers des Deville qui auraient fait pacagé huit vaches sur un terrain dont elle revendique la propriété, ce que contestent les Deville. Ces différentes procédures les occupant surtout de 1852 à 1854 dureront tout de même jusqu'en 1874. Et, des trois frères, c'est incontestablement Emile qui suit au plus près ces affaires. D'ailleurs, après le décès de Louis, il finira par racheter la part de Charles-Amédée le 18 mars 1872 pour se retrouver seul propriétaire du domaine.

Autour de ces années 1850, Emile suivait également les traces de son père dans le combat pour la République. Il fut un des membres fondateurs du Cercle Démocratique de Tarbes dont il prend de suite les rênes⁴⁹. Et, comme Jean-Marie-Joseph, il va vite se heurter

46 Etat civil, AM Tarbes, 1E 30, p. 177 (en ligne)

47 M. CERTIAT (dir.), *Vies et visages du XVIIIème au XXème siècle*, Tarbes, 2003, p. 6

48 Actes, AM Tarbes, 167 Z

49 Note, AM Tarbes, 2I 10, carton 194

aux autorités municipales. Après le décret du 28 juillet 1848 restreignant la liberté d'association et de la presse, le Cercle, présidé par Emile Deville, pour pouvoir continuer à exercer son activité, souhaite se transformer en société non publique ayant un caractère politique. Un courrier dans ce sens, accompagné des statuts, est transmis le 22 août 1848 à la municipalité tarbaise. Mais celle-ci souhaite imposer des conditions très sévères, en particulier, elle demande à ce que le Cercle prenne le nom du lieu de ses réunions, exige la liste des membres payants et non-payants, la transmission mensuelle des nouveaux admis, l'accès à tout moment aux procès-verbaux de réunion et délibérations. Les républicains tiennent surtout à garder leur nom, le débat n'est donc pas anodin. Emile Deville présente un deuxième règlement amendé le 14 septembre 1848. L'objet du Cercle est de se voir, se connaître, s'apprécier, provoquer des relations d'amitié, « de s'entretenir mutuellement de leurs droits et devoirs d'hommes et de citoyens et de faire peu à peu leur éducation politique basée sur la devise républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité ». Le local est ouvert de 8h du matin à 11h du soir pour la lecture des journaux et périodiques auxquels le cercle est abonné car il n'est pas possible de les amener en dehors. Le silence absolu est requis dans le cabinet de lecture et il est interdit de fumer tant qu'une salle n'est pas prévue à cet effet. Une lecture à voix haute est organisée chaque soir à 7h en hiver et 8h en été. Enfin les admissions ont lieu tous les premiers samedis du mois, à partir de 21 ans pour une cotisation mensuelle de 1 F et il faut être parrainé par trois sociétaires, un vote ayant lieu ensuite par boules blanches et noires. Ce même 14 septembre, le Préfet se posant en intermédiaire entre le Cercle et le maire, Jean Bordes, invite celui-ci à promulguer rapidement l'arrêté d'autorisation du Cercle Démocratique. Mais le 21 septembre, Emile Deville, en tant que président, réitère au maire son refus des conditions très sévères imposées par celui-ci en soulignant que lui et ses amis ne font rien de suspect et qu'ils vont faire un pourvoi devant l'autorité compétente. Finalement, deux jours plus tard, c'est le Préfet qui prend l'arrêté autorisant le Cercle Démocratique de Tarbes. Malheureusement, un autre incident mettra fin à l'existence de cette société. Le 14 février 1850, le trésorier Gesta-Marceau, informe les autorités de l'organisation d'un banquet réservé aux membres du Cercle pour commémorer le 24 février 1848. Le 23 février 1850, Emile Deville en tant que secrétaire, tout en rappelant les termes de la loi, proteste auprès du maire contre la présence annoncée du commissaire de police afin d'empêcher la tenue de ce banquet le lendemain. Peut-être est-ce la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, toujours est-il que le 29 avril 1850, le Cercle Démocratique est dissous par arrêté préfectoral.

Cette courte période 1848-1852 fut particulièrement agitée pour les aïeux de Gabriel Deville en termes de combat politique pour la République. De l'élection de son grand-père à

la Constituante puis à la Législative, suivie de sa déportation à Belle-Ile, des démêlés de son père avec les autorités locales pour la création du Cercle Démocratique à la révocation de son oncle Louis en passant par l'exil de son autre oncle, Charles-Amédée, à Londres puis Jersey, nul doute que la famille de Gabriel Deville a dû être le centre de quelques conversations dans la petite bourgeoisie tarbaise et au-delà

A partir de 1853, le cours de la vie va reprendre un tour un peu plus normal. Emile, à 34 ans, convole en justes noces le 18 avril⁵⁰ avec Marie-Joséphine-Héloïse Lafforgue-Laborie, 27 ans, sans profession, née le 16 août 1825 à Tarbes, fille de Pierre Lafforgue-Laborie, marchand drapier, décédé le 20 juillet 1835 et de feu Jeanne-Marie-Aglaré Dimbarre décédée le 13 mars 1826. Petite curiosité sur l'acte : en référence à son père, Jean-Marie-Joseph, récemment libéré du bagne de Belle-Ile et qui mourra quelques jours plus tard, il est indiqué « frappé de mort civile par arrêt de la Haute Cour de Justice siégeant à Versailles (Seine et Oise) en date du 13 novembre 1849, lequel arrêt a été exécuté conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1850 et du décret du 23 juillet suivant ». Les autorités s'acharnent à faire peser le poids de l'infamie sur cette famille républicaine jusque sur l'acte de mariage du fils ! Cependant, sur un acte de partage de 1885⁵¹, l'appréciation et l'état d'esprit ont bien évolué puisqu'il est écrit alors, en ce qui concerne l'héritage d'Emile, que « la succession de son père fut nulle, le patrimoine lui appartenant ayant été dévoré à [la] suite de persécutions politiques ». Enfin, à noter parmi les témoins du mariage, la présence d'un artiste peintre ayant acquis une certaine renommée, François Lataste.

Désormais, Emile Deville s'attache à faire fructifier ses affaires qui paraissent aller plutôt bien dans une ville en pleine croissance démographique. Pour le moment, il semble louer une maison à un dénommé Dongaix, place de la Pourtète (actuelle place Jean Jaurès), au n° 6. C'est là que vont naître ses deux enfants : Gabriel d'abord, le 8 mars 1854 puis Louise, le 8 février 1855. Le 10 juin 1858, il signe l'acte d'achat d'une propriété assez imposante puisqu'il y est dénombré, entre le rez-de-chaussée, l'entresol et les premier et deuxième étages pas moins de 39 portes et fenêtres⁵². Elle est située rue des Petits-Fossés (actuelle rue G. Clémenceau), au n° 20, à l'angle de la nouvelle rue Péré (actuelle rue A. Fourcade). Un rapide sondage laisse penser qu'il s'agit d'une bâtisse importante dans le patrimoine tarbais. Les Deville n'ont cependant pas beaucoup bougé puisque la maison est localisée à l'angle nord-ouest de la place de la Pourtète où ils vivaient jusque-là,

50 Etat civil, AM Tarbes, 1E 97, acte n° 39

51 Acte, AD 65, 3E 82/63, acte n° 183

52 Matrice des contributions, AM Tarbes, 2G 3/2 243/3, 1859

pratiquement en face de la mairie de l'époque. La propriété s'étend sur une quarantaine de mètres le long de la rue des PetitsFossés⁵³ et une trentaine le long de la rue Péré⁵⁴ jusqu'au canal oriental (actuelle rue G. Magnoac). Elle se compose d'un pavillon, d'un jardin acquis des époux Cazabonne à l'ouest, d'écuries et d'un autre jardin situé au nord du canal acquis plus tard de Mr. Darrieux⁵⁵, un ami de la famille, sur lequel existe un commencement de construction.

Si, en 1852, aucun Deville n'apparaît dans la liste des Tarbais les plus imposés⁵⁶, par contre, on retrouve Emile et son frère Louis sur les listes de jury du canton sud en 1860,1865 puis Emile seul en 1872 et 1879⁵⁷. La chute de l'Empire en 1870 va définitivement asseoir Emile Deville comme un notable républicain et le propulser vers les premiers rôles dans sa ville natale même s'il a toujours porté un certain intérêt aux affaires municipales et à la politique comme l'a montré son implication dans le Cercle Démocratique de Tarbes.

Dès juillet 1870, les événements prennent une tournure particulière. De très fortes dissensions apparaissent au conseil municipal du maire bonapartiste, le vicomte de Lagarde. Les élections se préparent et les cabales vont bon train mélangeant allègrement motifs politiques et griefs personnels bien que, selon le Préfet, en 1865, « la population tarbaise bannissait des élections toute préoccupation de parti et toute pensée politique, pour ne considérer que les intérêts locaux⁵⁸ ». Le 24 juillet 1870, le Préfet prépare les élections. Trois listes sont finalement en présence : celle du maire sortant, la liste officielle à tendance conservatrice, une liste « parallèle fortifiée », mélange de conservateurs et de républicains dont Emile Deville et enfin des indépendants dont Brauhauban, la plus grosse fortune de la ville. La liste officielle a fait passer une bonne partie de ses candidats dès le premier tour. Mais, avec l'écroulement de l'Empire, l'élection du maire par les conseillers municipaux selon la nouvelle loi du 21 juillet 1870 n'eut jamais lieu, les autorités nationales reprenant ensuite les choses en main. Au cours de cette campagne, les attaques personnelles n'ont pas manqué. Voici ainsi ce qu'écrivit le « franc-tireur », un pamphlétaire conservateur anonyme, au sujet d'Emile Deville : « Nous y voilà . C'est l'astre roi de la constellation, le grand prêtre du temple, le pur des purs ; cependant, tandis que les vrais républicains luttaient et souffraient, agissaient et espéraient, lui, se tenait prudemment coi : il se contentait de gagner

53 Plan, AM Tarbes, 1Fi 1947

54 Plan, AM Tarbes, 1Fi 1940

55 Acte, AD 65, 3E 82/63, acte n° 183

56 Liste, AM Tarbes, 2G 3/2, carton 242

57 Liste, AM Tarbes, 1K 117,119,121,122

58 J.-B. LAFFON, J.-F. SOULET (dir.), *Histoire de Tarbes*,Roanne, Horvath, 1982, p. 246

de l'argent, toujours de l'argent et encore de l'argent. Fidèle aux traditions paternelles, il brutalisait les petits et caressait les grands, il peuplait sa maison de robes noires et il faisait des membres du clergé les canaux de son étude : on le voyait bras dessus bras dessous avec le Procureur Impérial et le Commandant de gendarmerie avait ses grandes et petites entrées dans son sanctuaire ; enfin, il y a peu de temps encore il fallait faire la cour à l'hôte de la villa Fould. Pour ces visites, il choisissait la nuit de préférence. Signes particuliers : intempérance de langue et dévoiement épistolaire chronique. Tâtez-en, messieurs les Républicains naïfs, de M. Deville. A quelques mois d'ici vous m'en direz des nouvelles⁵⁹ ». Au-delà de la charge caricaturale, la place d'Emile Deville dans le paysage politique n'en est que soulignée ainsi qu'une certaine aisance financière tout en respectant les codes de sociabilité de la classe bourgeoise.

Quoiqu'il en soit, dans sa séance du 2 octobre 1870, c'est bien le notaire Emile Deville que le conseil municipal, dissout la veille, porte à sa tête. Il doit se confronter aux problèmes posés par la fin d'une guerre désastreuse et assurer la gestion de la ville dans l'attente des prochaines élections soit jusqu'à fin mars 1871. Sa personnalité est une de celles qui dominant l'assemblée communale de 1870 à 1880⁶⁰. Il en sera encore membre après les élections de 1875 sous les mandats d'Antoine Brauhauban dont il sera un opposant et de Ducasse. Il devra même encore assurer brièvement la fonction de maire entre le 18 février et le 21 mars 1878. Après sa première élection en tant que maire de Tarbes, il avait également été nommé membre de la Commission Départementale, le 28 octobre 1870, au titre du canton de Tarbes nord, après la dissolution du Conseil Général, et ce jusqu'au 8 octobre 1871⁶¹. De ce parcours constant au côté des républicains, il ressort tout de même une certaine modération et surtout, visiblement, une absence d'ambition politique très marquée.

Fin mars 1879, Emile Deville prend sa retraite et cède son étude à Me Capdecemme. On le retrouve toujours engagé pour la cause républicaine puisqu'il fait partie des membres fondateurs du Cercle de l'Union Républicaine autorisé les 22 et 29 septembre 1880, respectivement par le Préfet et le maire de Tarbes⁶².

Le 22 mai 1885, il a la douleur de perdre son épouse, décédée dans la maison familiale à l'âge de 59 ans⁶³. A la suite de cette disparition, il effectue le 17 juin un partage entre ses deux enfants dont la valeur totale de la masse à partager s'élève à 255 305,61 F.

59 M. CERTIAT (dir.), *Vies et visages du XVIIIème au XXème siècle*, Tarbes, 2003, p. 75

60 J.-B. LAFFON, J.-F. SOULET (dir.), *Histoire de Tarbes*, Roanne, Horvath, 1982, p. 292

61 J.-F. LE NAIL (coord.), *Les conseillers généraux des Hautes-Pyrénées*, Tarbes, Conseil Général, 2007, p. 133

62 Note, AM Tarbes, 2I 10, carton 194

63 Etat civil, AM Tarbes, 1E 171, acte n° 179

Le 7 avril 1887, c'est à son tour de décéder chez lui, rue des Petits-Fossés, à l'âge de 69 ans⁶⁴. Il lègue à ses enfants une succession d'une valeur de 298 985,81 F essentiellement composée de créances, de deux immeubles, rue des Petits-Fossés et quartier de Bourbon, Pradaus et autres pour 115 000 F⁶⁵. Fidèle à ses idées progressistes, il demandera dans son testament olografe du 1er février 1886 à être enterré civilement. Le trajet devant le mener au cimetière St Jean le vendredi 8 avril 1887 à 4h du soir est précisément décrit sur un arrêté municipal daté du même jour⁶⁶.

64 Etat civil, AM Tarbes, 1E 177, acte n° 148

65 Acte, AD 65, 3E 82/65, acte n° 103

66 Arrêté, AM Tarbes, 3BL43

II. Une jeunesse bourgeoise classique

1. Une enfance tarbaise

Gabriel-Pierre Deville a vu le jour dans cette famille d'hommes de loi tarbais en voie d'ascension locale grâce à ces professions « porteuses » pour intégrer la bourgeoisie locale. Elle est également déjà bien connue pour ses engagements républicains. Il y naît le 8 mars 1854 à 5h du matin, fils donc d'Emile-Charles-Joseph Deville, 35 ans, notaire et Marie-Josephine-Héloïse Lafforgue-Laborie, 28 ans, rentière, dans la maison Dongaïx, place de la Pourtète (aujourd'hui Jean Jaurès), n° 6⁶⁷. A partir de 1858, il va passer tout le reste de son enfance dans la maison achetée par ses parents sur la rue des Petits-Fossés, n° 20. Il n'aura connu ni ses grands-parents maternels ni son grand-père paternel. Par contre, il aura passé ses premières années avec sa grand-mère paternelle puisque Gabrielle Duffau-Pauillac décède dans cette maison le 10 octobre 1866 à l'âge de 81 ans. Nous n'avons pas de renseignements sur son enfance et les débuts de sa scolarité mais sans doute Gabriel fait-il déjà preuve de certaines aptitudes intellectuelles puisqu'il intègre le lycée impérial (actuellement Théophile Gautier) de Tarbes, un des 5 lycées de l'académie de Toulouse. Il est très probable, comme nous l'avons vu, qu'il bénéficie aussi d'un environnement culturel stimulant. Cependant, il n'apparaît pas comme lauréat d'un quelconque concours académique ni sur les cahiers d'honneur du lycée contrairement à son futur beau-frère Alexandre Carrère. Il obtient son bac ès-lettres avec 12 autres condisciples le 6 août 1872, diplôme remis lors de la distribution solennelle des prix le 9 août dans ce même lycée⁶⁸.

2. Des études de droit

Gabriel Deville commence ses études de droit à Toulouse où il arrive en octobre 1871, avant même donc, ce qui paraît bizarre, l'obtention de son bac de lettres. Jusqu'aux années 1880, l'année universitaire débute le 1er novembre et se divise en 4 trimestres jusqu'au 31 août. En plus des vacances d'été de septembre à octobre, les étudiants n'ont qu'une semaine à Pâques et une autre avant Pentecôte. Le jeune homme (il n'y a

67 Etat civil, AM Tarbes, 1E 99, n° 72

68 Brochure, AD 65, T674, T678

pratiquement pas de jeunes femmes dans les études supérieures) doit être accompagné d'un parent domicilié dans la ville universitaire choisie qui, éventuellement, l'héberge, joue le rôle de garant, son « répondant ». Toute tricherie sur ce point étant lourdement sanctionnée, en général, il s'agit d'une relation d'affaires du père ou de l'oncle. Pour quelle raison, Gabriel Deville ne poursuit-il pas ses études à Toulouse ? Toujours est-il que dès janvier 1873⁶⁹, il est inscrit à l'université de Paris, ville où réside son oncle Charles-Amédée et où il a donc dû arriver fin 1872⁷⁰. Entre les frais d'inscription harmonisés après 1854 à 30 F par trimestre auxquels s'ajoute un droit de bibliothèque de 10 F par an à partir de 1874 et des droits pour chaque examen, la pension à Paris, Edouard Charton estime, vers 1880, qu'il faut 8800 F pour devenir avocat⁷¹. Ce coût des études ne favorise pas une grande diversité sociale. Et, même si le départ vers la capitale est jugé normal, voire inéluctable pour la réussite du fils, il oblige les familles à des sacrifices importants et à des choix entre les études du fils et la dot des filles. La situation s'est-elle présentée de la sorte pour Gabriel et sa sœur Louise, mariée en 1875 à l'âge de 20 ans ? Dans tous les cas, elle est similaire à celle de beaucoup de ses condisciples car, selon l'enquête Duruy effectuée en 1864-1865, déjà près des trois-quarts des parents des étudiants en droit faisaient partie des classes moyennes et environ 20% de ceux-ci exerçaient une profession juridique.

En ce qui concerne le choix de la filière, là encore, le parcours de Gabriel ne montre guère d'originalité. Les études de droit étaient souvent considérées comme un moyen de différer le choix d'une carrière tout en effectuant un cursus universitaire. C'était le choix par excellence des jeunes gens sans problèmes financiers, des dilettantes et des dandys, des études en fait qui menaient à tout. D'après une enquête de 1867, seuls 45% des étudiants se destinaient vraiment aux métiers du droit avec une majorité vers la profession d'avocat, principale porte d'entrée pour les carrières politiques⁷². Peut-être était-ce déjà l'objectif de Gabriel Deville ? Il faut dire aussi que les emplois juridiques disponibles notamment à Paris et dans les grandes villes n'étaient pas si nombreux et il y avait déjà débat sur le trop grand nombre de diplômés.

Le cursus universitaire est organisé selon le schéma suivant : le bac en droit est obtenu, théoriquement, après deux ans d'études, suivi de la licence en un an pour accéder aux professions de magistrat, greffier, avocat ou notaire, enfin le doctorat pour devenir

69 Microfilm, AN Pierrefitte, AJ16 1640-1642, n° 1667/68

70 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 12

71 P. MOULINIER, *La naissance de l'étudiant moderne (XIX^{ème} siècle)*, Paris, Belin, coll. « Histoire de l'éducation », 2002, p. 88-102

72 P. MOULINIER, *La naissance de l'étudiant moderne (XIX^{ème} siècle)*, Paris, Belin, coll. « Histoire de l'éducation », 2002, p. 104-108

professeur de droit s'obtient avec une année supplémentaire. Gabriel Deville s'inscrit pour la première fois à Toulouse le 28 août 1871 et débute sa scolarité le 1er novembre avec comme professeurs Mrs. Bressolles et Massol. Il fait ses quatre trimestres qui lui coûtent 120 F et demeure au 2bis rue des Lois. Il ne se réinscrit pas à la rentrée de 1872⁷³. On le retrouve à Paris en janvier 1873 où il obtient son bac en droit à l'été 1873 et sa licence le 13 août 1874 pour un coût de 980 F. En novembre 1874, il s'inscrit au doctorat et passe son examen à l'été 1875 mais apparemment sans succès. Il s'y inscrit de nouveau en janvier 1876 mais il ne repassera pas, semble-t-il, l'examen puisque les droits d'inscription lui sont remboursés en avril 1876⁷⁴. Au final, le montant de ses études hors hébergement, repas et autres dépenses se sera élevé à 1300 F.

3. Les premiers pas militants à la section de Toulouse de l'Internationale

Il est indéniable que l'environnement familial très républicain et très engagé de Gabriel Deville a été déterminant dans son intérêt pour la politique. Il l'explique lui-même : « En février 1871, mon père reçut à Tarbes la visite de Ferdinand Gambon qu'il connaissait, qui avait été en prison avec mon grand-père et qui avait, après avoir siégé à l'Assemblée Nationale de Bordeaux, tenu à venir sur la tombe de celui-ci. Il resta trois ou quatre jours à Tarbes. Le terrain était favorable chez moi pour admirer tout de suite le vieil ami et compagnon de mon grand-père et ensuite la Commune, la majorité de la Commune dont il faisait partie. J'étais donc communard, aimant ceux qui l'étaient, en arrivant à Toulouse en octobre 1871⁷⁵ ». Ce témoignage direct permet de mesurer l'importance du grand-père dans la geste familiale et surtout l'admiration que devait lui porter son jeune petit-fils, 17 ans à l'époque. Plus surprenante est la vénération de la Commune car, éloignée de Paris, Tarbes n'a pas eu à en connaître grand-chose si ce n'est à travers des journaux surtout favorables aux Versaillais.

A la rentrée universitaire 1871, Gabriel Deville se trouve donc à Toulouse où il rentre en contact avec un noyau d'étudiants qui seront « parmi les tout premiers propagandistes de l'étiquette marxiste ». Laissons-lui encore la parole toujours dans l'ouvrage de M. Dommanget :

73 Registre, AD 31, 3807W117, 3160W37

74 Microfilm, AN Pierrefitte, AJ 16 1640-1642, n° 1667/68

75 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 115-116

« Un jour, portant mon obole pour je ne sais plus quoi, je fus introduit dans la salle de rédaction de l' *Emancipation* » où je ne connaissais personne ; on prit mon argent, on me demanda mon nom – il n'y avait que vingt-deux ans que mon grand-père « montagnard » avait été condamné. Le nom était encore connu. On me demanda si j'étais son parent, je répondis. Il y avait là Duportal et avec lui Floquet.

Duportal m'invita à aller souvent au journal le soir. Je sortis avec un jeune homme plus âgé que moi, Jules Reilhe, qui m'engagea à aller avec ses amis au café Sion et c'est là que je fis par lui la connaissance de Marouck et de Mary dès la fin de 1871. Je connaissais déjà Labusquière qui avait été au lycée de Tarbes comme moi et Darrieux dont la famille était amie de la mienne, je leur fis faire la connaissance des autres ». Même si, avec Gabriel Deville, la section de Toulouse de l'Internationale, foyer agissant grâce notamment à son bulletin *L'œil du peuple*, allait se réclamer de Marx face à Bakounine, honoré à la section de Montpellier, ses membres n'en connaissaient pas pour autant son œuvre doctrinaire. Toujours Gabriel Deville : « Si nous connaissions depuis la Commune Karl Marx et les circulaires publiées alors sous son nom, il est faux de dire que nous étudiâmes dès lors ses ouvrages qui étaient inconnus en France et encore non traduits »⁷⁶. De même, il indiqua qu'il ne connaissait pas l'édition française du *Manifeste* qui aurait été publiée peu avant juin 1848⁷⁷. Pourtant dans le numéro spécial de l' *Emancipation* d' A. Duportal sur l'Internationale et la Commune paru le 1er janvier 1872, Charles Longuet avait traduit des passages de *La guerre civile en France* mais sans dire que Karl Marx en était l'auteur. Quand il apprit que le théoricien allemand s'était ainsi posé en défenseur de la Commune, Gabriel Deville n'en devint qu'un plus fervent partisan. Il précisera plus tard⁷⁸ : « Ne me contentant pas d'être vaguement socialiste, dès 1872, je me disais collectiviste et le mot n'était pas, je vous l'assure, d'un usage courant à cette époque ; membre de l'Internationale qui devait disparaître cette même année, j'appartenais à la fraction marxiste de la célèbre association des travailleurs ».

En 1872, arriva à la section de l'Internationale Emile Dentraygues. Il était muni de lettres le recommandant à Armand Duportal de la part de Serrailleur, ancien membre de la Commune et secrétaire correspondant du Conseil Général de l'Internationale pour la France. Il fut donc présenté à certains citoyens et aux jeunes Victor Marouck et Gabriel Deville. La section en effet était organisée en deux groupes, l'un d'électeurs de la ville qui ne

76 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 116-117

77 A. ZEVAES, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Librairie M. Rivière et Cie, 1947, p. 36

78 G. DEVILLE, *Le Capital résumé accompagné d'un Aperçu sur le socialisme scientifique*, éd. 1897, Paris, Flammarion, 1945, p.7

s'entendirent jamais très bien avec Dentraygues, l'autre d'étudiants comprenant, outre Gabriel Deville qui en était le secrétaire, Victor Marouck, Ulysse Mary, Emile Darrieux, John Labusquière et une quinzaine d'autres qui ne devaient plus faire de politique en dehors de leurs localités ou même arrêter totalement⁷⁹. Dentraygues fut délégué par la section au Congrès de La Haye (2-7 septembre 1872) qui acta pratiquement la disparition de l'AIT. Peu après, bon nombre d'étudiants sauf Mary quittèrent Toulouse pour Paris juste avant que les choses ne se gâtent entre les deux groupes de la section, attirant ainsi l'attention de la police qui procéda à plusieurs arrestations. Lors du procès qui se tint le 10 mars 1873, avec trente-huit prévenus, Dentraygues se fit dénonciateur au point qu'il fut fortement soupçonné d'être un mouchard de la police. Cependant il ne dit rien sur le groupe étudiantin, ne citant que Mary comme ayant prêté sa chambre pour des réunions. Gabriel Deville et ses amis l'avaient échappé belle.

4. Le service militaire

Gabriel Deville est recensé chez lui, rue des Petits-Fossés au titre de la classe 1874. A ce moment, il est porté comme étant licencié en droit, ce qui laisse penser que le recensement s'est fait pendant les vacances d'été. A la rubrique des renseignements divers, il est indiqué qu'il souffre de laryngo-bronchite chronique⁸⁰. Néanmoins, il est déclaré apte au service et affecté au 3ème R.I. Il bénéficie toutefois d'un sursis d'un an. Le 5 novembre 1875, il part pour le 144ème R.I. Comme assimilé aux engagés conditionnels d'un an mais, le même jour, il est réformé par la commission spéciale de Bordeaux pour faiblesse générale et bronchite chronique⁸¹. Sa fiche matricule nous indique également qu'il réside à Paris et qu'il mesure 1,67 mètre.

5. La vie parisienne

A travers la littérature, c'est toujours un peu le même parcours qui est décrit concernant les étudiants : les adieux aux parents, le voyage sûrement en train pour Gabriel Deville (une vingtaine d'heures), la recherche d'un hôtel ou d'un garni, solution majoritairement adoptée par les provinciaux, premier contact avec les étudiants, inscription, visite à l'oncle parisien, premières promenades, premiers cours, premiers camarades. La majorité des étudiants étant provinciaux et bien que souvent se regroupant dans les mêmes

79 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 118

80 Table, AM Tarbes, 1H2 142/7 43

81 Fiche matricule, AD 65 (en ligne), matricule n° 1339

hôtels selon la région d'origine, cette première excursion en dehors du cocon familial représente un véritable choc émotionnel et culturel. C'est un fort sentiment de liberté, de vie nouvelle, d'existence non-conformiste voire bohème qui les envahit. C'est comme un rite d'initiation qui permet au jeune de construire son identité⁸². Et faute d'associations étudiantes, leur sociabilité se vit dans les bals mais surtout dans les cafés, lieux de tabagie, «de tapagie », d'alcoolisation à base de bières et de punch. Le café devient le deuxième domicile, le lieu où l'on joue au billard et surtout aux dominos, où on lit les journaux, où on en crée, où on chante mais aussi où on complète, bref c'est le « complément de l'étudiant » particulièrement surveillé par la police.

Sous le IIème Empire, parmi ces lieux les plus emblématiques et les plus politiques se trouve le Soufflet dit évidemment « la gifle », à l'angle de la rue Racine et de la rue de l'Ecole de médecine, en face d'un autre café renommé, la Vachette, sur le Boul'Mich. « Vers 1873 ou 1874, le café Soufflet est le quartier général des étudiants hébertistes et blanquistes (Gabriel Deville, Arsène Crié, Victor Marouck, John Labusquière, Massard, Emile Gautier⁸³). Ils y retrouvent un glorieux vétéran du socialisme français : Victor Considérant, ancien chef de l'Ecole Sociétaire, adepte de la doctrine phalanstérienne de Fourier, rédacteur du journal *La Démocratie pacifique*, qui véhiculait des thèmes que Karl Marx lui empruntera plus ou moins. Les jeunes l'entouraient, le questionnaient et « comme il y avait parmi ceux qui l'écoutaient et qui aimaient à discuter des questions sociales nos jeunes « marxistes d'intention » avec John Labusquière, les étudiants Gabriel Deville, Victor Marouck et Emile Darrieux, sans aller jusqu'à dire qu'au Soufflet naquit le Parti Ouvrier Français, on peut affirmer que cet établissement joua un rôle de première importance dans la pénétration du marxisme en France ». Ces jeunes qui, outre le café Soufflet, se retrouvaient pour la plupart à manger dans la pension de la rue Hautefeuille « eurent le courage de porter en 1873,1874 et 1875, le 28 novembre, anniversaire de son exécution, une couronne d'immortelles rouges sur la tombe de Ferré au cimetière de Levallois-Perret⁸⁴ ». N'oublions pas que ces années-là Paris était toujours en état de siège, une lourde atmosphère régnait, il y avait des patrouilles à cheval tous les soirs, la peur permanente des mouchards, l'interdiction de s'affilier à l'Internationale depuis mars 1872.

Cependant, sur un plan plus personnel, elles semblent avoir été aussi bien agréables pour Gabriel Deville si l'on en croit une lettre de Paul Lafargue à Friedrich Engels en date du

82 P. MOULINIER, *La naissance de l'étudiant moderne (XIXème siècle)*, Paris, Belin, coll. « Histoire de l'éducation », 2002, p. 239-240

83 P. MOULINIER, *La naissance de l'étudiant moderne (XIXème siècle)*, Paris, Belin, coll. « Histoire de l'éducation », 2002, p. 211

84 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p.122

10 janvier 1886. « Ses idées sont établies avec la même régularité que sa manière de vivre. Du temps qu'il était étudiant, il avait eu des familiarités, toujours méthodiques, avec toutes les femmes du Quartier latin, qui le considéraient hautement, justement à cause de la manière régulière dont il faisait toute chose. Puis comme il est beau garçon, il eut des maîtresses un peu plus sérieuses ; il les renouvelait souvent, même il en eut plusieurs à la fois, qui quelquefois se croisaient dans son escalier ; il lui est arrivé d'en cacher une de passage dans sa cuisine, tandis que la sultane favorite était dans la chambre à coucher. Il mettait sa conduite en harmonie avec sa théorie, « qu'en amour, le commencement est le meilleur ». Il commençait souvent⁸⁵ »

Après l'obtention de sa licence en août 1874 et son inscription au barreau de Paris⁸⁶, Gabriel Deville s'inscrit au doctorat mais, après un premier échec à l'examen, il renoncera définitivement au début 1876. A-t-il finalement fait le choix de se consacrer entièrement à la politique ? En tout cas, il décide avec ses jeunes collègues de soutenir la candidature d'Emile Acolas, répétiteur à la faculté de droit, ancien doyen nommé par la Commune, aux élections législatives du 20 février 1876, dans le sixième arrondissement face au « héros de Belfort », le colonel Denfert-Rochereau. Ce vieux lutteur inflexible faisait un excellent porte-drapeau pour eux. « En particulier, Gabriel Deville le connaissait tout spécialement par son père qui avait été camarade d'Acolas à l'École de Droit à Paris et qui ne l'avait jamais perdu de vue. Aussi, quand Deville, en octobre 1871, commença son droit à Toulouse, il avait en main les deux premiers volumes -seuls parus alors- du « Manuel de Droit Civil » d'Acolas. Il avait d'autre part remarqué l'article d'Acolas dans le numéro spécial du *Radical* (12 février 1872) et, depuis 1873, il faisait partie de la conférence Condorcet présidée par Acolas au Palais de Justice et que fréquentait également Sigismond Lacroix où il le connut⁸⁷ ». C'est aussi là qu'il rencontra les futurs ministres Chaumié et Bienvenu Martin.

Dans le « Comité Républicain radical » qui soutint la candidature Acolas, se trouvaient douze étudiants et six ouvriers du sixième arrondissement. Outre Gabriel Deville, il y avait aussi Emile Darrieux, Victor Marouck, Lucien Bouhault, futur rédacteur de *La nation* et ami de Gabriel Deville et Sigismond Lacroix auxquels s'étaient joints trois étudiants bretons aux idées vaguement blanquistes rencontrés par Emile Darrieux lors de son année de volontariat à Rennes en 1873 : Emile Gautier, Arsène Crié et Troussard ainsi que cinq autres extérieurs au quartier. C'est Gabriel Deville qui se chargea du programme.

85 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 330-331

86 Maïtron-en-ligne, notice DEVILLE Gabriel Pierre par G. TANESSE, version mise en ligne le 18 janvier 2010, modifiée le 28 mai 2017, consultée le 1er juin 2018

87 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 128-132

Comme à Toulouse, il se retrouve à jouer les premiers rôles et prend les choses en main. Il reprend les idées d'Acolas tout en les accentuant quelque peu et les publie dans une *Biographie du citoyen Acolas*. Elles reprenaient des réformes empruntées aux radicaux comme l'amnistie des Communards, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'instruction laïque, gratuite et obligatoire, l'abolition de l'armée permanente, liberté de la presse, de l'enseignement, de réunion et d'association, gratuité de la justice. Mais, pour la première fois, apparaissaient dans un programme électoral des revendications à connotation marxiste : « ramener la propriété individuelle à sa seule source légitime, le travail », « mise du capital agricole ou industriel, de l'instrument de travail à la disposition de celui qui l'emploie directement afin que le produit tout entier soit à celui qui lui donne directement naissance », « abolition de tous les monopoles ministériels, industriels et financiers ». Selon Alexandre Zévaès, « le programme qu'ils ont rédigé en son nom, beaucoup plus socialiste qu'Acolas lui-même a, par la hardiesse de quelques-uns de ses articles, fait scandale dans la presse conservatrice⁸⁸ ». Ajoutons que le réfugié socialiste allemand Karl Hirsh, correspondant de Marx à Paris où il était arrivé fin 1873 ou début 1874, participa à la campagne Acolas. Cependant, il resta ignoré de Gabriel Deville jusqu'au 24 juin 1876, jour où leurs relations auraient débuté⁸⁹.

Acolas fut logiquement battu, sa candidature étant plus une candidature de témoignage, et termina sa carrière comme inspecteur général des prisons bien qu'il fut considéré par Clémenceau comme un des plus remarquables théoriciens du droit.

88 A. ZEVAES, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Librairie M. Rivière et Cie, 1947, p. 77

89 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 147

III. Les débuts en journalisme et en politique avec Jules Guesde (1876-1882)

1. Les débuts de leur relation

Après son exil en Suisse et Italie consécutif à sa condamnation à cinq ans de prison le 22 juin 1871, Jules Guesde revient en France à l'automne 1876, à Paris. Très vite, il va faire du café Soufflet son quartier général et, petit à petit, se familiariser avec les théories marxistes qu'il ne connaissait guère selon Gabriel Deville mais « il était fort bien disposé pour Marx. C'est même ce qui a tout de suite amené notre liaison⁹⁰ ». Cependant, le petit groupe d'étudiants ne peut lui fournir une vue d'ensemble, c'est au contraire lui qui donnera plus tard à leurs tendances marxistes « de la précision et de la cohésion ». Gabriel Deville avait déjà pris connaissance des huit premières sections du *Capital* publiées en plusieurs livraisons entre août 1872 et mai 1875 d'après la traduction de Joseph Roy. Au moins, ces jeunes ont-ils pu éviter « des déviations plus ou moins anarchisantes » à Jules Guesde alors que celui-ci jusqu'au milieu de l'année 1877 restait fidèle à la tendance bakouniniste de l'Internationale implantée à Montpellier où il vécut de juillet 1869 à juin 1871. C'est un réfugié politique espagnol, José Mesa, qui va avoir le plus gros impact sur l'apprentissage marxiste de Guesde mais aussi du petit noyau collectiviste car il était, selon Gabriel Deville, « le premier marxiste au courant de la théorie » qu'ils rencontraient. Il était arrivé dans la capitale française en septembre 1874. C'est là qu'au travers de leurs conversations intermittentes, il influença tout ce petit monde d'autant qu'il était en relation épistolaire avec Karl Marx et Friedrich Engels au même titre d'ailleurs que Karl Hirsch dont Gabriel Deville minimise pourtant l'influence. Ce serait fin 1876 que Hirsch aurait rencontré Jules Guesde au journal *Les Droits de l'Homme*. Quant aux relations de Karl Hirsch avec Gabriel Deville elles remonteraient, s'ils ne se sont pas croisés au comité Acolas, au 24 juin de cette même année. C'est d'ailleurs grâce à lui et à José Mesa que Gabriel Deville a pu demander en 1876 à Karl Marx l'autorisation de publier un résumé du *Capital* accessible à un plus large public⁹¹. Dans tous les cas, tout auréolé du prestige de la Commune, même s'il n'y a pas pris part, dont nous avons vu à quel point Gabriel Deville y était sensible, Jules Guesde prend

90 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 156-157

91 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 12

vite l'ascendant sur ses jeunes amis et en est implicitement reconnu comme le chef. Il va imprimer une direction nouvelle à leur action en orientant leur propagande socialiste vers les milieux ouvriers que, pourtant, Gabriel Deville et Victor Marouck avaient tenté de contacter dès leur arrivée à Paris fin 1872 mais ils s'opposèrent aussitôt à leur leader, Barberet⁹². Il va ainsi singulièrement élargir l'audience de ce cénacle de jeunes intellectuels sûrement animés des meilleures intentions, d'un réel enthousiasme pour changer le monde mais totalement coupés des réalités prolétariennes au nom desquelles ils veulent parler.

1.1 Les Droits de l'Homme

Le journal *Les Droits de l'Homme* débute sa parution en février 1876 et Gabriel Deville en est partie prenante dès le départ. Il ne va pas lui falloir longtemps pour se frotter aux dures réalités de la liberté de la presse.

Entre 1871 et 1877, le pouvoir versaillais reprend la presse en main en rétablissant des dispositions du IIème Empire : contraintes financières en hausse, sanctions nombreuses toujours aux mains des tribunaux correctionnels, interventions des préfets pour entraver la vente publique des titres jugés hostiles. N'oublions pas non plus que jusqu'au 4 avril 1876, Paris, Marseille et Lyon sont encore en état de siège ce qui signifie que les journaux sont soumis à l'arbitraire des autorités militaires d'où, peut-être, l'impression des *Droits de l'Homme* à Meaux en plus du cautionnement moins cher qu'à Paris. Ainsi, pendant la période de l'Ordre Moral, entre 1873 et 1875, vingt-huit journaux républicains sont supprimés, vingt suspendus et cent soixante-treize privés de vente sur la voie publique⁹³.

Dès le 18 mars, un article de Gabriel Deville intitulé « L'amnistie et le centre gauche » et paru dans le numéro du 6 mars des *Droits de l'Homme* vaut au journal son premier procès, début d'une longue série qui le mènera à sa disparition. L'auteur de l'article, le gérant Mr Chaplain et les deux imprimeurs sont poursuivis pour « apologie de faits qualifiés de crimes et délits⁹⁴ ». Ce sont plus précisément quatre paragraphes qui sont incriminés en violation de la loi du 27 juillet 1849 et des articles 59 et 60 du Code Pénal. Gabriel Deville y présente les actions des Communards comme des crimes politiques et non de droit commun bien qu'on les accuse d'incendie et d'assassinats. Pour lui, leur seul crime « a été de penser autrement que nos gouvernants [et] dont le grand tort a été de ne pas réussir ». La distinction entre crimes politiques et de droit commun n'a d'autre raison que de « permettre au pouvoir de sévir plus durement contre certaines personnalités. Les incendies, les exécutions des otages,

92 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 12-13

93 C. CHARLE, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, Coll. L'Univers historique, 2004, p. 130

94 *Le Temps*, 14 mars 1876

tout cela appartient à la politique ; ce ne sont là que des faits politiques, conséquences de théories que nous n'avons pas du reste à apprécier ici ». Mais ce n'est pas une amnistie qui est déclarée mais la grâce qui est proposée or « les républicains n'ont pas besoin de grâce, [...] de clémence, [...] de miséricorde, ni de pitié ; ils veulent ce qui est juste, [...] ils ne mendient pas l'amnistie, on ne doit pas la leur jeter comme on jette un morceau de viande à des animaux pour se débarrasser de leurs importunités : ils la réclament comme une mesure de justice, comme un droit ». Alors que ces hommes « condamnés pour délit de conviction » souffrent « moralement et physiquement » depuis cinq ans, ceux du centre-gauche songent à ajouter « l'injure à la douleur [...] en leur jetant dédaigneusement à la face une grâce ou une commutation de peine ». Pour le procureur, l'apologie du crime atteint son paroxysme dans cet article.

L'avocat du gérant intervient sur le fond en expliquant qu'on peut comprendre le mot « amnistie » de deux façons soit comme une amnistie soit comme une grâce en considérant que l'amnistie s'applique aux coupables et aux innocents, qu'elle est collective et qu'elle appartient aux deux Chambres quand la grâce ne s'applique qu'aux coupables, qu'elle est individuelle et n'appartient qu'au Chef de l'Etat selon la Constitution de 1875. Ici, c'est bien le terme « amnistie » au sens d'amnistie qui s'applique. De plus, tous les faits historiques ont eu leurs apologistes or la Commune est un fait historique et donc son appréciation est permise.

L'avocat de Gabriel Deville, Me Engelhard, s'attache plutôt à la forme en plaidant en quelque sorte l'erreur de jeunesse, en ne déclarant son client « coupable que d'une exubérance de bons sentiments » sans avoir bien calculé la portée exacte de ses expressions. Ce qui est sûrement en partie vrai. Pour cela, il mérite l'indulgence par l'acquiescement, permettant ainsi aux magistrats de montrer que, sous la République, la Justice ne veut plus prononcer de condamnations politiques. Les deux imprimeurs sont acquittés, le gérant condamné à 24 heures de prison et 1 000 F d'amende, Gabriel Deville, ayant bénéficié de circonstances atténuantes, à trois mois de prison et 1 000 F d'amende⁹⁵.

Le Ministère Public va faire un appel a minima de ce jugement du 18 mars. Chaplain et Gabriel Deville ne se sont pourtant pas présentés devant la Chambre d'appel qui durcit leur peine le 7 avril. Celle de Chaplain passe de 24 heures à trois mois de prison et 1 000 F d'amende, celle de Gabriel Deville de trois à six mois de prison et toujours 1 000 F d'amende et les imprimeurs, d'abord acquittés, sont condamnés à un mois de prison et 1 000 F

95 *Le Temps*, 19 mars 1876

d'amende chacun⁹⁶. Les accusés font de nouveau appel et une nouvelle comparution a lieu le 4 mai 1876.

Me Hubbard, pour le gérant, conteste encore, même si le ministère public rend hommage à sa modération, la citation à comparaître car elle ne précisait pas les crimes et délits dont l'apologie aurait été faite, « l'insurrection, juridiquement parlant, n'est ni un crime ni un délit et l'apologie n'en est pas interdite ».

Me Engelhard, défenseur de Gabriel Deville, réclame toujours l'indulgence et fait une révélation très intéressante qui va donner lieu à un petit incident . Selon le compte-rendu que fait le journaliste du *Temps*, l'avocat dit « s'associer ainsi à une lettre adressée aux magistrats par l'honorable père du prévenu qui regrettait les entraînements auxquels obéissait son fils.

Le jeune prévenu, se levant alors, a déclaré qu'il regrettait que son père se fut permis de réclamer l'indulgence pour lui.

Mr le Président : Vous manifestez là de biens regrettables sentiments. Si vous eussiez consulté votre avocat, il vous eût conseillé de vous abstenir de cette observation.

Me Engelhard : Oh ! A coup sûr

Le prévenu : Je tenais à faire entendre cette protestation⁹⁷ ».

Ces différents procès nous dévoilent plusieurs aspects de la personnalité de Gabriel Deville. Tout d'abord, malgré son jeune âge, il faut reconnaître que son article est très bien écrit révélant quelque talent de plumitif, très clair dans l'argumentation, percutant. Il laisse entrevoir une rhétorique bien huilée sur ce thème de l'amnistie des Communards, assez récurrent à l'époque dans les rangs des républicains surtout à l'extrême gauche, en tout cas un thème que Gabriel Deville avait sûrement déjà eu l'occasion de discuter. Ensuite, l'aperçu des relations avec son père est un peu plus délicat à interpréter. Celui-ci a-t-il un peu forcé le trait afin d'atténuer la sanction de son fils ou y-a-t-il un vrai désaccord sur les orientations et l'engagement de Gabriel ? Quant à la réaction de ce dernier est-elle le reflet d'une tension avec son père et on repense alors à la caricature d'Emile Deville dressée en 1870, le reflet d'un jeune adulte cherchant à s'affirmer en s'opposant, à se faire un prénom dans cette famille où l'ombre du grand-père doit planer ? Ou s'agit-il tout simplement de traduire ses convictions en actes, de se construire une image d'inflexibilité sur les principes républicains, d'acquérir un statut dans ce milieu notamment communard auquel il voue une grande admiration ? En tout cas, l'opposition ne semble pas porter, malgré les critiques, sur la

96 *Le Temps*, 9 avril 1876

Le Rappel, 9 avril 1876

97 *Le Temps*, 6 mai 1876

République car, comme Gabriel Deville l'écrira plus tard⁹⁸ « Républicain, je l'ai toujours été, je l'étais sous l'Empire, je le suis, dirais-je de naissance » comme certains sont catholiques ou royalistes. Une lettre de Paul Lafargue à Friedrich Engels du 10 janvier 1886⁹⁹ nous donne aussi des précisions sur le désaccord politique avec son père et son tempérament assez entier. « Son père est notaire ; il aime beaucoup son fils, mais abomine ses idées socialistes. Un jour ayant appris que son Gabriel avait une maîtresse, il lui écrit : « C'est sans doute une collectiviste, celle avec qui tu vis.-Je n'en sais rien, répliqua Deville, nous parlons d'autre chose quand nous sommes ensemble ». Quant à sa personnalité : « Deville est un méridional, brun comme un mulâtre ; sa famille est originaire des Pyrénées, il y a sans nul doute du sang maure dans ses veines. Bien qu'il soit très nerveux et excessivement bouillant, il cache sa violence sous un air calme, compassé et méthodique ; un de nos amis, ouvrier mécanicien, prétend qu'il a une mécanique dans le ventre. Il est en effet réglé comme une horloge. »

La Cour confirme l'arrêt rendu précédemment et maintient les condamnations¹⁰⁰. Cependant, il semble bien que Gabriel Deville n'ait pas effectué sa peine, du moins la prison. Mystère !

En ce qui concerne *Les Droits de l'Homme* que Guesde avait rejoint fin 1876, sa brève existence va être ponctuée de très nombreuses procédures judiciaires, pas moins de quinze procès et six condamnations en à peine un an d'existence pour ses attaques incessantes contre les institutions au point de devenir un « péril social » selon ses détracteurs. Le 1er février 1877, il est suspendu pour six mois, sanction qui signe son arrêt de mort. Après avoir organisé un banquet de 700 couverts le 9 février 1877, son dernier numéro, bordé de noir, paraît le 14 février¹⁰¹.

Ces difficultés ont certainement eu des répercussions financières sur la façon dont ont été payés les rédacteurs. Ainsi, craignant de ne pas toucher ses gages, Jules Guesde « vu son état de santé [charge] Gabriel Deville de relancer l'administration¹⁰² ».

1.2 L'Egalité 1ère série (18 novembre 1877 – 14 juillet 1878)

Dans une période de tensions pour l'affirmation du régime républicain surtout après l'épisode du 16 mai 1877, de renaissance syndicale et de formation du mouvement socialiste,

98 G. DEVILLE, *Le Capital résumé accompagné d'un Aperçu sur le socialisme scientifique*, éd. 1897, Paris, Flammarion, 1945, p.7

99 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. I*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p.330-331

100 *Le Temps*, 6 mai 1876

101 *Le Temps*, 29 février 1877

102 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 147

le tout nouveau et confidentiel courant pas encore qualifié de « marxiste » avait besoin d'une tribune pour développer sa propagande d'abord vers les masses ouvrières. Celles-ci lisaient plutôt, en matière de presse avancée, *Le Rappel* de Charles Vacquerie, radical, républicain et social dans lequel Barberet, celui-là même qui avait si mal reçu, à leur arrivée à Paris, Gabriel Deville et Victor Marouck, tient une rubrique, le Bulletin du travail, où il relate ce qui se passe dans le milieu ouvrier. De plus, lors du Ier Congrès ouvrier tenu à Paris du 2 au 10 octobre 1876, ce sont plutôt les idées modérées qui prédominent, celles de la coopération notamment, avec une hostilité à la grève manifeste. Pourtant, c'est un renversement révolutionnaire que veulent promouvoir Jules Guesde et ses amis en introduisant un socialisme scientifique au sein du prolétariat élaboré par des intellectuels pour, in fine, créer un parti ouvrier indépendant, un parti de classe. « *L'Egalité* ne vient pas d'une initiative ni même d'une aspiration ouvrière, laquelle vise au contraire à rejeter la tutelle de tous les politiciens et les théoriciens bourgeois pour ne faire crédit qu'au manuel¹⁰³ ». L'entreprise partait déjà avec de sérieux handicaps. D'autant que le premier obstacle à franchir, celui de la levée de fonds, n'était pas mince non plus. Ce sont les socialistes allemands qui vont en fournir l'essentiel notamment Karl Höchberg (4000 F) par l'intermédiaire de Karl Hirsch.

Dès le mois d'octobre 1877, des bulletins d'abonnement ont commencé à circuler pour une parution initialement prévue le 20. Ils étaient accompagnés d'une notice imprimée qui annonçait le but de *L'Egalité* : « *L'Egalité* sera républicaine parce que la République est le dernier mot de l'évolution purement politique ou gouvernementale et ne laisse plus de place qu'à une révolution économique ou sociale substituant à l'égalité nominale des droits l'égalité réelle des faits. Mais *L'Egalité* sera avant tout socialiste, cette révolution économique est son but direct ». Il s'agit aussi de « démontrer que les données de la science sont d'accord avec la justice pour exiger le retour à la collectivité du sol et des autres instruments de production » et pour cela de « préparer ainsi la formation d'un grand parti qui puisse, le moment venu, mettre la force au service du droit¹⁰⁴ ». Cependant, la parution fut reportée « de samedi en samedi en attendant que le verdict du 14 octobre aura reçu sa pleine exécution », le 14 octobre et le 4 novembre étant jours d'élections législatives et départementales. Finalement, le premier numéro est publié le 18 novembre 1877 sous le titre : « *L'Egalité*, journal républicain et socialiste » avec au-dessus « Liberté, solidarité, justice ». Les intentions du journal sont précisées dans un article intitulé « A nos lecteurs » avec de suite la justification de ce qui va être un problème pour suivre la pensée de Gabriel

103 M. PERROT, « Le premier journal marxiste français : *L'Egalité* de J. Guesde (1877-1883) », *L'actualité de l'Histoire*, juillet-septembre 1959, n° 28, p. 2

104 Note, AN Pierrefitte, F/7/12488

Deville dans les deux premières séries : l'absence de signature des articles. « Plus soucieux de propager des idées justes que de faire du bruit autour de leurs noms, ils (les « écrivains démocratiques ») ne croient pas devoir s'astreindre à cet usage de la signature individuelle qui a tant fait pour substituer les questions de personnes aux questions de doctrine, la presse à scandales à la presse de principes. Le journal y gagnera en cohésion et en dignité ». Dans cet article ainsi que dans ceux intitulés « Ce que nous voulons » (écrit semble-t-il par Jules Guesde)¹⁰⁵ et « Notre politique », quelques principes de leur doctrine sont explicités. Ainsi « *L'Egalité* ne sera pas seulement républicaine en politique, athée en religion, elle sera avant tout socialiste », « un organe franchement socialiste, à la fois scientifique et militant, de lutte et de discussion » car « nous croyons seulement avec l'école collectiviste [...] que l'évolution naturelle et scientifique de l'humanité la conduit invinciblement à l'appropriation collective du sol et des instruments de travail ». Après 1789 et 1848, une troisième révolution qui les complète est inévitable. Mais *L'Egalité* ne veut pas de l'abstention en matière politique et ne cessera de prêcher l'action électorale. Pourtant ses rédacteurs « ne regardent pas le suffrage universel comme une panacée [...], connaissant [son] imperfection notamment à cause des entraves à la liberté d'écrire, de se réunir, de l'ignorance, de la misère », toutefois, ils considèrent « que la constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale ». La République étant installée, ce dont ils se réjouissent, la lutte se précise, désormais elle ne peut plus s'engager « qu'entre socialistes révolutionnaires et républicains bourgeois ». Mais rien n'est précisé sur la façon dont ils comptent concilier action électorale et révolution. Il faut donc la préparer et, autre théorie marxiste, arriver au dépérissement de l'Etat avec quelques accents libertaires : les collectivistes ne veulent « ni d'opresseurs, ni d'opprimés, ni de gouvernants, ni de gouvernés, tout en pensant qu'il faut simplifier le mécanisme politique, supprimer la plupart des rouages gouvernementaux et réduire le gouvernement au rôle d'une simple agence ». La notion de collectivisme est ensuite définie sous une forme à visée scientifique, s'appuyant sur la réalité, donnant ainsi une rationalité, une « respectabilité » à leurs arguments pour conclure que tout ce qui est capital doit être propriété collective c'est à dire « inaliénable entre les mains soit de la commune, soit d'une organisation sociale plus centrale » confiée aux libres associations de travailleurs. Le bonheur sera au bout du chemin étant donné que dans la société collectiviste « chacun sera assuré d'une instruction intégrale et professionnelle, d'un travail attrayant et très productif et, s'il est impropre au travail, d'un entretien suffisant ». En plus, il sera possible d'accumuler « des bons de travail pour se procurer de longues années d'oisiveté [...] échangeables que pendant 3 ou 5 ans ». Mais,

105 A. ZEVAES, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Librairie M. Rivière et Cie, 1947, p. 78

dans une telle organisation, alors que le travail, à cette époque, « est une torture et une sorte d'infériorité », « qui voudra d'une oisiveté déshonorante et ennuyeuse ? ». La préférence pour le mot « collectivisme » sera expliquée par Gabriel Deville¹⁰⁶ : « A ce moment, il y avait utilité à distinguer le communisme scientifique sorti de la savante critique de Marx, du vieux communisme utopique et sentimental français. La même dénomination pour deux théories différentes aurait favorisé une confusion d'idées qu'il était essentiel d'éviter ; aussi avons-nous alors exclusivement employé le mot *collectivisme*. »

En plus des articles à vocation militante voire polémique qui constitueront la colonne vertébrale du journal, d'autres rubriques vont structurer la publication. Une large place sera donnée au « Mouvement social » français et surtout étranger, il y aura aussi la « Semaine politique » sur l'actualité française parlementaire notamment, l'activité des tribunaux, les accidents du travail ou « L'ordre social » sans oublier le feuilleton, incontournable à l'époque, mais ici historique, dans un souci pédagogique. Sur la forme, le journal est assez austère, dense, il se compose de huit pages sur lesquelles les articles sont répartis en trois colonnes et est vendu quinze centimes. Sur la dernière page de ce premier numéro apparaît l'ours avec comme rédacteur en chef Jules Guesde, comme principaux collaborateurs : Gabriel Deville, P. Gerbier, E. Massard, E. Oudin, anciens rédacteurs des *Droits de l'Homme* et les correspondants étrangers (Espagne, Italie, Belgique, Allemagne) avec notamment Bebel et Liebknecht, députés au Reichstag. *L'Egalité* gardera cette maquette tout au long de cette première série. Dans ces trente-trois numéros, il est possible de discerner quelques lignes de force, quelques constantes dans le contenu. Les articles davantage orientés vers la propagande et la vulgarisation des théories marxistes peuvent se diviser en gros en deux catégories : des éditos et analyses sur l'actualité du moment, des articles beaucoup plus théoriques.

Au départ, la préparation du Congrès ouvrier de Lyon prévu en 1878 occupe le journal avec les premières escarmouches contre les coopératives, ce qui va être un des fils rouges de cette première série. Dès le numéro deux (27 novembre 1877), *L'Egalité* trouve l'appel du Comité exécutif nommé le 13 novembre pour son organisation « d'excessive réserve » et trop modéré car « la coopération est la voie la plus longue que puisse prendre le prolétariat pour améliorer sa situation ». Parallèlement apparaît pour la première fois la volonté de réaliser une exposition collective ouvrière en marge de l'Exposition Universelle de 1878, rappelant la participation de délégations ouvrières à celles de Vienne et Philadelphie en 1873 et 1876. Le 23 décembre 1877, le journal affirme plus nettement que

106 G. DEVILLE, *Le Capital, résumé accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique*, éd.1897, Paris, Flammarion, 1945, p. 9-10

l'idéal coopérateur n'est pas le sien et note déjà une baisse du nombre de coopératives en Angleterre par manque de capitaux ouvriers. Il recommande « à la place des billevesées captieuses de la coopération, la grève comme le seul frein que les ouvriers puissent actuellement mettre aux prétentions déréglées des capitalistes » mais des grèves unitaires pour qu'elles aient « une efficacité réelle au lieu d'être stériles et ruineuses ainsi qu'elles l'ont été trop souvent jusqu'ici ». La difficulté sera de choisir le bon moment. S'investir dans le mouvement coopératif est une perte de temps et d'énergie, « la coopérative de production est un mirage » (13 janvier 1878) et d'ailleurs arrive trop tard, la grande production étant déjà née dans beaucoup de branches d'industrie. Elle ne peut donc concerner que des petites structures et donc peu d'ouvriers. Quant aux autres points à l'ordre du jour du Congrès, « associations d'épargne et de prévoyance, aux caisses de retraite, pour le chômage et la maladie, ce sont remèdes qu'on prêche aux ouvriers, mais desquels les ouvriers savent fort bien ce qu'ils valent. On peut épargner quand on a un superflu », « l'ouvrier ne pourra donc économiser qu'en rognant son nécessaire ». Cet argument est parfaitement compréhensible et pertinent au vu de la situation de beaucoup de prolétaires mais pas insurmontable comme le montrera plus tard le magnifique exemple, bien qu'isolé, de la Verrerie Ouvrière d'Albi. Celle-ci illustrera aussi la force de la coopération comme instrument de combat contre le capitalisme et comme forme d'apprentissage économique pour les travailleurs. Poursuite de la charge le 17 mars 1878 ; la coopération entretient les prolétaires dans « l'illusion de leur affranchissement opéré individuellement », retardant voire empêchant « l'affranchissement du prolétariat en tant que classe ». En niant ou sous-estimant la diversité de celui-ci et en s'enfermant dans la vision d'une classe uniforme, les guesdistes s'interdisent toute évolution progressive finissant par estimer que la coopération devient « la complice directe, consciente, de l'exploitation patronale ». Le 24 mars 1878, au sujet du conflit très dur de Montceau-les-Mines, ils décident « pour suppléer l'inqualifiable défection des syndicats, sociétés coopératives et autres groupes, ouvriers de fait mais non d'esprit » de convertir leur souscription en faveur des grévistes en souscription permanente pour les grèves présentes et futures « puisque la solidarité ouvrière se meurt sous le coup de la coopération et de ses adeptes, place à la solidarité révolutionnaire-socialiste ». Les rédacteurs de *l'Egalité* lanceront une dernière salve dans l'édition du 30 juin 1878. Ils mettent d'abord de l'eau dans leur vin en se défendant d'être hostiles à toute association ouvrière mais continuent de penser que « la coopération est, au lieu de la solidarité, la concurrence désorganisatrice introduite entre les travailleurs par l'appât d'un affranchissement partiel et immédiat offert aux plus favorisés matériellement ou intellectuellement au détriment de la masse » qu'elle démembre. Dans leur vision classiste de la société, l'argumentation est encore une fois cohérente mais,

eux qui veulent s'en tenir aux faits, comment se fait-il qu'ils ne voient pas la diversité des situations ? Et est-ce la meilleure stratégie, face aux tendances plutôt réformistes du prolétariat de l'époque, pour faire avancer les idées collectivistes ?

Un autre point à l'ordre du jour du Congrès va faire l'objet d'un article assez surprenant : le travail des femmes. Il est publié le 27 janvier 1878, la veille de son ouverture. Tout en commençant par expliquer qu'il ne peut « être détaché, ni traité, ni surtout résolu isolément [...] de la grande question du travail en général », la vision de la situation des femmes à ce moment-là est plutôt étonnante vue de notre époque, en tout cas non dénuée de machisme ; est-elle volontairement assombrie par les jeunes rédacteurs de *L'Egalité* pour mieux justifier leurs arguments ? En tout cas, elle laisse dubitatif même s'il y a sûrement un fond de vérité quant au constat de départ particulièrement consternant. « La loi de fer de l'offre et de la demande fonctionne sans minimum parce que l'ouvrière pouvant trouver dans son sexe, transformé en marchandise, les ressources qui lui manquent, la rémunération de son travail n'a plus besoin d'être assez élevée pour lui permettre de subsister ». Autrement dit, la prostitution en complément de salaire permet de concurrencer les hommes et de maintenir les salaires au plus bas ! A fortiori, cette analyse laisse aussi entendre que la prostitution était largement répandue, voire considérée comme normale ou naturelle.

Dès lors, le travail des femmes n'a que des inconvénients. Outre la concurrence faite aux hommes, il épuise « l'organisme reproducteur de l'espèce » entraînant une dégénérescence de celle-ci et « dans les conditions de fabrique, d'atelier où il s'effectue, il enlève à l'ouvrière jusqu'à la propriété de son corps exposé à tous les caprices du capitalisme en rut ». Donc, les ouvriers soutiennent que « la véritable place de la femme est au foyer domestique ». Par contre, dans la société socialiste à venir, ce sera forcément différent et revendiquer uniquement le travail de l'homme sera mal vu et s'apparentera à une volonté de maintien de la femme dans sa dépendance économique, à en faire sa prolétaire. Mais pourquoi attendre ? Bien que cet état d'esprit et cette vision de la gent féminine soient conformes à l'air du temps, il est surprenant, en comparaison d'autres articles, de trouver une analyse aussi fataliste, timide, en manque de perspectives, pour des révolutionnaires. Là aussi, comme sur d'autres points, il faudra attendre le bouleversement social à venir pour espérer un changement tangible.

Les numéros des 10 et 17 février 1878 reviennent sur le Congrès de Lyon dont *L'Egalité* conteste plusieurs conclusions. Tout d'abord, elle s'oppose aux orateurs qui ont déclaré que « le problème de l'émancipation du 4ème Etat, des salariés, se résoudra pacifiquement » alors qu'elle ne croit pas au progrès pacifique en matière économique et pense que « lorsqu'on a à conquérir sa place au soleil, qu'on n'est rien et qu'on veut et qu'on

doit être tout », « la paix à tout prix n'a qu'un nom : c'est le suicide ». Pourtant les rédacteurs affirment que « la barricade pour la barricade ne nous dit absolument rien » mais « nous conseillerons toujours à la classe ouvrière de ne pas descendre dans la rue à la légère ». Position assez ambiguë toujours basée sur la vision d'un bloc prolétaire uniforme ne pouvant et ne devant agir qu'à l'unisson. Ce qui suppose pour le moins un long, très long temps de préparation et une discipline de fer. Ensuite, sur le chômage, *L'Egalité* regrette que les délégués du prolétariat « s'obstinent à chercher la suppression du chômage en dehors de l'abolition de la propriété individuelle ». Au final, avec la décision du Congrès d'organiser un Congrès extraordinaire international à Paris en septembre pour l'Exposition universelle, le journal constate tout de même que « l'idée collectiviste a pu s'y produire » et que la coopération « inventée par la gent capitaliste pour sa plus grande tranquillité » a été rejetée. Ce que confirme le préfet du Rhône dans ses rapports quotidiens au Ministre : « le congrès tourne de plus en plus au socialisme révolutionnaire : les orateurs font ouvertement des vœux pour l'établissement de la République sociale et indiquent la révolution comme étant le seul moyen de les réaliser ». Cependant, le fonctionnaire souligne la division de plus en plus sensible entre les délégués de Lyon et ceux de Paris, plus violents et exaltés et constate que les systèmes collectivistes et positivistes ont été désapprouvés par beaucoup. Pour finir de discréditer le Congrès, il ne peut s'empêcher de relater des faits d'ivrognerie lors du banquet de clôture pour « apprécier exactement la moralité de ces gens qui ont la prétention de réformer les mœurs des classes ouvrières ». Même le Préfet utilise le mot classe ! Pour la petite histoire, disons que ce Congrès a décidément intéressé beaucoup de monde puisque même les Allemands demandent des informations au Ministre des Affaires Etrangères après avoir eu vent de propos annonçant « l'intention d'extirper les maisons souveraines d'Europe en commençant par celle d'Allemagne¹⁰⁷ ».

Les articles concernant la préparation et le déroulement de ce Congrès ont occupé une bonne partie de cette première série permettant surtout d'attaquer de front la coopération et, autre cible, la République bourgeoise et Gambetta en particulier, coupable d'avoir déclaré en 1874 « qu'il n'y avait pas de question sociale » (6 janvier 1878). *L'Egalité* se demande si « son ignorance des revendications ouvrières égale, si elle ne surpasse, son ignorance des nécessités de l'ordre actuel » (3 février 1878). En tout cas, le gouvernement républicain installé le 14 décembre 1877, dirigé par Dufaure, n'aura bénéficié que d'un très court état de grâce de la part de *L'Egalité*. A peine trois semaines plus tard, ses journalistes écrivent que ce peu de temps a suffi « pour enlever aux plus optimistes toute espèce d'illusion sur son libéralisme et sur ses sympathies affectées pour la classe ouvrière » (6 janvier 1878).

107 Note, AN Pierrefitte, F/7/12488, Congrès de Lyon

La décision prise au Congrès de Lyon d'organiser un Congrès international fait l'objet de plusieurs communications et, très vite, de doutes quant à sa possible tenue de la part des journaux réactionnaires. Mais *L'Egalité* espère que « les travailleurs sauront se passer de l'autorisation du gouvernement et organiser leur Congrès en dépit de tout » (7 avril 1878). Par contre, elle condamne « l'exclusivisme » des métiers purement manuels (14 avril 1878), un exclusivisme revendiqué au congrès de Lyon ou par le futur journal *Le Prolétaire* dont le lancement est annoncé. Il est évident que c'est tout le contraire à *L'Egalité* composée très majoritairement de jeunes intellectuels d'origine bourgeoise qui pensent que cette attitude empêche le ralliement d'autres catégories sociales. Cela montre aussi à quel point la notion de prolétariat avait besoin d'être précisée ainsi que celle concomitante de classe. Quant à l'Exposition universelle, aussi appelée « l'exploitation universelle » (2 juin 1878), elle fait l'objet d'un constat peu amène : « à mesure que les Expositions se développent, elles accusent plus nettement leur caractère marchand, elles révèlent l'accroissement de la puissance matérielle de la classe capitaliste et en même temps le soin avec lequel elle élimine les prolétaires de ces concours périodiques pour s'en attribuer toute la gloire » (12 mai 1878).

Le thème de la religion est très peu abordé dans cette première série de *L'Egalité*, seulement deux articles, un sur le « budget des cultes » et un autre sur « Voltaire, l'Eglise et le socialisme ». Dans les deux, le philosophe dont on fête le centenaire de la mort en 1878 est attaqué sans ménagement pour son déisme et parce que son radicalisme « a un caractère essentiellement bourgeois et ne dépasse pas celui de l'Assemblée Constituante de 1789 » (2 juin 1878). Quant à la religion, le verdict est sans appel : « la croyance en un Dieu et en une vie future [...] sont autant de garanties essentielles pour le repos et la sécurité des privilégiés », « la religion est un frein contre le nombre et ses appétits de bien-être et d'égalité » et enfin « plus les revendications ouvrières s'accroîtront, plus nous verrons s'encléricaiser l'oligarchie bourgeoise » (24 février 1878).

Si, sur ce sujet, les positions sont bien tranchées, on sent par contre quelques hésitations, déjà aperçues dans d'autres citations, à propos du suffrage universel. Car les collectivistes sont obligés à regret de faire un constat pour ne pas se couper des classes populaires : « quelque mal qu'il ait pu lui faire, le suffrage universel est resté la passion du travailleur », « le travailleur tient à son bulletin de vote et n'entend pas plus s'en laisser déposséder par un mot d'ordre abstentionniste que par une nouvelle loi du 31 mai ». Pour eux, « il est un fait indéniable, c'est que le suffrage universel a été de 1848 à aujourd'hui une cause de division pour le prolétariat [...] et n'a servi qu'à asseoir la domination de la caste dirigeante » (14 juillet 1878). La seule solution est la candidature ouvrière pour rassembler le prolétariat sans toutefois que candidature ouvrière signifie candidature d'un ouvrier. Cela

passera par « l'organisation de la classe ouvrière en parti électoral, un moyen de propagande et d'agitation dont la valeur révolutionnaire a été établie par maintes et maintes expériences » (13 janvier 1878). Le ton est encore plus désabusé le 14 juillet 1878 : le suffrage universel n'a servi qu'à leurrer les prolétaires avec « l'espoir mensonger d'un affranchissement graduel, pacifique, légal », suivi du constat d'échec que ce ne sont pas seulement des « candidatures simplement ouvrières mais de classe » qui auraient pu y remédier si les travailleurs l'avaient compris et pratiqué. On retrouve encore cet enfermement dans la notion de classe les coupant de l'action immédiate et la non prise en compte de la diversité du prolétariat. D'ailleurs est-ce bien le suffrage universel qui est alors responsable de sa division ? De là découle une réflexion limitée sur le meilleur moyen de développer cette conscience de classe pour arriver à leurs fins. Enfin s'ils acceptent la compétition électorale, ils ne la considèrent que comme un moyen de faire de la propagande, la prise de pouvoir ne pouvant se faire que révolutionnairement et par la force.

De la part d'un journal « républicain et socialiste », on aurait pu s'attendre aussi à ce que l'éducation soit un sujet récurrent. Il n'en est rien, un seul article lui est consacré, avec un raisonnement de la même veine que celui sur le travail des femmes. Il paraît le 3 février 1878. Après avoir affirmé que l'instruction est la condition essentielle de l'épanouissement, comme elle est d'intérêt général, « c'est aux dépens de la collectivité qu'elle doit être donnée : la collectivité a, en effet, à acquitter les frais de tout service public ». Mais est-il bon de réclamer l'instruction obligatoire et gratuite¹⁰⁸ ? Ce serait appauvrir la famille en ne faisant pas travailler les enfants. De plus, la gratuité serait pour le travailleur une vexation nouvelle en alourdissant ses dépenses étant donné que la plupart des taxes et impôts pèsent déjà sur lui. Au final, cette réforme se retourne contre les ouvriers. La seule solution est « la démolition de l'édifice social existant », « rien ne sera fait tant que l'instrument de travail ne sera pas à la disposition de tous ». Donc, au lieu de se battre sur les moyens alloués pour que l'instruction soit vraiment gratuite en dégagant des crédits par d'autres moyens que la taxation des travailleurs, ils préfèrent revendiquer le travail des enfants. Ils ne croient pas qu'il soit possible d'arracher des concessions aux capitalistes, le seul moyen étant la collectivisation. Il faut donc encore attendre l'avènement de la future révolution, il n'est pas possible d'engranger des améliorations rapides même partielles. Ils avaient raisonné de la même manière pour les caisses de retraite, chômage, maladie abordées au Congrès de Lyon. Cette absence de perspective à court terme sera un des reproches récurrents qui leur seront faits et donc un obstacle à leur progression dans les rangs ouvriers.

108 Dans le programme électoral du professeur Acolas rédigé par G. Deville, cette revendication était déjà formulée.

En plus de la campagne pour le Congrès international, *L'Egalité* a poursuivi et amplifié celle pour l'amnistie de Blanqui, amnistie et non pas grâce ainsi que l'avait déjà exprimé Gabriel Deville dans les colonnes des *Droits de l'Homme*, ce qui lui avait valu sa première condamnation. L'idée de le faire élire député est émise lors d'un banquet fraternel réunissant les rédacteurs et les amis de *L'Egalité* qui s'est tenu le 20 janvier 1878 au 40, avenue de St Mandé, salon des familles, à Paris, banquet est-il précisé où « les dames sont admises ». Le problème est de trouver un groupe de militants socialistes qui veuille bien l'accepter comme leur candidat à la députation. Le comité Blanqui créé pour cela avait d'abord envisagé L'Isle-sur-Sorgue dans le Vaucluse. Mais, faute d'accord local, ce sont les électeurs du VIème arrondissement de Paris qui sont volontaires après le décès de Denfert-Rochereau. Dans les éditions du 26 mai et 2 juin 1878, *L'Egalité* reproduit plusieurs extraits des œuvres de Blanqui pour montrer que les collectivistes peuvent le revendiquer comme un des leurs. Fallait-il cette justification auprès des militants ? Une souscription est même lancée pour subvenir aux frais de sa candidature et Gabriel Deville se montre le plus généreux des tout premiers donateurs en affectant 20 F à la cause, suivi d'Emile Darrieux avec 10 F. Cette candidature sera finalement rejetée car la signature du candidat est nécessaire or, étant en prison, le gouvernement refuse qu'il puisse la donner.

Avant d'aborder les articles plus théoriques, un dernier mot sur une rubrique qui apparaît pour la première fois le 17 mars 1878 : « L'ordre social », confiée à Emile Massard¹⁰⁹. Elle recense les méfaits en tout genre de prêtres et sœurs (pédophilie, mauvais traitements, escroqueries) mais aussi ceux de banquiers, industriels, magistrats, militaires. L'objectif est de montrer que « les trois grands principes de la société actuelle (religion, propriété, famille) sont les sources ou plutôt les causes de toutes les monstruosité qui affligent l'humanité ».

Dans pratiquement tous les numéros, les rédacteurs se sont attachés à produire des articles beaucoup plus fouillés, à fondement théorique et scientifique comme « L'exploitation capitaliste » (23 décembre 1877) où l'auteur s'attache, à partir de données sur l'exploitation minière en Italie, à évaluer l'ampleur du vol effectué par les capitalistes sur la valeur du travail produit. Il est révélateur d'ailleurs que les premiers articles répondent aux principaux griefs opposés aux marxistes concernant la propriété et la liberté. Nous avons déjà cité des éléments relatifs au collectivisme et « au bien-être par le travail » qu'il devrait apporter dans la société idéale à faire advenir. Dans les éditions du 25 novembre 1877 puis du 14 avril 1878, il s'agit de répondre à des critiques émises par le professeur Acolas condamnant le socialisme. On se souvient pourtant comment la plupart des jeunes rédacteurs de *L'Egalité*,

109 A. ZEVAES, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Librairie M. Rivière et Cie, 1947, p. 83

notamment Gabriel Deville, l'avaient soutenu moins de deux ans plus tôt. Or le professeur Acolas reprend dans un livre récent « un des reproches dont on a le plus usé et abusé à l'adresse des socialistes » qui est « de faire bon marché de l'indépendance individuelle, de poursuivre le bien-être de tous aux dépens de la liberté d'un chacun comme si le bien-être n'était pas la première des libertés et comme s'il pouvait exister de liberté en dehors du bien-être ». Cette liberté individuelle tant vantée n'existe que pour quelques-uns, pas pour la masse « que la misère et l'ignorance atrophient musculairement et cérébralement ». Or, dans la société collectiviste, le développement de toutes les facultés personnelles sera garanti, organisé socialement et, surtout, l'instrument de production « sera mis en totalité à la disposition de l'activité d'un chacun mais sans le répartir arbitrairement ni sans en déterminer autoritairement l'emploi », il s'agira ainsi « en collectivisant les moyens de production, d'individualiser les moyens de jouissance ». Donc, la liberté sera « universalisée et accrue » et le socialisme sera « la condition sine qua non de la liberté individuelle ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que le raisonnement est plus qu'alambiqué et reste très flou. Jusqu'où, pour les collectivistes, la liberté de chacun pourra se déployer sans nuire à celle d'autrui et à l'intérêt général ? On retrouvera les termes de cette contestation dans l'échange, au demeurant très courtois, avec le député radical Talandier ou, sous un autre aspect, avec « le représentant ouvrier du positivisme », le citoyen Finance, qui constate l'impopularité de ces théories dans les campagnes du fait de la remise en cause de la propriété privée. Bien que les rédacteurs de *L'Egalité* ne pensent pas qu'il y ait incompatibilité de leurs théories avec la société paysanne, les questions agricoles ne sont pratiquement jamais abordées, elles ne font l'objet que de deux articles théoriques. Dans l'édition du 16 décembre 1877, il est expliqué, en prenant l'exemple de l'Angleterre, pourquoi la loi de l'offre et de la demande pousse les propriétaires, pour maintenir leur niveau de profits, à limiter l'offre, empêchant ainsi une meilleure mise en valeur des terres et une amélioration des conditions de vie de la majorité de la population à commencer par les ouvriers agricoles. Ce problème est la conséquence de la propriété individuelle, régime qui n'a pas toujours été dominant faut-il le rappeler, la seule solution est donc la collectivisation des terres. L'option revendiquée par certains économistes de la mise en concurrence et de la loi du marché n'est pas abordée. Cependant, dans l'autre article daté du 23 décembre 1877 intitulé « Le collectivisme et la production agricole », l'auteur se montre remarquablement visionnaire et prudent en avertissant que, tout en préconisant une culture rationnelle et scientifique, il faudra faire attention à ne pas surmener la terre qui, selon Liebig, arriverait à épuisement. La chimie n'en étant qu'à ses débuts, il faudra une application rigoureuse et raisonnée des méthodes scientifiques d'engrais sinon la terre deviendra stérile et ne donnera plus rien. Il est bien dommage que cette prudence ait été

oubliée en chemin quand on voit la situation actuelle ! Ce texte est intéressant dans la mesure où il révèle une tension permanente chez les socialistes entre abondance de biens, liberté pour les obtenir sans abandonner la relation productive au monde mais en les partageant plus équitablement. Le rôle de la science dans cette optique, central pour un courant qui veut incarner un socialisme scientifique, n'est abordé, de façon encore surprenante, que dans la reproduction d'un texte de César de Paepe (6 janvier 1878) expliquant que « la science est le ressort principal, l'essence même d'une vraie révolution sociale » et non les barricades pour « faire subir une transformation radicale aux rapports sociaux » mais les journalistes de *L'Egalité* n'ont jamais abordé ce thème.

En ce qui concerne les écrits de Karl Marx, on ne peut pas dire qu'ils encombrant les colonnes du journal, seulement quatre extraits du *Capital* sont publiés relatifs à « La production capitaliste » (30 décembre 1877), « L'accumulation capitaliste » (20 janvier 1878), « L'accumulation primitive » (3 février 1877) et enfin « Une prétendue compensation » sur les rapports du machinisme et du chômage (21 avril 1878). Aucune présentation du philosophe allemand ni d'Engels n'est faite. Gabriel Deville raconte que c'était Jules Guesde qui donnait les chapitres à reproduire dans *L'Egalité*. « Par les dates où ceux-ci sont parus, on peut préciser à une semaine près l'époque où il les a lus. Je me rappelle l'enthousiasme avec lequel il me remettait la partie à composer. C'était comme La Fontaine avec : « Avez-vous lu Baruch ?¹¹⁰ ». Pour terminer, on peut noter également quelques articles sur l'économiste libéral Bastiat et surtout sa réfutation par Lassalle ainsi qu'un texte sur la famille extrait du *Catéchisme socialiste* de J. Guesde.

Les mouvements socialistes et tout ce qui pouvait se rapprocher de près ou de loin à l'Internationale étant particulièrement surveillés par les autorités républicaines, *L'Egalité* n'allait pas faire exception. Et les ennuis ont commencé très tôt. Après le deuxième numéro (25 novembre 1877), la parution est interrompue pendant deux semaines. L'éditorial du numéro suivant, « Embûches » (16 décembre 1877), relate les faits, les pressions sur l'imprimeur qui fut amené à « refuser ses presses », d'où la migration du journal de Meaux à Lagny, 2, rue du Chariot d'or, les visites domiciliaires chez l'administrateur-gérant, Emile Darrieux et le rédacteur en chef, J. Guesde, les citations à comparaître pour un procès annoncé le 21 décembre 1877. La justice était bien rapide à l'époque ! Bis repetita le 26 mars 1878 avec une perquisition dans les locaux du journal où J. Guesde est accusé d'être affilié à l'Internationale. Une protestation signée par quatre-vingt-onze personnes parmi lesquelles tous les rédacteurs dont Gabriel Deville paraît le 31 mars 1878. Ils se défendent de soutenir les principes de l'Association Internationale du Travail (AIT ou Ière Internationale), interdite

110 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 158

par la loi Dufaure du 14 mars 1872. Son but était « l'amélioration de tous les ouvriers sans distinction de nationalité et ce par la coopération, la production et le crédit », or, les rédacteurs de *L'Egalité* se posent en adversaires acharnés de la coopération et du crédit mais en partisans d'une révolution qui, seule, affranchira les ouvriers. Le coup de grâce est porté avec plusieurs comparutions d'E. Darrieux pour des articles parus les 9, 16 et 23 juin 1878 notamment l'adresse et le soutien apportés aux socialistes allemands du SPD réunis à Gotha et persécutés par Bismarck, geste courageux dans un contexte de revanche et chauvinisme particulièrement marqué. Gabriel Deville sera un des signataires de cette adresse. Le procès a lieu le vendredi 12 juillet 1878 à 3h du soir pour « excitation à la haine des citoyens les uns contre les autres, provocation à la désobéissance aux lois, apologie de faits qualifiés de crime » (Zévaès), toujours les mêmes qualifications pour museler la presse d'opposition. Aucun prévenu ne s'est présenté pour éviter de donner « un faux air de justice » à cette action. *L'Egalité* et E. Darrieux sont condamnés à un an de prison et 1000 F d'amende (1300 F avec les frais et taxes). Le journal ne peut y résister et doit suspendre sa publication, ce qu'il annonce en dernière page de son édition du 14 juillet 1878. « Mais que l'oligarchie bourgeoise et ses rabatteurs de tout ordre ne se hâtent pas de chanter victoire. Nous ne sommes ni vaincus ni découragés ; [...] nous reparaîtrons avant peu [...] pour la constitution ou la reconstitution du parti socialiste révolutionnaire français ». « Nous ne disons pas adieu mais au revoir ».

Sans doute le journal était-il déjà en proie à des difficultés financières¹¹¹ puisqu'on remarque qu'à partir du 23 juin, son impression se fait chez E. Darrieux au 41, rue du Cardinal Lemoine à Paris. Pour échapper à l'incarcération, celui-ci s'exile en Espagne, à Gracia Barcelone où il meurt en mars 1879 atteint de tuberculose¹¹².

Dans cette première série de *L'Egalité* et bien qu'il soit impossible de connaître les contributions personnelles de Gabriel Deville si ce n'est le feuilleton historique sur Babeuf et la conjuration des Egaux¹¹³, on peut tout de même discerner quelques points de la doctrine collectiviste dont il ne fait aucun doute qu'il les partage dans leur majorité. C'est surtout autour des questions économiques que la propagande pour un socialisme scientifique a porté. Schématiquement, la société est divisée en deux classes qui s'opposent : « l'une n'ayant que des avantages et décidée à les défendre contre l'autre qui n'a que des charges ». La cause de cette division est la possession du sol et des moyens de production par la propriété

111 Note, AN Pierrefitte, F/7/12488

112 M. PERROT, « Le premier journal marxiste français : *L'Egalité* de J. Guesde (1877-1883) », *L'actualité de l'Histoire*, juillet-septembre 1959, n° 28, p. 4

A. ZEVAES, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Librairie M. Rivière et Cie, 1947, p. 88

113 A. ZEVAES, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Librairie M. Rivière et Cie, 1947, p. 84

individuelle. La seule solution pour la justice est la collectivisation mais, avec la résistance prévisible des privilégiés, la conquête du pouvoir pour la réaliser ne pourra se faire que par la force et une révolution sociale qui est inéluctable. Tous les autres thèmes du moment : coopération, suffrage universel, instruction gratuite et obligatoire, religion voire République ne sont que des leurres destinés à diviser le prolétariat, à ralentir son action. Il faudra donc créer un parti de classe le rassemblant pour lutter et conquérir ce pouvoir.

Ce schéma peut paraître cohérent et en phase parfois avec la situation sociale de l'époque mais à condition de rester dans les grandes lignes. En approfondissant, on se heurte vite à des imprécisions, des ambiguïtés, des non-dits : comment concrètement mener cette révolution, qu'est-ce que le prolétariat, une classe, les rapports à la liberté ? La doctrine apparaît donc encore bien floue même contradictoire, hésitante, pas bien corsetée dans la logorrhée marxiste. A preuve le ton très amène du débat avec le député Talandier ou pour réfuter le professeur Acolas malgré les critiques récurrentes de cette République bourgeoise incarnée par Gambetta. On trouve même un article de J.B. Clément niant « le socialisme scientifique » ou des textes de ton plutôt libertaire. *L'Egalité* est donc encore assez éclectique. N'ayant aucune donnée sur sa diffusion, quelques indications relatives à la deuxième série laissent penser toutefois qu'elle fut très confidentielle. Gabriel Deville écrira : « Il y a 6 ans [...] les mots Parti Ouvrier et collectivisme [...] étaient peut-on dire inconnus ; les idées qu'ils représentent ne comptaient plus en France que de rares partisans, sans lien, sans possibilité d'action commune.

C'est le journal *L'Egalité*, fondé à la fin de 1877 sur l'initiative de Jules Guesde et dirigé par lui qui a seul donné l'impulsion au mouvement socialiste révolutionnaire actuel¹¹⁴ » (1883).

2. Blanqui

Comme nous l'avons vu plus haut, le combat pour l'amnistie de Louis-Auguste Blanqui valut à Gabriel Deville sa première condamnation en tant que journaliste aux *Droits de l'Homme* pour un article paru le 6 mars 1876. Il aurait pu se contenter ensuite d'un soutien plus distancié mais il ne s'arrête pas là. C'est *L'Egalité* dont il est un des principaux rédacteurs qui lance l'idée de présenter sa candidature aux élections législatives lors d'un banquet tenu le 20 janvier 1878 et publiée dans l'édition du 27 janvier 1878 du journal. Dans la foulée, il produit la même année une brochure d'une trentaine de pages intitulée *Blanqui libre* pour plaider encore une fois la cause de « L'enfermé ». Il la dédie à ses sœurs, Mmes Barrelier et Antoine, « comme un témoignage public de ma respectueuse admiration pour les

114 G. DEVILLE, *Le Capital, résumé accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique*, éd.1897, Paris, Flammarion, 1945, p. 9

dignes sœurs de celui dont nous poursuivrons obstinément la juste délivrance ». Dans cet opuscule, Gabriel Deville insiste de nouveau sur la revendication d'une amnistie et non d'une grâce dédaigneuse qui serait une « lâche injure » « pour cet homme stoïque dont la haute intelligence, l'immense savoir, le noble caractère, l'indomptable courage, la foi inébranlable ne peuvent qu'exciter la vénération ». Mais puisqu'il « est condamné irrévocablement à agoniser en cellule » par la bourgeoisie apeurée, c'est au peuple de « délivrer Blanqui » en le nommant son représentant et en l'élisant député. S'ensuit le rappel des « détails de cette existence qui n'a été qu'un long martyrologue ». En conclusion, Gabriel Deville s'adresse aux électeurs du VIème arrondissement de Paris où les militants locaux ont accepté sa candidature : « Voter pour Auguste Blanqui, c'est procéder à une œuvre d'humanité, c'est exécuter un acte de justice, c'est protester efficacement contre une incessante répression, mais voter pour Auguste Blanqui, c'est aussi, c'est surtout affirmer l'inéluctable nécessité de cette Révolution sociale dont il s'est efforcé d'avancer l'explosion, pour laquelle il a toujours combattu, pour laquelle il a tant souffert, à laquelle il a consacré prodigieusement son existence entière ». Et s'il est élu, Gabriel Deville espère que la Chambre qui, selon la Constitution de 1875, doit juger de l'éligibilité et de la régularité de l'élection de ses membres, « reculant devant l'odieux d'une annulation inhumaine » « proclamerait enfin Blanqui libre ». D'où peut venir cette fascination pour ce vieux révolutionnaire ? Sur le plan des idées, il est indéniable que les points communs ne manquent pas avec ces premiers « marxistes d'intention » ainsi que se qualifie Gabriel Deville lui-même¹¹⁵. Tout d'abord sur la nécessité, pour remédier à l'injustice et à la misère, de l'appropriation collective des instruments de travail, des moyens de production. Blanqui reconnaît donc la lutte des classes comme un fait et comme un principe d'action bien que la classe ouvrière n'ait pas conscience de cette lutte dans sa grande masse. Comme les rédacteurs de *L'Egalité*, il n'envisage pas le salut par la voie légale mais par la révolution violente pour prendre le pouvoir et initier « les changements politiques seuls capables d'opérer une transformation sociale ». Comme eux, il tient le suffrage universel en piètre estime, ne servant à la bourgeoisie qu'à endiguer le mouvement prolétarien et échapper au naufrage. C'est aussi un adversaire irréductible de la coopération, moyen accessible seulement aux plus instruits, et de tout ce qui concerne les caisses d'épargne, de retraites qu'il considère comme des palliatifs pour émousser l'action prolétarienne, « des pilules soporifiques contre les agitations populaires » qui font perdre de vue aux ouvriers l'émancipation de leur classe. Plutôt la grève qui « est intelligible à tous ». Il faut une rupture avec les républicains et les socialistes bourgeois, c'est le gouvernement provisoire qui a tué la Révolution de 1848. Sur les questions religieuses, même

115 G. DEVILLE, *Principes socialistes*, Paris, V. Giard et E. Brière, 1896, dédicace

intransigeance qu'à *L'Egalité* : « expulsion de toute l'armée noire mâle et femelle au-delà des frontières », « que le gouvernement révolutionnaire écrase les religions révélées comme assassins-nés de l'espèce humaine ». Malgré les apparences, la critique religieuse de Blanqui s'appuie sur de solides bases scientifiques, philosophiques voire théologiques. Blanqui réclame également la suppression d'une armée active permanente, le remplacement de toutes les contributions par un impôt direct progressif sur les successions et le revenu¹¹⁶. Au niveau idéologique, il n'y avait donc pas d'obstacle majeur pour que Gabriel Deville soit proche d'Auguste Blanqui. Sur un autre plan, l'admiration plusieurs fois entrevue qu'il vouait à son grand-père peut-être un indice supplémentaire de compréhension. En effet, Jean-Marie-Joseph Deville s'est retrouvé pendant plus d'un an enfermé à Belle-Ile avec Blanqui. Malgré son état de santé défaillant, dans le conflit qui opposa Barbès dont il partageait le dortoir avec Ferdinand Gambon à Blanqui, peut-être a-t-il plutôt pris position en faveur de ce dernier¹¹⁷ ? Quelles que soient les véritables raisons, toujours est-il que Gabriel Deville a beaucoup fréquenté Blanqui dans les derniers temps de sa vie¹¹⁸ mais n'a jamais adhéré au courant socialiste qui s'en réclamait.

3. Le Congrès international ouvrier interdit

Nous avons vu que l'idée en avait été lancée au Congrès ouvrier de Lyon en janvier 1878 et qu'un comité d'organisation avait commencé à se réunir dès le mois de février avec comme objectif la tenue en septembre, en marge de l'Exposition universelle. Il fut interdit par la Préfecture de police du moins sous la forme de réunions publiques. Un manifeste, dit « Manifeste des 24 » auquel Gabriel Deville apporta sa signature, fut publié pour protester contre cette interdiction.

Malgré tout, une première tentative de réunion eut lieu vers la fin août, rue Pétreille, mais sans succès. Nouvel essai le 5 septembre à huit heures du soir dans le local d'un cercle ouvrier loué pour l'occasion par M. Finance, ouvrier peintre, au 104, rue des Entrepreneurs à Grenelle, essayant par ce biais de transformer le Congrès en réunion privée. L'endroit est occupé par 200 personnes et, à peine le bureau composé, un commissaire de police suivi de l'officier de paix de l'arrondissement et de 30 agents fait irruption dans la salle et la fait évacuer. Dans une protestation publiée par *La Marseillaise*, les soussignés venus pour discuter chez le citoyen Finance des questions économiques à l'ordre du jour du Congrès

116 M. DOMMANGET, *Blanqui*, Paris, Etudes et documentation internationales, 1970

117 C. LEYMARIE, « Barbès et Blanqui à Belle-Ile », *La Nouvelle Revue*, Mai-Juin 1898, T. 112, p. 385-395

118 C. RAPPOPORT, *Jean Jaurès*, Paris, L'Emancipatrice, 1915, p. 223

accusent publiquement les commissaires Clément et Foucqueteau de violation de domicile, d'arrestations arbitraires sans mandats d'amener et après la nuit tombée et de violences notamment sur Finance¹¹⁹. Selon le communiqué de la Préfecture de police¹²⁰, ce congrès avait été interdit par les autorités car elles le considéraient comme la réunion d'une association non autorisée. Malgré les sommations des commissaires de police, les individus ont barricadé la porte d'entrée. Mais, profitant de son ouverture pour laisser entrer les invités, le sieur Finance se serait précipité sur le commissaire Foucqueteau et l'aurait saisi « violemment à la gorge ». Il a été de suite arrêté ainsi que d'autres organisateurs comme Jules Guesde, un ouvrier étranger nommé Schumann, un ouvrier de Puteaux nommé Coneste ainsi que les étudiants Massard et Chabry. Des perquisitions ont ensuite été menées chez ces personnes ainsi que chez Hirsch, « socialiste allemand, qui paraît avoir pris également une grande part à l'élaboration du Congrès ». Les papiers saisis seront soumis à la justice « qui aura à statuer sur les faits de rébellion et d'association illicite ». Aucune mention, curieusement, n'est faite de Gabriel Deville dans ce communiqué. *Le Temps* cite dans le même article une contestation publiée par *La Marseillaise* de personnes « qui nient qu'une résistance ait été opposée aux agents de la force publique par l'un quelconque des organisateurs du congrès ». S'ensuit le récit d'un témoin direct des arrestations. Celui-ci indique qu'à huit heures moins dix, les citoyens Guesde et Deville se présentent devant la porte d'entrée. Le commissaire Clément arrête de suite Jules Guesde sans raison. Un quart d'heure plus tard, le même citoyen Deville accompagné de Chabry ce coup-ci frappe à la porte. Clément encore une fois interroge ces deux personnes qui indiquent qu'elles sont invitées par le citoyen Finance à passer la soirée chez lui et déclinent sans difficulté leurs noms et qualités. Le commissaire aurait alors dit textuellement : « Remarquez bien, messieurs, que nous ne vous empêchons pas d'entrer et que, si la porte n'est pas ouverte, c'est que M. Finance ne veut pas l'ouvrir ». Quand, finalement, Finance ouvre à Gabriel Deville qui lui a montré sa carte d'invitation, de nombreux agents commandés par M. Foucqueteau « se précipitent violemment sur lui et le saisissent ; le citoyen Deville est arrêté dans la salle » et conduit au poste de la rue Violet avec les citoyens Finance, Chabry, Schumann, Massard et Coneste où ils retrouvent Jules Guesde (Gabriel Deville a donc bien été arrêté). Ces divers citoyens « brutalisés par les agents subalternes sont interrogés et fouillés », leurs domiciles perquisitionnés. « Seul le citoyen Deville est mis en liberté à onze heures du soir ». En plus de ceux-là, les citoyens Durand, délégué de Marseille, et Hirsch ont été arrêtés et poursuivis pour « association illicite et infraction à la loi de 1868 sur les réunions publiques ». Ces deux

119 *Le Temps*, 7 septembre 1878

120 *Le Temps*, 8 septembre 1878

versions contiennent chacune leurs imprécisions, non-dits et zones d'ombre ; les deux parties jouent au chat et à la souris !

Le procès a lieu sans tarder, dès le 23 octobre 1878¹²¹. Pour l'avocat de la République, reprenant la thèse du ministre M. de Marcère, il s'agit d'« empêcher la reconstitution d'une fédération entre le parti révolutionnaire socialiste et l'Internationale », interdite en France depuis 1872, où « l'élément ouvrier disparaissait pour faire place à un socialisme international », délit d'affiliation qui sera vite abandonné. Dès le début de l'audience¹²² selon *Le Rappel*, journal républicain au ton tranché et très anticlérical, Gabriel Deville « a présenté une observation à laquelle il nous est impossible de ne pas adhérer : il s'est plaint que la publicité du débat n'eût pas été suffisamment garantie ; il est juste en effet d'avouer que les mesures d'ordre extraordinaires prises aux abords de la salle d'audience avaient rendu à peu près illusoire le droit du public à assister au procès ». La bataille de la communication sera au cœur de ce procès. Les prévenus au nombre de 39 (36 selon *Le Temps*) dont un absent pour raisons de santé comparaissent libres et se défendent séparément. Il y a seulement six « intellectuels » (un instituteur et une institutrice, Chabry, étudiant en médecine, Deville, Guesde et Massard, journalistes), tous les autres sont des ouvriers et artisans. Les divergences apparaissent très vite. Finance, accusé en plus de violences et voies de fait envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, et un groupe de prévenus sont représentés par un avocat, comme certains autres. Celui-ci souligne que « leur théorie est celle du positivisme et tend au maintien de la propriété et de la famille » en reprenant des extraits du discours de Finance au Congrès de Lyon. A la suite de ces propos, une dizaine de prévenus remettent une note au Président en disant que si les avocats continuaient à manifester dans leurs plaidoieries certaines tendances, ils quitteraient l'audience, ce qu'ils ont fait¹²³.

Jules Guesde est chargé par 21 prévenus qui n'ont pas d'avocats dont Gabriel Deville de présenter une défense collective, illustrant déjà son emprise sur ses compagnons en matière d'art oratoire et de réflexion politique. Il s'insurge de suite contre ces propos qui visent à déclarer « la guerre au collectivisme au nom du positivisme », doctrine qu'il réproouve. Après avoir protesté contre les conditions des arrestations et insinué qu'elles ont peut-être eu lieu sur ordre du gouvernement prussien, il expose la théorie collectiviste et termine en mettant le tribunal au défi de « distribuer l'amende et la prison aux travailleurs qui ont créé les chefs d'œuvre de l'Exposition » alors qu'on vient de distribuer des récompenses

121 *Le Temps*, 25 octobre 1878

122 *Le Rappel*, 24 octobre 1878

123 *Le Rappel*, 25 octobre 1878

aux patrons¹²⁴. Gabriel Deville se défend aussi tout seul et indique tout d'abord « avoir été nommé délégué au comité d'organisation. Il n'a pu assister aux séances parce qu'il était en province. Il reconnaît avoir signé le fameux manifeste des 24 et accepte la responsabilité de tout ce qui s'est passé. Il donne des détails sur les arrestations opérées le 5 septembre, rue des Entrepreneurs, à la suite desquelles il a été conduit au poste de la rue Violet avec MM. Chabry, Couest, Finance, Guesde et Massard¹²⁵ ». Il déclare ensuite « que l'interdiction du Congrès était un acte inqualifiable qui ne pouvait venir qu'à l'esprit de ces opportunistes qui se confondent aujourd'hui avec les bourgeois. Ce sont nos opinions qu'on poursuit ; mais le tribunal ne pourrait nous condamner qu'en torturant la loi, ce qu'il ne voudra pas, il attendra qu'à l'exemple de Bismarck, on ait fait une loi plus rigoureuse¹²⁶ ». Argument qui tend à inverser la charge et l'accusation « d'internationalisme » tout en dénonçant un délit d'opinion. L'allusion à Bismarck, après Guesde, n'est pas relevée dans *Le Rappel* qui, cependant, fait apparaître la tentative du Ministère Public de diviser les ouvriers et les « intellectuels » activistes, tout comme *Le Temps* qui souligne que les explications « présentées par les ouvriers se font généralement dans des termes convenables et modérés ». Cette stratégie va pousser l'ouvrier Briolle qui « présente au nom d'une quinzaine d'ouvriers manuels une défense collective ouvrière » à déclarer : « Attendu que les ouvriers socialistes n'entendent pas se séparer des socialistes non ouvriers ; attendu d'autre part que les socialistes non ouvriers sont d'accord avec les ouvriers socialistes pour constituer une société nouvelle dans laquelle il n'y aura, il ne pourra y avoir qu'une seule classe, celle des travailleurs ».

Bien entendu, le tribunal se montre peu sensible à ces plaidoiries. Il condamne tout d'abord Finance à 15 jours d'emprisonnement et 50 F d'amende malgré la voie de fait reconnue sur le commissaire Foucqueteau bien que celui-ci, contrairement à son collègue Clément, ait minimisé l'incident¹²⁷. Les plus lourdement condamnés sont Jules Guesde et Gabriel Deville, le premier à 6 mois de prison et 200 F d'amende et le second à 2 mois d'emprisonnement et 100 F d'amende. La volonté politique délibérée de s'en prendre aux leaders socialistes, aux « intellectuels », peut expliquer ce verdict. Massard, Coneste (parfois appelé Coueste) et Gerbaux prennent aussi entre 1 mois et 8 jours de prison. Pour les 33 autres prévenus, les peines s'échelonnent en amendes de 100 à 16 F. Deux acquittements sont prononcés pour des prévenues de sexe féminin parmi les trois incriminées.

124 *Le Temps*, 25 octobre 1878

125 *Le Rappel*, 24 octobre 1878

126 *Le Temps*, 25 octobre 1878

127 *Le Temps*, 26 octobre 1878

Le Rappel, 26 octobre 1878

Dans *Le Rappel* du 8 septembre, revenant sur ce verdict, le journaliste s'en tient d'abord, tout comme le fera Louis Blanc, à un argumentaire juridique en expliquant que le Préfet de police était dans son droit en interdisant le congrès sous la forme de réunions publiques. Mais qu'à partir du moment où il fut organisé sous forme de réunion privée, il l'outrepassait car il ne s'agissait dès lors que d'une « des applications de la liberté individuelle et de l'inviolabilité du domicile ». Ensuite, il ne comprend pas pourquoi cette réunion de « citoyens si peu pressés de dissimuler leurs actes » troublerait l'esprit des gouvernants « au point de leur faire ressusciter des procédés d'état de siège ». Il espère que le ministre de Marcère finira par comprendre comme il le comprenait à Mortagne (reprise de son discours plus haut dans l'article) que « la liberté et l'égalité des droits sont les remèdes souverains aux maux de toute condition humaine et qu'il ne nous fera pas assister à ce spectacle impossible : des poursuites pour une internationale ouvrière imaginaire et la liberté pour une internationale noire qui n'est que trop réelle ». Ce dernier point sera aussi le thème de l'éditorial du 12 septembre qui relatera en détail le congrès des ouvriers catholiques autorisé en mettant en parallèle, comme un leitmotiv, l'interdiction de celui des ouvriers socialistes. Une souscription sera ouverte pour couvrir les frais de justice et publier une brochure de défense : *Le collectivisme devant la 10ème Chambre*¹²⁸. Gabriel Deville effectue sa peine de prison avec ses autres camarades à la prison de Ste Pélagie sûrement fin 1878. Il semble avoir participé avec Massard¹²⁹ (mais aussi V. Marouck) à l'esquisse de programme rédigée par J. Guesde : *Programme et adresse des socialistes révolutionnaires français*, manifeste publié en avril 1879 avec 541 signatures¹³⁰.

Il écrit dans *La Révolution Française* avec notamment Sigismond Lacroix (rédacteur en chef), J. Guesde, E. Acollas, V. Marouck. Le journal paraît quotidiennement au début de 1879 pour quelques mois. Il reproduit une mise au point d'un rédacteur de *La Lanterne*, Maxime Rude, datant du 18 février 1879, sur les allégations d'un administrateur de ce même journal, Mr Millanvoye, qui a laissé entendre, sur la foi d'une lettre de J. Guesde écrite depuis la prison, que celui-ci serait enrôlé dans la police secrète¹³¹. Mensonge et calomnie pour Gabriel Deville et V. Marouck auxquels J. Guesde demande d'assigner Mr Maxime Rude « devant les tribunaux compétents¹³² ».

128 C. WILLARD, *Les guesdistes (1893-1905)*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 15

129 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Laffargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 33

130 C. WILLARD, *Les guesdistes (1893-1905)*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 15

131 *Le Temps*, 20 février 1879

132 *Le Temps*, 22 février 1879

Parallèlement à cette activité de journaliste qui doit lui rapporter quelques maigres subsides, Gabriel Deville reste un militant très actif et s'implique toujours fortement dans la campagne d'A. Blanqui pour les élections législatives¹³³. Selon un rapport de police¹³⁴, on le retrouve dans le « Comité socialiste permanent d'aide aux grévistes présents et futurs » créé le 13 juillet 1879 avec J. Guesde. « La grève et la révolution violente y furent préconisées comme moyens indispensables au prolétariat pour arriver au but de ses revendications ». Gabriel Deville assistât à la deuxième réunion, le 19 juillet, avec J. Guesde, J. Labusquière, E. Gautier où fut défini le programme du comité : réunir des fonds par des souscriptions, conférences pour « intervenir utilement » lors des conflits entre patrons et ouvriers et recruter ceux-ci pour le parti socialiste révolutionnaire français. Nouvelles réunions le 6 août puis le 12 septembre au cours de laquelle déjà les membres du comité déplorent « l'indifférence des ouvriers » et désespèrent d'arriver à un résultat fructueux malgré leurs efforts. Le rapporteur signale que le comité agit de manière occulte sans statuts connus et que « jusqu'à présent, il ne paraît pas devoir être pris au sérieux. D'ailleurs, le manque de fonds paralyse son action ». A cette même période, côté vie privée, Gabriel Deville perd son oncle Amédée, le médecin proscrit du 2 décembre 1851, qui décède à Ivry le 20 août 1879. C'est son père, Emile, qui montera à Paris pour les formalités dès le 22 août.

La constitution d'un parti ouvrier va connaître une avancée importante lors du congrès de Marseille, du 20 au 31 octobre 1879, malgré la diversité des différentes obédiences. J. Guesde, absent car malade, y est représenté par de proches lieutenants, Jean Lombard et Eugène Fournière, et des militants qui parviennent malgré tout (ils sont au plus une vingtaine) à donner une connotation collectiviste à de nombreux textes et discours dont la motion finale¹³⁵. Face aux coopérateurs et aux positivistes très divisés, ils réussissent cependant à jeter les bases d'une organisation de la classe ouvrière en parti distinct. « L'essentiel du contenu du terme de « collectivisme » consiste donc en cette idée de rupture avec la bourgeoisie marquée positivement sous le sceau de la science. La force de ses avocats tient à ce que, sur la terre meuble d'un sentiment largement partagé, ils parviennent à imprimer la marque d'une interprétation qui fait de la justice une vérité, de l'espoir un fait, d'une aspiration une loi de l'évolution¹³⁶ ». Gabriel Deville ne semble pas avoir été présent parmi les 162 délégués.

133 E. BOTTIGELLI, *La naissance du Parti Ouvrier Français*, Paris, Ed. Sociales, 1981, p. 47

134 Note, AN Pierrefitte, F/7/12488, *Note sur comité socialiste permanent d'aide aux grévistes présents et futurs*

135 J.-N. DUCANGE, *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017, p. 33

136 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés*, Paris, Fayard Histoire, 2017, p. 82

4. *L'Égalité* 2ème série (21 janvier – 25 août 1880)

Après la disparition du journal en juillet 1878, des réunions privées se tinrent l'année suivante pour le faire reparaître¹³⁷ car « un organe au moins hebdomadaire est indispensable à la prompte constitution du parti socialiste français sur la base de l'appropriation collective du sol et des autres capitaux de production ». Un comité constitué à cet effet décide « que la propriété du journal évaluée à 10 000 F serait divisée en 10 000 parts à un franc ». Le journal reparaîtra dès que la moitié des parts serait souscrite. D'autre part, « pour ne pas faire concurrence au journal ouvrier *Le Prolétaire* qui paraît le samedi de chaque semaine, le journal socialiste *L'Égalité* qui n'aspire qu'à le compléter sera mis en vente le mercredi soir ». Le comité dont les membres se disent « tous membres du Comité central révolutionnaire socialiste » se réunissent le 14 septembre 1879, rue d'Arras n°3, où J. Guesde y prononce un « violent discours » devant notamment « quatre ou cinq étrangers (russes et allemands) dont la mise annonçait une situation aisée » ! Son discours, toujours selon ce rapport de police, peut se résumer ainsi : nécessité de créer un organe socialiste révolutionnaire afin qu'il n'y ait « plus de propriétaires, plus de patrons ; tout pour et au profit de la collectivité ». Nouvelles réunions au même endroit le 5 novembre puis le 5 janvier où il est annoncé que 4400 parts ont été placées, qu'un local sera partagé à St Cloud, rue Royale n°28, avec *Le Prolétaire* pour recevoir l'administration du journal. J. Guesde annonce qu'il « se placera sur le terrain abordé par le congrès socialiste ouvrier de Marseille » par « la mise en possession de tous, par la collectivité, de tous les moyens de production accumulés présentement entre les mains d'une seule classe » et que le moyen pour atteindre cet objectif imposé par l'état des choses « c'est la Révolution ». Le comité de rédaction est un peu élargi (Ferroul, Brousse épisodiquement) mais on y retrouve les anciens collaborateurs de la première série dont Gabriel Deville, J. Labusquière, V. Marouck, E. Massard et les correspondants étrangers comme Liebknecht, Most, César de Paepe, J.B. Clément ; à noter l'arrivée de Paul Lafargue.

Le premier numéro de cette deuxième série de *L'Égalité* paraît le 21 janvier 1880, désormais sous l'intitulé d'« organe collectiviste révolutionnaire » et non plus « journal républicain socialiste ». Les articles ne sont toujours pas signés, le contenu sur huit pages de trois colonnes aussi austère malgré l'apparition de quelques dessins le plus souvent dus à P. Lafargue¹³⁸, deux fois par mois. On retrouve plusieurs rubriques permanentes au long de cette série. L'édito, le plus souvent œuvre de J. Guesde, traite de l'actualité politique ou se

137 Rapport de police, AN Pierrefitte, F/7/12488, Congrès de Marseille

138 M. PERROT, *Le premier journal marxiste français : l'Égalité de J. Guesde (1877-1883)*, L'Actualité de l'histoire, n°28, juillet-septembre 1959, p. 1-26

lance dans différentes polémiques : d'abord avec les ouvriers positivistes représentés par Isidore Finance puis, surtout, ce qui constituera le fil rouge de cette série, contre le gouvernement républicain et les radicaux surtout G. Clémenceau. Nous trouvons ensuite des exposés théoriques, articles doctrinaux en plus grand nombre que dans la première série parmi lesquels des textes de K. Marx et F. Engels. La part réservée au mouvement social avec le suivi des nombreuses grèves, de l'actualité syndicale et ouvrière en particulier étrangère, anglaise et allemande, est aussi en augmentation (33% contre 25%)¹³⁹. Cette volonté d'insister sur l'internationalisme n'est pas sans danger alors que, 10 ans après la guerre franco-prussienne, la sensibilité nationale est plutôt anti-allemande, que le marxisme est une idéologie importée sans parler de la concurrence étrangère à laquelle sont confrontées les classes populaires en période de crise économique.

Concernant les parties plus occasionnelles, le feuilleton, genre très populaire, se présente plutôt ici sous la forme d'un récit historique à visée éducative, « Les guerres sociales ». « L'ordre social » de la première série est remplacé par « Le livre d'or de la bourgeoisie » mais l'objectif reste le même : après les religieux, les banquiers, industriels ou militaires, il s'agit de dénoncer l'immoralité et les méfaits de la bourgeoisie. L'anniversaire de la Commune va aussi donner lieu à de nombreux articles célébrant les héros et à sa commémoration par la parution du journal en rouge à compter du 18 mars pendant 10 numéros soit pendant les deux mois où le drapeau rouge a flotté sur l'Hôtel de ville de Paris. *L'Egalité* n'hésite pas non plus à livrer les noms d'officiers militaires versaillais (18 mars 1880) ou des membres des Conseils de guerre ayant condamné les Communards avec la liste des fusillés (23 mai 1880). D'ailleurs, une manifestation a été organisée le dimanche 23 mai pour déposer des couronnes et des fleurs à la fosse commune où sont enterrés des fusillés. Après des heurts avec la police, place de la Roquette, des arrestations ont été opérées en présence du préfet de police Andrieux lui-même. Les autorités ne voulaient laisser passer aucune couronne comme « celle de M. Gabriel Deville dont la signature paraît depuis longtemps dans les journaux intransigeants ». « Le socialisme se vante de ne pas avoir de patrie et, sur les seize individus arrêtés hier, sept sont étrangers ; on les renverra manifester dans leur propre pays¹⁴⁰ ». Gabriel Deville fit partie des personnes arrêtées¹⁴¹. Enfin, l'hebdomadaire s'ouvre sur les autres publications socialistes et annonce notamment les parutions de *La Revue socialiste* de B. Malon dont Gabriel Deville est présenté comme

139 M. PERROT, *Le premier journal marxiste français : l'Egalité de J. Guesde (1877-1883)*, L'Actualité de l'histoire, n°28, juillet-septembre 1959, p. 1-26

140 *Le Temps*, 25 mai 1880

141 E. BOTTIGELLI, *La naissance du Parti Ouvrier Français*, Paris, Ed. Sociales, 1981, p. 81

collaborateur dans le premier numéro du 20 janvier 1880 où il écrit un article intitulé « Les lois Ferry et le parti socialiste ». Curieusement, cela semble avoir été sa seule et unique contribution à cette revue théorique, du moins au début, si l'on en croit les annonces des parutions suivantes dans *L'Egalité*.

Sur le plan idéologique, cette deuxième série se révèle un peu moins éclectique que la première. La République est plus solidement installée mais l'opportunisme règne, le problème des anarchistes et des coopérateurs est en voie d'être réglé. S'il s'agit toujours de combattre les courants du mouvement ouvrier, la lutte ne se focalise plus que marginalement sur les positivistes à travers un débat avec Isidore Finance dans « Collectivisme et positivisme » (4 et 11 février 1880), nettement moins virulent qu'avec les coopérateurs dans la première série. Le journal, peut-être à cause de l'arrivée de P. Lafargue, est devenu beaucoup plus ouvertement marxiste, « Marx et Engels [y] ont une influence directe », *L'Egalité* paraît alors à Marx « un journal ouvrier au plein sens du mot »¹⁴². Cependant, seuls paraîtront sa *Misère de la philosophie* à partir du 7 avril 1880 mais seulement sur trois numéros et un texte sur 1848 (4 août 1880) sans parler du programme électoral des travailleurs socialistes élaboré à Londres par lui-même, F. Engels, J. Guesde et P. Lafargue (30 juin 1880). Certains points sont désormais admis même si l'opinion de fond des guesdistes n'a pas varié. Sur la grève : elle n'est qu'un expédient, elle n'est pas suffisante pour affranchir le travail et les travailleurs, il faut la Révolution bien qu'elle puisse avoir des avantages considérables (21 janvier 1880) en leur donnant « conscience de leurs intérêts de classe » mais « les grèves resteront infécondes tant qu'elles resteront limitées à une localité et à une industrie ; ce n'est que lorsqu'elles prendront un caractère général et soulèveront toute la masse ouvrière du pays qu'elles amèneront des résultats positifs » (2 juin 1880). Sur l'action électorale : la société est divisée en deux classes antagonistes, or « la masse des exploités n'a pas encore conscience de cet antagonisme. Mais le travailleur en général tient à son bulletin de vote, acceptons-le et adaptons-nous pour atteindre notre but : la séparation des classes afin d'arriver à leur suppression » (21 juillet 1880). Les collectivistes œuvrent pour la création d'un parti organisé dont les bases ont été jetées au congrès de Marseille (21 janvier 1880), condamnent l'abstention même s'ils regrettent la division qu'implique la participation électorale (25 août 1880). Ils affirment même maintenant la nécessité de l'Etat dans la transformation révolutionnaire, un Etat dont il faut saisir les forces politiques pour les employer à « la révolution économique qui nationalisera les instruments de production » (11 août 1880). Si cela reste « incompris de la grande majorité ouvrière elle-même », les

142 M. PERROT, *Le premier journal marxiste français : l'Egalité de J. Guesde (1877-1883)*, L'Actualité de l'histoire, n°28, juillet-septembre 1959, p. 1-26

choses ont néanmoins changé depuis 18 mois. Celle-ci ne croit plus à l'affranchissement progressif grâce aux institutions républicaines ou à la coopération. Seule la Révolution qui s'accomplira tôt ou tard y pourvoira. Elle n'atteindra « que les oisifs, que la féodalité terrienne, industrielle et commerciale qui a succédé à l'ancienne féodalité de la naissance et de l'épée » et préservera « les intérêts de tout ce qui [...] travaille et produit » (21 janvier 1880, reprise du « Programme et adresse des socialistes révolutionnaires français » de 1879). Et elle n'aura rien de commun avec celle de 1789, celle des Mirabeau, Robespierre « qui ne poursuivaient que la substitution de leur caste à la noblesse et au clergé expropriés par eux gouvernementalement et économiquement ». Car « les socialistes d'aujourd'hui – et ils s'en vantent », les collectivistes, se réclament de l'esprit populaire et égalitaire qui a brûlé les châteaux, des Hébertistes ou Enragés, de Marat individuellement, tout ce qui devait aboutir à Babeuf et à « son immortelle Conjuración des Égaux » (11 février 1880). La République bourgeoise du moment est donc l'ennemi à combattre et notamment les radicaux personnalisés par G. Clémenceau, d'autant qu'ils bénéficient toujours d'une grosse influence sur la classe ouvrière. Les attaques seront donc incessantes dans cette série de *L'Égalité* contre « ces farouches radicaux qui se vantent d'être aussi conservateurs en matière économique que révolutionnaires en matière politique » (28 avril 1880). La rédaction du journal (Gabriel Deville, J. Guesde, J. Labusquière, V. Marouck, E. Massard) proposera même (14 avril 1880) un débat à G. Clémenceau, sans suite ; ce qui peut expliquer la série d'articles vindicatifs contre lui intitulés « Les casernes et les couvents capitalistes » (28 avril au 9 juin 1880). Par contre, un débat public aura bien lieu le 26 juin 1880 à huit heures, salle des Ecoles, 3 rue d'Arras, entre le député de Vincennes Talandier et J. Guesde. Un compte-rendu en sera fait dans le numéro du 30 juin 1880. Le point de divergence principal tient aux moyens à utiliser pour obtenir une égalité réelle : pacifiquement pour Talandier, par la force pour J. Guesde. Même le républicain V. Hugo n'est pas épargné car « c'est la poésie, c'est l'illusion, c'est le mensonge » (14 juillet 1880, numéro également en rouge, couleur du drapeau des prolétaires contre le bleu-blanc-rouge, couleur de la bourgeoisie, pour la première célébration de la Fête Nationale). Au sujet de la sortie de son œuvre *Religions et religion*, il apparaît comme « un adversaire fort peu redoutable pour le matérialisme qu'il abhorre et qu'il prétend exterminer en opposant à ses données scientifiques, à la réalité, les rêvasseries creuses et mystiques de son cerveau transcendantal », donc « qu'il cesse de parler philosophie s'il tient à ne pas reculer les bornes du ridicule » (5 mai 1880). Pour l'anecdote, un journaliste du *Petit national*, Siebecker, se sentant offensé par un article du 30 juin, demande réparation par les armes. Mais dans le journal du 7 juillet, les rédacteurs de *L'Égalité* le renvoient « pour la réparation » à « ses patrons de la bourgeoisie opportuniste

qui lui paieront cela avec le reste ». Néanmoins, si l'on en croit Paul Brousse, cette décision fut débattue et « malgré les désirs batailleurs de Labusquière, Massard et Deville, nous sommes parvenus à leur faire entendre raison¹⁴³ ».

S'il n'est toujours pas possible de discerner les articles de Gabriel Deville, on apprend tout de même qu'il est chargé de suivre plus spécialement les affaires politiques concernant le Midi et l'Algérie (25 février 1880). On peut même douter, connaissant l'engagement de son grand-père, qu'il ait participé ou même apprécié l'article « Les précurseurs » où il est écrit à propos de juin 1848 : « la Montagne, comme plus tard l'extrême gauche de l'Assemblée versaillaise de 1871, la Montagne, elle aussi, votait les félicitations aux vainqueurs. Les farouches Montagnards jugèrent que Cavaignac avait bien mérité de la patrie. La Montagne, l'altière montagne, s'était changée en taupinière » (18 mars 1880).

Le dernier numéro de cette deuxième série de *L'Egalité* paraît le 25 août 1880 où il est annoncé que le journal doit interrompre sa publication sûrement à cause de problèmes financiers¹⁴⁴ (il semble tirer à 6000 exemplaires¹⁴⁵) : en juillet 1878, la bourgeoisie gouvernementale le faisait disparaître « par ses amendes et condamnations », c'était une défaite mais en août 1880, c'est volontairement que ses rédacteurs « quittent le champ de bataille pour y revenir d'ici un mois plus puissamment armés que jamais ». L'hebdomadaire *L'Egalité* fait ainsi place au quotidien lyonnais *L'Emancipation* et pour la doctrine fusionne avec *La Revue Socialiste* de B. Malon. Mais le quotidien cessera aussi sa parution dès novembre 1880. Gabriel Deville y était mentionné comme collaborateur avec entre autres toute l'équipe de *L'Egalité* : J. Guesde, P. Lafargue, E. Massard, V. Marouck. Sous le titre, il est indiqué que toutes les communications concernant Paris doivent lui être adressées au 18 rue Dauphine.

5. *L'Egalité* 3ème série (11 décembre 1881 - 8 décembre 1882)

Cette série se situe à un moment crucial de la constitution d'un parti de classe quand le courant dit collectiviste puis marxiste va prendre l'ascendant sur les autres tendances du mouvement ouvrier grâce à son organisation, sa discipline et un discours radical et cohérent.

Après le congrès de Marseille où le principe d'une rupture totale avec la bourgeoisie a été acté, il s'agit de bâtir la nouvelle organisation prolétarienne, autonome par rapport aux autres partis politiques. Beaucoup de questions sont toujours en suspens sur la participation

143 E. BOTTIGELLI, *La naissance du Parti Ouvrier Français*, Paris, Ed. Sociales, 1981, p. 82

144 M. PERROT, *Le premier journal marxiste français : l'Egalité de J. Guesde (1877-1883)*, L'Actualité de l'histoire, n°28, juillet-septembre 1959, p. 1-26

145 E. BOTTIGELLI, *La naissance du Parti Ouvrier Français*, Paris, Ed. Sociales, 1981, p. 68

électorale avec candidatures strictement ouvrières ou non, les modalités de la lutte des classes ou de la collectivisation, la propriété, l'usage de la violence... En mai 1880, J. Guesde s'est rendu à Londres pour élaborer avec K. Marx, F. Engels et P. Lafargue le « Programme électoral des travailleurs socialistes » qui deviendra celui du Parti ouvrier pour les élections de 1881, signé entre autres par la rédaction et la société de *L'Egalité* dont Gabriel Deville. Il préconise différentes mesures dans l'objectif d'une appropriation collective des moyens de production par l'action révolutionnaire du prolétariat organisé en parti politique distinct y compris par le suffrage universel. Mais, parmi les fédérations créées lors du congrès de Marseille, seule celle du Centre regroupant les ouvriers parisiens l'approuvera à quelques détails près lors de son congrès du 18 au 25 juillet 1880. Dans le compte-rendu publié dans l'édition du 28 juillet 1880, il est à noter que les résolutions portant sur les femmes et l'enseignement ont fait l'objet de différences rendues publiques entre la rédaction de *L'Egalité* et la majorité des participants. Ainsi, quand le Congrès réclame l'égalité politique, civile, salariale et d'instruction soit « l'égalité complète et immédiate pour les deux sexes », les rédacteurs du journal « tout en proclamant l'égalité des sexes » déclarent « que la question du droit des femmes sera résolue et ne pourra être résolue qu'avec la question du travail par l'appropriation collective de tous les instruments de production » et les invitent à rejoindre le parti des travailleurs socialistes. Concernant l'enseignement, le Congrès revendique une éducation intégrale pour les deux sexes prise en charge par la société quand *L'Egalité* « ne croit pas que le problème de l'instruction intégrale et professionnelle puisse être résolu avant la transformation de la société actuelle ». Joli dégagement en touche !

Les tensions avec les coopérateurs repartent de plus belle, la rupture est même envisagée après une première scission avec les anarchistes en juillet. Elle s'opère dès le premier jour du congrès du Havre en novembre 1880. Les collectivistes tiennent alors leur propre réunion dans une autre salle. « Les deux assemblées ne représentent pas le même monde ouvrier¹⁴⁶ » et la réalisation du collectivisme pose en filigrane la question de la violence. Néanmoins, le programme élaboré à Londres est adopté.

1881 est une année électorale avec des élections municipales le 9 janvier et des législatives les 21 août et 4 septembre. A cette fin, d'anciens communards revenus en France à l'occasion de l'amnistie décrétée le 11 juillet 1880 et Stephen Pichon, ami de Clémenceau, constituent une Alliance socialiste républicaine qui se veut « un groupe ouvert à tous les socialistes sans distinction d'école » prônant l'union « sur le terrain de l'action politique et

146 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 87

des réformes pratiques immédiatement réalisables¹⁴⁷ ». La polémique va vite s'engager entre *La Justice* de G. Clémenceau où écrit Ch. Longuet, ancien de la Commune, gendre de K. Marx et le groupe de *L'Egalité* représenté par J. Guesde. Elle se concrétise dans « une conférence contradictoire » entre les deux hommes, le 29 mars 1881 à huit heures du soir salle Graffard, 138 boulevard de Ménilmontant, intitulée « Collectivisme et Révolution ». Elle est présidée par B. Malon assisté de Lissagaray et P. Brousse (entrée payante à 50 centimes pour les hommes et 25 pour les femmes). Selon la presse, toute l'élite du parti socialiste est présente dont Gabriel Deville et P. Lafargue. La victoire semble être revenue sans conteste aux socialistes révolutionnaires face aux socialistes parlementaires¹⁴⁸.

Mais le conflit le plus grave et le plus long va éclater au sein même du Parti ouvrier entre les marxistes et les possibilistes emmenés par P. Brousse. Les élections sont décevantes, le programme minimum est sujet à de nombreuses interprétations ainsi que la tactique à adopter. Dans un texte paru dans *L'Emancipation* et signé de B. Malon, P. Brousse, J. Guesde, J. Brugnot et Gabriel Deville, ceux-ci déclinent « toute candidature au nom de leur méfiance envers le suffrage universel ». Selon ce principe, B. Malon, sollicité, refuse de se présenter aux élections municipales de Paris mais J. Guesde, en avril, accepte de se présenter aux élections législatives. La controverse éclate. Pour B. Malon, il s'agit de respecter la parole donnée et, en contrepoint, d'accorder une certaine autonomie à l'élu. Pour J. Guesde au contraire, c'est le Parti qui décide, l'élu y est soumis et doit lui rendre compte¹⁴⁹. De même, le premier est plus « fédéraliste » en laissant une certaine liberté aux groupes locaux quand le second se montre beaucoup plus centralisateur. Le congrès de Reims tenu du 30 octobre au 6 novembre 1881 tournant largement autour de la question du programme ne tranche pas vraiment entre les deux tendances d'autant que les anarchistes ont définitivement fait sécession au congrès de la Fédération du Centre à Paris le 22 mai 1881 suivis en juin par les blanquistes qui vont créer le Comité Révolutionnaire Central (CRC). J. Guesde utilise *Le Citoyen* comme tribune quand B. Malon et P. Brousse se servent du *Prolétaire*. C'est dans ce contexte très conflictuel que la troisième série de *L'Egalité* paraît à partir du 11 décembre 1881.

Si, sur la forme, le journal change peu d'aspect, il s'intitule désormais « Organe du Parti ouvrier » et quelques évolutions notables au niveau des rubriques sont à noter. Les plus remarquables sont l'apparition, surtout voulue par P. Lafargue, de la publicité par de grandes

147 G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1, 1875-1920*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1977, p. 81

148 A. ZEVAES, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1947, P. 120

149 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 107

compagnies ou des sociétés par actions ainsi que d'une revue financière, espace loué par une agence. La rédaction précise bien que ceci n'est pas de son fait. L'éditorial reste le plus souvent le fait de J. Guesde car, autre nouveauté, les articles sont désormais signés dans la plupart des cas. La rubrique « Etranger » est moins fournie mais celle sur « Le mouvement social » est augmentée, « Le livre d'or de la bourgeoisie » est maintenu quand le feuilleton est supprimé. En plus des textes de K. Marx et F. Engels plus nombreux, les rédacteurs, tous désormais marxistes revendiqués, fournissent des études illustrées d'exemples. Au niveau contexte politique, les deux faits proéminents sont les luttes anti-religieuses surtout en lien avec l'organisation de l'enseignement laïque et les expéditions coloniales. Néanmoins, ces thèmes sont peu traités et analysés, d'une part car l'athéisme fondamental des collectivistes est réaffirmé et que la question religieuse, comme tant d'autres, est renvoyée aux lendemains de l'inévitable révolution qui va chambouler l'ordre social, d'autre part, en ce qui concerne le colonialisme, les socialistes n'ont aucune doctrine établie. Ce qui va surtout préoccuper le journal, c'est l'organisation du Parti ouvrier et la lutte contre « Le Prolétaire », organe des possibilistes de P. Brousse. Ce sera vraiment le fil rouge de cette troisième série qui va souvent virer à des attaques ad hominem très virulentes. Les bases de la propagande marxiste des années à venir sont posées. Car, bien que J. Guesde exprime tout son talent de polémiste, P. Lafargue ses qualités de théoricien et Gabriel Deville sa sérieuse connaissance du «Capital», la « trinité du Parti ouvrier » se révèle plus vulgarisatrice que créatrice et tombe vite dans une logorrhée mécanique, un messianisme révolutionnaire intransigeant refusant tout réformisme¹⁵⁰. Comme pour les autres séries, les rédacteurs seront toujours en quête de fonds pour un hebdomadaire pas rentable par l'insuffisance de la diffusion et sa mauvaise organisation, conséquence aussi de son austérité et de son contenu doctrinal pour une cible essentiellement ouvrière. Le dernier numéro paraîtra le 8 décembre 1882. Malgré tout, a posteriori, *L'Egalité* marquera un jalon essentiel pour la diffusion des idées marxistes et la fourniture d'un bréviaire basique, d'un fond idéologique pour les militants et futurs élus du Parti ouvrier.

Gabriel Deville, malgré son jeune âge (il n'a que 28 ans en 1882), a incontestablement pris une part prépondérante dans ce travail de propagande et de vulgarisation. Maintenant que les articles sont signés, nous allons pouvoir mieux cerner ses idées à l'aube de son engagement politique. Dans cette série, il faut distinguer clairement deux périodes, celle où *L'Egalité* est encore hebdomadaire et celle où le journal devient quotidien à la suite du *Citoyen*, tant l'implication de Gabriel Deville est différente. Il écrit

150 M. PERROT, *Le premier journal marxiste français : l'Egalité de J. Guesde (1877-1883)*, L'Actualité de l'histoire, n°28, juillet-septembre 1959, p. 1-26

régulièrement dans l'hebdomadaire et signe même deux éditoriaux les 12 mars et 1er avril 1882 sur la grève de Roanne. Cependant, il passe des périodes de relatif silence. Ainsi, entre le 8 janvier 1882 et le 5 mars, il ne signe que quatre articles, entre le 7 avril et le 8 juin, deux autres mais il écrit un article dans *Le Citoyen* le 1er mai, journal où il apparaît comme rédacteur en même temps que P. Lafargue le 30 avril, mais auquel il collabore depuis le 3 octobre 1881¹⁵¹. Il y écrit notamment un des rares articles des collectivistes sur l'agriculture et la propriété paysanne : « Socialisme et paysan » (7 octobre 1881). Silence encore entre le 25 juillet et le 24 septembre où *L'Egalité* ne publie qu'une lettre de lui en réponse aux assertions de Clovis Hughes sur la candidature Blanqui dans *Le Prolétaire*. Celle-ci est datée du 12 août de Tarbes où l'on apprend qu'il est arrivé quelques jours plus tôt pour encore une huitaine. Dans ses productions, ce qui frappe au premier abord, c'est la grande variété des sujets abordés y compris d'actualité internationale. Par contre, Gabriel Deville ne se mêle pas de la polémique avec les possibilistes qui, pourtant, fait rage depuis janvier et occupe notamment les éditions du mois de février bien qu'il ne fasse aucun doute qu'il soutienne totalement les positions de J. Guesde. Il signe l'article collectif du 22 janvier 1882 « Une exclusion nécessaire » et celui du 29 janvier. Il s'agit de revenir sur l'auto-exclusion, prenant les devants, du groupe de *L'Egalité* de l'Union Fédérative du Centre et du Comité national du Parti ouvrier. Ils reprochent aux dirigeants une violation du programme voté au Havre par le retrait des revendications électorales de l'appropriation collective des moyens de production entre autres. Les premiers articles de Gabriel Deville sont d'ordre économique, dans la lignée des précédentes séries du journal. Il s'agit d'analyser des faits selon une approche d'apparence scientifique par l'utilisation de force calculs et statistiques tout en soulignant, de par le sens de l'évolution historique, l'inéluctabilité de la révolution à venir. Il traite ainsi de la construction d'habitations ouvrières par une société anonyme (18 décembre 1881) en s'appuyant sur quelques données comptables pour démontrer que ces projets sont finalement « plus utiles aux capitalistes qu'aux prolétaires » chez qui il ne s'agit que de développer « la qualité de propriétaire foncier par l'acharnement au travail qui, par souci d'économie pour l'accession à la propriété, augmentera sa productivité au profit de ses employeurs ». Par conséquent, ce type de projet visant à baisser les frais de logement n'entraînera qu'un maintien de bas salaires. Méthode argumentative identique le 25 décembre 1881 au sujet d'un « cours de travaux agricoles et de génie rural » dispensé au CNAM par le professeur de Comberousse qui déclare que « le progrès des cultures n'est assuré que par la propriété moyenne ou la petite propriété ». Gabriel Deville s'élève contre cette affirmation et, tout en s'appuyant sur des statistiques de rendement y compris en Angleterre, en vient à faire

151 RGASPI, Moscou, 10_1_320_001 à 003, 5 octobre 1881

l'apologie de la grande culture par laquelle, seule, « la terre produit tout ce qu'elle peut produire, c'est elle qui permet l'emploi des machines, des engrais, en un mot une exploitation véritablement scientifique » mais, auparavant, il faudra évidemment que la terre soit collectivisée. Au contraire, « l'émiettement du sol mène à une agriculture rudimentaire, point du tout rémunératrice, fonctionnant par l'emprunt et dont, en définitive, le propriétaire est le créancier, le capitaliste ». Alors « allez, allez étudier Mr le Professeur ! ». Autre exemple dans une série de trois articles parus les 1er janvier, 8 janvier et 15 janvier 1882 consacrés à un projet d'atelier collectif de charonnage. Après l'avoir présenté et exposé les obstacles à surmonter, Gabriel Deville fait part de ses doutes quant à sa faisabilité. Il se livre alors à de savants calculs pour finalement, au vu de la situation actuelle de ce secteur d'activité, concurrence intense et pas de chômage, conclure à sa viabilité même si « l'émancipation de tous prendra du temps ». Par contre, ce sera une bonne école pour initier les ouvriers aux affaires et montrer l'inutilité des patrons. A première vue, l'esprit de ce projet ne paraît pas très éloigné de celui des coopérateurs sur lesquels *L'Egalité* a tiré à boulets rouges surtout dans la première série. Sentant venir l'objection, notre rédacteur précise bien que les statuts de cet atelier collectif devront éviter « la faute des associations coopératives qui ne visent que l'affranchissement de quelques-uns et qui, lorsqu'elles réussissent, deviennent rapidement des patronats collectifs » alors que cet atelier n'appartenant qu'à la chambre syndicale sera une réalisation collectiviste dans un milieu capitaliste jusqu'à ce que le régime collectif soit introduit en France. La nuance est subtile ! En tout cas *L'Egalité* appuiera de toutes ses forces « de même qu'elle encouragera toute organisation ouvrière, tout groupement corporatif, acheminement vers une émancipation économique durable du prolétariat ». Ce seront les seuls articles économiques de Gabriel Deville qui va dorénavant davantage se consacrer aux commentaires de l'actualité politique immédiate. Il écrit ainsi sur la chute du ministère Gambetta (5 février 1882) auquel, outre l'envoi de la troupe face aux grévistes de la Grand Combe, il reproche son « incapacité réformatrice » ainsi que celle de la gauche républicaine, ce qui n'est pas dénué d'une certaine dose de mauvaise foi quand les collectivistes, eux, n'envisagent la transformation économique qu'après une « prise de possession violente du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire » (22 janvier 1882). Quant au reproche de pouvoir personnel fait par tous les partis, il n'est que « l'expression dans l'ordre politique du despotisme économique de la caste possédante et dirigeante ». Pendant ce temps, ses collègues de la rédaction polémiquent avec *Le Prolétaire* et les possibilistes. Plusieurs fois ensuite (12 mars, 1er avril, 25 juin), il reviendra sur la grève des tisserands de Roanne face à une des premières tentatives de lock-out patronal en France, procédé directement importé de Grande-Bretagne. Gabriel Deville en appelle à l'aide

de tous, y compris des trade-unions, pour soutenir les ouvriers « privés du jour au lendemain de ce minimum de subsistance qu'est le salaire » par des capitalistes ayant recours à la famine comme garantie de l'exploitation du prolétariat. Néanmoins, le malaise des collectivistes face à la grève transparait encore ici ; malgré leurs réserves, ils constatent qu'elle est « néanmoins positive pour l'affranchissement du prolétariat » qui prend conscience ainsi de l'impuissance du suffrage universel, de l'impossibilité d'obtenir une réforme par la voie légale, de la nécessité de la lutte de classe car « il y a deux France : celle qui peine et celle qui jouit », classes que seule l'action révolutionnaire permettra de faire disparaître. Gabriel Deville croit déceler cependant une évolution de la petite bourgeoisie, petits boutiquiers et petits patrons, vers le prolétariat surtout les trois derniers mois (19 mars 1882). Elle commence à comprendre avec « l'absorption constante des petits détenteurs des moyens de production par les gros » que « si la classe ouvrière est depuis longtemps dépouillée, la classe moyenne est en passe de l'être » et que son salut résidera dans l'avènement du socialisme. Les collectivistes ne doivent donc pas l'effrayer, ils mettent ainsi un peu d'eau dans leur vin. Son expropriation ne signifiera pas sa ruine puisque le producteur gardera « l'intégralité de sa production » et « la rénovation collectiviste s'adaptera aux conditions du milieu », elle ne se fera pas brusquement, « ce sont les faits [...] qui seront les éléments directeurs des modifications successives à établir ». Que la petite bourgeoisie se rassure, « les seuls à qui le socialisme pourra nuire, ce sont les oisifs » et, pour défendre ses intérêts, qu'elle « se range définitivement sous le drapeau ouvrier ». On voit donc la notion de prolétariat s'élargir et se préciser même si elle reste encore assez floue. Dans ces conditions, quand, à Roanne, un ouvrier de 19 ans, Fournier, tire sur le patron Brécard, Gabriel Deville prend vivement sa défense (1er avril 1882). Car, face à l'échec de la grève, à la seule alternative laissée par les patrons, « la mort par la faim ou la soumission », à l'inaction du gouvernement et de la municipalité, à la légalité « implacablement dirigée contre la classe productrice », il ne reste aux ouvriers qu'à compter sur eux-mêmes en recourant à la violence, le seul choix qu'il leur reste : « l'unique coupable est celui qui oblige à recourir à cette nécessité », « la vie humaine ne peut-être inviolable que si elle l'est pour tous » et l'ouvrier affamé ne peut être qu'en état de légitime défense. *L'Egalité* prêche la guerre des classes et non des personnes.

Dans la même veine de soutien aux révoltés, Gabriel Deville signe un article sur l'attentat en pleine rue commis à Dublin contre les représentants anglais pour l'Irlande, résultat du soulèvement agraire dans ce pays, montrant « qu'il y a tout au moins une limite au pouvoir des propriétaires sur les non-propriétaires : c'est le poignard » (14 mai 1882). De la même façon, il s'en prend de nouveau à V. Hugo qui, à l'occasion du procès des nihilistes

russes, met sur le même plan ceux-ci avec le despotisme du tsar, les considérant tous deux comme un mal. Bien qu'« ayant une indulgente pitié pour le génie en ruine », *L'Egalité* refuse de considérer comme un mal la lutte courageuse pour l'affranchissement d'un peuple, l'effort révolutionnaire pour le triomphe du droit humain méconnu et se déclare solidaire des vaillants socialistes russes, protestant moins contre V. Hugo « pas responsable de ses élucubrations séniles » que contre son entourage qui les rend publiques (12 mars 1882). Pourtant, Gabriel Deville, malgré son enthousiasme et certains excès juvéniles pour une doctrine nouvelle, moderne d'autant qu'elle se veut scientifique et au service de la justice sociale, ne manque pas pour autant de respect envers les anciens. Il l'a montré dans son engagement pour Blanqui sur lequel il revient dans cette série. Tout d'abord en célébrant l'anniversaire de sa mort par le dépôt d'une couronne sur sa tombe. Il s'agit d'honorer « notre grand révolutionnaire », son dévouement, ses souffrances atroces pour conformer ses actes à ses principes et ainsi relier le passé au présent en offrant en exemple aux militants actuels la vie de ceux qui sont morts après avoir vaillamment combattu. Sentiment identique concernant le communard Théophile Ferré (29 novembre 1882) où il est « du devoir des socialistes de ne point oublier ceux d'entre eux qui ont donné leur sang pour leurs principes, qui ont payé de leur vie leur dévouement à la Révolution ». Ces manifestations donnent régulièrement lieu à des heurts avec la police, à des arrestations mais « la caste dirigeante abuse et abusera de la force qu'elle détient avec le pouvoir et la propriété jusqu'au jour où la classe ouvrière organisée pourra user de cette force d'une manière conforme aux intérêts de tous » (15 janvier 1882). Ensuite, il réagit depuis Tarbes à un article dans *Le Prolétaire* où C. Hughes a accusé injustement « ceux qui, déjà en 1878, combattaient pour les principes socialistes que, ne les connaissant pas, il dédaignait alors et dont, aujourd'hui, il se réclame, les connaissant à peine ». En affirmant « que la candidature Blanqui à Marseille avait été une manœuvre opportuniste », c'est à Gabriel Deville qu'il s'en prend car « c'est moi un de ceux qui, après avoir eu l'idée première de la candidature Blanqui, a proposé et soutenu cette candidature à Marseille ; c'est donc moi, s'il y a eu manœuvre opportuniste, qui suis un des principaux coupables en cette affaire ». Et c'est lui, sans crainte d'être démenti, qui répond que « cette candidature n'a été posée qu'avec l'assentiment du grand révolutionnaire au courant de la situation » (20 août 1882). Cette thèse est d'ailleurs confirmée par la sœur de Blanqui elle-même, la veuve Antoine, qui, dans *L'Egalité* du 27 août 1882, confirme que la candidature de son frère « avait été proposée par un de nos bons amis, M. Gabriel Deville, autorisé par ma sœur aînée et par moi-même [...] et qu'à Marseille, M. Deville avait trouvé l'appui de généreux et vaillants démocrates aussi désireux de servir la cause de tous les proscrits que celle de mon frère ».

Enfin, le dernier article de Gabriel Deville dans cette série hebdomadaire de *L'Egalité*, le 22 octobre 1882, traite d'un sujet qui détonne franchement avec ceux habituellement traités dans le journal mais qui semble beaucoup intéresser notre jeune journaliste : la condition des femmes. Il s'intitule : « L'amour libre ». Profitant de l'annonce d'une union libre contractée par les deux filles d'Elisée Reclus avec le consentement de leur père, il expose ses idées sur ce sujet. Sans surprise, il analyse d'abord le mariage sous l'angle des rapports économiques et de la propriété : « l'Eglise a le mariage sacrement, notre société civile a le mariage contrat », « l'Eglise agit au nom d'une divinité imaginaire, la société civile au nom d'un Dieu, très réel celui-là, l'argent ». Le mariage moderne ne lui semble « qu'une prostitution légale », le proxénétisme se rencontre chez ceux « qui font les entremetteurs de ce genre d'affaires » et l'officier d'état civil consacre un règlement de propriété avant une union de personnes. Bien entendu tout va changer avec la socialisation des forces productives qui permettra à la femme d'être économiquement indépendante de l'homme, l'entretien et l'éducation des enfants étant en plus à la charge de la collectivité. Dès lors, « le mariage contrat aura disparu et les rapports sexuels seront enfin régis par la liberté la plus complète », ils reposeront exclusivement sur un désir réciproque. On peut remarquer sa propension à assimiler l'amour uniquement sous l'aspect sexuel. Poussant le raisonnement jusqu'au bout, Gabriel Deville termine en apothéose dans une sorte de provocation vis-à-vis de la société de son époque. Comme « ces désirs sont essentiellement variables, ce qu'il y a de plus agréable étant le commencement, on aspire en effet à recommencer souvent ». «Donc, l'avenir en cette matière est non à l'union libre plus ou moins cérémonieuse, qui peut encore impliquer quelque idée de perpétuité, mais à l'amour libre, à la diversité des rapports sexuels aussi variés que les désirs qui les engendrent ». Position étonnamment moderne qui ne va pas manquer de susciter la désapprobation à une époque où « l'intérêt financier de l'union que ce soit l'addition de deux fortunes ou celle de maigres biens, le souci homogamique, particulièrement fort dans l'aristocratie et la bourgeoisie, l'espoir d'une ascension sociale sont au cœur des stratégies matrimoniales élaborées par les mères, les marieuses, et finalisées par les pères, les chefs de famille. Même si les affinités semblent davantage prises en compte qu'autrefois, les mariages, dans ce XIXème siècle où la bourgeoisie triomphante impose ses valeurs, relève avant tout de l'alliance et non, en priorité du cœur¹⁵² ». Après avoir reproduit cet article dans *L'Egalité (ancien Citoyen)* devenue quotidienne du 24 octobre 1882, Gabriel Deville répondra, dans l'édition du 26 octobre, au journal *Le Français* qui considère que « tout cela est assez sale » : l'organisation commandant toutes les relations sociales, la suppression de la propriété individuelle

152 Y. RIPA, *Le drame des mal-mariées*, L'Histoire, n°492, Février 2022, p. 60

entraînera une transformation radicale de la famille et ce que Gabriel Deville trouve sale, c'est le mariage basé sur l'intérêt pécuniaire d'où « une prostitution légale bénie par le prêtre et légalisée par le maire, tous deux serviteurs du dieu argent ». Cet article aura des conséquences assez inattendues puisque P. Lafargue, dans une lettre à F. Engels où il relate son procès après l'affaire de Montluçon en avril 1883, dira de la plaidoirie du Procureur : « ...d'ailleurs nous étions des gens qui ne valaient pas grand-chose, nous étions des gens d'une immoralité repoussante ; pour le prouver il lut des articles de Deville sur l'amour libre et des passages de ma blague « Le Pape Pie IX au Paradis », ce qui fit beaucoup rire et indisposa contre lui¹⁵³ ». Encore le 6 novembre 1882, Gabriel Deville se défendra face aux réactions provoquées par sa prose. A cette époque, comme nous le verrons plus loin, il multipliait les conquêtes et avait, de ce point de vue, une vie assez agitée. Est-ce pour cela que ce thème sembla l'inspirer ? Toujours est-il qu'il avait déjà abordé le thème de la prostitution le 7 mai 1882 au sujet d'un projet de loi sur la suppression des souteneurs «directeurs de brasseries, cafés-concerts, théâtres employant des femmes en les sous-payant largement, les incitant presque à la prostitution pour vivre » auxquels il souhaitait rajouter « tout chef d'industrie » mais il commente : « la question économique domine toutes les questions ; et la prostitution [...]subsistera tant qu'elle n'aura pas été rendue inutile par une nouvelle organisation économique de la société ». Il y a ainsi fort à parier que Gabriel Deville était l'auteur de l'article non signé traitant de cette question dans la première série. Au même moment, le 1er mai 1882, dans un article pour *Le Citoyen*, il s'en prend à Mlle Hubertine Auclert, la militante féministe qui par son discours sur « L'égalité sociale et politique de la femme et de l'homme » avait amené le Congrès ouvrier de Marseille de 1879 à voter l'égalité hommes-femmes. Dans ce texte intitulé « Une émancipatrice », il lui reproche son zèle maladroit au sujet de la prostitution. Dans son projet, Mlle Auclert propose de nourrir celles qui se prostituent dans un établissement de l'Etat financé par la Loterie et de déporter vers les colonies celles qui persisteraient en les faisant travailler, avec les hommes prostitués, dans l'agriculture. Notre plumitif résume en quelques mots la proposition : «..émanciper ses pareilles, victimes de l'état social à l'aide de l'internement et de la déportation ! », montrant ainsi aux patrons qu'ils peuvent payer encore moins le travail de la femme. Elle « se place au point de vue des intérêts de la classe bourgeoise » « pour la satisfaction des honnêtes femmes ». Donc, elle, « l'émancipatrice de profession [doit commencer] par s'émanciper des préjugés bourgeois ». Bien qu'ayant peu participé à la polémique contre les amis de P. Brousse et B. Malon, il approuve la scission du Parti ouvrier

153 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p.113

opérée au Congrès de St Etienne le 25 septembre 1882 d'un « Bravo ! » où il commence à ironiser sur les meneurs possibilistes qui l'ont exclu avec E. Massard « d'un Congrès où nous n'étions pas » en compagnie de J. Guesde, P. Lafargue, Bazin et Fréjac. Cela souligne aussi qu'il était considéré comme un des leaders du courant guesdiste ou du moins comme un fidèle lieutenant de J. Guesde. Constatant qu'il n'y avait plus rien de commun entre eux et les possibilistes, il pense que la division est une garantie d'un développement sain : « la branche pourrie s'est elle-même détachée de l'arbre qui, désormais, va pouvoir croître en pleine sécurité ». Ainsi, le congrès dissident de Roanne que J. Guesde, traité de « Torquemada en lorgnons » par C. Hughes, et ses amis vont tenir du 26 septembre au 1er octobre 1882 « a déjà commencé à procéder à la constitution rationnelle du Parti » et va charger les exclus « de la réponse à faire au rapport du comité dit national concluant à leur expulsion ». En attendant, la perspective d'un passage rapide au collectivisme s'éloigne avec cette nouvelle scission de militants déjà isolés et peu nombreux. Mais peut-être fallait-il en passer par cette lutte où les diverses tendances se combattaient pour prendre l'ascendant, chapelles rassemblées autour de leaders à forte personnalité dont les ego, au-delà des aspects idéologiques, ne sont pas étrangers à ce climat délétère. Ces oppositions peuvent être considérées comme autant d'étapes dans le lent processus de maturation du mouvement socialiste et de son courant le plus récent, le marxisme. En tout cas, elles laissent des traces : « Inutile de vous dire que je ne serre plus la main ni à Brousse ni à Malon, ce qui ne m'empêche pas d'avoir un petit peu endommagé Brousse hier soir à la séance de la Maison (?) fédérative¹⁵⁴ » écrit Gabriel Deville à P. Lafargue.

A partir du 24 octobre 1882, *L'Egalité* remplace *Le Citoyen* et devient quotidienne. On y retrouve P. Lafargue, J. Guesde, E. Massard ainsi que C. Bouis, H. Brissac et L. Picard. Et on peut dire que Gabriel Deville a porté à bout de bras cette quatrième série tant il y apparaît omniprésent, en tout cas bien plus que J. Guesde et P. Lafargue. Peut-être a-t-il voulu prendre au mot P. Lafargue qui lui écrivait le 10 août 1882 : « Nous avons besoin de vous au *Citoyen* et à *L'Egalité*. Dépassez votre paresse et prenez la plume¹⁵⁵ ». Dès lors, il y écrit presque quotidiennement jusqu'au dernier numéro, le 8 décembre 1882. A partir du 28 novembre, il signe même huit éditos sur onze. Tous ses articles concernent la situation politique française, occasion de répéter sans relâche le mantra collectiviste. Il cible de nouveau la politique répressive du gouvernement. Il dénonce les arrestations et détentions arbitraires comme celle d'E. Gautier à Châlon, « au secret le plus rigoureux » ou celles des mineurs de Montceau qui seront traités comme les Fédérés de 1871, sans oublier *L'Egalité* «

154 RGASPI, Moscou, 10_1_320_001 à 003, 5 octobre 1881

155 RGASPI, Moscou, 10_1_470_001 à 002, 10 août 1882

incarnation du péril social » selon certains (21 novembre 1882), encore perquisitionnée et dont le rédacteur en chef J. Guesde est arrêté (24 et 28 novembre 1882). Ces républicains au pouvoir font la même chose que l'Empire qu'ils dénonçaient (28 et 29 octobre 1882) : faire peur en jouant du péril social et en se posant en défenseurs de l'ordre public menacé (12 novembre 1882). Ce sont « les chiens de garde du capital », « larbins serviles de Sa Majesté l'Argent » ; dès que les prolétaires se soulèvent, ils envoient policiers, soldats et gendarmes (4 décembre 1882). Les radicaux, bien implantés dans le milieu ouvrier, n'échappent pas non plus à la vindicte des collectivistes. Dans « Les illusions d'un radical » (30 octobre 1882), « Réformes et révolutions » (7 novembre 1882) ou « Ce qui nous sépare » (10 novembre 1882), il pose sur la table tous les griefs à leur encontre. Tout d'abord leurs illusions et leur aveuglement en voulant se montrer pragmatiques. Quand Tony Révillon par exemple, député de Charonne, compte s'appuyer sur les municipalités et les syndicats pour progresser sur les revendications sociales, Gabriel Deville ironise : quelle puissance politique avec les municipalités quand celles-ci sont subordonnées à l'autorisation préfectorale ? Quelle puissance professionnelle avec les syndicats quand les instruments de travail sont aux mains d'une minorité privilégiée qui peut décider à tout moment d'un lock-out comme à Roanne ? Les collectivistes ne croient pas que l'on puisse réformer pacifiquement même si Gabriel Deville redit et répète qu'il serait « très heureux d'être sur ce point démenti par les faits ». Mais surtout, lui et ses amis pensent que quelle que soit l'ampleur des réformes, elles ne pourraient faire faire l'économie d'une révolution et s'accomplir pacifiquement, ce dont les radicaux tentent de persuader la masse. « L'assaut sera nécessaire » car il n'est pas d'exemple dans l'histoire qu'une classe régnante ait volontairement abandonné son pouvoir. On retrouve toujours cette indécision, cette ambiguïté sur la prise du pouvoir, l'usage de la violence. « La Révolution n'est pas notre but mais le moyen que nous imposent les circonstances pour l'atteindre » (le pouvoir). Le rôle des socialistes est de faire prendre conscience à la masse de sa position subalterne d'exploitée par « une œuvre de propagande constante et d'éducation socialiste » entre autres par le suffrage universel, loin de la dynamite même s'ils ne répugneront pas à s'en servir si cela paraît plus efficace. Si les radicaux condamnent sans équivoque cet usage des explosifs, « moi, au contraire, je le trouve, dans ces derniers temps seulement, improductif et, en tout cas, beaucoup trop restreint ».

Dans un débat qui débute le 1er décembre 1882 avec E. de Pompéry du *XIX^{ème} siècle* et qui s'étendra sur plusieurs numéros (2, 6 et 7 décembre), Gabriel Deville résume l'idéologie des collectivistes. C'est une théorie scientifique déduite de l'observation précise des faits et de « l'analyse scrupuleuse des phénomènes sociaux et en particulier des lois de la production ». Il existe ainsi deux classes : les bourgeois, ceux qui détiennent une portion

quelconque des moyens de production et qui en tirent un profit par un vol de travail non payé d'autrui et ceux qui sont exploités, qui, pour vivre, sont obligés « de vendre leur force de travail musculaire ou cérébrale » y compris des petits boutiquiers, petits patrons et paysans. Afin d'émanciper les hommes, de leur rendre la liberté, d'établir la justice sociale, il faut engager la lutte des classes, le facteur qui domine le mouvement historique, pour conquérir le pouvoir politique et résoudre cette question économique de la propriété, cause de tous les mouvements sociaux, par la collectivisation des moyens de production et la socialisation des capitaux. Pour cela, une révolution et l'emploi de la force seront inévitables car « la bourgeoisie ne se suicidera pas » et que « toutes les transformations sociales [...] sont sorties d'une révolution violente ». Cette révolution va arriver très bientôt, la période du salariat touche à son terme car la propriété collective s'étend continuellement : routes, ponts, canaux, postes et télégraphes, services publics. Le collectivisme, à base scientifique, sera la conclusion naturelle de l'évolution historique. Dans ce scénario messianique, la question de l'instruction est quasi absente. Gabriel Deville n'y aura consacré qu'un seul article, «L'instruction intégrale », le 5 novembre 1882. Il y reprend les arguments développés par E. Massard le 26 mars 1882 ou J. Guesde le 1er avril. L'instruction ne profitera qu'aux employeurs, l'augmentation de la richesse due au perfectionnement de l'outil humain qu'aux capitalistes et ne remédiera en rien aux maux de la société. L'augmentation de la productivité entraînera une baisse du temps de travail et du nombre d'ouvriers, donc une augmentation du chômage et de la misère. « En tant qu'instrument d'émancipation, l'instruction intégrale est inefficace », Gabriel Deville met juste un bémol en reconnaissant que la masse, instruite, sera moins disposée à souffrir en silence. Les socialistes seraient enchantés de cette réforme chimérique mais elle détournerait l'opinion ouvrière du véritable but à atteindre : « la conquête du pouvoir politique pour l'expropriation économique de la bourgeoisie et la socialisation des forces productives ». Ce positionnement est intéressant dans la mesure où il situe bien la vision finalement très restrictive qu'ont les collectivistes de l'Homme dans toutes ses dimensions, vision qui les empêche de bien saisir toutes les évolutions de la société ou du contexte politique. A leur décharge, il ne faut pas oublier les conditions particulièrement misérables dans lesquelles vivaient tant d'hommes et de femmes dans le cadre d'une industrialisation forcenée créant des situations d'inégalité criantes. Des militants épris de justice sociale comme eux, toujours fortement imprégnés des idéaux de la Révolution Française mais aussi d'un certain romantisme révolutionnaire, ne pouvaient tolérer une telle société. C'est peut-être finalement autour de cette conception de l'Homme que les différences s'établissent entre les différents courants avant même les querelles sur les meilleures stratégies à adopter et les finalités de la lutte.

Dans cette quatrième série, au fur et à mesure des numéros, Gabriel Deville donne de plus en plus l'impression de se lâcher, d'être seul maître à bord. Ce sentiment est particulièrement prégnant au mois de novembre avec deux articles plutôt violents, du moins selon nos critères actuels, relatifs au vote du budget des cultes. Le 14 novembre 1882, sous le titre « Un misérable », il s'en prend au député Andrieux « ancien directeur des mouchards, chef des assommeurs embrigadés de la population parisienne », « se vautrant en outre dans les corruptions les plus fangeuses de la société bourgeoise », « le fonctionnaire complice des proxénètes et leur souteneur, cet échappé des bidets de la rue Duphot et des autels de Madrid ». Il lui reproche, ainsi qu'à ses congénères, « tous, libre penseurs et francs-maçons [qui], après avoir autrefois déclamé contre les pratiques religieuses et réclamé la radiation du budget des cultes, dirigeants de l'heure présente, se prononcent pour le maintien de ce budget » voyant l'utilité d'un clergé national pour prévenir la révolte des salariés « convaincus par lui de l'origine providentielle de leurs souffrances ». Le 16 novembre, il poursuit avec « Le clergé lumineux ». « Le prêtre appartient essentiellement à l'espèce des animaux dangereux, malfaisants et pervers. Il exploite la crédulité humaine, abêtit les intelligences, corrompt les esprits et souille les corps ». Pourtant, Gabriel Deville prétend que « l'homme noir, l'ami des ténèbres, le suppôt de l'obscurantisme peut devenir une source de lumière ». Comment ? Il suffit, tout simplement, « d'échauffer les prêtres jusqu'au degré suffisant aux substances organiques pour produire de l'hydrogène carboné », de le distiller en quelque sorte. Après une suite de réactions chimiques savamment décrites, on obtiendra du gaz pour l'éclairage public des réverbères, quant aux résidus, ils pourront servir de carburants ou d'engrais : « le gaz pour éclairer, l'engrais pour fertiliser, voilà ce qu'on trouvera dans le prêtre convenablement traité ». « Ne serait-il pas merveilleux d'annoncer un soir que Paris serait éclairé par les prêtres de son diocèse ? ». Et les capitaux engagés « dans l'emploi industriel des tripes sacerdotales » seraient de l'argent bien placé.

Enfin, sans savoir que ce serait bientôt la fin de son journal, Gabriel Deville revient sur l'aventure de *L'Egalité* au cours des cinq dernières années dans l'éditorial du 19 novembre 1882 pour l'anniversaire du premier numéro. Le 18 novembre 1877, la classe ouvrière, décimée en 1871, répartie dans différents partis républicains bourgeois, oubliant ses traditions révolutionnaires, cherchait son affranchissement dans la coopération généralisée. Le journal parut grâce à l'initiative de Guesde. « Des cinq rédacteurs fondateurs de *L'Egalité*, trois n'ont pas abandonné la lutte : Guesde, Massard et moi ». Il s'agissait de montrer au prolétariat qu'« égalité civile et politique ne serait jamais qu'un leurre sans l'égalité devant les moyens de développement et d'application des activités musculaires et cérébrales développées ». Les théories découlant de ce constat ont été diffusées sous le nom

de collectivisme pour les distinguer du vieux communisme français, « notre communisme scientifique sorti de la savante critique de Marx ». Il a d'abord fallu mener campagne contre les coopérateurs. Ce fut un succès. Au premier Congrès ouvrier en 1876, le mot «collectiviste » n'était jamais apparu. Au troisième, à Marseille, en 1879, une majorité de délégués l'adopte. La deuxième série de *L'Egalité*, avec l'arrivée de P. Lafargue, a été consacrée aux moyens pour atteindre le collectivisme, par la conquête du pouvoir politique en utilisant d'abord le suffrage universel comme outil de propagande et d'agitation. Ce fut aussi un moment où il a fallu combattre les anarchistes et leur action strictement individuelle, finalement éliminés au Congrès du Havre en 1880. Après la définition du but du Parti Ouvrier à Marseille, des moyens au Havre, c'est l'organisation même du Parti qui a été explicitée à Roanne et traitée dans la troisième série avec une opposition déterminée à l'autonomie des groupes mais pour une centralisation ouvrière et une lutte sans merci contre les possibilistes. Le résultat de cette action est qu'il y a cinq ans, il n'y avait pas de mouvement socialiste révolutionnaire alors qu'aujourd'hui ce sont des milliers d'adhérents qui partagent ces idées. « L'initiative de ce mouvement revient à *L'Egalité*, de même que c'est elle qui a fait le vocabulaire socialiste courant ». L'influence du journal a été décisive. Et Gabriel Deville de conclure : « *L'Egalité*, mère de l'œuvre par elle déjà accomplie et certaine maintenant de la proximité du triomphe de ce Parti qu'elle a pour ainsi dire créé, salue l'anniversaire de son apparition, date qui marquera dans l'histoire du socialisme contemporain ». Le propos peut sembler un peu emphatique au vu des quelques rares données indiquant une diffusion d'environ 5 000 exemplaires même si les articles de Gabriel Deville notamment étaient aussi reproduits dans *L'Exploité* de Nantes et *Le Forçat* dans le Nord, journaux auxquels il collabore, « les deux seuls organes que possèdent les ouvriers en dehors de Paris¹⁵⁶ ». Il n'en reste pas moins que ce constat est assez lucide. Cette théorie élaborée un peu au jour le jour, au fil des articles publiés pendant ces cinq années, sera clairement exposée et mise en cohérence dans *L'Aperçu sur le socialisme scientifique* publié en accompagnement du résumé du *Capital* en 1883.

En cette fin d'année 1882, peut-être pouvons-nous essayer de dresser un premier portrait de Gabriel Deville. Il est déjà possible de dire que la politique l'a intéressé voire passionné dès son plus jeune âge. Le terreau familial et surtout l'ombre de son grand-père qu'il n'a jamais connu, Montagnard de 1848, pratiquement mort pour cela en prison, n'est certainement pas étrangère à cet engouement. Avec la fougue de sa jeunesse, il cultive ainsi un certain romantisme révolutionnaire en vénérant des personnages comme Blanqui, Ferré et

156 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p.96

tous les héros de la Commune qui, bien qu'adolescent lors des événements, l'ont profondément marqué. Son père, républicain sincère mais ne partageant pas du tout ses idées socialistes, ne semble pas bénéficier de la même empathie. Cependant, c'est bien grâce à lui et son action dans la poursuite d'une ascension sociale, que Gabriel Deville a pu effectuer de solides études et se consacrer au militantisme politique sans avoir à travailler. Car il est évident que ce n'est pas son activité journalistique dans des feuilles aussi confidentielles qu'éphémères qui lui ont fourni les moyens de vivre même comme célibataire. Il pourrait ainsi illustrer les sentiments de Marx et Engels à l'égard des Français leur reprochant de « se griser de mots, à se satisfaire de phrases creuses ou de discours fracassants », d'avoir tendance à « espérer tout de journées révolutionnaires triomphantes au lendemain desquelles on construirait en improvisant des solutions miracle » « au lieu de se préparer longuement et patiemment ¹⁵⁷ ». Pourtant, en cette fin de XIX^{ème} siècle où la science imprègne de plus en plus tous les aspects de la vie humaine, c'est bien le marxisme qu'il découvre dès la traduction française du premier volume du *Capital* qui va attirer Gabriel Deville. L'approche scientifique revendiquée de cette philosophie politique, basée sur la réalité des faits, ne pouvait que combler la quête d'absolu du jeune militant. Malgré une grille de lecture surtout économique assez sommaire, simpliste, il en possède une connaissance suffisamment solide pour être capable « d'une analyse pénétrante des faits », d'« une grande clarté d'exposition, une logique serrée s'y unissant à une sorte de sentiment de colère de savant contre les falsifications de pensée habituelles aux adversaires du socialisme¹⁵⁸ ». Il s'investit complètement dans le débat d'idées comme le prouve la série quotidienne de *L'Egalité* qu'il porte littéralement à bout de bras ; mais beaucoup moins dans l'organisation du Parti ouvrier et au contact des prolétaires pour lesquels il représente certainement le prototype du jeune intellectuel petit bourgeois très éloigné de leur condition. Il n'est pas animé non plus d'une grande ambition politique du moins en termes de carrière. « Il était alors tout à fait intransigeant, et l'on n'aurait pu prédire, suivant la pointe de Jaurès, qu'il passerait au «modérantisme intransigeant » ralliant la droite du socialisme, allant jusqu'à approuver la participation ministérielle de Millerand¹⁵⁹ ». Mais il est suffisamment talentueux et convaincu pour être capable de disserter sur de nombreux sujets en dehors de l'économie. En tout cas, il s'impose vite comme un fidèle lieutenant de J. Guesde dont le charisme, les qualités oratoires et propagandistes, l'expérience militante et politique n'ont pas manqué de

157 G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1, 1875-1920*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1977, p. 48

158 *Le Populaire*, 5 mars 1940

159 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 175

l'attirer et d'en faire son mentor au point de se demander avec G. Lefranc si « Guesde n'a pas aimanté vers lui un certain type d'hommes, épris d'absolu et de vérités définitives¹⁶⁰ ». Avec le flamboyant P. Lafargue, qui plus est gendre de K. Marx, bien que le plus jeune de cette «trinité » (J. Guesde a neuf ans de plus que lui et P. Lafargue douze), son implication et ses qualités intellectuelles font de Gabriel Deville un personnage essentiel dans la diffusion du marxisme au sein du mouvement socialiste français.

160 G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1, 1875-1920*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1977, p. 51

IV. Les années de militantisme (1882-1890)

1. L'abrégé du *Capital*

Le livre I du *Capital*, traduit par Roy, est publié en France par Lachâtre entre 1872 et 1875 sous forme d'opuscules. Gabriel Deville, habitué du café Soufflet à l'époque, en prend connaissance et « demande en 1876 l'autorisation à K. Marx d'en publier un résumé accessible à un plus large public¹⁶¹ ». Par l'intermédiaire de qui, Hirsch, Mesa ? Néanmoins le projet n'a pas de suite dans l'immédiat. 1882, « c'est l'année aussi où, en compagnie de Guesde, Lafargue et Deville, il [Mesa] rencontre Marx à Paris, à trois reprises au moins¹⁶² ». Celui-ci est arrivé dans la capitale le 1er août 1882 « pour rencontrer Guesde, Deville et nous-mêmes [Paul et Laura Lafargue] chez Mesa et pour déjeuner avec nous ». Dans sa lettre à F. Engels qu'elle appelle « mon cher Général », L. Lafargue donne quelques précisions. « Nous avons eu un déjeuner très joyeux ensemble. Madame Mesa étant absente, Mesa a fait le maître-queux et moi la fille de cuisine. Et tout s'est très bien passé, et, après manger, il y a eu une grande discussion sur le sujet du duel, sujet sur lequel s'exerce actuellement l'esprit de ces Messieurs du *Citoyen*. Guesde et Deville sont d'avis qu'il faut se battre contre le premier imbécile qui juge bon de les traiter de lâches, mais Papa leur a dit quelques vérités de son cru qui, je l'espère, leur feront du bien¹⁶³ ». L'abrégé a-t-il été évoqué lors de ces rencontres ? Peut-être car l'idée semble avoir été relancée plus tôt si l'on en croit une lettre du 23 mars 1882 de Gabriel Deville à P. Lafargue encore à Londres dans laquelle celui-là semblait annoncer le résumé dans un article pour *L'Egalité*. « Je ne me suis plus occupé du *Capital*, aussi je ne tiens pas à annoncer une chose qui ne se fera peut-être pas¹⁶⁴ ». Déjà, dans une correspondance du 25 novembre 1881 à K. Marx qu'il nomme « cher Maître », Gabriel Deville le « remercie sincèrement de l'amabilité indulgente avec laquelle vous avez apprécié

161 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 12

162 J.-L. GERENA, « Un socialiste espagnol en France : José Mesa et *L'Egalité* de Jules Guesde », *Etudes hispaniques II*, Travaux de l'Institut d'études hispaniques et portugaises de l'université de Tours, Publications de l'Université de Tours, 1979, p. 103-122

163 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p.74

164 E. BOTTIGELLI, *La naissance du Parti Ouvrier Français*, Paris, Ed. Sociales, 1981, p. 198

ma tentative ainsi que de votre gracieuse invitation à correspondre quelquefois avec vous¹⁶⁵». Plus tard, le 18 juillet 1885, L. Lafargue indiquera que J. Guesde et Gabriel Deville entre autres ne savent pas lire l'allemand et que ce dernier « a fait de son mieux en rédigeant son résumé et il a été encouragé à entreprendre ce travail par Papa lui-même. Je serais donc contente si l'on pouvait éviter de publier tout article critiquant ce qu'il a fait ». Toujours est-il que le travail paraît bien lancé en 1882 et c'est désormais essentiellement dans les échanges entre F. Engels et le couple Lafargue publiés par E. Bottigelli que nous allons pouvoir en suivre l'avancée.

Le manuscrit est prêt un an plus tard, la préface étant datée du 10 août 1883. Le même jour Gabriel Deville écrit à F. Engels pour le remercier de l'intérêt qu'il manifeste pour son travail et de sa proposition faite à P. Lafargue d'y « jeter un coup d'œil¹⁶⁶ ». Le 12 octobre 1883, il exprimera au même son objectif : « ...il est impossible de remplacer l'original ; donner le désir de le lire en facilitant la première étude, c'est tout ce que je pouvais ambitionner et, grâce à vous, peut-être atteindrai-je ce résultat ». Le 11 août 1883, L. Lafargue s'inquiète auprès de F. Engels s'il a bien « reçu le manuscrit de Deville », ce que celui-ci confirme le 19 août. Un mois plus tard, le 19 septembre 1883, il donne son premier avis sur la brochure : « elle a besoin d'être retravaillée, surtout au début où une grande précision est nécessaire et où elle manque çà et là. Mais je n'aurai pas de mal à corriger cela », « jusqu'au point où je suis arrivé de ma lecture, je suis très content de son travail ; tout est bien compris (à part de petits détails) et c'est écrit dans un style plus vivant que je n'espérais ». Ce qui fait plaisir à Laura (22 septembre 1883). Jugement renouvelé à P. Lafargue, emprisonné à Ste Pélagie avec J. Guesde et Dormoy, qui en fait part à Gabriel Deville ; celui-ci « a été très fier et très heureux de ce que vous dites de son travail. Comme l'éditeur le presse pour qu'il livre la copie, car octobre et novembre sont les meilleurs mois pour lancer les livres, il vous prie de lui envoyer son manuscrit au fur et à mesure que vous le lirez ; il pourra faire de même les corrections et la livraison à l'imprimeur ». Le 3 octobre 1883, l'opinion de F. Engels est un peu plus mitigée. « Je t'envoie aujourd'hui sous plis recommandés, les pages 1 à 123 du manuscrit de Deville. Je ne puis retrouver sa lettre avec son adresse. Le défaut de ce travail, c'est que de nombreuses parties en ont été assez bâclées. C'est surtout le cas pour les parties descriptives (en particulier la manufacture et la grande industrie). Les arguments ne ressortent pas comme ils le devraient. Il ne suffit pas de les exprimer dans la mesure du possible avec les propres termes de Marx ; on ne peut les séparer du contexte sans donner lieu à de fausses interprétations ni sans laisser bien des choses dans

165 RGASPI, Moscou, 1_5_4319_001 à 002, 25 novembre 1881

166 RGASPI, Moscou, 1_5_4439_001 à 002, 10 août 1883

une obscurité relative. D[eville] ferait bien de réviser complètement ces deux chapitres et de les compléter au moyen de certaines démonstrations prises dans l'original et sans lesquelles ils sont devenus très abstraits et obscurs pour des lecteurs ouvriers. Dans les parties théoriques, il y a aussi beaucoup d'inexactitudes de détail (certaines même, comme sa définition de la marchandise sont très graves) et des choses faites à la hâte mais ce sont des choses que, pour la plupart, il n'était pas difficile de corriger plus ou moins. D'autre part, de nombreux fragments, d'un grand intérêt et d'une grande importance pour la science économique théorique, mais sans portée immédiate en ce qui concerne les rapports du Capital et du Travail, pourraient être laissés de côté. J'en ai indiqué un ou deux ». Si on peut comprendre que F. Engels, évidemment très au fait de l'œuvre de K. Marx, se montre si soucieux de sa juste transcription, peut-être sous-estime-t-il l'ampleur et la difficulté de la tâche s'agissant du résumé d'une théorie dense et nouvelle par un Français beaucoup moins averti que lui. D'autant, on l'a vu, que Gabriel Deville est parallèlement soumis à une forte pression de son éditeur pour achever rapidement son travail. Il explique ses difficultés dans le courrier du 12 octobre¹⁶⁷ tout en restant particulièrement déférent : « Je viens vous remercier de la peine que, quoique souffrant, vous avez prise pour la révision de mon manuscrit. J'ai été particulièrement touché du soin minutieux de votre si obligeant et si nécessaire travail ». Il indique à F. Engels qu'il s'est conformé à ses observations mais n'a pu tout corriger à cause de son éditeur. Il préfère de plus garder les trois passages incriminés car il n'a pas cherché à se mettre exclusivement à la portée des ouvriers ; enfin, « résumer un ouvrage qui ne renferme rien d'inutile, entraîne sous tous les rapports une infériorité inévitable. Vous avez tâché que je ne dépasse pas trop la mesure permise et je vous en exprime toute ma reconnaissance ». Mais F. Engels insiste et demande le 15 octobre au couple Lafargue « de faire tout ce [qu'ils pourront] pour l'amener à en faire la révision, dans toute la mesure du possible. Tels qu'ils sont, ils ne peuvent être compris que par ceux qui connaissent l'original. Il dit que l'éditeur ne lui en laissera pas le temps. Mais tout ne peut pas être imprimé en même temps ! Une quinzaine suffira et ce sera un énorme progrès ». Deux jours plus tard, toujours depuis Ste Pélagie, P. Lafargue tente de plaider la cause de son ami. « Deville est un homme d'environ 28 ou 29 ans, très laborieux, ainsi que le prouve le travail qu'il a fait ; depuis la fin de l'année dernière, il s'y mit d'arrache-pied et il est fatigué. Je lui avais conseillé de le laisser reposer dans le tiroir pendant deux ou trois mois, pour lui donner ensuite une dernière retouche ; mais ce résumé lui pèse sur le cerveau, il a hâte de le voir publié, et d'un autre côté Oriol l'a beaucoup pressé, car il croit à une vente assez bonne ; déjà avant même que le résumé ne soit annoncé, il a reçu plusieurs ordres. Deville ne remaniera

167 RGASPI, Moscou, 1_5_5972_001 à 003, 12 octobre 1883

pas comme [ils] le méritent les trois chapitres que vous lui avez indiqués, il est trop fatigué ; mais il y fera des retouches et des additions selon vos indications. Il faudra l'excuser si pour cette première édition, il ne met pas à profit, sur ce point, vos conseils ». La lettre à peine terminée P. Lafargue la reprend pour signaler dans un post-scriptum qu'il vient de recevoir la visite de Gabriel Deville lui indiquant qu'il « s'est mis à travailler les chapitres indiqués par vous ».

Le résumé du *Capital* sera finalement édité par Henry Oriol fin 1883 et K. Marx décédé le 14 mars 1883 ne le connaîtra pas. Dès le 14 janvier 1884, F. Engels indique que « Kautsky voudrait traduire *Le Capital* de Deville ». Idem pour un certain Max Quarck (lettre à L. Lafargue du 17 janvier 1886) auquel Gabriel Deville aurait donné « l'autorisation exclusive de traduire en allemand son résumé ». Ce qui a le don de mettre en rage F. Engels qui, doutant de la véracité de cet accord, juge néanmoins qu'il aurait alors « agi avec beaucoup d'étourderie, et même contrairement à toutes les obligations internationales existant pratiquement entre nous tous. Comment diable a-t-il pu se commettre avec un homme dont il ne savait rien ? Ce Quarck appartient à cette demi-douzaine de jeunes intellectuels qui papillonnent aux confins de notre parti et du socialisme de la chaire, prennent bien soin de rester à l'abri de tous les risques qu'implique tout lien avec notre parti, mais comptent bien récolter tout le bénéfice qu'on pourrait retirer d'un tel lien ». Gabriel Deville démentira tout contact avec cet individu. En ce qui concerne la traduction en allemand par Kautsky à partir de son résumé, F. Engels s'y oppose pour plusieurs raisons. D'abord « un résumé du *Capital* à l'usage de nos travailleurs allemands doit être fait à partir de l'original allemand et non à partir de l'édition française ». Deuxième argument : « le livre de Deville est trop gros pour les ouvriers », « il convient assez bien pour la France où la plupart des termes ne sont pas des mots étrangers et où il existe un large public qui n'est pas spécifiquement ouvrier et qui désire tout de même accéder facilement à une certaine connaissance du sujet sans lire l'ouvrage complet. Ce public-là, en Allemagne, doit lire l'ouvrage original ». On se demande bien pourquoi. Enfin, F. Engels indique qu'il n'a « rien dit quand on l'a publié simplement en français, bien que j'eusse nettement protesté contre toute la seconde moitié avant la publication » estimant que « s'il n'y avait pas eu cette hâte absurde à l'époque, si l'on avait procédé à la révision que je suggérais, l'objection n'existerait plus aujourd'hui ». Mais il ne peut permettre que le résumé soit présenté ainsi devant le public allemand, auquel cas « il réserve [son] entière liberté d'action ». Finalement, Kautsky écrira lui-même un abrégé qu'il publiera en 1887.

Malgré les critiques du très sourcilleux F. Engels, Gabriel Deville s'est livré, seul, à un très gros travail pour la rédaction de ce résumé. Et il est indéniable que son ouvrage est

une étape fondamentale, essentielle pour la diffusion des idées marxistes. « *L'Abrégé du Capital* de Deville marque un point d'inflexion important dans la diffusion de l'œuvre de Marx¹⁶⁸ ». Il va connaître un certain succès, fera l'objet de plusieurs rééditions et sera traduit dans plusieurs pays. Il sera pendant longtemps le seul accès à K. Marx pour de nombreux militants et sympathisants sans compter aussi que, comme le signale P. Lafargue à F. Engels le 15 février 1884, « le livre de Deville a fait vendre beaucoup d'exemplaires du *Capital* de Marx ». Et cette action primordiale est à mettre au seul et unique crédit de Gabriel Deville.

2. Le conférencier (1884)

Ayant désormais en main un outil de propagande adapté, avec le résumé et surtout l'*Aperçu du socialisme scientifique* qui le précède, Gabriel Deville va s'attacher alternativement avec P. Lafargue à vulgariser le marxisme au travers d'une série de conférences du dimanche intitulées « Cours d'économie sociale » sous l'égide du « Cercle de la bibliothèque socialiste » du Parti ouvrier. Le cycle est ouvert le 23 janvier 1884 par P. Lafargue. Dès le 6 février, il fait part de leur succès à F. Engels : « Ce soir Deville donne sa conférence, ci-inclus l'annonce. Oriol a été tellement enchanté du succès qu'il va publier nos conférences, la mienne paraîtra dans un ou deux jours, je vous l'enverrai ». Bien entendu F. Engels, désormais dépositaire et chef de l'école depuis la mort de K. Marx, suit attentivement le travail de ses disciples français et y va de ses commentaires. Ainsi écrit-il le 10 mai 1884 à P. Lafargue : « vos conférences et celles de Deville sont excellentes mais vous devriez, au moins pour l'édition imprimée, développer plus largement les conclusions de la deuxième sur le darwinisme ». Il semble plus indulgent avec G. Deville. Le 26 mai 1884, il indique à L. Lafargue : « Voudrais-tu dire à Deville que je n'ai pas encore eu le temps de lire sa dernière conférence mais que je le ferai avant la fin de la semaine : j'espère qu'elle est aussi bonne que les précédentes ». Compliment qu'il réitère à l'intéressé lui-même le 8 juillet 1884 :

« Mon cher citoyen Deville,

Je vous remercie de l'envoi de vos conférences. La dernière m'est arrivée hier et je n'ai pas encore eu le temps de la lire. Je ne doute point qu'elle soit aussi excellente que ses prédécesseurs. Je proposerai à nos amis de les traduire en allemand et de les publier de la même sorte que vous le faites à Paris [...]»¹⁶⁹ ». Appréciation qui touchera Gabriel Deville,

168 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 83

169 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 82

«votre approbation me fait d'autant plus plaisir que c'est celle à laquelle je tiens le plus ¹⁷⁰». Mais la traduction allemande ne verra pas le jour contrairement à d'autres. Au final P. Lafargue traitera du *Matérialisme économique de K. Marx* en trois séances et Gabriel Deville de *L'évolution du capital* en cinq conférences remarquablement claires : 1) Genèse du capital; 2) Formation du prolétariat ; 3) Coopération et manufacture ; 4) Machinisme et grande industrie ; 5) Fin du capital.

Publiées en brochures par Henry Oriol, gendre de Maurice Lachâtre, l'éditeur de la traduction française du *Capital*, en 1872, elles connurent un certain succès et furent vite épuisées. En 1909 encore, *L'évolution du capital* fit l'objet, en France, d'un deuxième tirage à 10 000 exemplaires, entièrement écoulé lorsqu' éclata la Première Guerre Mondiale, ce qui explique en 1929 la parution d'une troisième édition¹⁷¹. Succès d'autant plus remarquable que, si l'on en croit, C. Willard « ...Lafargue et surtout Deville parlent médiocrement en public¹⁷²... ». Pour affirmer ceci, peut-être se base-t-il sur un courrier de L. Lafargue à F. Engels du 7 août 1885 où elle écrit : « Le parti est pauvre de bien des façons et manque d'hommes autant que d'argent. On peut de moins en moins compter sur Guesde, Deville ne sait pas parler et Vaillant est plus surmené qu'un vieux cheval de fiacre londonien ». C'est une des piques régulières dans sa correspondance au sujet de Gabriel Deville qu'elle ne semble pas particulièrement apprécier. En tout cas, cela peut expliquer pourquoi c'est J. Guesde, remarquable orateur lui, qui se chargeait de la plupart des meetings. Les bases théoriques de Gabriel Deville sont néanmoins suffisamment solides pour que, même en 1896, P. Lafargue fasse encore appel à lui pour préciser certaines notions.

A côté de son activité de conférencier où il apporte la plus forte contribution pour faire connaître le marxisme sous son aspect économique, il semble avoir marqué une pause dans le domaine du journalisme. Peut-être est-ce aussi en mai de cette même année 1884 que Gabriel Deville a rencontré W. Liebknecht pour la première fois. Nous apprenons ainsi, toujours dans un échange entre F. Engels et L. Lafargue daté du 26 mai 1884¹⁷³, que celui-ci était à Paris à cette époque. Il en serait parti le 22 mai après trois réunions intimes dont un dîner « privé et fraternel » avec cinq ou six révolutionnaires français dont J. Guesde et P. Lafargue.

170 RGASPI, Moscou, 1_5_4491_001, 12 juillet 1884

171 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 83

172 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 32

173 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 206

Gabriel Deville a ainsi continué à s'impliquer totalement dans le travail ingrat du militant politique. Son engagement ne faiblit pas même s'il faut avoir la foi solidement chevillée au corps pour faire connaître et vulgariser les idées de K. Marx. Pour situer l'ampleur de la tâche, il n'est peut-être pas inutile de rappeler le résultat des élections municipales de 1884 à Paris. Quand les possibilistes de P. Brousse recueillaient 30 000 voix et les blanquistes 3 000, les guesdistes n'en rassemblaient que 867 ! A l'automne toutefois, il a dû prendre un peu de repos à la suite d'un accident de cheval que P. Lafargue raconte le 18 septembre à F. Engels sur un ton toujours amusé concernant la vie privée de Gabriel Deville.

« Le pauvre Deville a eu un accident ; il s'est cassé la clavicule d'une chute de cheval. Il était allé à Robinson, le Hampstead de Paris, dont vous devez vous souvenir ; on y loue des ânes, et depuis que la bourgeoisie se raffine, on y monte à cheval. Les chevaux qu'on y trouve sont routiniers, et tournent à droite et à gauche sans demander la permission au cavalier ; le cheval de Deville était lancé ; il tourna brusquement par son sentier ordinaire et envoya Deville à dix pas par terre. Il va mieux ; il n'a pas eu de fièvre ; probablement dans une huitaine il pourra sortir le bras en écharpe ».

3. Vie privée et la première compétition électorale (1885-1886)

Depuis le 8 décembre 1882, date du dernier numéro de *L'Egalité*, Gabriel Deville ne semble avoir écrit, toujours avec J. Guesde et P. Lafargue, que dans un journal du Nord, *Le Travailleur*, de fin 1883 à sa disparition en mai 1884. Il faut dire que la rédaction de son *Résumé avec l'Aperçu sur le socialisme scientifique* suivie du cycle de conférences ont fortement mobilisé son esprit et son temps. Comment vivait-il alors, d'où provenaient ses revenus ? Pendant cette période, il rédige également une nouvelle brochure de douze pages consacrée à *L'anarchisme*. Elle paraît dans la collection de la Bibliothèque Socialiste du Parti Ouvrier en 1885. Le reproche fondamental que Gabriel Deville fait aux anarchistes est qu'ils préconisent l'action individuelle au détriment du collectif. Pour lui, ce sont d'abord des métaphysiciens qui ont un profond mépris de la réalité. « Au lieu de conclure d'après les tendances économiques élucidées par une scrupuleuse analyse de la réalité des choses, les anarchistes, dédaigneux de la réalité, se basant sur leurs conceptions de liberté et de justice, prétendent réaliser les spéculations nées de leur idéal particulier ». En somme, ils imaginent la liberté selon leur goût personnel et non selon les données matérielles contrairement aux collectivistes pour qui « l'idéal sort des faits, il ne les détermine pas ». Plutôt donc que d'instruire et d'organiser les éléments conscients de la classe opprimée pour une action collective visant à renverser l'ordre existant par la conquête du pouvoir politique, ils

privilégient « l'action individuelle [...] toujours immédiate qui ne peut aboutir qu'à l'écrasement stérile ». Leur société idéale est donc chimérique surtout à une époque où le développement de la production par la vapeur et le machinisme, la division du travail, le regroupement dans de vastes ateliers poussent à l'organisation collective. La production individuelle a fait son temps. Du coup, « l'anarchisme salive énormément » et use sa langue à attaquer sans cesse les autres révolutionnaires. Gabriel Deville conclut d'une sentence qui ne manque pas de sel connaissant le côté messianique de nombreuses théories collectivistes : « La boutique anarchiste peut inscrire à demeure sur son enseigne Ici on rasera la société bourgeoise DEMAIN ». Dans cet opuscule, on peut remarquer qu'il s'appuie toujours autant que possible sur des exemples tirés des sciences comme dans l'article « Le clergé lumineux », ce qui montre qu'il s'y intéressait et que ses connaissances en ce domaine étaient loin d'être nulles.

Le 22 mai 1885, il perd sa mère décédée des suites d'une maladie dans la maison familiale de Tarbes à l'âge de 59 ans. Il avait quitté Paris le 17 mai pour l'accompagner dans ses derniers instants¹⁷⁴. Il n'a pu ainsi assister à la fusillade qui fit plusieurs morts au Père Lachaise, lors de la célébration de la fin de la Commune, pas plus que P. Lafargue emprisonné à ce moment-là. Le 17 juin, son père, Emile Deville, effectue le partage entre ses deux enfants d'un legs d'une valeur de 255 000 F environ.

P. Lafargue nous apprend aussi, depuis Ste Pélagie, que c'est vers le 12 juillet 1885 que J. Guesde, Gabriel Deville et quelques autres ont pris connaissance du deuxième volume du *Capital*. Aucun ne sachant lire l'allemand, « nous avons tenu en main avec respect et joie le terrible volume, qui doit continuer l'œuvre commencée par *Le Capital*. Mais comme des singes tournant et retournant des noix qu'ils ne savent ouvrir, nous ouvrons et feuilletions le livre plein de mystère pour nous, nous émerveillant devant l'abondance des formules algébriques, véritables signes cabalistiques pour nous ». Comme une traduction en a été faite par Martignette, Gabriel Deville « s'est mis à apprendre l'italien pour pouvoir la lire » langue certainement plus facile à comprendre pour un Français.

Le 29 août 1885, il reprend une activité journalistique en intégrant la rédaction, toujours avec J. Guesde et P. Lafargue, d'un nouvel hebdomadaire, *Le Socialiste*, dont le premier numéro paraît ce même jour. La première série prendra fin le 26 mars 1887 mais, si l'on en croit L. Lafargue (lettre du 14 août 1886)¹⁷⁵, quand J. Guesde « collabore très peu au *Socialiste*, Deville pas du tout et, comme d'habitude, la part du lion pour ce qui est du travail

174 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 291

175 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 373

échoit à Paul ». Ce qui lui fait dire « je trouve que dans le journalisme le système de l'anonymat a beaucoup d'inconvénients ». Si l'engagement de Gabriel Deville dans ce nouvel organe de presse apparaît ainsi très épisodique, il est en tout cas sûr qu'il n'a pas du tout participé à *La revue socialiste* que B. Malon vient de refonder le 1^{er} janvier 1885. Une fois de plus, cela montre à quel point, au-delà même des problèmes financiers récurrents, il était difficile de réunir une équipe capable de lancer et développer un journal marxiste suffisamment attractif pour des ouvriers. Pour les guesdistes, un peu trop doctrinaires, ce ne fut en tout cas jamais couronné de succès à long terme. Finalement, le moyen le plus efficace pour eux fut d'assurer leur propagande au moyen des conférences où P. Lafargue et Gabriel Deville se sont surtout investis quand J. Guesde pouvait déployer ses remarquables talents d'orateur et de vulgarisateur lors des réunions publiques et meetings. Enfin, après les avoir quelque peu dénigrées, les guesdistes utilisent les élections pour faire passer leurs théories. Les élections législatives des 4 et 18 octobre 1885 avec leur scrutin de liste départementale leur en fournissent l'occasion. On retrouve donc la « trinité » du Parti ouvrier sur une liste commune menée par E. Vaillant et le CRC et intitulée « Coalition socialiste révolutionnaire ». Son but : « la suppression des classes dans une société égalitaire ». Alors qu'apparaissent les prémices du scandale de Panama, ils déclarent vouloir « arracher la République aux riches qui l'ont corrompue et en ont fait un instrument de spoliation et de misère ». Il faut marcher au combat au « coude à coude ». Se plaçant dans le sillage de la Commune, leurs candidats ne font que « reprendre et continuer l'œuvre d'alors, en déplorant qu'une fraction du parti socialiste soit restée réfractaire à l'intérêt général et persiste à faire bande à part ». Aux électeurs à affirmer « que le Paris révolutionnaire qu'on espérait avoir enterré il y a quinze ans sous trente-cinq mille cadavres est plus puissant et indompté que jamais ». C'est le plus petit dénominateur commun qui permet cette union où l'on retrouve tous les leaders de la gauche dite radicale : E. Vaillant, F. Gambon, E. Eudes, B. Malon, A. Goullé, H. Brissac, Granger, Lissagaray, H. Rochefort, E. Fournière, soutenus par tous les groupes révolutionnaires, cercles d'études, libres penseurs ou chambres syndicales du département. Ces élections seront une grosse déconvenue pour les socialistes notamment à Paris.

Mais, cette année-là, la vie privée de Gabriel Deville a peut-être pris le pas sur ses activités politiques. Avec le décès de sa mère, il a d'abord fallu régler une part de l'héritage. Cela pourrait expliquer son retour à Tarbes vers la fin octobre 1885. Mais le changement le plus important semble à chercher du côté de sa vie sentimentale notamment à partir de janvier 1886. Ce sont encore P. et L. Lafargue qui, chacun de leur côté et presque en même temps, vont en faire le récit à F. Engels. Le ton n'est pas le même : très piquant et critique

chez Laura, plus amusé et disons plus masculin chez Paul mais intéressant dans la mesure où ces deux textes donnent quelques indications sur la personnalité de Gabriel Deville. C'est vers le 10 janvier 1886 que Laura, la première, envoie sa lettre.

« Que pensez-vous de cette « dernière incarnation » de Deville ? Comme dans la plupart des histoires d'amour françaises, il y a un quart de tragédie et trois quarts de farce. Une « union libre » contractée « par force » par un jeune homme qui s'est toujours vanté d'être volage et infidèle par tempérament et par principe. Il prêchait vraiment l'évangile de l'infidélité à tout propos et hors de propos et, comme c'est porter de l'eau au moulin que de prêcher cet évangile à Paris, j'ai toujours pensé qu'on pouvait faire un meilleur usage de sa jeunesse dorée. Il est vrai que de tels feux d'artifice amusent ceux qui les allument et ne font pas de mal aux spectateurs. Il est probable que Deville se métamorphosera en mari aussi rangé, obéissant et mené par le bout du nez, que le pauvre Mesa lui-même. En attendant, Bénédict et Béatrice, au cours de leurs promenades au Quartier latin, courent le risque de tomber fréquemment sur les « blondes ou brunes tendresses » de ces parages, car Deville semble avoir étudié les charmes de ces dames avec cet esprit méthodique qu'il apporte à toute chose, depuis sa coiffure jusqu'au laçage de ses souliers ». L'article de Gabriel Deville dans *L'Égalité* sur « L'union libre » qui avait déjà causé quelques réactions ne semble pas avoir été non plus du goût de L. Lafargue tout comme le personnage ainsi qu'on l'avait déjà pressenti. Les préjugés allemands sur les Français ne sont jamais très loin, prenant même ici un petit aspect moralisateur. Ce qui transparaît en tout cas, outre le côté volage, c'est la vie facile, sans souci financier apparent, de notre jeune homme mais aussi son tempérament très méthodique qui peut expliquer son attrait pour les théories scientifiques du marxisme.

Le ton de P. Lafargue, le 10 janvier 1886, est plus badin et plus factuel, sans le côté rigoriste de son épouse mais avec aussi pas mal d'idées toutes faites notamment sur les gens du sud.

« Voici comment il s'est fait que le 4 janvier, G. Deville est entré en ménage, un peu malgré lui. Pour que cette nouvelle vous paraisse aussi drôle qu'à nous, il faudrait connaître celui que nous appelons quelquefois la vieille fille.

Deville est un méridional, brun comme un mulâtre ; sa famille est originaire des Pyrénées, il y a sans nul doute du sang maure dans ses veines. Bien qu'il soit très nerveux et excessivement bouillant, il cache sa violence sous un air calme, compassé et méthodique ; un de nos amis, ouvrier mécanicien, prétend qu'il a une mécanique dans le ventre. Il est en effet réglé comme une horloge, il se lève, lit les journaux, déjeune, va au café, rentre chez lui, travaille, etc. à heure fixe, à la minute exacte. Ses idées sont établies avec la même régularité que sa manière de vivre. Du temps qu'il était étudiant il avait eu des familiarités, toujours

méthodiques, avec toutes les femmes du Quartier latin, qui le considéraient hautement, justement à cause de la manière régulière dont il faisait toute chose. Puis comme il est beau garçon, il eut des maîtresses un peu plus sérieuses ; il les renouvelait souvent même il en eut plusieurs à la fois, qui quelquefois se croisaient dans son escalier ; il lui est arrivé d'en cacher une de passage dans sa cuisine, tandis que la sultane favorite était dans la chambre à coucher. Il mettait sa conduite en harmonie avec sa théorie, « qu'en amour, le commencement est le meilleur ». Il commençait souvent. [...] Cependant dernièrement on ne voyait jamais plus de femmes avec Deville. On ne savait qu'en penser. Deville, toujours méthodique, prenait ses repas depuis neuf ans dans la même pension bourgeoise. Le propriétaire est un Savoyard qui conserve en plein Paris les mœurs patriarcales de ses montagnes...C'est toute la famille qui occupe tous les emplois de la maison. Les fils sont cuisiniers et les filles servent les clients ; la mère tient les livres et la grand-mère s'assoit au comptoir pour recevoir l'argent. Une des filles conquiert le cœur volage de Deville, depuis combien de temps personne ne le sait : mais elle allait chez lui, tous les jours, de 3 à 5 heures, sans que personne s'en doutât. Le jour de l'an, l'énamourée Dulcinée fut dénoncée par une lettre anonyme ; elle fut surveillée, suivie et surprise. On l'enferma un jour ; elle avoua tout. Le père s'adressa [à] Deville, et lui demanda ce qu'il comptait faire : « J'aime votre fille ; je la considère comme ma femme ; mais jamais je ne [me] marierai, mes principes s'y opposent ». Le père indigné mit sa fille à la porte. Heureusement que ses sœurs, qui sont mariées, ont d'autres idées que le père, vieux Savoyard. La jeune fille alla chez Deville, qui officiellement nous annonça qu'il était en ménage. Toute sa vie va être dérangée; il faudra qu'il l'arrange suivant un autre ordre méthodique. Comme tout ce que fait Deville est fait sérieusement, il demande une fille pour que le ménage commence à être complet ». Visiblement P. Lafargue, Français, paraît moins choqué que Laura de la vie de Gabriel Deville. Celui-ci a bien profité de sa jeunesse, il a 32 ans en 1886, qui ressembla par moments à une pièce de théâtre de boulevard. Et, décidément, l'aspect méthodique voire rigide mais sérieux, assorti de quelques principes, apparaît comme un trait dominant de sa personnalité pourtant présentée comme plutôt bouillante. Un mot tout de même de l'heureuse élue : il s'agit de Marie-Françoise Losset, de 10 ans la cadette de Gabriel Deville puisque née le 22 septembre 1864 à Ugine, fille de Pierre-Joseph Losset et Aimée Ract. Quant au récipiendaire des deux lettres des Lafargue, F. Engels, il est d'abord plutôt remonté contre Gabriel Deville au sujet de la traduction du *Résumé* en allemand soi-disant confiée à Quarck. Ce n'est que le 9 février 1886 qu'il demande à L. Lafargue de lui souhaiter « tout le bonheur possible dans son nouveau ménage » tout en espérant que « cela ne dérangera pas trop la régularité de ses habitudes. Une fois installé dans une nouvelle routine, il promet d'être le

meilleur et le plus heureux des maris ». Il reprend d'autant plus aisément le portrait fait par les Lafargue qu'il ne semble pas connaître personnellement Gabriel Deville.

4. Journaliste au *Cri du peuple*

Le 3 juin 1886, Gabriel Deville retrouve une tribune dans un journal, en l'occurrence le *Cri du peuple* fondé par J. Vallès pendant la Commune. Nous sommes en plein conflit social avec les mineurs à Decazeville, particulièrement dramatique. Plusieurs rédacteurs, engagés en soutien aux ouvriers, sont empêchés et arrêtés par les forces de l'ordre. Après DucQuercy et Goullé, c'est au tour de Fournière : « en ces circonstances, le journal, décimé par la justice et la police de M. De Freycinet, a fait appel à de nouveaux talents ». Et l'arrivée de Gabriel Deville est annoncée ainsi¹⁷⁶ : « ... un des jeunes écrivains socialistes qui ont mis le plus de courage et le plus de mérite au service de la Révolution, nous fait l'honneur d'être des nôtres.

Le citoyen Gabriel Deville, ex-rédacteur des *Droits de l'Homme*, de *La Révolution Française*, du *Citoyen*, etc, fait partie désormais de la rédaction du *Cri du peuple* ». Curieusement *L'Egalité* a été oubliée.

Son premier article se rapporte évidemment à la grève de Decazeville : « Un petit renseignement s.v.p. ». L'émotion après la défenestration de l'ingénieur Watrin jusque dans les rangs des républicains bourgeois a poussé le gouvernement à intervenir mais comme d'habitude par la répression. Il a maintenu « scrupuleusement jusqu'au bout la balance inégale, entre ceux qui, possédant le plus puissant moyen d'action, l'argent, doivent avoir toutes les licences, et ceux qui, n'ayant rien, doivent même être exclus des maigres avantages de la légalité ennemie ». Pour cela, il s'est appliqué à pourchasser les leaders, ne reculant pas devant les mensonges les plus burlesques en expliquant par exemple qu'ils voulaient juste demander « un petit renseignement » à Goullé, un des collaborateurs du *Cri du peuple*, et non l'arrêter ! Et « que dire surtout d'une Chambre persistant à couvrir de ses votes les platitudes de la voletaille ministérielle des plus méprisables financiers ».

Dans cette série d'articles, ce qui frappe au premier abord, par rapport à *L'Egalité*, c'est l'évolution du ton. Gabriel Deville a mûri indubitablement, il fait preuve de davantage de recul voire de lucidité et de profondeur dans ses analyses. Certes, de temps en temps, il est encore capable de quelques saillies agressives. Ainsi, quand le 24 juin 1886, à propos du débat sur l'expulsion des princes c'est à dire l'interdiction du territoire aux chefs des familles ayant régné sur la France et à leurs héritiers directs dans l'ordre de primogéniture, il s'en

¹⁷⁶ *Le Cri du peuple*, 3 juin 1886

prend à Jules Simon qui a plaidé l'innocence des princes, « l'ancien 606 de l'Internationale, pleurnicheur de profession ayant porté toutes les livrées, cabotin souvent sifflé, avalant des couleuvres comme d'autres avalent des sabres et se faisant un marchepied de ses humiliations pour se hisser sur tous les tréteaux, cafard effronté et traître émérite, celui qu'autrefois on appelait le marmiteux ».

Gabriel Deville commente beaucoup les débats de l'Assemblée Nationale et n'écrit aucun article de fond sur l'économie. Il ne cite K. Marx et F. Engels qu'une seule fois, le 13 juillet 1886, au sujet du développement de la bureaucratie et du fonctionnarisme : « de toutes manières, selon le mot du *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels, la bourgeoisie capitaliste produit ses propres fossoyeurs ». La théorie collectiviste qu'il développe est réduite au minimum et revient plusieurs fois comme un dogme, un catéchisme désormais bien rôdé. Le sens de l'histoire, avec notamment le développement industriel, conduit à diviser la société en deux classes antagonistes : les capitalistes, ceux qui ont l'argent et possèdent les moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail physique ou intellectuelle qu'ils sont obligés de vendre pour survivre. La seule voie possible pour la justice et la liberté, la vraie, l'émancipation des hommes réside dans la lutte de classes à outrance afin de prendre le pouvoir politique et ainsi collectiviser ces moyens de production. Il s'agit de hâter une évolution naturelle de toute façon inéluctable, tirée de la simple observation scientifique des faits. On retrouve toujours cette foi inébranlable en un avenir radieux, en une sorte de « fin de l'histoire » bien avant F. Fukuyama, et, paradoxalement, une soumission à l'évolution matérielle, économique de la société car « ce sont d'une manière générale, les conditions d'existence qui déterminent les principes politiques ». Il peut paraître étrange que des militants revendiquant une révolution à venir, plus ou moins violente, se mettent ainsi à la remorque des événements au lieu de les provoquer, de les attiser. Gabriel Deville aborde cette contradiction sans pour autant parvenir à la résoudre clairement. Ainsi, le 14 août 1886, à la question justement d'un lecteur sur « Le devoir socialiste », il répond que croire que « les révolutions sociales se font sur commande » relève d'errements métaphysiques, reproche déjà fait aux anarchistes. Les sociétés humaines n'évoluent pas selon des considérations idéalistes mais selon les possibilités matérielles de vie dépendant de la nature des instruments qui aident l'homme à satisfaire aux besoins de l'existence commune. Le devoir des socialistes révolutionnaires est d'instruire la masse, de la rendre consciente de la solution nécessaire, de l'organiser en vue des luttes qui se préparent afin qu'elle sache le moment venu profiter des circonstances mais pas vraiment les provoquer. « L'émeute n'aboutira jamais qu'à un écrasement stérile, qu'à l'affaiblissement prématuré des forces de la révolution ». Et il peut être d'autant plus optimiste qu'il note, à propos des

événements de Decazeville (« Epilogue », le 16 juin 1886) : « Or, lorsqu'on voit qu'il a suffi de tirer des faits les enseignements qu'ils comportent pour amener au socialisme une population qui l'ignorait, il est clair que la classe laborieuse est prête pour la transformation sociale, que les conditions intellectuelles de son émancipation coexistent avec les conditions extérieures ». On peut noter à partir de là une inflexion sur certains points, une réflexion plus aboutie. Sur la prise du pouvoir et le suffrage universel : l'élection est « un résultat préférable à un soulèvement qui [...] ne s'en terminerait pas moins, dans les circonstances présentes, par une défaite et par un éloignement, toujours pénible à surmonter, de la masse pour les idées vaincues ». Cette participation aux élections, à tous les échelons, est désormais assumée. Dans « La leçon des faits » (5 août 1886), sur le bilan des élections aux Conseils Généraux, il écrit : « L'enseignement qui ressort de ces constatations est que, en régime de suffrage universel, pour sauvegarder l'étiquette républicaine, il faut se résoudre à mettre dessous l'amélioration du sort matériel de la masse. Ceci revient à dire que la République sera socialiste ou qu'elle ne sera pas ». Ce constat le conduit aussi à modifier sa position initiale sur l'autonomie communale (« Pour l'autonomie », 10 juin 1886). « Sans être des dévots de l'autonomie [...] nous serons heureux de tout ce qui contribuera, avec ou sans l'étiquette de l'autonomie, à rendre Paris maître de son administration et de sa police ». Cependant, il admet, se conformant encore et toujours aux faits matériels scientifiquement établis, que pousser à la guerre consciente des classes est une œuvre essentiellement antidémocratique. Pour Gabriel Deville, être démocrate, c'est naïvement ou malhonnêtement dissimuler sous la notion de peuple la réalité de deux classes antagonistes et participer au fonctionnement de la démocratie empêche la classe ouvrière d'acquiescer la volonté de se soustraire à la domination de l'Etat, « la démocratie est dès lors une mystification coupable ». De la même façon se pose la question de la règle de la majorité. Là aussi la position de Gabriel Deville peut paraître paradoxale. Dans un article intitulé « La grève obligatoire » (10 octobre 1886), il répond, à ceux qui critiquent l'obligation faite aux non-grévistes de faire tout de même grève, qu'il ne s'agit là que d'une application de la règle de la majorité sur laquelle repose l'ordre social et politique. Néanmoins, il trouve cette loi du nombre absurde. En répondant aux journaux de la bourgeoisie libérale *Le Temps* et *Le Soleil* (11 et 13 octobre 1886), il précise : « Loin de « proclamer les droits des majorités dans les assemblées politiques », loin de faire cette « concession », j'ai eu précisément soin de déclarer que « cette loi du nombre est scientifiquement absurde »; et ceci ne saurait avoir qu'une « conséquence logique », c'est qu'on doit le moins possible obéir à ce qui est une absurdité, aussi est-ce là mon opinion ». Mais le suffrage universel avec nécessairement la définition d'une règle de légitimité n'est-il pas la manifestation principale d'un régime démocratique, un suffrage universel « transformé

ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation » (« Aux électeurs », 1er novembre 1886) ? Dans ce débat, la question lancinante de la position des socialistes vis-à-vis de la violence n'est jamais très loin. Outre ce qui en a été dit plus haut, le journaliste aborde encore avec des pincettes ce thème le 14 août 1886 à l'occasion du procès intenté à J. Guesde, P. Lafargue, Susini et Louise Michel, accusés d'avoir excité au pillage et au meurtre dans des propos tenus lors d'un meeting au Château d'eau. « Donc, si les socialistes admettent, le cas échéant, le recours à la violence, s'ils constatent la nécessité éventuelle de son emploi, c'est uniquement en vue de la conquête du pouvoir politique ». Une fois ceci accompli, c'est par la loi que le nouveau régime s'appliquera : « mais tant que la légalité courante n'aura pas été préalablement réformée de fond en comble, provoquer au meurtre et au pillage serait, de la part des socialistes, une ineptie ... ». Mais le doute subsiste car, le 11 décembre 1886, il écrit : « la classe bourgeoise, dans sa généralité, comme toutes les classes possédantes, ne capitulera que lorsqu'elle ne pourra faire différemment. Tant qu'elle ne sera pas contrainte à abdiquer, elle s'opposera à tout affaiblissement, même nominal, de sa prépondérance économique ». Si le pouvoir doit être conquis par le prolétariat, les collectivistes commencent à ouvrir son périmètre aux classes moyennes ou du moins une partie d'entre elles. A l'occasion d'un article sur un concours de recrutement à la Banque de France (« Ses fossoyeurs », 13 juillet 1886), Gabriel Deville voit de nouveaux débouchés dans les fonctions administratives et judiciaires « pour les incapables de la moindre tâche productive », car la bourgeoisie a intérêt à « attacher au râtelier de l'Etat ses membres devenus inutiles dans l'œuvre de production », d'autant que « ceux qui manient la plume s'écartent des travailleurs manuels. Ils se solidarisent avec leurs maîtres dont ils secondent l'exploitation pensant en ramasser des miettes ». Avec l'encombrement occasionné par le nombre de candidats dû au développement de l'instruction, il se réjouit un peu naïvement au sujet de la bourgeoisie: « après avoir créé avec les moyens de production modernes les armes qui doivent la tuer, la voici en train de faire des hommes à même de se servir de ces armes et de l'exécuter » car ceux, nombreux, qui échoueront « deviendront des révolutionnaires d'autant moins commodes qu'ils auront eu plus d'envies et plus de désillusions » se rapprochant ainsi de l'ouvrier par la misère commune. Au-delà de ces évolutions intellectuelles de Gabriel Deville, la plus remarquable est celle concernant la République où il fait enfin la différence entre la politique d'un gouvernement dit républicain et le principe même de la République auquel il apporte l'appui des socialistes. De par son passé familial, il y a peu de doute qu'en son for intérieur il ait toujours été républicain mais, face à l'insensibilité de ces gouvernements concernant la question sociale et sa systématique répression violente, il lui était impossible de les soutenir. Il poursuit donc sa dénonciation de

la répression exercée par les opportunistes contre les ouvriers, que ce soit les mineurs de Decazeville ou les ouvriers de la Société française de matériel agricole de Vierzon avec l'envoi systématique de l'armée. « De par la volonté ministérielle, soldats, magistrats et policiers prêtent leur concours le plus zélé aux plus misérables exploités » et garantissent « l'usage de la liberté capitaliste » (« La grève obligatoire », 10 octobre 1886) mais « la liberté est une « guitare » dont on joue pour arriver au pouvoir, et que l'on lâche dès qu'on y est arrivé » et « tant que les uns seront sous la dépendance économique des autres, la liberté ne sera qu'un leurre pour les non-privilegiés » (« A bas la liberté ! », 21 juin 1886). Cependant « entre les mains de la bourgeoisie française, l'étiquette républicaine a dû couvrir tant d'infamies qu'elle en a été compromise ; ses quinze ans de pouvoir ont abouti à la réaction monarchique d'octobre dernier. Or, cette République, bien qu'elle ne soit que nominale, nous ne nous la laisserons pas enlever. Nous savons qu'elle est le dernier terme de l'évolution purement politique, et nous ne voulons pas revenir en arrière. Avec elle, la lutte n'est plus qu'entre capitalistes et salariés. A ceux-ci, les ennemis irréconciliables des capitalistes, à intervenir révolutionnairement pour sauver cette République qu'ils sont en train de perdre, et pour l'universaliser en l'étendant à l'atelier ». Gabriel Deville réalise-t-il peut-être que la République n'est pas aussi solidement implantée qu'il le pensait jusque-là que ce soit face aux monarchistes et cléricaux ou face à des aventuriers du genre de Boulanger qui débute son ascension à ce moment-là. « La tactique d'adhésion à la République est de nature à faciliter, mieux que toute autre, l'action des non républicains en tant que conservateurs du milieu économique actuel... » car avec une république parlementaire, c'est le capitalisme dans son ensemble qui gouverne. « Et ce côté fâcheux, à l'égard des privilégiés, de la forme républicaine, la rend, quel que soit ce qu'elle abrite, cent fois préférable à une monarchie, et doit pousser tout socialiste à toujours la défendre » (« Républicains », 11 janvier 1887).

Ainsi donc, dans ses articles pour le *Cri du peuple*, Gabriel Deville s'est beaucoup attaché à commenter l'actualité politique intérieure et notamment parlementaire, plus comme un journaliste qu'un théoricien de la doctrine marxiste. Il est pourtant un thème annexe sur lequel il est revenu : le mariage, à l'occasion de la dernière pièce d'Alexandre Dumas, « Francillon » (21 janvier 1887). Même s'il est désormais en ménage, son opinion n'a pas évolué : « il est tout naturel que « les femmes du monde » ressemblent extérieurement aux prostituées, puisque la prostitution est pour les unes et pour les autres le fondement de leurs relations sexuelles », « ce qui constitue essentiellement la prostitution, en effet, c'est la subordination des rapports sexuels à des considérations financières. Or, dans notre milieu social, où tout revêt la forme marchandise, le mariage est avant tout un contrat, une affaire ;

il est un règlement de propriété avant d'être une union de personnes ». Et ceci, évidemment, est lié au mode de production. Il est, par contre, un domaine qu'il aborde pour la première fois et contre lequel il s'élève sans ambages, c'est celui des placements dits volontaires ou d'office (« Légalité infâme », 15 octobre 1886) face auxquels il dénonce l'inaction des assemblées parlementaires malgré plusieurs tentatives de réforme. « Or est-il admissible que, au lieu d'être ici comme en toute autre circonstance un simple expert, le médecin soit une sorte de magistrat disposant à sa guise de la liberté des gens ? ».

A la lecture du *Cri du peuple*, on apprend aussi comment des militants comme Gabriel Deville faisaient leur propagande socialiste et on devine l'âpreté, la violence du combat politique dans ces années 1880. Il fait ainsi des conférences historiques sur «Gracchus Babeuf et la conjuration des Egaux », sujet qu'il aborde le 13 juin 1886 puis le 17 novembre dans le cadre de causeries hebdomadaires organisées au deuxième étage du 183, rue St Denis, pour les cours d'économie sociale du « Cercle de la bibliothèque socialiste de l'agglomération parisienne ». « Avec son talent habituel et sa puissance d'analyse, il a traité Babeuf et la conjuration des Egaux ; il a su charmer le public non seulement par la netteté avec laquelle il a traité son sujet mais encore et surtout parce que tous ont compris le travail que comporte une pareille page d'histoire. La séance a été levée au milieu des applaudissements ». Gabriel Deville n'est-il peut-être pas un orateur de meetings mais, contrairement à ce qu'affirme L. Lafargue, il semble quand même savoir parler en public bien que ce genre d'écho soit toujours un peu dithyrambique ! Il faut se rappeler aussi qu'il avait déjà abordé cette période dans les colonnes de *L'Egalité* et il publiera aussi une brochure là-dessus en 1887. On comprend mieux dès lors pourquoi J. Jaurès lui confiera «Thermidor et le Directoire » dans sa future « Histoire socialiste de la Révolution Française».

Gabriel Deville participe aussi à des meetings comme le mercredi 20 octobre 1886 à 8h30 du soir, salle Rivoli, au 104, rue St Antoine. Il est organisé par le Comité Révolutionnaire Central (CRC) de Vaillant, *L'Intransigeant* d'H. Rochefort et le *Cri du peuple* en soutien aux grévistes de Vierzon et aux condamnés du Cher. L'entrée est fixée à 50 centimes et la réunion est présidée par Camélinat assisté des principaux représentants socialistes dont Gabriel Deville. Le samedi 6 novembre, toujours dans la même salle, celui-ci représente le parti socialiste avec P. Lafargue et J. Guesde en présence de L. Michel lors d'un meeting contradictoire proposé par *Le Socialiste*. L'aspect convivial n'est jamais oublié non plus. Il peut prendre la forme d'un banquet comme celui du dimanche 29 août 1886 à 6h du soir précédé à 2h d'une grande fête champêtre. Il s'agit de célébrer le premier anniversaire du *Socialiste*, "organe du Parti ouvrier, sous la présidence du citoyen P. Lafargue assisté des

citoyens Deville, J. Guesde, R. Fréjac" au restaurant Frade, place de l'Eglise à la Celle-St-Cloud. La participation est fixée à 2,75 F. Ou alors c'est un punch-conférence qui est organisé comme le samedi 2 octobre 1886 à 8h30 du soir, salle Gagny, 13, rue de Belleville, pour fêter la remise en liberté de Duc-Quercy et Roche, l'acquittement de J. Guesde, P. Lafargue, Susini et réclamer l'amnistie immédiate de L. Michel et de tous les condamnés politiques. Le produit des entrées à 60 centimes est versé à la caisse des grévistes de Vierzon. D'ailleurs, cet acquittement, « un soufflet pour la domesticité gouvernementale de M. De Rothschild », l'AliBaba des voleurs (« Autour d'un pot », 30 septembre 1886), avait aussi été marqué en privé le dimanche 26 septembre 1886 comme le raconte L. Lafargue¹⁷⁷: « Nous nous sommes réunis dimanche à Clamart pour un « déjeuner des acquittés ». Il y avait là Guesde, Susini, Goullé, Duc-Quercy, Deville, Massart, leurs femmes, leurs enfants et nous-mêmes. Nous nous sommes bien amusés, nous avons mangé, bu, dit des bêtises et flâné dans les bois de Clamart ».

En dehors du *Cri du peuple* et du *Socialiste* où il ne semble pas très actif, Gabriel Deville continue de publier des ouvrages plus théoriques. Ainsi est annoncée le 8 novembre 1886 la parution de sa « forte brochure » *Philosophie du socialisme* « par mon très savant et très gentil collabo » (signé T.) à la Bibliothèque socialiste du parti ouvrier, au prix de 25 centimes. On apprend aussi incidemment que *Le Socialiste* est « rédigé et administré gratuitement » et qu'une souscription a été ouverte le 24 octobre 1886 pour aider au développement du « seul organe du socialisme scientifique tel qu'il est entendu et pratiqué par les Partis ouvriers d'Allemagne, de Hollande, de Belgique, de Danemark, de Suède, d'Espagne et des Etats-Unis » qui est « en même temps qu'un obstacle à toute déviation du mouvement socialiste, [...] un véritable trait d'union entre les têtes pensantes de notre prolétariat et les militants ... ».

En ce qui concerne la violence du débat politique, elle transparaît à travers deux faits : les annonces de duels et les réunions agitées comme celle que les rédacteurs du *Cri du peuple* ont nommé « L'affaire du Tivoli Vaux-Hall ».

Les duels semblent être particulièrement du goût des journalistes et, à ce petit jeu, E. Massard n'est pas maladroit du tout. Gabriel Deville lui sert le plus souvent de témoin. Une première fois, il est accompagné de Georges de La Bruyère, autre rédacteur du *Cri du peuple*, quand Emile Richard de *La Nation* demande réparation à E. Massard au sujet d'un article jugé injurieux. Le duel à l'épée a lieu le mercredi 5 mai 1886 à 3h de l'après-midi derrière les tribunes du Vésinet. Il est prévu plusieurs assauts de trois minutes mais, dès le

177 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 1*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 388

premier, E. Richard est touché dans la région pulmonaire et le combat est arrêté. La deuxième fois, avec E. Fournière comme autre témoin, c'est Derriaz, journaliste au *Radical*, qui demande réparation au même E. Massard. Le duel, encore à l'épée, a lieu le mardi 25 mai 1886, toujours à 3h de l'après-midi au Vésinet. Là encore, le rédacteur du *Cri du peuple*, décidément redoutable duelliste, touche son adversaire à la main droite dès le premier assaut, ce qui met de suite fin à l'affrontement. Enfin, on peut signaler, même si Gabriel Deville n'y est impliqué en aucune façon, la rencontre entre G. de La Bruyère (témoins E. Massard et A. Goullé) et M. Mermeix, le samedi 19 juin à 4h de l'après-midi, au pistolet de tir à 25 pas. Six balles seront échangées, sans résultat. Cette pratique, pourtant condamnée, est bien monnaie courante notamment dans le milieu de la presse où elle fait souvent l'objet d'une publicité.

Il en est de même des meetings qui dégèrent et dont les péripéties sont relatées à la manière d'une véritable rencontre sportive. Un très bon exemple concerne la réunion du 28 novembre 1886 au Tivoli Vaux-Hall¹⁷⁸. Elle était organisée par les républicains opportunistes dont Tolain « l'ouvrier traître à sa classe, le socialiste passé à Versailles, l'ancien membre de l'Internationale arrivé au Sénat sur les cadavres de trente-cinq mille camarades d'atelier », déjà vilipendé à la « une » du *Cri du peuple*. La controverse débute sur le caractère soi-disant privé de cette réunion pourtant annoncée partout dans Paris par de nombreuses affiches et par des invitations envoyées à plusieurs socialistes dont Gabriel Deville qui en viendra à se demander s'il ne s'agissait pas d'une manœuvre pour permettre le lendemain de « triompher du socialisme repoussé par une assemblée parisienne où, aurait-on prétendu, tous sans distinction, même les socialistes, avaient été impartialement admis » (2 décembre 1886). Toujours est-il que ce sont près de 800 personnes qui commencent à pénétrer dans la salle à partir d'1h30 de l'après-midi, certaines visiblement armées de révolvers, gourdins ou couteaux. Les soutiens du *Cri du peuple* ont l'intention de faire taire Tolain et de perturber le meeting. Ils commencent par brandir et placarder le numéro du journal l'attaquant. Un individu tentant un arrachage, « un maître coup de poing le couche sur la banquettes, une bagarre a lieu, l'ennemi opportuniste est vigoureusement repoussé et Judas reste cloué au poteau d'infamie ». C'est alors qu'une partie du public demande, conformément à la loi, la constitution d'un bureau et la nomination d'un président de séance, les seuls habilités ainsi à faire appel aux forces de l'ordre. « A ce moment, les citoyens Massard et Deville, voulant demander la parole en faveur de la constitution du bureau par l'assemblée, se présentent à l'escalier de gauche en regardant l'estrade. A peine commençaient-ils à monter que les gens de l'estrade se précipitent sans la moindre explication sur eux, la plupart, et le sieur Tolain est du nombre, brandissent des chaises pour

178 *Le Cri du peuple*, 30 novembre 1886

les assommer. Un véritable combat s'engage alors, et, pendant que les chaises volent de tous côtés, le citoyen Deville parvient le premier au bureau, le citoyen Robert-Yves Plessis est bon second, et arrivent presque aussitôt le citoyen Rouillon et plusieurs de nos amis. La bande opportuniste fuit effarée, en criant que la séance est levée avant d'avoir été ouverte, Tolain chancelant s'esquive soutenu de chaque côté par un de ses complices, tel le condamné à mort porté par les aides du bourreau ». Le bureau peut être constitué et le citoyen Andrieux est désigné à la presque unanimité. C'est alors que les organisateurs reviennent avec deux sergents de ville « qui gravissent l'estrade où l'un d'eux, le n° 292 du Xe, empoigne, sur la dénonciation de deux braves amis du sieur Tolain, notre collaborateur Deville. Nos amis le dégagent, les deux sergots sont débordés, et le citoyen Andrieux peut enfin prendre place au fauteuil ». Mais bien vite, c'est une « forte escouade de gardiens de la paix, commissaire de police et officier de paix en tête » qui revient. « La réunion est dissoute et les agents font évacuer la salle. Il est trois heures moins le quart ». A la sortie, désignés par certains, « Rouillon et Gabriel Deville sont arrêtés, pris brutalement par le bras et entraînés vers le poste de la mairie du Xe. Cependant devant leurs sommations énergiques, les sergots se décident à les laisser marcher en liberté ». Rouillon, montrant le mouchard, demande qu'il soit aussi arrêté, ce qui est fait. Au commissariat, alors que le mouchard ne demande plus leur arrestation, simplement que leurs noms soient inscrits afin que le comité organisateur puisse porter plainte contre eux pour rembourser les dégâts à la salle, « un aimable gentilhomme [...] hasarde une réflexion » contre les gens du *Cri du peuple*. « Un clic-clac vigoureux lui coupe sa phrase et lui enfle les deux joues. Ce sont les mains droites de Deville et de Goullé qui s'abattent ensemble sur le plat visage de l'insulteur qui, désormais, se tient coi ». E. Vaillant, élu au Conseil municipal de Paris, multiplie les démarches auprès du commissaire, du Préfet pour faire libérer ses camarades mais sans succès. Finalement, huit socialistes, mais pas Gabriel Deville semble-t-il, seront déférés devant le tribunal des flagrants délits. Le *Cri du peuple* titrera en grand : « L'exécution de Tolain », se félicitant de l'avoir empêché de s'exprimer et rappelle au passage qu'il n'avait eu qu'à subir des procédés que lui-même avait déjà employés par le passé comme pouvait en témoigner E. Massard. Il y eut encore quelques suites à cette affaire. Le 7 décembre 1886, le *Cri du peuple* raconte comment La Bruyère aidé par Gabriel Deville puis Duc-Quercy réussit à retrouver un journaliste nommé Peyrouton qui les avait dénoncés. Alors que La Bruyère cherchait à le provoquer en lui crachant dessus pour se battre en duel, il le braqua avec un revolver. La Bruyère annonce alors, s'il refuse le combat, qu'il lui crachera au visage chaque fois qu'il le verra !

En janvier 1887, la crise éclate au *Cri du peuple*. Elle couvait en fait depuis un moment. Déjà, J. Vallès qui est décédé le 14 février 1885 s'inquiétait de la place de plus en plus grande prise par les socialistes révolutionnaires alors qu'il voulait tenir la balance égale entre tous les courants socialistes et ne pas faire du journal « l'organe d'une secte ». En désaccord avec Séverine, la nouvelle propriétaire, et le nouveau rédacteur en chef La Bruyère, J. Guesde, E. Massard, Gabriel Deville, Duc-Quercy, Fournière, Gegout, A. Goullé quittent la publication le 31 janvier 1887¹⁷⁹. Selon L. Lafargue¹⁸⁰, l'élément déclencheur aurait été la volonté de Séverine, de son vrai nom Caroline Rémy, que tous les rédacteurs soutiennent l'anarchiste Duval condamné à mort pour vol. « Non seulement les rédacteurs s'y refusent avec énergie, mais Deville annexe à un communiqué d'un groupe anarchiste une note déclarant que le *Cri du peuple* condamne le vol, aussi bien de la part des anarchistes que de la part des capitalistes ». Cette note serait parue le 28 janvier 1887 si elle n'avait été remplacée par un blanc dans le journal. En réponse à pareille audace, Séverine envoie un ultimatum et déclare que Gabriel Deville doit décamper, ce à quoi les rédacteurs répliquent que ce n'est pas à lui mais à La Bruyère de s'en aller. Ceci étant hors de question pour Séverine, les démissionnaires décident de fonder concurremment un journal à eux, *La voie du peuple*, dont le premier numéro paraît le 2 février 1887. Selon le récit de L. Lafargue du 7 février, le journal doit suspendre sa parution dès le numéro 7, le 8 février. Il reparait le 18 février et sans interruption jusqu'au numéro 35 du 17 mars 1887. « Mais les bailleurs de fonds ont continué à battre froid au journal et non seulement les malheureux rédacteurs n'ont pas de fonds pour faire vivre une publication, mais ils en manquent même pour leur propre pain quotidien. A l'exception de Deville et de Goullé, ils vivent tous au jour le jour et ne peuvent se permettre de travailler pour rien ». Le *Cri du peuple* est passé aux mains des possibilistes et J. Labusquière que L. Lafargue qualifie de notoire incapable ou V. Marouck y sont entrés. La crise atteint son paroxysme au mois de mars. Dans une étrange « une », le *Cri du peuple* du 19 mars 1887 revient sur plusieurs incidents notamment celui opposant le Dr. Guébbard, bailleur de fonds du journal et époux de Séverine depuis le 2 décembre 1885, à Gabriel Deville où celui-ci, contrairement à l'affaire du Tivoli Vaux-Hall, a le mauvais rôle et remplace Tolain dans le récit, toujours aussi précis et sportif, de l'altercation. L'article est intitulé « Agression de Deville. Deville giflé » et évidemment ne donne que la version du Dr. Guébbard. Celui-ci se rendait au restaurant vers le 106, rue Richelieu, le 17 mars 1887 à 8h30 du soir quand Gabriel Deville, embusqué dans un coin, se précipita sur lui. Une rixe

179 A. ZEVAES, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1947, p.144-145

180 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 2*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 11

s'ensuivit au cours de laquelle le médecin braqua un revolver sur son agresseur et le fit ainsi reculer. Un passant intervint pour le désarmer, un attroupement se forma. Gabriel Deville se vanta d'avoir giflé le docteur de même que celui-ci en retour. Guébbard accusa Gabriel Deville d'être un lâche, d'avoir fui « comme vous vous êtes dérobés quand, il y a un mois, je vous ai craché tout mon mépris au visage, en vous disant que j'étais à votre disposition et que j'attendais vos témoins ». Gabriel Deville nia avoir reçu une gifle, « aussitôt un nouveau soufflet bien incontestable celui-là, lancé devant témoins, venait repousser Deville ». Un mécanicien s'interpose, suscitant dans un premier temps la suspicion du journal, « il semblait qu'il eût été aposté là tout exprès pour venir en aide à Deville, suivant les traditions de prudence dont on a vu des exemples depuis plusieurs jours », ce qui en dit long sur le climat de vendetta qui régnait entre les rédacteurs. Mais ce doute était dénué de fondement. En tout cas, tout ce beau monde se retrouvât au commissariat. « M. Deville a en vain essayé d'établir que c'était pour aller ramasser son chapeau (sic) qu'il avait reculé au fond de la voûte lorsqu'avait apparu le canon de revolver ». Le Dr Guébbard répéta qu'il avait annoncé ne pas vouloir se servir de son arme, « j'ai voulu seulement constater que vous êtes un lâche ! Et quant aux coups que vous avez reçus, vous ne les nierez plus, puisque vous en portez la marque au visage ». Sur la même « une », J. Labusquière relate un incident similaire survenu aussi le 17 mars au soir entre La Bruyère et Goullé où ce dernier, à son tour, est traité de lâche ayant peur de se battre en duel après un autre incident survenu le 13 mars. Enfin Séverine publie la lettre d'un ancien employé de l'administration du quotidien qui menace la « misérable cabotine » après avoir été congédié semble-t-il en même temps que les rédacteurs guesdistes. Les rédacteurs du *Cri du peuple* mettent en demeure le 16 mars « MM Deville, Duc-Quercy, Fournière, Goullé, Guesde et Massard » de désigner des témoins afin de « donner au débat la solution qu'il comporte », leur refus pouvant être vu comme un aveu de la fausseté de leurs accusations¹⁸¹. Personne ne leur répond sauf Gabriel Deville et A. Goullé qui donnent leur version dans le *Radical* du 20 mars 1887. Gabriel Deville affirme avoir giflé le Dr Guébbard, reçu en retour un coup de parapluie ayant fait voltiger son chapeau et riposté de la même façon. Le docteur sortit alors son arme mais fut immédiatement saisi à bras-le-corps par un témoin qui, ce fut prouvé, était là tout à fait par hasard. Une fois l'attroupement formé, Guébbard se jeta de nouveau sur Gabriel Deville mais ne le gifla pas, il le griffa juste, celui-ci répliqua. Ils furent de nouveau séparés, puis arrêtés par des agents et conduits au commissariat. Là, la question de l'envoi de témoins fut posée. Guébbard estima être quitte ayant atteint Gabriel Deville mais, ce dernier, accusé d'avoir fui, s'estimait injurié et envoya ses témoins Alphonse Humbert et A. Duc-Quercy à ceux du

¹⁸¹ *Le Cri du peuple*, 18 mars 1887

docteur, J. Labusquière et V. Marouck, anciens compagnons de l'Internationale à Toulouse de Gabriel Deville. Ceux-ci confirmèrent le refus de Guébard d'accorder réparation, estimant l'affaire terminée car les voies de fait commises sur lui relevant d'une « attitude de portefaix », le dispensaient du duel ! Tous ces règlements de compte publics eurent le don d'agacer F. Engels qui s'en ouvre auprès de L. Lafargue le 21 mars 1887. Il s'inquiète ainsi de l'image déplorable que les dirigeants socialistes français donnent à la classe ouvrière internationale. D'autant qu'avec la disparition de *La voie du peuple* le 17 mars, ils n'ont plus d'organe pour répondre mais continuent la polémique : « ...mais la répétition d'un tel acte de la part de Goullé et de Deville après la mort du journal alors qu'ils étaient obligés d'avoir recours au *Radical* me paraît totalement dénuée de bon sens. La version du *Cri* atteint tous les journaux socialistes étrangers ; il en va autrement de celle du *Radical*, à moins qu'on ne l'envoie spécialement ». Tous ces enfantillages, ces querelles de cour de récréation exposées sur la place publique montrent à quel point ces messieurs étaient chatouilleux sur les questions d'honneur bien qu'ils n'hésitent pas pourtant à s'invectiver par tribunes interposées ni même à se battre, se gifler ou se souffleter. Une autre époque ! La presse bourgeoise et républicaine en fait aussi ses choux gras relatant en détail ces péripéties comme *Le Temps* des 19 et 20 mars ou même *La Dépêche de Toulouse* du 19 mars 1887 qui, sans entrer dans les détails, rapporta tout de même les deux rixes mais sans aborder le fond de l'affaire et l'origine profonde du différend. C'est aussi à cette époque, le 26 mars 1887 exactement, que la première série du *Socialiste* prend fin.

5. Le boulangisme et la prise de distance avec le Parti Ouvrier

Comme l'avaient prédit P. et L. Lafargue, Gabriel Deville s'installe dans sa nouvelle vie de couple et se fonde très rapidement dans les standards de la société contemporaine bourgeoise. Il devient ainsi à 32 ans père d'une petite fille nommée Renée Suzanne¹⁸², née le 8 novembre 1886 à 8h du soir, reconnue par ses parents par acte passé le 25 septembre 1886 devant Me Ricard, notaire. La famille est installée alors rue Claude Bernard, n° 11. Les témoins sont P. Lafargue, 44 ans, docteur en médecine, demeurant boulevard de Port-Royal, n° 66 et Jacques Doléris, 33 ans, docteur en médecine, demeurant rue Miromesnil, n° 74. En marge de l'acte de naissance, il est indiqué que par leur mariage le 30 juillet 1902, Gabriel Deville, publiciste, et Marie-Françoise Losset, sans profession, ont légitimé l'enfant. Malheureusement, quelques mois à peine après cet heureux événement, Gabriel Deville aura la douleur de perdre son père, Emile, décédé à Tarbes le 7 avril 1887 à 3h du matin à l'âge de

182 Etat civil, AM Paris 5^e arr., V4E 5738, n° 2744

69 ans. Désormais, il n'y aura plus que sa sœur, Louise, pour le rattacher à sa région d'origine. Dans l'immédiat, la disparition de son père va lui permettre d'hériter un confortable patrimoine. Sa part de la succession conclue devant Me Péré, notaire à Arcizac-Adour, son beau-frère le représentant ainsi que sa sœur, s'élève en effet, tous biens confondus, à environ 165 000 F. C'est ainsi qu'il va pouvoir investir de façon anonyme 12 000 F dans la relance du *Socialiste* dont la deuxième série débute le 11 juin 1887¹⁸³. Posséder de nouveau une tribune est d'autant plus nécessaire que les marxistes sont pris à parti par B. Malon et ses amis dans *La Revue socialiste*. C'est Gustave Rouanet qui mène la charge à partir du 15 mai 1887 et jusqu'en décembre dans une série d'articles intitulée « Le matérialisme économique de Marx et le socialisme français ». Il y reprend les principales critiques adressées aux marxistes français comme leur fanatisme d'église et leur fatalisme lié à leur conception matérialiste de l'histoire. Mais il porte aussi le conflit sur l'origine allemande de ce courant philosophique qui lui paraît ne pas correspondre à la tradition française. « Nous voudrions donc montrer, par une analyse critique, à la fois des bases philosophiques de Marx et des applications qu'on a faites de ses théories dans le domaine pratique, dans la constitution des partis socialistes militants, les points qui nous paraissent en contradiction avec le tempérament français et souvent aussi avec la vérité¹⁸⁴ » (15 mai 1887). Dès le 11 juin, dans le premier numéro du nouveau *Socialiste*, Gabriel Deville répond. La controverse durera toute l'année. Signe que les arguments des réformistes de B. Malon ont fait mouche, Gabriel Deville y reviendra presque 10 ans plus tard dans la préface de ses *Principes socialistes*. Il expliquera notamment, comme il l'avait déjà fait le 26 novembre 1887 dans *Le Socialiste*, l'origine et le contexte de l'expression « parti du ventre » abondamment reprise pour mieux souligner l'étroitesse de la doctrine marxiste alors que *La Revue socialiste* revendique un « socialisme intégral » c'est à dire un socialisme qui prend en compte les aspects politiques, religieux et pas seulement économiques et matérialistes pour expliquer le sens de l'histoire. Gabriel Deville raconte que la phrase de J. Guesde tirée d'un article du *Citoyen* du 22 juillet 1881 n'était qu'une expression pour intéresser les masses et non une thèse marxiste, dans le contexte d'un débat sur la nature des candidatures ouvrières, candidatures de manuels ou de classe. Sur l'origine allemande du marxisme, il s'étonne de la polémique : « C'est une sottise indigne de toute discussion ». Il rappelle ainsi que personne n'a reproché au nouveau Président, Félix Faure, négociant havrais, d'avoir été un des premiers, après 1870, à renouer des relations commerciales avec Hambourg ou que Wagner, Kant, Schopenhauer étaient

183 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 31

184 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 185

aussi allemands comme Roetgen sans parler des catholiques français qui se donnent pour chef un Italien. En 1896 donc, Gabriel Deville en profite donc pour régler définitivement son compte à B. Malon, celui qui s'était rêvé par dessus tout en « chef d'école » mais dut se limiter au cercle de la *Revue socialiste* défendant un socialisme « bon tout au plus pour les francs-maçons et les spirites ». La valeur et l'action de B. Malon sont surfaites, il faut dire la vérité sur son œuvre ; quant à sa prétention de vouloir « compléter » le marxisme, Gabriel Deville ne trouve « rien de plus burlesque ». Quant à lui, il « récuse l'autorité de Malon en toute matière¹⁸⁵ ». Même 10 ans après, le ressentiment personnel est toujours très fort !

Cette opposition que fait G. Rouannet entre tradition française et tradition allemande n'est peut-être pas tout à fait fortuite et doit être reliée au contexte politique qui voit le général Boulanger, le général Revanche, débiter sa fulgurante ascension. En avril 1887 par exemple, l'affaire Schnaebelé, ce commissaire de police attiré dans un guet-apens et arrêté en territoire allemand par un homologue germanique, est à deux doigts de dégénérer en conflit. La tension entre les deux pays est à son comble en ce printemps 1887. Cette poussée nationaliste personnalisée par ce général, au départ soutenu par les radicaux de Clémenceau, ne va pas manquer de diviser les socialistes et d'opérer ainsi un tri dans leurs rangs. En attendant, *Le Socialiste* se focalise encore sur la controverse avec *La Revue Socialiste* et pour F. Engels (lettre à L. Lafargue du 11 octobre 1887) « sous sa nouvelle forme [il] marque un progrès considérable sur ce qu'il était avant. Paul ne pouvait pas tout faire, et ses propres articles ont quelque chose de plus achevé depuis qu'il n'a plus tout le fardeau sur les épaules. Cela fera du bien à Deville de donner un article toutes les semaines : il lui manquait l'entraînement journalistique et ses articles deviennent moins pesants ». Car, désormais, ils sont signés, ce qui doit faire plaisir à L. Lafargue. Hélas, l'embellie sera de courte durée puisque le journal disparaît le 4 février 1888, ce qui ne chagrine pas celle-ci : « *Le Socialiste* est mort. Il avait retrouvé un semblant de vie grâce à un petit apport d'argent de Deville mais il était virtuellement mort depuis longtemps et il était temps de procéder à son enterrement. Est-il possible à la longue de maintenir un journal que le public refuse de soutenir ? ». Du coup, les guesdistes se retrouvent de nouveau sans tribune alors que le boulangisme atteint son acmé. Mais est-ce vraiment un problème ? Au moins cela leur évita-t-il d'étaler au grand jour leurs divergences. Déjà, entre 1882 et 1890, le Parti ouvrier n'organisa qu'un seul congrès, en 1884 à Roubaix. De fait son organisation demeure très lâche, les groupes locaux bénéficient d'une assez large autonomie et marchent en ordre dispersé, par manque aussi d'échelons intermédiaires. La « trinité collectiviste » indique surtout la ligne du parti dans ses articles quand elle dispose d'un organe de presse. De fait, elle renonce à la direction de tout

185 G. DEVILLE, *Principes socialistes*, Paris, V. Giard et E. Brière, 1896, p. XXI-XXV

mouvement de masse et ne pèsera pas beaucoup dans le bouillonnement populaire boulangiste. Il faut cependant souligner, avec une certaine admiration, que leur engagement relève d'un véritable don de soi, d'une bonne volonté et d'un dévouement à toute épreuve, d'une foi extraordinaire en un avenir meilleur d'autant, on l'a vu, que « la répression gouvernementale et judiciaire s'abat aussi durement sur ces pionniers » et que les effectifs ne sont estimés qu'à 2 000 adhérents en 1889¹⁸⁶. Mais les premières lézardes sont apparues dans la direction tricéphale du Parti ouvrier. P. Lafargue, en octobre 1887, menaçait déjà de quitter l'Agglomération parisienne et Gabriel Deville envisage également de se retirer en décembre 1887. J. Guesde le prie « au nom de notre amitié et de l'intérêt du Parti » de ne pas maintenir sa démission¹⁸⁷. Indirectement, le général Boulanger va exacerber ces tensions d'autant que le positionnement des guesdistes va continuer à être fortement influencé par le combat toujours vivace contre les possibilistes pour le contrôle du mouvement ouvrier. Ceux-ci, sous la houlette de Joffrin, Brousse et Allemane s'engagent très vite et sans ambiguïté contre Boulanger, n'hésitant pas à s'allier aux opportunistes et radicaux. Ils avaient déjà participé, le 21 avril 1888, à la création d'un « Comité central de propagande socialiste et antiboulangiste » visant à regrouper tous les courants socialistes contre l'ennemi commun pour la défense de la République. Ils considèrent celle-ci comme l'instrument nécessaire à toute émancipation mais il faut en finir avec la forme parlementaire sans toutefois la remplacer par une forme dictatoriale et plébiscitaire mais par une forme qui fasse toute sa place au peuple. Le 7 mai 1888, dans leur journal, *Le Parti ouvrier*, ils publient un nouveau manifeste de défense républicaine. Les blanquistes qui avaient déjà fraternisé fin 1887 avec la Ligue des Patriotes de Déroulède et rencontré secrètement Boulanger le 21 mars 1888 restent sourds à cet appel¹⁸⁸. Mais les guesdistes aussi.

Pour l'instant, Gabriel Deville est plus intéressé par un nouveau résumé du second volume du *Capital* en cours de traduction. « Deville voudrait faire publier le résumé ; il vous écrira à ce sujet ; je lui ai déjà dit que probablement vous ne seriez pas disposé à lui accorder cette autorisation tant que le volume ne sera pas imprimé en français. D'ici que la traduction et le résumé soient faits, il y a du temps » écrit P. Lafargue à F. Engels le 24 avril 1888. Le même jour, Gabriel Deville s'enquiert auprès de F. Engels de sa correcte interprétation d'une formule mathématique¹⁸⁹ confirmant ainsi qu'il travaille très sérieusement sur un résumé du deuxième volume qui, finalement, ne paraîtra jamais. Au passage, la démarche traduit le rôle

186 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 40-41

187 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 77-80

188 J. GARRIGUES, *Le général Boulanger*, Paris, Olivier Orban, 1991, p. 156-159

189 RGASPI, Moscou, 1_5_4830_001 et 002, 24 avril 1888

de guide toujours précieux et incomparable que l'allemand joue encore pour les guesdistes. Celui-ci donnera un satisfecit pour sa bonne compréhension à Gabriel Deville, ce qui le réjouira fort.

P. Lafargue aborde également dans cette même lettre le cas Boulanger : « Je ne crois pas que Boulanger sache tirer parti de sa popularité ; il ne songe qu'à jouir et à se pavaner ; il est entouré de gens louches qui l'exploiteront ». Le 1er mai 1888, il publie dans *L'Intransigeant* un article intitulé : « Le boulangisme et les parlementaires ». « Mais pourquoi être si fort effrayé d'un homme qui ne dispose pas de la force armée ? [...] Ce n'est pas du général Boulanger que les parlementaires devraient avoir peur, mais des électeurs qui l'élisent ». Pour lui, le boulangisme a une certaine légitimité car à qui la faute si Boulanger « a pu conquérir une si rapide et si étonnante popularité » si ce n'est à la politique désastreuse menée depuis 17 ans par les opportunistes. « Nous marchons non pas à la dictature mais à la révolution ». Et les radicaux, récemment arrivés au pouvoir après la chute du cabinet Ferry, se sont empressés de s'allier aux opportunistes et d'employer « les possibilistes, qui avaient fait le jeu de Ferry lors de l'élection présidentielle ». P. Lafargue renvoie dos à dos le gouvernement et les boulangistes. La position du Parti ouvrier est encore plus explicite dans un communiqué de son agglomération parisienne parue dans le journal républicain d'A. Edouard Portalis, *Le XIXe siècle*, du 18 mai 1888. Rappelant que le vote Boulanger n'est que « l'expression menaçante du mécontentement général contre une République qui n'a été que la République des capitalistes » et que « l'agitation anti-boulangiste menée par les radicaux et les opportunistes [...] n'a d'autre but que de tromper les travailleurs et de les détourner de la poursuite de la révolution sociale », le prolétariat français doit éviter le piège qui lui est tendu, les militants du parti doivent « se consacrer exclusivement à la propagande socialiste révolutionnaire, en se maintenant sur le terrain de la lutte des classes ». Et de conclure, pratiquement dans les mêmes termes que P. Lafargue : s'il y a péril, il n'y a qu'à armer le peuple et il n'y aura alors pas « plus lieu de craindre l'invasion aux frontières que la dictature à l'intérieur ». Visiblement l'article a plu à F. Engels, ce dont P. Lafargue se réjouit dans un courrier du 14 mai 1888 : « Je suis heureux de voir que vous approuvez mon article sur le boulangisme ; beaucoup de socialistes ont peur du général et voudraient se lancer dans l'agitation anti-boulangiste et c'est pour les en empêcher que j'ai écrit ». Il considère qu'il n'y aurait danger qu'en cas de mort de l'empereur allemand, mal en point à cette époque, reconnaissant implicitement le danger nationaliste, revanchard, militariste représenté par le général, ce qui aurait quand même dû interpeller un socialiste internationaliste comme lui. C'est peut-être aussi cette dimension du personnage qui effraie les autres socialistes dont il parle. Incidemment, on apprend dans ce courrier que ce même 14 mai 1888, les Lafargue,

domiciliés au Perreux, vont déjeuner à Paris avec Bernstein chez Deville et que ce dernier «se met à la traduction du *Capital* ». Peut-être faut-il plutôt entendre au résumé sur lequel il travaille depuis quelques semaines déjà car Gabriel Deville ignore l'allemand jusqu'à preuve du contraire. Il a probablement débuté ce travail après la publication, vers le début avril, chez Calmann-Lévy d'« extraits coordonnés » sur « La femme et l'amour selon H. de Balzac », «un volume particulièrement piquant et attrayant » selon *Le Temps* du 22 avril 1888. Il ne manque pas d'en envoyer un exemplaire à F. Engels « pour la futilité duquel je plaide les circonstances atténuantes ; cela a été fait en manière de passe-temps. Ne le considérez, je vous prie que comme une preuve d'affectueux souvenir¹⁹⁰ » explique-t-il. Celui-ci, néanmoins, lui exprimera sa reconnaissance car, écrit-il, « après Cervantès, Balzac est, à mes yeux, le plus grand romancier de tous les temps, en même temps que l'historiographe le plus fidèle de la société française de 1815 à 1848. J'aime Balzac sous toutes les formes¹⁹¹ ».

Gabriel Deville paraît avoir pris quelque distance avec le journalisme et le militantisme politique. Sa vie sentimentale et familiale est plus sûrement au cœur de ses préoccupations alors qu'il va devenir père pour la seconde fois. En effet, le 10 septembre 1888, à 7h du soir, naît Andrée Marcelle Deville¹⁹², reconnue par ses parents devant le notaire Me Ricard le 25 juillet 1888 et légitimée par leur mariage le 30 juillet 1902. La famille demeure toujours au 11, rue Claude Bernard et les témoins sont E. Basly, 34 ans, député de la Seine, demeurant rue Mouffet, n° 152 et Z. Camélinat, 47 ans, député de la Seine, demeurant rue de Belleville, n° 138 (?). Pour l'heure donc, il semble davantage s'en tenir au « ni-ni » prôné par J. Guesde qu'aux manœuvres politiciennes tentant P. Lafargue et se tenir prudemment à l'écart des controverses. N'ayant plus de tribune, c'est dans *La Cocarde*, journal nouvellement créé en soutien au général Boulanger, que la Fédération du Centre du Parti ouvrier fait publier, le 26 juin 1888, un manifeste. Elle se tient sur le strict terrain de la lutte des classes. Boulanger comme les opportunistes ou les radicaux symbolisent la classe bourgeoise opprimante, ce que les possibilistes en s'acoquinant avec eux ont oublié. Sous prétexte de dictature à venir d'un homme, ils cimentent la dictature présente d'une classe. Il ne s'agit alors que d'un conflit interne à la classe bourgeoise. « Tout en condamnant autant que possible la charlatanerie plébiscitaire d'un ancien fusilleur de Mai, nous ne pouvons pas plus être anti-boulangistes que boulangistes. Socialistes, nous sommes et devons être uniquement pour l'organisation des forces ouvrières contre l'ensemble des partis bourgeois. Nous n'avons donc à faire le jeu d'aucune fraction de la classe ennemie ».

190 RGASPI, Moscou, 1_5_4830_001, 24 avril 1888

191 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Sociales, 1969, p. 188

192 Etat civil, AM Paris 5^e arr., V4E 5745, n° 2271

Car la popularité de Boulanger ne résulte que de la politique désastreuse des républicains depuis 17 ans avec son lot de crises parlementaires, de scandales, son inaction dans la crise économique qui sévit depuis 1882 et aggrave la misère ouvrière. Et la seule réponse apportée aux mouvements sociaux fut une répression de plus en plus féroce. Alors comme, depuis 1815, une révolution éclate en France à peu près tous les 20 ans, c'est elle que voit poindre P. Lafargue dans son article de *L'Intransigeant*, « nous marchons non pas à la dictature mais à la révolution ». Pourtant la Fédération du Centre n'exclut pas la mauvaise tournure possible des événements : « certes, si on le laissait se manifester exclusivement sur le nom de Boulanger, le mécontentement populaire se présenterait sous une forme pouvant devenir dangereuse ». Le malaise, l'embarras des guesdistes, et pas qu'eux, face au général est patent et ne va cesser d'aller grandissant. Une fois de plus, il provient d'une absence de clarification entre le socialisme et la République, de leur conception assez schématique de l'Etat et du parlementarisme. « Dans la pratique, Guesde tend à sous-estimer l'importance pour le prolétariat des institutions républicaines et des réformes démocratiques ». Et la foi dans « une révolution fatale et imminente [conduit] les guesdistes à mépriser toute possibilité pour la classe ouvrière d'utiliser les libertés républicaines¹⁹³ ». S'en tenir à la seule lutte des classes leur évite encore cet aggiornamento doctrinal. Pour les possibilistes qui voient aussi une occasion de s'opposer à eux, c'est tout le contraire. Ils mettent en avant le danger césariste, la dictature, le retour à 1851 pour justifier leur union avec les radicaux dans la « Société des Droits de l'Homme et du Citoyen ». Mais, tout en reconnaissant, eux aussi, la lourde responsabilité des gouvernements républicains qui ont concouru « à grossir la foule indifférente et sceptique sur les questions d'intérêt général » et à fournir « un instrument précieux de démolition républicaine à tous les conspirateurs bonapartistes et orléanistes », ils ont clairement identifié le sens du combat. « Il n'y a aujourd'hui d'autre alternative qu'entre la liberté sous la République ou la dictature monstrueuse d'un plébiscité » et les socialistes doivent néanmoins défendre cette « République rudimentaire, parce qu'ils peuvent du moins y propager leurs principes ». Et quel modèle peut représenter la France pour les socialistes européens alors « qu'elle ne sait pas encore si elle sera monarchie ou République¹⁹⁴ » ? C'est pourquoi, afin de régler définitivement ce dilemme, Jean Allemane propose de supprimer la présidence, « cette défroque royale ou consulaire » pour installer définitivement « la République, cette chose de toutes et de tous, cette personnification de l'égalité et de la solidarité ». Cependant, taire les inégalités et les problèmes sociaux et « placer en première

193 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 36

194 *Le Parti ouvrier*, 6 mai 1888

ligne la suppression de la présidence de la République » paraît une réponse bien légère surtout compte tenu de ses pouvoirs déjà très réduits¹⁹⁵.

Après avoir cru à la fin du boulangisme, la perspective des élections parisiennes du 27 janvier 1889, va raviver les tensions et l'embarras des blanquistes et des guesdistes. Le danger boulangiste retrouve un second souffle depuis la fin de l'été 1888. Les positions de Gabriel Deville comme celles de ses collègues sont tout aussi fluctuantes. Comme souvent, il adhère aux positions de J. Guesde et son « ni-ni » pour une action autonome, une troisième voie bien plus qu'à celles de P. Lafargue qui, minimisant toujours le danger de dictature que représente Boulanger, pense que le boulangisme peut « revêtir une forme socialiste si on le laisse se développer librement¹⁹⁶ ». La situation est d'autant plus délicate que les élections partielles où des candidatures autonomes socialistes sont présentées montrent bien la faiblesse des guesdistes et le large soutien dont bénéficie le général Boulanger dans le mouvement ouvrier. Le positionnement de Gabriel Deville est confirmé par L. Lafargue le 27 décembre 1888 : « Les lettres de Paul vous expriment ses conceptions personnelles et non, dans le cas du mouvement boulangiste, celles des collectivistes pris en général. Ni Guesde, ni Deville n'ont eu à ce sujet un point de vue tout à fait identique. Les collectivistes de Paris sont bâillonnés depuis la mort du *Socialiste* mais Guesde et d'autres ont attaqué les boulangistes dans les journaux de province dont ils ont pu disposer ». Elle souligne également un point que pourtant ils n'ont guère critiqué : le nationalisme de Boulanger ; « les marxistes ont été le seul parti antichauvin en France ». Le 2 janvier 1889, F. Engels se montre rassuré mais reste méfiant¹⁹⁷ : « Je suis content d'apprendre que la boulangite a été une maladie personnelle de Paul, bien que *Le Parti ouvrier* prétende que Guesde et Deville s'en sont laissé imposer par lui ». Néanmoins il se plaint du silence et du manque de clarté de P. Lafargue surtout dans la perspective du Congrès ouvrier international de Paris de juillet 1889. Pour cela, F. Engels demande « une déclaration claire et sans équivoque, [sur] ce que nos amis peuvent attendre de lui et des autres en ce qui concerne la manie boulangiste. Et le plus tôt sera le mieux : il n'y a guère de temps à perdre ». Et de revenir sur une autre ambiguïté des guesdistes : « Je n'ai jamais mis en doute le caractère authentiquement antichauvin des marxistes, mais c'est justement pour cela que je ne puis concevoir comment ils pourraient songer à une alliance ouverte ou déguisée avec le parti qui tire presque toute sa substance du seul chauvinisme ». Dans cet échange, F. Engels fait allusion à un article

195 *Le Parti ouvrier*, 7 mai 1888

196 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 37

197 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 2*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 194 et 198

anonyme, signé par un « ex-aggloméré » mais publié par *Le Parti ouvrier* du 28 décembre 1888. Au-delà de la dénonciation des intrigues des marxistes contre les possibilistes lors des Congrès de l'Union Fédérative du Centre du Parti ouvrier, l'auteur relate une réunion où l'on discuta « la question de savoir s'il était profitable à l'Agglomération de continuer la campagne anti-boulangiste comme Guesde l'avait commencée ou si, au contraire, il ne serait pas plus adroit de profiter du mouvement boulangiste qui ralliait les mécontents ». Selon ce témoignage évidemment orienté et peu digne de confiance, P. Lafargue aurait prétendu qu'il fallait profiter de la naïveté de la masse ouvrière et qu'une fois au pouvoir l'on aurait raison de Boulanger (monarchistes et bonapartistes faisaient le même calcul). J. Guesde, très probablement préparé par ses amis E. Vaillant, P. Lafargue et Gabriel Deville aurait déclaré alors que, sur beaucoup de points, P. Lafargue avait raison et que le meilleur était pour les agglomérés de n'être « ni boulangistes ni anti-boulangistes ». L'ambiguïté de P. Lafargue avait clairement été identifiée par ses adversaires qui tentaient ainsi d'y impliquer tous les guesdistes. Ces déclarations provoquèrent un gros tumulte au cours duquel, toujours selon cet anonyme, Lépine aurait vertement critiqué Gabriel Deville : « Vous avez été un chaud partisan de la coalition en 1885¹⁹⁸; il serait indigne de votre part de refuser, en présence du péril boulangiste, la coalition avec des radicaux et des révolutionnaires ». Il aurait été intéressant de connaître la réponse de Gabriel Deville s'il en fit une. Car c'est à ce moment qu'un dénommé Hennet aurait déclaré que c'était le seul moyen de forcer les portes du Parlement et de voir J. Guesde, P. Lafargue et Gabriel Deville au Palais-Bourbon ! Plus tard, dans un télégramme, ce dernier aurait qualifié de traîtres ces anti-boulangistes qui fondèrent le groupe « L'idée nouvelle ».

Encore une fois, malgré les réserves que l'on peut émettre devant ce témoignage anonyme, en cette fin 1888- début 1889, Gabriel Deville apparaît bien indécis et peu clair. L'ampleur du mouvement de protestation populaire le trouble, l'interpelle au point de ne plus savoir quelle est la meilleure stratégie à adopter. Car, s'il est présenté ici comme plutôt proche des positions de P. Lafargue et E. Vaillant, il existe un autre document qui tendrait à accréditer ce rapprochement. Il s'agit de l'extrait d'un rapport de police en date du 2 décembre 1888¹⁹⁹ qui dit ceci : « Deville est devenu presque blanquiste depuis la fondation de la « Ligue de la Défense de la République ». Comment l'interpréter à défaut de savoir ce qu'était cette Ligue ? Sans compter que, même si les blanquistes semblaient avoir une position de neutralité entre opportunisme et boulangisme, une grande partie d'entre eux était

198 Au second tour des législatives de 1885, devant « le péril réactionnaire », une liste de concentration républicaine comprenant des modérés, des radicaux socialistes, des socialistes se forma et fut élue en entier raflant tous les sièges de la capitale.

199 APP, BA 1515, Rapport du contrôle général, extrait dossier n° 2000-791

plutôt sur une complicité objective avec la ligne boulangiste d'Eudes, disparu le 5 août 1888, et reprise plus tard par Granger. E. Vaillant qui prit la suite sembla bien hésitant lui aussi, bien fluctuant et ses prises de position successives assez déconcertantes, cependant G. Candar le considère comme pleinement anti-boulangiste et ayant fait le choix de la République²⁰⁰. De quels blanquistes parle alors cette note pour situer Gabriel Deville ?

Plusieurs réunions ont lieu pour choisir le candidat républicain face à Boulanger le 27 janvier 1889. Les guesdistes se réunissent le 5 janvier 1889. L'Agglomération parisienne considère « qu'il faut protester en même temps contre le parlementarisme qui a compromis la République et contre le prétendu sauveur qui la menace ». Elle envisage « d'abord le salut de la forme républicaine » et la nécessité « d'affirmer sur un nom l'urgence des réformes sociales hors desquelles il ne saurait y avoir de salut pour la République ». Après une vive discussion et sur proposition de P. Lafargue, elle se rallie à la candidature d'Hovelacque, « radical accentué²⁰¹ », « citoyen apte à concentrer tous les suffrages républicains et capable au besoin d'agir aussi résolument contre le péril Boulanger que contre le péril Ferry en décembre 1887²⁰² ». Le lendemain, 6 janvier 1889, se tient le congrès républicain et finalement, après deux tours de scrutin, c'est le radical très modéré Jacques, président du Conseil général de la Seine, qui l'emporte devant Hovelacque. Cela change tout pour les guesdistes. Vaillant, sollicité dès la fin décembre 1888, avait déjà refusé pour les blanquistes mais le nom de Boulé, animateur de la grève des terrassiers parisiens de l'été 1888, durement réprimée, avait été déjà proposé. Un Congrès socialiste, rassemblant guesdistes et blanquistes, se tient le 8 janvier 1889. Les blanquistes ont bien préparé leur coup et tiennent la salle. Malgré les interventions de Gégout et P. Lafargue qui réclament l'abstention faute d'argent pour la campagne et devant le refus renouvelé d'E. Vaillant qui pense, comme par hasard mais aussi comme J. Guesde, qu'il faut un candidat ouvrier bien connu qui ne soit pas chef de groupe²⁰³, c'est donc Boulé qui est choisi. Ce personnage subalterne est toutefois contesté car certains socialistes estiment qu'il est déjà boulangiste et se montrent fort mécontents contre J. Guesde qui a approuvé E. Vaillant et l'accusent de s'être défilé. Des rumeurs commencent à circuler concernant de l'argent touché par Boulé de la part de Granger et Rochefort. S'il n'y a aucune preuve formelle, on peut toutefois remarquer que tout son comité électoral passera plus tard chez les boulangistes et que lui-même se

200 G. CANDAR, *Edouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018

201 B. JOLY, *Aux origines du populisme. Histoire du boulangisme (1886-1891)*, Paris, CNRS Editions, 2022, p. 542

202 *Le Temps*, 7 janvier 1889

203 *Le Temps*, 10 janvier 1889

présentera sous cette étiquette en Haute-Marne lors des législatives de septembre 1889. Compte tenu de la forte attirance des blanquistes pour le général à cette époque, il n'est pas interdit de penser que cette candidature leur ait permis de ne pas avouer explicitement leur préférence et ait pu servir Boulanger²⁰⁴. En tout cas, peut-être pour la première fois, Gabriel Deville est critique et s'oppose à J. Guesde car il ne soutient pas la candidature Boulé. Ce fait, confirmé plus tard par lui-même, apparaît déjà dans une correspondance avec Fortin, autre opposant, en date du 14 janvier 1889²⁰⁵. Est-ce le point de départ de l'éloignement progressif des deux leaders du Parti ouvrier même s'il y avait déjà eu une alerte en décembre 1887 ? Dans l'immédiat, Boulanger triomphe largement à Paris, au-delà même de ce que pouvaient redouter les républicains, et la candidature Boulé n'est pas seule responsable de cet échec, ce qui atténue malgré tout la responsabilité des guesdistes et des blanquistes.

Le *Cri du peuple* passé aux blanquistes depuis le 30 août 1888, en l'occurrence au boulangiste Rochefort, disparaît, du moins pour cette série, le 10 février 1889. C'est dans ce dernier numéro que Gabriel Deville revient sur le boulangisme dans une tribune intitulée « Contradictions ». D'emblée, il affirme : « Je n'ai jamais été boulangiste et ce n'est pas parce que le boulangisme triomphe que je changerai. Mais si je puis m'expliquer les causes du boulangisme et de ses succès, il est des antiboulangistes dont la façon d'agir ne me paraît guère compréhensible ». Précision d'autant plus nécessaire que s'ensuit une longue diatribe contre les antiboulangistes gouvernementaux. Car « d'où est sorti Boulanger ? Du besoin que la classe possédante a de l'armée pour mater les dépossédés récalcitrants ; aussi toutes les fractions de cette classe courtisent-elles l'armée et ses chefs ». Et « d'où est sorti le boulangisme ? De la déception et du mécontentement de la masse ouvrière et paysanne pour le soulagement de laquelle rien n'a été effectué ». Ce constat n'apporte rien de neuf tant il est conforme à l'analyse récurrente des guesdistes, tant il se contente de désigner des boucs-émissaires sans pousser l'analyse sur la nature même du boulangisme ni donc sur la question de la défense de la République. D'autant que dans la suite de l'article, Gabriel Deville tend plutôt à minimiser le danger se rapprochant de la position de P. Lafargue bien qu'un peu plus nuancée. Le boulangisme « mettant, dit-on, la République en péril, on s'écrie qu'il faut la sauver à tout prix. Soit, nous en sommes ». Il y a plus enthousiaste ! Et il ne nous dit pas comment ils en sont, comment concrètement les guesdistes comptent agir. Le seul problème pour eux est de le faire « avec ceux qui la perdent, sciemment ou non » et il revient à la charge sur la question des responsabilités. « Il est une majorité parlementaire qui, après avoir

204 B. JOLY, *Aux origines du populisme. Histoire du boulangisme (1886-1891)*, Paris, CNRS Editions, 2022, p. 547-548

205 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, note p. 38

disposé pendant des années du gouvernement, des lois, du budget, de la naïveté publique, n'a su aboutir, avec toutes ces forces, qu'à allumer le foyer du boulangisme, et, pour éteindre ce foyer, il faudrait s'acoquiner à ceux qui l'attisent ! ». « Si la République est menacée, c'est que rien n'a été fait pour la satisfaction des intérêts matériels de la masse ». Il poursuit en dénonçant le climat entretenu par le gouvernement. « Cet état d'esprit [le boulangisme] n'exprime que la condamnation de la politique subie jusqu'à ce jour et de ses auteurs et complices, on affecte de ne voir que les vellétés de césarisme qui peuvent bien hanter la cervelle de M. Boulanger et de quelques autres, mais qui sont aussi étrangères à la masse électorale que pouvaient l'être, de l'avis même de ceux qui parlent aujourd'hui de césarisme, les vellétés de restauration monarchique lors du triomphe des conservateurs en 1885 ». Ce dernier point semble donc contredire le témoignage suspect relevé plus haut concernant justement l'attitude de Gabriel Deville lors du second tour de ces législatives de 1885. Ensuite, aurait-il oublié l'épisode de 1851 qui vit pourtant ses oncles sanctionnés et exilés alors que Napoléon III, massivement élu en toute légalité, abolissait la République pour la remplacer par l'Empire ? Après le triomphe boulangiste à Paris, cet optimisme pour la République peut sembler quelque peu inconscient. Malgré tout, nous n'en savons pas plus sur le fond de l'analyse du phénomène Boulanger. Ce texte apparaît plus comme un justificatif un peu alambiqué, un peu langue de bois. Gabriel Deville ne sort pas encore d'un cadre très marxiste, très lutte de classes. Il ne considère la phase républicaine que comme une étape intermédiaire dans l'avènement inévitable d'une révolution menant au socialisme. D'ailleurs, il estime que la République ne sera sauvée que par la satisfaction des revendications socialistes et que les scandales parlementaires et le boulangisme ne sont que « les phases malpropres » de la dissolution des conditions d'existence de la société bourgeoise. Il n'est donc pas anodin qu'il termine par une citation de Marx. « Dans l'histoire comme dans la nature, a écrit Marx, la pourriture est le laboratoire de la vie. Et c'est là une vérité que l'on peut, je crois, reconnaître sans devenir suspect d'aimer les asticots ». Bref, c'est la destruction créatrice ! A la lecture de ce texte, on reste un peu sur sa faim. Les considérations tactiques ont, semble-t-il, pris le pas sur une analyse plus fouillée du même thème lancinant, éminemment politique et français : les rapports des guesdistes avec la République. Pourtant, Gabriel Deville paraissait avoir franchi un palier sur cette question. Ici, il apparaît prisonnier d'une certaine vulgate, d'une lecture sommaire du marxisme dont on mesure les limites face à la situation politique contemporaine et surtout face à la montée du nationalisme. Au final, l'essentiel du débat sur la meilleure attitude à adopter face à Boulanger reposait sur la perception des rapports de force en œuvre et donc du réel danger que le général représentait en termes de liberté et pour la République. Gabriel Deville,

comme la majorité des guesdistes, mesurait-il suffisamment leur faiblesse dans le prolétariat pour se permettre d'adopter cette position de « pureté doctrinale » ? F. Engels ne manquera pas toutefois de fustiger leur capitulation sans combat devant la vague nationaliste, sous-estimant sûrement la difficulté dans une France humiliée par la défaite de 1870 et gardant toujours dans un coin de la tête l'idée de revanche. Ne jamais en parler mais toujours y penser. Après la disparition du *Cri du peuple*, il est envisagé son remplacement par une nouvelle *Egalité* dont la rédaction serait composée de E. Vaillant, Granger, Place pour les blanquistes, de J. Guesde, P. Lafargue, Gabriel Deville pour les marxistes, Hovelacque, B. Malon, Fiaux et Boulé²⁰⁶. Gabriel Deville ne semble pas avoir donné suite à cette proposition et guesdistes et blanquistes seront évincés deux semaines plus tard²⁰⁷.

Le raz-de-marée boulangiste à Paris va continuer à empoisonner les relations dans les deux courants. F. Engels mettra encore les guesdistes sous pression après les affirmations, en mai 1889, du journal anglais *The Star* selon lequel le comité Boulé aurait reçu de l'argent boulangiste, malgré les dénégations de son trésorier. Dans une lettre à P. Lafargue du 11 mai 1889, il demande à « Vaillant, Longuet, Deville, Guesde et tutti quanti » de réagir : « ... ne vous plaignez pas si aucun journal ne parle de votre congrès et si les poss[ibilistes] sont considérés ici comme les seuls socialistes français, et vous comme une futile clique d'intrigants et des nigauds ». P. Lafargue obéira pour parler du Congrès socialiste international et compte écrire plus tard sur les possibilistes mais indique « qu'il ne faut pas espérer que Deville, Guesde, Vaillant bombardent le *Star* » (14 mai 1889).

Car, pour l'heure, ce qui mobilise les socialistes, c'est bien ce Congrès devant se réunir à Paris à l'occasion de l'Exposition Universelle et du centenaire de la Révolution Française. Nouvelle opportunité de lutte avec les possibilistes qui va aboutir à l'organisation de deux réunions concurrentes. Les guesdistes se justifient auprès de F. Engels le 4 juin 1889: « Nous qui savons de quelle façon ils avaient au congrès de St-Etienne falsifié les mandats pour diviser le parti socialiste français, étroitement uni jusqu'alors, et pour expulser des socialistes Guesde, Deville, Bazin et Lafargue, nous ne pouvions permettre que la vérification des mandats des délégués fût laissée entre leurs mains ». Le Congrès ouvrier socialiste international dont allait sortir la IIème Internationale se tint du 14 juillet au 21 juillet 1889 rue Rochechouart ; celui organisé par la Fédération des travailleurs socialistes de France, les possibilistes, débuta le 15 juillet 1889 rue de Landry. Malgré différents appels à la fusion des deux Congrès, au nom de l'union indispensable pour l'émancipation des

206 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 2*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 207

207 G. CANDAR, *Edouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018, p. 74

prolétaires, la démarche échoua toujours sur la question de validation des mandats. Gabriel Deville représenta avec E. Vaillant, J. Guesde, P. Lafargue, B. Malon, Jaclard et Crépin les organisations socialistes de Paris dans la Commission d'organisation du Congrès. Il participa aussi aux travaux en tant que délégué de l'Agglomération parisienne du Parti ouvrier en compagnie de J. Guesde et P. Lafargue et prit aussi la parole au cours de la réunion. Les principales résolutions que tout candidat socialiste aux élections législatives ou municipales devait s'engager à inclure dans son programme portaient sur la journée de huit heures, l'égalité salariale hommes/femmes, la suppression du travail de nuit pour celles-ci et les jeunes de moins de 18 ans, un repos hebdomadaire ininterrompu de 36h. Ces mesures devaient être obtenues de la façon pacifique jugée la plus efficace dans un objectif de conquête du pouvoir politique par le bulletin de vote, ce qui supposait au préalable la liberté absolue d'association et de coalition. Avec également la suppression des armées permanentes remplacées par des armées de citoyens en armes, il fut surtout décidé d'organiser une manifestation internationale à partir du 1^{er} mai 1890, date déjà arrêtée par les syndicats américains, pour obtenir la réduction légale de la journée de travail à huit heures. Enfin le prochain Congrès, en 1891, devrait se tenir dans une localité suisse ou belge à désigner ultérieurement.

Cet intermède internationaliste passé, la réalité de la politique intérieure française reprit le dessus avec la préparation des élections législatives générales des 22 septembre et 6 octobre 1889 où les boulangistes pensaient réaliser un gros score et les socialistes profiter du mécontentement général devant la politique gouvernementale. Dans cette perspective, le député Cluseret avait proposé à la « trinité » du Parti ouvrier de se porter candidat sur des circonscriptions du Var et des Bouches-du-Rhône, « toutes sauf une sont bonnes, l'élément socialiste dominant partout ». Mais Gabriel Deville ne s'est pas du tout montré intéressé : «Deville a tort de refuser, les circonstances que je prévois seront telles qu'il le regrettera²⁰⁸ ». Peut-être était-il déjà en phase de questionnement sur ses liens avec le Parti ouvrier, peut-être la perspective de devoir s'éloigner un temps de Paris et de sa famille ne l'enchantait-elle guère ou, tout simplement, son ambition politique n'allait-elle pas jusqu'à briguer un poste de député ? Malgré ses faiblesses déjà identifiées plus haut et amplifiées par la crise boulangiste, le parti essaime et commence à se métamorphoser en véritable organisation²⁰⁹. Afin de se consolider, un Conseil national de sept membres est provisoirement ressuscité en juillet 1889 ; Gabriel Deville en fait partie. A partir du mois d'août, il va commencer à

208 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 2*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 308-309

209 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, note p. 39-41

entretenir une relation épistolaire avec W. Liebknecht probablement rencontré lors du Congrès fondateur de la IIème Internationale à Paris. C'est ainsi que le co-fondateur du Parti social-démocrate allemand, le SPD, s'adresse à Gabriel Deville pour l'héberger avec son épouse lors d'un voyage envisagé à Paris. Celui-ci, dans sa réponse du 29 août 1889, se montre ravi, « c'est avec le plus grand plaisir que nous vous recevrons, Mme Liebknecht et vous », seulement inquiet de savoir si « la petite chambre que je vous ai montrée » (il est donc déjà venu bien qu'il logeât chez E. Vaillant pendant le Congrès) ne les gênerait pas trop. Leur hôte lui demande de se considérer chez lui comme chez eux, de recevoir qui il voudra, de rester seul ou avec des amis s'il en a envie. Le Français l'invite donc à venir « quand vous voulez, le jour que vous arriverez, vous serez le bienvenu ». Il propose aussi d'aller attendre à la gare Mme Liebknecht, censée arriver avant son mari, « si vous m'indiquez l'heure de l'arrivée, vous n'aurez qu'à me signaler une particularité me permettant de la reconnaître ». Si elle ne comprend pas le français, il fera appel à Mme Zetkine qui servira d'interprète en attendant son arrivée²¹⁰. A cette occasion, on apprend que Gabriel Deville vient de déménager puisqu'il est désormais domicilié au 116, boulevard St-Germain.

Au sein du Parti ouvrier, la situation ne s'arrange pas pour Gabriel Deville où, comme on l'a vu, des conflits personnels ont éclaté lors des élections parisiennes de janvier 1889. Il s'agit maintenant de préparer celles de l'automne où, là encore, l'ampleur du vote boulangiste sera le principal enjeu. Le 18 septembre, une altercation entre Gabriel Deville et Camescasse, coutumier d'accès de colère, se produit. Celui-ci lui aurait reproché la tiédeur du manifeste commun aux candidatures de J. Guesde à Marseille et de Vaillant à Paris notamment parce qu'il ne comportait pas le terme de « révolutionnaire ». En fait, derrière lui, c'est une importante fraction hostile à la direction guesdiste qui se manifeste, « porteuse de conceptions libertaires dans les domaines de l'organisation et de la doctrine ». C'en est trop pour Gabriel Deville, déjà en désaccord tactique avec la candidature Boulé, qui rompt et se tient dorénavant en dehors du Parti ouvrier, refusant même sa collaboration au *Socialiste*. Ce départ sera tellement discret que, pendant longtemps encore, il sera classé comme guesdiste²¹¹. Sans pour autant être plus explicite, il donnera quelques éléments de justification à W. Liebknecht dans une lettre datée du 9 décembre 1890²¹², « je vous dois la vérité que vous avez, du reste, tous les droits à connaître ». « Entre nous, Guesde a le défaut d'être négligent pour certaines choses, et les articles ou correspondances à faire sont du

210 RGASPI, Moscou, 200_4_2311_001 à 002, 29 août 1889

211 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, note p. 77-80

212 RGASPI, Moscou, 200_4_2801_001 à 002, 9 décembre 1890

nombre ». Il est amusant de constater que l'on retrouve la même appréciation dans un rapport de Jean²¹³, un indicateur de police. Visiblement W. Liebknecht avait demandé à Gabriel Deville de remplacer J. Guesde au cas où il aurait été malade, sûrement pour une réunion internationale. Mais celui-ci décline : « de toutes façons, la chose maintenant me serait difficile parce que, tout en ayant toujours les meilleurs rapports personnels avec Guesde, je pense, à tort ou à raison, autrement que lui sur la tactique du parti. D'un mot, voici la différence : Guesde vous approuve entièrement mais il trouve sans cesse des motifs pour agir autrement que vous ; moi je vous approuve entièrement et je voudrais agir ici comme vous agissez chez vous. N'ayant pu réussir à convaincre Guesde, je me suis, à la suite de certaines circonstances, retiré un peu du mouvement. Depuis, j'ai refusé de collaborer au *Socialiste* et je me tiens en dehors du parti ; je ne puis ni ne veux entrer publiquement en lutte avec Guesde mais je ne veux pas non plus avoir la responsabilité d'une ligne de conduite que je désapprouve ». Il a par contre accepté, à la demande de Kautsky, d'écrire un article dans la *Neue Zeit* pour exposer, de façon générale, la question principale qui les divise. « Mais vous comprendrez qu'il ne m'est guère possible de devenir, même accidentellement, le remplaçant de Guesde. Il y aurait là une apparence tout au moins de rivalité à laquelle je désire ne pas donner lieu. Il ne faut pas, en effet, ajouter aux divergences politiques des causes de mécontentement personnel.

Tout ce que je vous dis là n'est pas connu ou est très peu connu ici, aussi je vous prie de le garder pour vous ». Les ponts semblent donc bien coupés avec le Parti ouvrier. Mais ceci est aussi un bel exemple de loyauté et illustre de nouveau la droiture de caractère de Gabriel Deville. En tout cas, il conservera toujours une amitié et une grande reconnaissance envers J. Guesde. Il lui prouve déjà, en cette année 1889, en lui versant 50 F mensuels, comme P. Lafargue ; bien que, toujours dans une gêne extrême, J. Guesde « supporte joyeusement » la misère²¹⁴.

La perspective d'une élection à Marseille ne pouvait pas être négligée par le leader des collectivistes. Gabriel Deville l'envisage ouvertement dans ses échanges avec W. Liebknecht, venu à Paris à la mi-septembre : « La partie peut être gagnée, y-a-t-il intérêt à ce qu'elle le soit ? ». Si c'est le cas, il faut tout faire pour et le SPD notamment peut y aider : « que vos amis y réfléchissent, il dépend un peu d'eux de faciliter ce premier pas²¹⁵ ». Après les résultats du premier tour, il y croit toujours même si cela lui paraît un peu plus incertain à cause du maintien de plusieurs candidats dont Protot, délégué à la Justice sous la Commune

213 APP, BA 1484, Rapport Jean, 21 novembre 1890

214 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, note p. 78

215 RGASPI, Moscou, 200_4_2325_001, 24 septembre 1889

mais qui, selon Gabriel Deville, n'aurait tenu qu'un « rôle très effacé », préoccupé avant tout « de l'observation des règles du vieux formalisme ». Il le juge « dénué de courage personnel » comme son patron, Félix Pyat, et remet même en cause l'origine de sa blessure qui serait plutôt « le fait de communards furieux de sa lâcheté et non des versaillais comme il le prétend²¹⁶ ». Malheureusement, J. Guesde va échouer de peu, en grande partie à cause de ce Protot, « ce misérable-là ». Il lui a manqué 500 voix quand l'ancien communard, largement battu au premier tour, en a encore rassemblé 900. Surtout Gabriel Deville est scandalisé d'une telle infamie et de la tonalité de la campagne où J. Guesde fut constamment accusé d'être « le candidat de Boulanger ; qu'il a déserté la Patrie en ses jours de détresse et de deuil ; qu'il est l'agent salarié de l'Allemagne » ou encore que « son drapeau, c'est l'Aigle noir de Prusse qui, trois fois en 75 ans, déchiqueta le cœur de la France²¹⁷ ». E. Vaillant est aussi battu à Paris avant de se désister pour le radical Révillon, candidat républicain. De plus, son parti est en proie à une scission intervenue en août 1889 autour du choix de soutenir ou non Rochefort, candidat boulangiste, à ces élections. Le point culminant en sera l'affrontement entre les deux factions rivales pour les commémorations de la Commune au Père Lachaise, le 24 mai 1890, entraînant le décès d'un militant.

Malgré la fuite de Boulanger en Belgique et le net coup d'arrêt que ces élections ont mis à son mouvement, les blessures dans le camp socialiste ne se referment pas et s'étendent même à l'Allemagne. F. Engels est ainsi toujours agacé par les prises de position de P. Lafargue. Il l'écrit à Laura le 29 octobre 1889 : « Mais qu'on ne s'y trompe pas, les anciennes sympathies boulangistes de Paul nous ont causé un tort immense et Liebknecht en tire à présent parti et me les jette à la figure²¹⁸ ». P. Lafargue s'en défend le 4 novembre 1889: « Liebknecht a grand tort de nous accuser d'être boulangistes, ou d'avoir « coqueté paradoxalement avec le boulangisme » comme il l'a écrit à Deville ». Pour lui, il s'agissait surtout de ne pas être confondu « avec les cadettistes » et de ne pas « faire au général la guerre malpropre des possibilistes et des journaux à la solde du ministère . Celle-ci ne faisait que grandir l'extraordinaire popularité de Boulanger » dont il continue de penser que le mouvement va « s'éteindre naturellement²¹⁹ ». Les failles au sein du Parti ouvrier, bien qu'ambiguës, n'en restent pas moins présentes. Car la veille, le 3 novembre 1889, Gabriel Deville avait écrit à Liebknecht : « Je pense entièrement comme vous, et comme Vaillant, au

216 RGASPI, Moscou, 200_4_2343_001 à 002, 3 novembre 1889

217 RGASPI, Moscou, 200_4_2335_001 à 003, 21 octobre 1889

218 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 2*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 348

219 E. BOTTIGELLI, *Correspondance Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, T. 2*, Paris, Ed. Sociales, 1956, p. 349-350

sujet du boulangisme et j'espère que d'ici quelques jours sera constitué le groupe socialiste de la Chambre en dehors de ceux qui ont accepté l'appui boulangiste ou l'appui gouvernemental²²⁰ ». P. Lafargue qui, par ailleurs, considère E. Vaillant comme un « antiboulangiste enragé » faisait référence à ce groupe dans la lettre sus-citée : « Voici d'ailleurs le plan que Vaillant, Guesde, Deville et moi, nous avons arrêté d'un commun accord. Les députés socialistes, élus sans compromission avec les ferrystes et les boulangistes formeraient un groupe dont probablement Guesde sera le secrétaire payé : ce groupe ferait une déclaration dont nous avons arrêté les termes, dans laquelle il affirmerait son caractère indépendant et socialiste et annoncerait qu'il prend pour tâche immédiate de faire triompher au parlement les résolutions du Congrès international de 1889 ». Selon Gabriel Deville y auraient déjà adhéré : Baudin, Thivier, Lachize, Boyer, Cluseret, Ferroul.

Enfin, pour clore ce chapitre boulangiste, Gabriel Deville va se faire l'intermédiaire de Millerand, avocat de J. Guesde dans le procès qu'il intente à Protot et qui doit se tenir à Marseille le 30 novembre 1889. Celui-ci voudrait une lettre signée des dirigeants du SPD, Liebknecht et Bebel, attestant qu'Hochberg qui avait financé *L'Egalité* en 1878 « a toujours appartenu à votre parti socialiste » et qu'il n'était pas le chef de la police allemande : « traiter Guesde d'agent payé par Bismarck, c'est ridicule mais cela prend auprès des imbéciles et vous savez s'il y en a²²¹ ».

Cette année 1889 marque bien une rupture pour Gabriel Deville. La crise boulangiste en est bien à l'origine même si elle ne fut peut-être que la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Les différences d'appréciation entre les dirigeants socialistes concernant Boulanger apparaissent bien subtiles tant ils semblent tous d'accord quand même sur un « ni-ni » bien confortable et plus tournés vers la lutte contre les possibilistes et le gouvernement que vers la défense de la République qui ne leur paraît pas en danger. Mais les failles sont indéniables. La relation à la République des marxistes français n'est absolument pas clarifiée. La crise boulangiste aurait pu en être l'occasion mais, encore trop enfermés dans leur catéchisme matérialiste et la lutte des classes, ils n'ont pas su la saisir. Gabriel Deville l'illustre tout à fait même s'il en sortira ébranlé, d'où son aggiornamento intellectuel des années qui vont suivre. Il se tourne vers W. Liebknecht qui devient de plus en plus sa référence ainsi que le SPD en tant qu'organisation. Il va nouer avec le leader allemand et sa famille des relations intimes alors que, dans le même temps, il s'éloigne de F. Engels, décédé en 1895, et des Lafargue. Le phénomène est très net quand on compare les occurrences « Gabriel Deville » dans la correspondance entre F. Engels et les époux Lafargue. Si l'on en compte 44 entre

220 RGASPI, Moscou, 200_4_2343_001 à 002, 3 novembre 1889

221 RGASPI, Moscou, 200_4_2346_001 à 002, 12 novembre 1889

1882 et 1886, il n'y en a plus que 22 entre 1887 et 1890 et seulement deux entre 1891 et 1895. Et encore, la première ne concerne qu'une mention de l'envoi par F. Engels du livre III du *Capital* en décembre 1894. Et la seconde n'est qu'une interprétation d'une nouvelle pique de L. Lafargue qui, s'émerveillant de l'accueil enthousiaste des gens du Nord après l'élection de son mari en tant que député de la circonscription, ne peut s'empêcher entre autres de signaler qu'elle a « toutes les raisons de penser qu'on peut davantage faire fond sur les Lillois que sur les Gascons du Midi et les je-m'en-fichistes de Paris ». Même si Gabriel Deville, véritable Gascon, n'est pas nommé directement et si l'on peut douter de la capacité de L. Lafargue à distinguer les différences régionales françaises, il est fort probable qu'elle a dû penser à lui, compte tenu de certains commentaires passés. Il est néanmoins étonnant de constater que cet antiméridionalisme, très en vogue à l'époque, surtout dans la droite nationaliste, basé sur des préjugés et des théories absconses, prémices de l'antisémitisme, pouvait toucher aussi des intellectuels allemands puisque même F. Engels s'y laissera aller en reprochant par exemple, le 8 janvier 1890, à J. Guesde de « donner libre cours à son imagination méridionale ». Il était pourtant né à Paris d'un père d'origine picarde et d'une mère nivernaise !

V. Vers l'indépendance et la députation (1890-1896)

1. Une mise en retrait de la politique

Après sa discrète démission du Parti ouvrier, Gabriel Deville se met en retrait du militantisme politique. Il n'écrit pratiquement plus dans les journaux mais il continue à avoir un contact épistolaire régulier avec les principaux leaders qu'ils soient français ou étrangers comme W. Liebknecht. Il est indéniable qu'à cette époque le SPD exerce sur lui comme sur beaucoup de socialistes une forte attirance. C'est devenu le modèle par excellence du parti socialiste, le guide. Les Allemands en sont sûrement convaincus eux-mêmes car ils suivent de très près ce qui se passe à l'étranger notamment en France où les querelles et reclassements ont tendance à les exaspérer et où la montée du nationalisme et du militarisme les inquiète tout autant. On a vu que c'est sûrement autour de la méthode à suivre pour arriver à une telle organisation que la rupture s'est faite entre Gabriel Deville et les deux autres leaders du Parti ouvrier, fracture que les ambiguïtés et louvoiements des uns et des autres devant la crise boulangiste n'ont pas arrangée.

Conformément aux résolutions du Congrès international ouvrier de 1889, et alors que des députés comme Ferroul ou Millerand ont demandé la création à la Chambre d'une commission pour les étudier, Gabriel Deville va s'impliquer dans l'organisation du premier 1^{er} mai en 1890. Les autorités se montrent assez inquiètes. Outre l'interdiction des manifestations et rassemblements et la forte mobilisation de la police et de l'armée, elles effectuent des arrestations préventives des principaux leaders. C'est ainsi que le 30 avril, alors qu'une réunion pour régler les derniers détails se tenait rue du Temple, salle Léger avec notamment Baudin, Ferroul, Vaillant, Longuet, le fils de J. Guesde accourt prévenir son père que des agents s'étaient présentés à leur domicile pour venir l'arrêter. Aussitôt, celui-ci quitte la réunion qui est levée, accompagné de Z. Camélinat et Gabriel Deville également présents. Le lendemain, il mène une délégation qui remet une pétition signée par des travailleurs de toute la France au président de la Chambre, Floquet. Escortée de près par des agents de police jusqu'à l'extrémité du pont de la Concorde et malgré quelques heurts avec la foule qui attendait au moment de la dispersion, globalement il n'y eut pas d'incidents à Paris pour cette première célébration. Ce dont se réjouit *Le Temps* : « Les mesures d'ordre

prises par la Préfecture de police et l'autorité militaire, comme les arrestations des organisateurs du mouvement, ont fait échouer la manifestation²²² ».

Gabriel Deville est néanmoins toujours sollicité par certains journaux pour des articles ou des notes ponctuels comme *Le journal de huit heures*²²³, publication suisse ou la *Neue Zeit* comme vu précédemment. Son rôle et son importance dans la galaxie marxiste paraissent en tout cas reconnus à l'étranger en particulier des dirigeants du SPD, « les amis » Bebel et Singer qu'il n'oublie jamais de saluer dans ses échanges avec W. Liebknecht. D'ailleurs, le 24 mai 1890, il reçoit même à déjeuner la fille de Bebel et son fiancé accompagnés de Mme Zetkine rétablie maintenant d'une grave maladie²²⁴. A l'occasion, bien que ne sachant pas encore s'il passera l'été à Paris ou à la campagne « près de chez les Lafargue », il se montre très empressé d'accueillir de nouveau W. Liebknecht chez lui si celui-ci, comme il l'envisage, se déplaçait à Paris en août. Comme il suit de près ce qu'il se passe en Allemagne, il ne peut manquer d'établir un parallèle avec la situation française : « Je voudrais bien qu'ici on ne se contentât pas d'être d'accord théoriquement avec vous et qu'on prît modèle sur vous au point de vue pratique mais il semble que c'est là être trop exigeant²²⁵ ». Il paraît même être plus proche de Vaillant que de J. Guesde à cette époque. Il écrit ainsi au sujet de l'invitation faite à Vaillant par W. Liebknecht d'assister au congrès de Halle du SPD : « Vous avez raison de songer à Vaillant pour assister à votre Congrès, il est le seul ayant tout ce qu'il faut pour cela. Je lui ai transmis votre désir. Il me répond qu'il serait très heureux d'aller parmi vous mais je crains bien que, finalement, il n'y aille pas pour des raisons intimes d'ordre matériel ». Alors que les hommes échangent des informations d'ordre politique, il est amusant que leurs épouses correspondent également mais sur des thèmes liés à la famille, enfants, santé. Mme Liebknecht se montre plus assidue que Mme Deville ce que Gabriel tente d'excuser : « Ma femme a reçu la lettre de Madame Liebknecht et a déjà parlé de lui répondre, mais sa paresse à prendre une plume est cause qu'il y a toujours un certain intervalle entre la parole et l'acte correspondant. Il n'y a pas oublié de sa part, certes non, il y a lenteur dans l'exécution²²⁶ ». Le 2 septembre 1890, Gabriel Deville, après avoir acté la venue de W. Liebknecht plutôt en novembre, revient sur la préparation du congrès de Halle programmé à la mi-octobre 1890. D'une part, il annonce que

222 *Le Temps*, 3 mai 1890

223 RGASPI, Moscou, 200_4_2381_001 à 004, 29 décembre 1889

224 RGASPI, Moscou, 200_4_2490_001 à 002, 25 mai 1890

225 Dans un rapport de police du 29 mars 1894, l'indicateur Frouard signale que le POF est le plus fort des partis socialistes par le nombre de ses adhérents mais « le plus faible par le gâchis qui règne dans ses différents services, par son mauvais système de concentration » (APP BA/1484, C. Willard, *Les guesdistes*, p. 121)

226 RGASPI, Moscou, 200_4_2545_001 à 002, 21 juillet 1890

Vaillant, venu passer une journée à la campagne où les Deville, en bons bourgeois de Paris, se retirent en villégiature pendant l'été²²⁷, s'y rendra « si le Conseil municipal ne siégeait pas à cette époque. J'ai été très heureux pour mon compte de cette décision ». D'autre part, il s'exprime sur « la honteuse tentative de division » à laquelle le SPD est en butte, ayant craint à moment donné qu'elle n'amène une « modification de votre tactique prudente et ferme qui a si bien réussi jusqu'à présent ». Il est heureux de voir que ça n'arrivera pas et « que le parti fera ce qu'il a de mieux à faire et qui est de rester strictement dans la ligne que vous lui avez tracée en se défiant de ceux qui voudraient le faire aller soit plus à gauche, soit plus à droite ». Enfin, preuve supplémentaire des liens étroits qu'il a noués avec le dirigeant allemand et indirectement de son isolement ou de son incapacité, accentuée par sa loyauté envers J. Guesde, à trouver dans le mouvement socialiste français un engagement qui corresponde pleinement à ses idées du moment, Gabriel Deville annonce à W. Liebknecht : « je n'en ai encore parlé à personne mais peut-être me déciderai-je à faire aussi le voyage de Londres en novembre à la même époque bien entendu que vous²²⁸ ». De quoi s'agit-il ? Du congrès international des orientalistes ? Finalement, le leader du SPD ne viendra pas à Paris, Gabriel Deville ne semble pas être allé à Londres et c'est J. Guesde qui a assisté au congrès de Halle.

Comme on le voit, bien qu'en retrait du militantisme quotidien, Gabriel Deville n'a pas coupé les ponts avec la politique. C'est ainsi qu'il est pressenti pour participer au Congrès international ouvrier socialiste qui doit se tenir à Bruxelles du 16 au 23 août 1891. Dans un premier temps, il refuse : « Je ne compte pas aller à Bruxelles. Il n'y a encore rien de décidé ici à ce sujet mais il est sûr que Guesde et Lafargue iront au congrès²²⁹ ». Le 4 août 1891, il souhaite que le SPD ait la majorité pour « les résolutions véritablement pratiques, la besogne utile n'a pas besoin de pétards ni de phrases à effet ». Petite pique en direction des guesdistes ? Gabriel Deville sera présent, au bout du compte, dans la délégation française avec entre autres J. Guesde, J. Allemane, E. Vaillant, Ferroul, Rouanet, Delescluze, Prudent-Dervillers mais pas P. Lafargue, emprisonné à Paris après les événements du 1^{er} mai 1891 à Fourmies.

Insensiblement, il va mettre à profit ces quelques années de relatif répit (1890-1893) pour approfondir et ouvrir sa réflexion sur des sujets beaucoup plus politiques. S'il reste profondément marxiste sur les aspects économiques comme la théorie de la plus-value, la lutte des classes, la collectivisation des moyens de production, il va évoluer sur la question

227 A. CORBIN, *L'avènement des loisirs. 1850-1960*, Paris, Flammarion, 2001, p. 91

228 RGASPI, Moscou, 200_4_2622_001 à 002, 2 septembre 1890

229 RGASPI, Moscou, 200_4_3148_001 à 005, 16 juin 1891

du cadre républicain, sur l'internationalisme, sur la révolution. Il le reconnaîtra et s'en expliquera d'abord dans le recueil de ses conférences écrit en 1895 et publié en 1896 sous le titre *Principes socialistes* mais aussi dans la nouvelle édition de son *Résumé du Capital* paru en 1897.

Mais, pour l'instant, il se consacre à sa famille et observe l'évolution de ses enfants, de façon scientifique évidemment. Ce trait constant de caractère est une possible explication de son attrait pour le marxisme, socialisme scientifique dont il soulignera constamment à quel point il découle uniquement de l'observation des faits. C'est donc l'apprentissage du langage, sujet assez à la mode à l'époque, qu'il va suivre chez sa fille Andrée Marcelle née en 1888. Il va noter scrupuleusement, avec méthode comme diraient les Lafargue, les étapes du processus au point de les publier en plusieurs articles sous le titre « Notes sur le développement du langage » dans la *Revue de linguistique et de philologie comparée*. Son travail dut être suffisamment sérieux pour apparaître encore en 2015 dans la bibliographie d'un document de la *Revue de linguistique et de didactique des langues*. En 1896, un savant, M. Victor Henry, professeur de sanscrit à la Sorbonne, avait déjà écrit : « on ne saurait assez louer la sagacité et l'ingénieuse patience de cet observateur et le proposer en modèle²³⁰ ».

En 1892, Gabriel Deville et sa compagne Françoise connurent un douloureux événement. Pour une fois, c'est Gabriel qui le relate à Mme Liebknecht, une des premières à être mise au courant le jour même : « ma femme a accouché ce matin d'un garçon mort ; elle va aussi bien que possible mais elle est désolée ». Cette courte note est datée du 25 septembre 1892²³¹. Il donnera quelques détails supplémentaires le 1^{er} octobre 1892. D'abord sur son épouse : « ma femme n'a pas cessé un instant d'aller aussi bien que possible ; d'autre part sans être encore consolée, elle est plus calme ». Puis, sur les circonstances du drame : « ce qui a contribué à accroître son chagrin, c'est que l'enfant était un garçon et un garçon bien constitué. Sa mort – survenue quelques jours avant la naissance- est due à un accident imbécile, à un nœud du cordon. Il ressemblait d'une façon étonnante à Suzanne, tout à fait la même tête ; il fallait que la ressemblance fût grande pour avoir pu être constatée dans les conditions où elle l'a été ». Il ne dit rien sur ses propres sentiments²³².

230 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.54

231 RGASPI, Moscou, 200_5_93_001 à 002, 25 septembre 1892

232 RGASPI, Moscou, 200_5_93_003 à 004, 1^{er} octobre 1892

2. L'aggiornamento politique

Gabriel Deville explique ses évolutions dans le recueil intitulé *Principes socialistes* qui paraît en 1896. Il y a regroupé trois conférences tenues devant les étudiants collectivistes de Paris et deux articles, où il a développé les principales thèses « du seul socialisme qui compte aujourd'hui parce que, seul, il est réellement vivant, du socialisme dont les données fondamentales ont été établies par Marx ». Il va reconnaître et assumer d'avoir changé. Ainsi, après avoir dédié son ouvrage à Marx et Engels « seuls inspirateurs de l'universel mouvement socialiste contemporain », à J. Guesde « initiateur de la propagation de la théorie marxiste » et à P. Lafargue, il admet : « alors même que, parfois aujourd'hui je différerais avec eux d'idée sur certains points de détail, je n'oublie pas, je n'oublierai jamais ce que je leur dois et ce que je ne dois qu'à eux ». Des points qui ne sont pas toujours de détail quand même ! Mais on ne peut pas dire que Gabriel Deville se mette en avant et pourtant son rôle a été loin d'être anecdotique !

Dans la préface ensuite mais aussi dans les conférences, il veut d'abord répondre à deux arguments généralement opposés aux socialistes c'est à dire marxistes pour lui. D'abord, « ils n'envisagent que le bien-être physique » revenant sur la controverse avec B. Malon qu'il assassine une nouvelle fois à propos du « parti du ventre ». Il élargit cependant la réflexion en faisant aussi référence à l'interprétation jaurésienne du matérialisme de Marx en lien avec la notion d'idéalisme, au rapport de la pensée et de la matière. Quant au second grief, concernant l'origine allemande de cette théorie, il l'expédie rapidement en réutilisant les arguments déjà avancés sur Félix Faure, Kant et Wagner, les catholiques français...

La première conférence reproduite se tint le 27 novembre 1893 à l'Hôtel des Sociétés Savantes à Paris et s'intitule « Socialisme, révolution, internationalisme ». C'est dans ces domaines que l'on ressent surtout une évolution dans la pensée de Gabriel Deville. S'il répète comme un mantra, une idée qu'il conservera toute sa vie, que ce socialisme sort de la constatation des faits, raison pour laquelle il peut se dire scientifique et que « la transformation des conditions économiques [...] est la transformation fondamentale », la situation économique restant la base, il n'affirme pas pour autant qu'elle est exclusive et le seul facteur à l'œuvre dans l'histoire de l'humanité. Il y a déjà là un premier infléchissement résultant d'une réflexion plus poussée et peut-être tenant davantage compte de la réalité républicaine française. La lutte des classes, conséquence de la division entre ceux qui possèdent les moyens de travail et les autres, n'est pas non plus « une invention des socialistes mais le fond même du mouvement historique qui se déroule sous leurs yeux ». Si le capital a eu son utilité et que le capitalisme par l'appropriation privée des moyens de

production « constitue une des grandes étapes de l'évolution des forces productives », il touche à sa fin. Le socialisme, avec l'appropriation collective de ces moyens, sera l'étape suivante, la seule possibilité sérieuse d'émancipation et de liberté pour l'homme. « Le capital détrôné, la République s'étendra enfin au domaine économique comme au domaine politique ». Comment faire advenir ce socialisme ? Par quels moyens ? Que ce soit sur l'opposition révolution/réforme avec l'interrogation lancinante sur l'usage de la violence ou la question de « L'État et le socialisme » qu'il traitera dans sa troisième conférence, le 26 avril 1895, salle de la rue d'Arras à Paris, Gabriel Deville a évolué, a affiné sa réflexion. Est-ce un résultat des échanges avec W. Liebknecht ou de ceux, naissants, avec J. Jaurès qu'il commence à fréquenter à cette époque ?

Pour faire donc advenir cette nouvelle société qu'il appelle de ses vœux, Gabriel Deville a dû sérieusement se poser la question des moyens et des buts de la conquête du pouvoir. En ce début des années 1890, il se forge une nouvelle conviction, tout aussi définitive que son analyse marxiste de la situation économique. Il l'expose très clairement non seulement dans ses conférences regroupées dans les *Principes socialistes* mais aussi dans un post-scriptum ajouté à la réédition de 1897 de son *Aperçu sur le socialisme scientifique* accompagnant le *Résumé du Capital*. Il assume totalement ce changement. Il s'exprime enfin sur la République. « Républicain, je l'ai toujours été, je l'étais sous l'Empire, je le suis, dirais-je, de naissance » comme certains sont catholiques ou royalistes. C'est donc un héritage familial qu'il reconnaît. Mais, en plus, « ne me contentant pas d'être vaguement socialiste, dès 1872, je me disais collectiviste et le mot n'était pas, je vous l'assure, d'un usage courant à cette époque ». On veut bien le croire ! Il reconnaît cependant facilement qu'il en connaissait « à peine quelques rudiments » et qu'il apprenait « le socialisme en même temps que nous l'apprenions à nos lecteurs et il est incontestable que nous nous sommes parfois trompés ». Il ne renie pas ce qu'il a écrit plus jeune comme « la nécessité d'une révolution violente pour la conquête des pouvoirs publics » mais explique son évolution d'abord par sa fidélité au marxisme : « si je n'avais pas changé [...], le marxiste que je suis aurait pu être, à juste titre, accusé d'infidélité à l'orthodoxie marxiste ». Car, il l'affirme, être marxiste « n'implique pas l'acceptation de parti pris de formules immuables : l'unique préoccupation doit être de s'adapter le plus exactement possible à la réalité changeante après avoir pénétré le sens de ses transformations²³³ », autrement dit changer d'idée n'a rien de critiquable, ce qui le rend bon ou mauvais, c'est s'il résulte de l'adhésion à ce qui paraît vrai ou de l'intérêt personnel. Il l'explique aussi par sa jeunesse et

233 G. DEVILLE, *Le Capital, résumé accompagné d'un Aperçu sur le socialisme scientifique*, éd. 1897, Paris, Flammarion, 1945, p. 7

son manque d'expérience, ce qui est certain, en particulier sur la question de la révolution. A cette époque, sa thèse « n'était que le résultat de la survivance d'anciennes traditions, que le passé s'était à mon insu imposé à moi quand je songeais à l'avenir », « ...les formes passées pèsent sur le cerveau de tous avant qu'il puisse parvenir à les raisonner. C'est pourquoi j'ai été conduit à considérer comme inséparable de toute révolution ce qui n'a été qu'accessoire et à regarder comme inévitable une nouvelle révolution ainsi comprise. Ce faisant j'ai eu tort... ». « Mon tort, à un moment, a été de comprendre la révolution de la façon qui était celle de tout le monde et qui est encore trop générale en France », « aujourd'hui, au contraire, je pense [...] qu'une seule chose est essentielle pour caractériser une révolution dans le sens politique habituel du mot, c'est la rupture, sous une pression populaire, de la légalité : je pense que cette rupture peut parfaitement être pacifique [...] ; je pense, enfin, qu'il n'y a théoriquement aucun obstacle à ce que la conquête du pouvoir politique ait lieu légalement ». Car Gabriel Deville constate que « toutes nos révolutions dont le souvenir nous a trop obsédés ou nous obsède trop, n'ont eu, en définitive, pour résultat que de faire passer le pouvoir d'une minorité aux mains d'une autre minorité ». Même s'il aurait été intéressant qu'il explique davantage son concept de rupture de la légalité, il va tirer les conséquences de sa nouvelle pensée à plusieurs niveaux. D'abord, au sujet de ses anciens amis, et pas que guesdistes, visés par cette sentence : « ceux qui [...] se vantent d'être restés fidèles à la tradition qui, alors que tout se transforme, croient à l'efficacité immuable des vieux procédés révolutionnaires, sont des attardés réfractaires à la moindre investigation hors de la coquille dans laquelle ils se sont, une fois pour toutes, enfermés ». Ensuite sur le thème de la violence qu'on lui jette régulièrement au visage en tronquant d'anciennes déclarations comme sur l'usage de la dynamite²³⁴. Il s'en défend encore dans les *Principes socialistes* en démentant les affirmations du sénateur Bernard Lavergne ou du libéral Yves Guyot. « A l'âge où l'esprit d'imitation domine, j'ai pu moi aussi trop assimiler les événements à venir aux événements passés et croire à la nécessité de la violence et il est vrai que, sur ce point notamment, j'ai modifié ma première façon de voir²³⁵ ». Désormais, Gabriel Deville a

234 Lors d'un débat à la Chambre sur la grève des mineurs du Pas-de-Calais, le ministre des Travaux publics, M. Jonnart, accuse les socialistes d'exciter les ouvriers, d'être « des commis voyageurs en révolution sociale ». Pour cela, il cite Gabriel Deville en rapportant des propos sur l'utilité de la dynamite pour « amener la société récalcitrante à la solution communiste ». M. Sembat s'insurge contre ce mensonge en niant que Gabriel Deville ait jamais écrit cette phrase (*Le Temps*, 14 décembre 1893).

De même avec le sénateur Albert de la Berge auquel Gabriel Deville réglera son compte dans *La Petite République* du 29 décembre 1893 : « Après avoir, pour me calomnier, faussé mon texte, il fausse, pour se rétracter, une dépêche de mes témoins. Sans dignité dans l'attaque et sans dignité dans la réparation, M. le Sénateur Albert de la Berge est un malhonnête homme doublé d'un pleutre ».

235 G. DEVILLE, *Le Capital, résumé accompagné d'un Aperçu sur le socialisme scientifique*, éd. 1897, Paris, Flammarion, 1945, p. 7

pleinement accepté le cadre républicain d'expression de la souveraineté nationale et même s'il reste très critique sur l'absence de politique sociale et l'injustice du système économique, il a intégré qu'il fallait conquérir le pouvoir politique, c'est à dire l'État, progressivement par le suffrage universel et que c'était possible pacifiquement. « Ce que je préconise, ce n'est pas la tactique du drapeau dans la poche, ce n'est pas de mutiler en quoi que ce soit la théorie socialiste, c'est de s'en tenir strictement à elle sans la gêner, sans la dénaturer par des violences qui n'en font point partie, par des pronostics qui menacent sans certitude. La vérité est qu'on ne peut promettre ni de n'arriver que par la force, ni de s'en tenir toujours à la légalité ». Il peut y avoir rupture de la légalité sans violence. Il est intéressant de rapprocher cette déclaration de 1893 de celle de W. Liebknecht au congrès de Halle du SPD : « Or, le socialisme veut la révolution mais il ne la veut pas violente. Il est pacifique dans ses voies ; il doit l'être s'il ne veut pas périr. Que ferait une révolution violente qui aurait contre elle 80 % de la population²³⁶ ? ». De là, Gabriel Deville a aussi évolué sur le diptyque réforme/révolution : « Evolution et révolution ne se contredisent pas, au contraire ; quand elles se produisent toutes les deux, elles se succèdent en se complétant, la seconde est la conclusion de la première, la révolution n'est que la crise caractéristique qui termine effectivement une période évolutive ». La seule ligne de conduite pour les socialistes est « la conquête du pouvoir politique, la conquête de l'État ». Comment ? « Dans un milieu républicain comme l'est le nôtre, où le suffrage universel est nominalement le maître, le seul maître, et peut devenir très légalement le maître effectif », le socialisme ne pourra triompher que par une action régulière de propagande. Sa principale mission est donc « d'instruire et d'organiser la masse des travailleurs industriels ; ce sont eux qu'il lui faut avant tout persuader ». Mais cela ne veut pas dire qu'il doit se désintéresser des autres mais s'occuper d'abord d'eux « c'est fortifier avant tout l'armée d'active du socialisme » dont le succès « assurera l'émancipation de tous ». Accepter le cadre républicain implique donc aussi de jouer le jeu du parlementarisme, critique pourtant récurrente à gauche. Même si Gabriel Deville maintient que le parlementarisme est la forme gouvernementale de la société capitaliste, « poursuivre une réforme profonde du parlementarisme [...] équivaut à poursuivre immédiatement et avant tout l'abolition de l'État ». Mais, désormais, nuance de taille, il n'est plus question de le faire tout de suite. « Donc, pénétration de plus en plus profonde des hommes et des idées socialistes dans l'État jusqu'à ce que, aux mains du parti socialiste ou prolétariat conscient et organisé, l'État, avec les pouvoirs qu'il comporte, et notamment celui de faire la loi, devienne l'instrument qu'il doit être de la transformation économique à accomplir ». D'ennemi à abattre, l'État est devenu instrument et allié de la

236 *Le Temps*, 15 octobre 1890

révolution. Car le but final est toujours le même : il faut transformer la propriété privée, mais pas toute, comme la petite propriété agricole par exemple, afin que les profits des uns ne signifient pas exploitation des autres, pour l'émancipation générale de l'humanité. Pour Gabriel Deville, contrairement aux théoriciens bourgeois, l'État n'existe pas indépendamment de toute autre institution sociale et en particulier des classes, « l'État est le pouvoir public de coercition que la division en classes crée et maintient dans les sociétés humaines ». Il ne subsiste que dans les sociétés divisées en classes, classes qu'il convient de supprimer, car son rôle est de maintenir « l'ordre établi » et de « protéger la situation économique de la partie possédante ». « En résumé, on ne peut abolir l'État qu'après avoir supprimé les classes et on ne peut modifier les rapports économiques dont les classes ne sont que la personnification sans agir d'abord sur l'Etat ». Gabriel Deville pense donc que la véritable lutte doit s'engager sur le terrain politique où il faut transporter la lutte des classes. Il s'oppose ainsi aux socialistes qui pensent que ce sera insuffisant et que seule la grève générale assurera le succès. Tout en reconnaissant que « la grève est un droit » et qu'il s'agit de la seule arme de la classe ouvrière, il ne veut pas s'illusionner sur sa portée car « sur le terrain économique, la lutte est trop inégale pour la classe ouvrière », faute de combattants et de vraies chances de succès. Cependant, il marque sa différence avec les guesdistes sur sa conception du rôle des syndicats vis à vis des politiques. Ce sont eux qui doivent d'abord regrouper les troupes pour augmenter leurs forces, « le syndicat est la forme la plus aisée, la forme première de groupement ». Ce sont eux qui doivent décider de la grève car ils vont en supporter les souffrances matérielles réelles. Le rôle des socialistes est de les aider à en tirer le meilleur parti possible mais en aucun cas de les exciter et de provoquer la grève. Il s'agit pour ceux des socialistes qui auront été élus dans différentes assemblées de « prendre la défense des déshérités de notre milieu social » et, dès que possible, de soutenir ou apporter toutes les améliorations possibles aux exploités du régime capitaliste pour un soulagement immédiat. Si, comme il le développera dans sa deuxième conférence intitulée « Salaire et profit » tenue à Suresnes le 12 avril 1894, ses analyses économiques sont restées fondamentalement les mêmes, on voit bien que leur mise en application est maintenant clairement subordonnée à la lutte pour le pouvoir politique, devenu prioritaire. Un retour en arrière sur ses écrits de jeunesse illustre à merveille son évolution dont certains éléments ne sont toutefois pas sans rappeler certaines théories de P. Brousse ou B. Malon. A l'âge de la maturité, il a 40 ans en 1894, il estime dorénavant que « savoir c'est vouloir et vouloir, pour le suffrage universel, en République, c'est pouvoir ». Dans ces conférences où il fixe sa nouvelle doctrine, fruit d'une longue réflexion et déjà d'une vie de militant marxiste, d'un

véritable aggiornamento intellectuel, il aborde d'autres sujets que l'on retrouve au cœur des querelles socialistes.

Outre l'antisémitisme sur lequel nous reviendrons plus loin, il s'exprime sur la liaison internationalisme/patriotisme. Il explique ainsi qu'il faut trouver une « conciliation rationnelle entre le patriotisme qui ne peut cesser d'être la religion de tout peuple qui veut vivre et la solidarité de l'humanité qu'engendre et que fait triompher le progrès même de la civilisation ». Être socialiste est donc « pour un individu la meilleure façon d'être réellement patriote ». En lisant ces propos de Gabriel Deville datant des années 1894-1895, il est difficile de ne pas faire le parallèle avec la fameuse citation de J. Jaurès dans *L'armée nouvelle* en 1911 : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène ». Alors que le capitalisme met en concurrence les travailleurs français avec les travailleurs étrangers, il faut lui résister, en temps de paix, en pratiquant la solidarité internationale. Mais cela ne veut pas dire « fraternité des peuples ». En cas d'attaque, les travailleurs internationalistes en tant que travailleurs, devront se battre en tant que Français : « quel est celui qui, pratiquement, en présence d'une déclaration de guerre, d'une agression, d'une provocation, aurait le triste courage de pousser à ce qu'on a appelé la grève militaire ? Sous le masque d'un soi-disant internationalisme, ce ne serait finalement que du nationalisme à rebours puisque, pour ne pas favoriser la sienne, on n'en favoriserait pas moins, au bout du compte une nation au détriment d'une autre. Il y aurait là antipatriotisme et non internationalisme ». Alors que J. Jaurès bascule définitivement lors de la grève des mineurs de Carmaux en 1892, il semble bien que Gabriel Deville suive un même cheminement intellectuel en sens inverse pour le retrouver voire le précéder sur des points de plus en plus nombreux. Dans tous les cas, lors de la conférence d'avril 1895, il exprime son admiration pour le futur leader socialiste, « notre éminent ami Jaurès ». « Entre parenthèses, c'était le soir où il m'a joué le tour de me qualifier d'éminent, ce qui ne m'était encore jamais arrivé, et vous voyez que je m'empresse de lui rendre la pareille avec cet avantage, par exception, sur lui, c'est que à son adresse, la terrible épithète est justifiée ». Néanmoins, les deux hommes ne sont pas encore d'accord sur tout et diffèrent encore sur des questions fondamentales. Par exemple, sur la question posée par J. Jaurès de savoir s'il y a eu progrès dans la marche du développement humain et, dans l'affirmative, quelle en fut la cause. Ce questionnement est en lien avec le récent débat qu'il eut avec P. Lafargue autour de sa conférence « Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire ». Si Gabriel Deville est d'accord avec J. Jaurès pour répondre positivement, il ne partage pas tout à fait son avis sur la cause de ce progrès, ses convictions marxistes le trahissent. S'il pense aussi que ce progrès résulte « d'une prédisposition du cerveau humain à aspirer à la réalisation du droit »

et même si « l'homme aurait eu, dès le début, un sentiment plus ou moins confus de la justice, ce n'est pas ce sentiment, ce ne sont pas des manifestations idéalistes de sa conscience qui ont occasionné le progrès ». Pour lui, « ce sont les inventions et non les intentions des hommes qui ont été la cause du progrès » car ceux-ci ont plus tendance à rechercher la richesse individuelle qu'une plus complète justice. Sa réflexion reste très pragmatique, beaucoup plus matérialiste en tout cas. Pourtant, au lieu de ne rechercher que des améliorations matérielles, c'est bien vers une société idéale qu'il tente lui aussi d'entraîner la masse. Indéniablement, au mi-temps de ces années 1890, les deux hommes se rapprochent et vont parcourir un bout de chemin ensemble. D'ailleurs, J. Jaurès, dans un compte-rendu des *Principes socialistes* pour *La Petite République*, le 19 avril 1896, sera très élogieux envers Gabriel Deville dont il rappelle des traits de caractère suffisamment saillants pour être remarqués par de nombreuses personnes. « Tous les militants socialistes qui veulent vraiment se pénétrer de la doctrine de notre parti pour donner à leur propagande toute son efficacité, et tous les hommes de bonne foi qui cherchent à comprendre les principes essentiels du socialisme, feront bien de lire et de méditer ce livre. On connaît les hautes qualités de Deville, la netteté et la fermeté de son esprit et de son style, la force de ses déductions et de ses analyses, et son aversion presque irritée pour l'équivoque ou l'à-peu-près. Il a été avec Guesde un des tout premiers propagandistes du marxisme, et il est resté pleinement fidèle à la doctrine scientifique du maître ; mais il a toujours été un libre et vivant esprit, qui met la science elle-même au-dessus de tous les docteurs ». Même s'il peut paraître un tant soit peu dithyrambique sinon de commande, ce portrait précis colle assez à la personnalité de Gabriel Deville telle qu'elle nous est apparue jusqu'à maintenant. Elle le situe bien dans le mouvement socialiste et dans sa fidélité au marxisme dont J. Jaurès lui-même souligne la pertinence²³⁷. Pour en terminer avec les évolutions intellectuelles de Gabriel Deville, laissons lui une dernière fois la parole : « Jamais, je n'ai cessé d'être, je suis toujours républicain, collectiviste et marxiste ; seulement je crois savoir mieux que lorsque j'écrivais mon *Aperçu* comment il faut être collectiviste et marxiste. En fin de compte, la tendance générale est restée la même, aussi puis-je considérer avec quelque fierté la force actuelle de ce mouvement socialiste dont j'ai été en France un des tout premiers initiateurs²³⁸ ». A ce stade cependant, il reste assez en phase avec les évolutions guesdistes même si elles résultent le plus souvent de considérations tactiques. En effet, de 1892 à 1898, la doctrine guesdiste sur l'État et la révolution évolue dans un sens réformiste, ils s'affichent

237 A. BOSCUS, *Le socialisme en débat. Œuvres de Jean Jaurès. T. 5, 1893-1897*, Paris, Fayard, 2018, p. 281
La Petite République, 19 avril 1896

238 G. DEVILLE, *Le Capital, résumé accompagné d'un Aperçu sur le socialisme scientifique, éd. 1897*, Paris, Flammarion, 1945, p. 8

comme de farouches républicains, considérant que la conquête légale des pouvoirs publics constitue une tâche révolutionnaire, et même, surtout à partir de 1893, comme des patriotes, ce qui les entraîne parfois fort près du nationalisme²³⁹. C'est d'ailleurs en 1893 que le Parti ouvrier devient le Parti Ouvrier Français, le POF. Pourtant, Gabriel Deville n'y reviendra plus. Le mouvement des socialistes indépendants en cours de constitution ne pouvait donc que l'accueillir même s'il ne semble, pour l'heure, toujours pas faire preuve d'une grande ambition politique électorale.

3. Avec les « indépendants » et Jean Jaurès

La correspondance²⁴⁰ avec W. Liebknecht, peu fournie sur les années 1892-1893, redevient un peu plus conséquente à partir de 1894. Cependant, les questions politiques sont rarement abordées. Il s'agit d'abord d'échanges sur les enfants. On apprend ainsi que Suzanne Deville est tombée malade pendant le rigoureux hiver 1893 et qu'elle a eu une forte fièvre pendant 10 jours. Ou encore que c'est une enfant plutôt sensible qui pleure facilement, que ce soit de joie ou de chagrin. Quant à sa petite sœur Marcelle, elle commence à lire mais sa mère éprouve de grandes difficultés à la faire tenir en place et à rester concentrée. La famille Deville, même si cela paraît sans ostentation, a un style de vie très bourgeois et n'oublions pas qu'elle vit sur ses rentes et l'héritage de Gabriel. Elle part ainsi, de juin à septembre au moins, en villégiature à la campagne et s'éloigne de Paris. Nous avons vu que ce fut le cas en 1890 puis en 1891, 1893 et 1894, nous savons qu'elle passa l'été à Brunoy, en Seine et Oise, au 19 rue du Pressoir. En 1892, Mme Deville étant enceinte, la famille est très probablement restée à Paris. En 1894, le tragique dénouement de cette précédente grossesse s'est malheureusement reproduit le 8 mai. C'est encore Gabriel Deville qui annonce le jour même à Mme Liebknecht « la même mauvaise nouvelle qu'il y a deux ans : sauf que c'était cette fois une fille au lieu d'un garçon, les mêmes conditions se sont reproduites, l'enfant est venu à terme et était il y a quatre jours plein de vie, suivant la constatation du médecin, il n'y a eu ni accident, ni même malaise, et aujourd'hui à midi nous avons de nouveau un mort-né. Pas plus que moi la mère n'est gaie, mais elle va bien, ou du moins aussi bien que possible²⁴¹ ». Elle va cependant rester alitée un long moment puisque ce n'est que le 27 mai 1894 qu'elle se lèvera. Le séjour à Brunoy débuté seulement en août lui fit sûrement le plus grand bien malgré une météo peu clémente et la coqueluche qui

239 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, note p. 187-197, 202

240 Du moins celle étudiée à partir des archives de Moscou

241 RGASPI, Moscou, 200_5_93_010 à 011, 8 mai 1894

infecta les deux enfants à peine arrivés à la campagne. Mme Liebknecht a envoyé des cadeaux aux enfants, ce dont Suzanne, dans une belle écriture, la remercie. Tout comme sa mère, Françoise, qui ajoute qu'elle redoublera son année ayant un an d'avance et ne commencera donc pas l'allemand malgré sa réussite à l'examen de passage mais sans obtenir « la moindre mention à la distribution des prix ». La fatigue sera de la sorte moindre pour elle et ses yeux s'en trouveront peut-être mieux²⁴² ». Dans ce même courrier, Gabriel Deville demande des précisions à W. Liebknecht sur les résolutions du congrès de Paris ayant validé la date du 1^{er} mai comme date de manifestation internationale. Il prépare un article sur ce sujet pour *La Revue socialiste* quand, dans un postscriptum de la même lettre, il annonce brutalement « qu'il se produit un petit fait qui est cause que je refuse de donner mon article à *La Revue socialiste* mais je continue mon travail pour une autre publication²⁴³ » sans plus de précision. Dans ces échanges du printemps 1894, c'est la venue de W. Liebknecht à Paris, prévue d'abord aux alentours du 15 juin, qui préoccupe surtout l'Allemand. Il craint, en effet, au vu du contexte politique français, d'être expulsé. Gabriel Deville tente de le rassurer en lui conseillant de n'assister à aucune réunion ou de ne donner aucune interview. Mais, alors qu'il doit arriver le 30 juin, W. Liebknecht renonce au dernier moment, l'élection probable de Casimir Périer finissant de le dissuader. Gabriel Deville ne cache pas qu'elle marquerait « une période de réaction encore plus accentuée » sans pour autant représenter, à son avis, un risque plus grand pour son ami²⁴⁴.

Au début des années 1890, la situation des socialistes évolue rapidement. D'abord, les « possibilistes » sont en perte de vitesse. Au congrès de Châtelleraut, la Fédération des Travailleurs Socialistes s'est divisée avec le départ de J. Allemane et de ses amis qui créent leur courant uniquement composé d'ouvriers, refusant la présence du moindre intellectuel. Le Parti ouvrier bien que toujours très minoritaire, évolue lui aussi que ce soit par rapport aux opportunités qu'offre la légalité républicaine, dans son attitude face aux réformes ou à la conquête du pouvoir et opère même un certain « tournant patriotique ». Il se développe dans le Nord et en province mais se heurte à Paris à un socialisme révolutionnaire fort représenté par les blanquistes et les allemanistes sans parler de la structure industrielle, surtout artisanale ou semi-artisanale, peu propice à un écho de son discours. « Cantonnés dans leur vision schématique de la société capitaliste, incapables d'analyser, donc de surmonter, la variété et la complexité des différentes conditions ouvrières, les guesdistes ne peuvent promouvoir et défendre les revendications précises et différenciées des diverses corporations

242 RGASPI, Moscou, 200_4_3983_001 à 004, 13 septembre 1894

243 RGASPI, Moscou, 200_4_3898_001 à 002, 27 mai 1894

244 RGASPI, Moscou, 200_4_3919_001 à 002, 27 juin 1894

de travailleurs²⁴⁵ ». Ainsi s'opère une coupure entre le Parti ouvrier et les masses ouvrières, que sa conception d'une stricte subordination du syndicat au parti ou son centralisme étatique n'arrangent pas. La période 1890-1895 voit ainsi le mouvement socialiste français, bien que toujours extrêmement émietté tant idéologiquement que politiquement, se stabiliser grosso modo autour de cinq tendances : la tradition révolutionnaire de Vaillant, le courant marxiste de J. Guesde et P. Lafargue, l'ouvriérisme de J. Allemane, ce qui reste du possibilisme de P. Brousse et enfin les indépendants qui se rassemblent pour la campagne électorale de 1893.

L'union de ces derniers naît en février 1893 lorsqu'une « vingtaine de grandes figures, se revendiquant des principes socialistes, fondent la Fédération des socialistes indépendants sous l'impulsion de Millerand ou de René Viviani ». Il ne s'agit pas d'une organisation nationale plutôt de structures électorales légères regroupant des militants qui agissent un peu en électrons libres. « Composé d'hommes qui ne veulent s'inféoder à aucune « secte » existante, qui se cabrent comme journalistes, comme élus, contre toute discipline, le socialisme indépendant a [...] des frontières indécises, mouvantes ». Ils ne « veulent pas enfermer leurs affirmations doctrinales dans une formule dont l'étroitesse ne pourrait contenir les aspirations multiples du monde moderne en plein essor économique, politique, mental et moral²⁴⁶ ». « Tous, cependant, désirent concilier l'idéalisme et le matérialisme, faire l'économie d'une révolution grâce à une évolution pacifique vers le socialisme, opérer un rapprochement, sinon une alliance, entre le socialisme et les fractions libérales de la bourgeoisie²⁴⁷ ». Ils ne se considèrent pas comme un nouveau parti mais « comme un pont jeté entre les groupes », un espace neutre. Ils se définissent donc plus selon les grandes figures politiques qui les animent et, chez les indépendants, les leaders sont incontestablement A. Millerand et J. Jaurès. Gabriel Deville les rejoint presque naturellement après sa période introspective suite à sa démission du Parti ouvrier. Sans avoir connu la Commune, il n'est cependant pas aussi jeune que cette nouvelle génération (J. Jaurès et A. Millerand sont nés en 1859) et encore moins que les jeunes trentenaires comme R. Viviani, L. Dubreuilh ou A. Briand nés en 1862-1863. Tout en ayant une « expérience militante et théorique plus dense », il partage avec eux de ne pas être issu de la classe ouvrière mais d'un milieu intellectuel petit bourgeois. Le socialisme est, pour tous ces personnages, un acte de conviction plus que de déterminisme social et le journalisme, une expérience neuve avant

245 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, note p. 350

246 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 206

247 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, note p. 402

des mandats parlementaires ou municipaux. Ces socialistes indépendants se regroupent d'abord autour du journal *La Petite République* dont Marcel Sembat prend la direction le 7 janvier 1893 pour le faire évoluer en « journal quotidien des socialistes » avant d'être remplacé en juillet par A. Millerand. Cependant Gabriel Deville en reste encore un peu à l'écart puisqu'il n'y signera son premier article que le 29 janvier 1896. Il ne semble pas non plus avoir pris une part prépondérante dans la campagne pour les élections législatives de 1893 même s'il a sûrement apporté son soutien à quelques amis.

Celles-ci furent incontestablement un succès pour les socialistes, à l'origine d'une nouvelle dynamique sur laquelle ils purent surfer dans les années à venir, leur faisant prendre de plus en plus conscience des potentialités de l'union et de l'action dans le cadre du régime républicain que l'affaire Dreyfus, après le boulangisme, allait une nouvelle fois fortement ébranler. Fin 1893, Gabriel Deville a repris son activité de propagandiste avec sa participation au cycle de conférences des étudiants collectivistes. Il ne manque jamais non plus de participer aux différentes souscriptions ou collectes organisées en soutien aux comités de grève. On le retrouve ainsi parmi les donateurs aux mineurs en grève du Pas-de-Calais et du Nord²⁴⁸, aux omnibus²⁴⁹, aux verriers de Carmaux²⁵⁰, aux grévistes de Limoges²⁵¹. Il est également présent aux obsèques des figures du mouvement socialiste ou de leurs proches comme V. Considérant²⁵², Mlle Basly, nièce du député²⁵³, Léo Frankel²⁵⁴, Sautumier²⁵⁵ où il retrouve régulièrement tous les leaders du socialisme : A. Millerand, R. Viviani, J. Jaurès, Gérault-Richard, E. Vaillant, J. Guesde. Petit à petit, il reprend des collaborations avec différents organes de presse : le quotidien *L'Echo du Havre* où collaborent tous les ténors²⁵⁶, le mensuel *Le Devenir social*, la revue internationale d'économie, d'histoire et de philosophie prenant la suite de *L'Ere nouvelle* où il avait collaboré avec P. Lafargue et où il écrit un article sur « Le socialisme contemporain » dans le premier numéro paru en février 1896.

248 *La Petite République*, 9 octobre 1893

249 *La Petite République*, 27 avril 1895

250 *La Petite République*, 23 août 1895

251 *La Petite République*, 21 juin 1896

252 *La Petite République*, 31 décembre 1893

253 *La Petite République*, 21 octobre 1894

254 *La Petite République*, 4 avril 1896

255 *La Petite République*, 17 novembre 1896

256 *La Petite République*, 5 octobre 1894

Alors que ces médias restent plutôt confidentiels, il va aussi intégrer cette même année le journal qui est devenu la référence de tous les socialistes, *La Petite République*. Sa collaboration ne durera, certes, que quelques mois, campagne et élections législatives obligent, mais ses quelques éditoriaux reflètent bien les préoccupations politiques du moment qu'il fait tout à fait siennes. Son premier article, paru le 29 janvier 1896, traite ainsi de l'union des socialistes. Encore faut-il d'abord définir : « Qui est socialiste ? ». « On parle beaucoup d'union socialiste et on a raison d'en parler ; on a eu raison de la faire, on aura surtout raison de la maintenir ; encore faut-il savoir avec qui cette union doit être conclue », « quels sont ceux que les socialistes peuvent et doivent regarder comme tels ? ». Il relève « les points essentiels sur lesquels, en fait, l'union s'est d'elle-même effectuée » :

- La conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel avec l'élection du plus grand nombre possible de socialistes même si certains voudraient lui adjoindre la grève générale ou l'action révolutionnaire
- Une demande « d'intervention de plus en plus grande de l'État dans les rapports du capital et du travail, au profit de celui-ci »
- Enfin une socialisation graduelle, suivant leur mode d'exploitation ou de propriété, des divers moyens de production et d'échanges.

Ces trois points sur lesquels il y a unanimité selon lui dans toutes les fractions socialistes peuvent constituer une base définitive d'entente et de distinction de qui peut se dire socialiste. Ainsi, au second tour des élections, après que chacun ait défendu ses idées au premier, les candidats socialistes devraient se désister automatiquement pour le mieux placé « sans se préoccuper ni de la personne du candidat favorisé, ni des idées par lui émises en dehors de celles dont on ferait en quelque sorte la charte du parti, et dont il est avant tout important d'assurer le succès ». Ainsi chacun reste libre « de sa façon de voir, trois idées seulement mises hors de contestation ». La situation serait claire pour tous.

Tous les mercredis jusqu'au 4 mars 1896, Gabriel Deville abordera différents sujets au gré de l'actualité politique comme la résistance du Sénat face au projet de révision constitutionnelle du gouvernement Bourgeois, ministère soutenu sans enthousiasme par les socialistes simplement parce que « le fait seul de son existence [...] a amené une détente indéniable dans la pression administrative illégalement exercée contre l'expansion de nos théories » (19 février 1896), répression toujours dénoncée. Quant à la révision de la Constitution, sans se faire d'illusion sur ce qu'elle pourrait donner, « défendons-la, et que ce ne soit pas par la faute d'un socialiste qu'elle échoue plus ou moins complètement » (26 février 1896). Autre sujet en discussion, l'impôt progressif sur le revenu. Là encore position nuancée en mettant dans la balance l'intérêt à court terme, « ...améliorer le sort de la masse

victime de l'exploitation capitaliste » tout en sachant qu'à plus long terme, la question sociale ne sera résolue que par « la transformation [...] de la propriété des moyens de production », sinon les capitalistes finiront par rejeter la charge de leurs impôts sur les travailleurs (4 mars 1896). Il ne manque pas, encore une fois, de se livrer à une « Leçon de collectivisme » avec son ennemi préféré, *Le Temps*. « J'aime les situations nettes, et c'est pour cela que je trouve souvent louches les allures du *Temps* ». Sa préoccupation est « d'arriver à dire clairement, exactement ce que je veux dire » et des adversaires du socialisme « ont bien voulu reconnaître que généralement je parvenais à atteindre ce but ». Comment utiliser alors le mot « collectivisme » ? Gabriel Deville revient encore sur le passé tout en égratignant P. Lafargue et explique qu'il a été « un des premiers à propager en France, sur l'initiative de Guesde – et non d'étrangers, ainsi qu'il pourrait sembler ressortir du dernier article de Lafargue. Car, cela dit simplement parce que c'est la vérité et que la vérité ne doit être altérée ni dans un sens ni dans l'autre, il n'y a pas un seul étranger dans nos premiers groupes ; et quand, par hasard, des étrangers ont figuré dans nos groupes, ils n'y ont jamais été qu'en minorité infime. J'y étais et quoique Lafargue soit un de mes meilleurs amis, je ne puis m'empêcher de constater qu'il n'y était pas et que, trop dédaigneux de cette période qui a abouti, en somme, au congrès de Marseille de 1879, il a tort de ne pas se renseigner, avant d'en parler, auprès de ceux qui y étaient ». « Ces trois termes : socialisme, collectivisme, communisme sont pour nous synonymes, et nous les acceptons tous les trois à la condition expresse qu'on leur donne le sens que nous leur donnons ». Ils ont le même inconvénient que tous les termes généraux comme République : « J'ai toujours été républicain, je l'étais déjà sous l'empire ; je tiens au mot République au moins autant que *Le Temps* peut y tenir. Seulement je n'entends certainement pas la République comme lui : nous avons cependant, lui et moi, le même droit à nous affirmer républicains ». Les divergences parmi les socialistes sur le sens à donner au mot « collectivisme » relèvent de ce qui doit être rendu social, commun ou collectif. Mais pour tous il s'agit de « la socialisation graduelle, selon leur forme d'exploitation ou de propriété, des moyens de production et d'échange », socialisation « déterminée par les faits réels, les degrés qu'il y a, sans que nous y soyons pour rien, dans la réalité ». Contrairement à ce que dit *Le Temps*, il ne s'agit nullement de « la mainmise par l'État sur tous les biens, quels qu'ils soient, petits ou gros ». « Notre collectivisme ne précède pas les phénomènes économiques, il se borne à les suivre », la logique des socialistes est de « s'adapter partout au milieu, aux faits, à agir toujours d'après les faits, au lieu d'exiger l'identité d'action en face de faits différents ... » (12 février 1896). Cette approche se voulant très pragmatique, voire dénuée d'idéologie, reste donc toujours très vague sur les moyens pour atteindre le but

recherché, la collectivisation, et laisse ainsi la porte ouverte à toutes les interprétations et même à toutes les dérives. Pourtant, nous avons vu l'appréciation élogieuse de J. Jaurès à la parution des *Principes socialistes* en 1896. A. Zévaès, dans une autre recension de l'ouvrage, appréciera lui aussi l'argumentation de Gabriel Deville « on ne peut plus serrée et d'une grande élévation philosophique ».

4. L'élection de 1896

Jusqu'à maintenant, nous avons connu un Gabriel Deville beaucoup plus intéressé par la réflexion doctrinale et surtout la propagande des idées socialistes que mû par une réelle ambition politique. De plus, sa vie personnelle a connu une période un peu difficile. Après l'accouchement de deux enfants mort-nés, Françoise, sa compagne, a beaucoup de mal à se remettre de cette épreuve. C'est toujours dans la correspondance avec la famille Liebknecht que nous avons quelques détails. Il ne s'agit pas encore de la « négligence habituelle » de son épouse à répondre, ce dont Gabriel Deville s'excuse encore en juin 1895, mais « malheureusement cette fois-ci le retard a été justifié : ma femme vient d'être très souffrante. Sa maladie nerveuse a amené, comme elle le fait d'habitude, certains troubles cérébraux produisant des hallucinations et des idées noires qui auraient pu aller, dans un accès de crainte imaginaire, jusqu'au suicide. Vous voyez que la chose était grave, cela va mieux, les troubles cérébraux ont disparu, il ne reste qu'une mélancolie générale. Même dans ces accès, ma femme a pensé à vous et, chaque fois que votre souvenir lui revenait, elle pleurait. [...] Quant à nous, nous sommes sur le qui-vive depuis la dernière crise, craignant que cela ne recommence²⁵⁷ ». Heureusement l'état de santé s'améliore : « ma femme va mieux ; les troubles cérébraux ont disparu, seulement la tristesse persiste sans motif. Elle ne veut pas sortir, elle cherche à voir le moins de monde possible et semble vouloir de parti pris éviter tout ce qui pourrait être pour elle une distraction. Pour nous, dans l'intérieur, elle est toujours la même, moins la gaieté qui, je l'espère bien, finira à son tour par revenir ». A cette occasion, suite à une erreur de numérotation de Mme Liebknecht, nous apprenons que la famille Deville a dû déménager à nouveau depuis peu puisqu'elle réside désormais au 7, avenue des Chalets²⁵⁸. Plus tard encore : « Ici ma femme va mieux, elle recommence à sourire, ce qui ne lui était pas arrivé depuis plusieurs semaines²⁵⁹ ». Est-ce à la suite de la fin des ennuis de santé de sa compagne ou pour échapper à cette atmosphère un peu pesante,

257 RGASPI, Moscou, 200_5_93_014 à 015, 17 octobre 1895

258 RGASPI, Moscou, 200_5_93_016 à 017, 3 novembre 1895

259 RGASPI, Moscou, 200_4_4201_001 à 002, 15 novembre 1895

toujours est-il qu'en ce début d'année 1896, Gabriel Deville reprend une activité politique beaucoup plus consistante. En avril, dans un contexte de soutien au gouvernement Bourgeois face au Sénat qui réussira, malgré tout, à le faire tomber, l'opportunité se présente de remplacer le radical Barrodet élu sénateur de la Seine. Une élection législative partielle est donc prévue les 7 et 21 juin dans la 1ère circonscription du 4ème arrondissement. Pourtant, Gabriel Deville ne montrait pas encore un grand enthousiasme à l'idée de se présenter. Il a fallu l'en persuader. Le député de l'autre circonscription de l'arrondissement, le docteur Chassaing, racontera « qu'il avait été forcé de faire pression sur Deville, il y a deux mois, pour le décider à accepter la candidature²⁶⁰ ». Fin avril, les groupes socialistes du 4ème le présentent officiellement²⁶¹. Et, le 17 mai 1896, toujours dans *La Petite République*, il expose son programme aux électeurs. En premier lieu, il se définit. « C'est comme REPUBLICAIN SOCIALISTE que je me présente à vous, et voici ce que cela signifie : Prêt à tout pour la conservation de la forme républicaine, à laquelle la France doit désormais tenir autant qu'à son territoire, je suis par cela même amené à vouloir arracher la République à la bande corrompue et corruptrice qui, depuis trop longtemps, l'exploite et la salit. [...] Souverain en droit, le suffrage universel doit l'être en fait, et sa volonté ne peut être tenue en échec par un Sénat dont l'esprit réformateur est forcément aussi restreint que le système électoral d'une indécente partialité qui lui sert de base. Je veux donc *la suppression du Sénat* et, pour cela, *la révision de la Constitution* ».

Gabriel Deville s'adresse ensuite à deux catégories socio-professionnelles. D'abord aux ouvriers et employés. « En même temps que républicain, je suis socialiste. Je suis socialiste parce que je veux ce qu'il faut pour que la liberté et la propriété soient non seulement un droit mais une réalité pour chaque individu, assuré de n'être plus privé de tout ou partie des fruits de son travail ». Outre que l'on retrouve dans cette profession de foi, la théorie marxiste classique de la plus-value avec en arrière-plan la lutte des classes, il place désormais ce combat sous le signe de la liberté. Car sans la socialisation ou la nationalisation de la grande propriété capitaliste, « il ne saurait y avoir ni sécurité de vie, ni liberté individuelle pour ceux qui n'ont ni les moyens de travail, ni les moyens de vivre sans travailler ».

Puis il interpelle les petits patrons et petits commerçants et on comprend mieux ici la distinction précédente de « grande propriété capitaliste ». En dénonçant ceux qui prétendent que les socialistes en veulent à leur propriété, il explique : « ce qui menace votre petite

260 *La Petite République*, 6 juillet 1896

261 *La Petite République*, 22 avril 1896

propriété, ce n'est pas le socialisme, c'est la concurrence des gros capitaux, c'est cette grande industrie, c'est ce grand commerce ».

Il met enfin en avant sa légitimité à se présenter : « Ce ne sont pas là, j'ai le droit de l'affirmer, des opinions de circonstance ; j'ai fait de ces questions une étude approfondie et, depuis plus de vingt ans, électeur à Paris, j'y combats publiquement pour la République et pour le socialisme ». Après une allusion au glorieux passé révolutionnaire du quartier St-Antoine, il conclut : « ... vous ferez sur mon nom une franche manifestation pour la République, pour le socialisme, pour le suffrage universel. VIVE LA REPUBLIQUE SOCIALE ».

Il faut évidemment replacer cet appel dans le contexte social de l'arrondissement. Nous en avons une description dans un article de Gérault-Richard au lendemain de la victoire²⁶² : « Le quatrième arrondissement était considéré, jusqu'ici, comme le fief du radicalisme ; par les éléments qui le composent, il constituait le type de la circonscription radicale. Je veux dire que ses habitants, bien que foncièrement dévoués à la République avancée, ne semblaient pas encore touchés par l'évolution économique. Presque tous, en effet, appartiennent à la petite industrie, au petit commerce ; ce sont artisans de métiers parisiens qui travaillent en famille, et les calomnies de nos adversaires auraient pu, mieux qu'ailleurs, trouver crédit parmi eux ». On comprend mieux, dès lors, l'important soutien dont a bénéficié Gabriel Deville tout au long de sa campagne. Tous les grands leaders socialistes l'ont accompagné, au premier rang desquels J. Jaurès, Gustave Rouanet et R. Viviani, que ce soit physiquement, par articles interposés ou par motions comme l'ont fait de nombreux groupements socialistes et ouvriers de Paris et de province. J. Jaurès qui participera cinq fois en un mois aux meetings de Gabriel Deville ouvre le bal le 23 mai 1896 dans un article de *La Petite République* intitulé « Socialisme ». « Oserai-je dire que j'éprouve quelque confusion à paraître recommander un homme comme Gabriel Deville ? Nous sommes nombreux au groupe socialiste de la Chambre qui n'avons pas commencé par le socialisme, et qui ne l'avons bien connu et adopté que quand il a été de nouveau puissamment organisé en France. Gabriel Deville, depuis vingt ans, depuis sa majorité légale, est dans le mouvement socialiste. Il a été un des tout premiers propagandistes de l'idée, un des tout premiers théoriciens, un des tout premiers militants. Quand le socialisme français tout entier tenait dans un petit groupe d'hommes, il était de ce petit groupe ; quand [...] le socialisme n'était encore qu'un germe imperceptible et dédaigné, Deville en pressentait et en préparait le développement. Pour moi, personnellement, s'il m'est permis de le dire, à l'heure où je n'étais encore qu'un républicain de bonne foi, ignorant et cherchant la

262 *La Petite République*, 23 juin 1896

vérité sociale, j'ai trouvé dans ses livres quelques-unes des lumières qui m'ont guidé ». Avec la candidature d'un « de ses premiers maîtres sous la troisième République », « le socialisme est affirmé, au cœur même de Paris, avec une netteté absolue. Certes, Deville n'est pas un sectaire ; pratiquement, il n'appartient à aucune organisation particulière du parti socialiste, et il continuerait au Parlement l'œuvre d'union nécessaire. Théoriquement, il sait qu'on ne fait pas violence aux faits, aux réalités sociales ; il sait qu'on ne peut faire entrer de force dans une formule unique la diversité des conditions économiques et que même à l'heure de la Révolution Sociale le même régime ne pourrait être appliqué à la petite propriété paysanne ou à la petite industrie en qui le travail et le capital se confondent encore, et à la grande propriété capitaliste, qui met aux prises le capital et le travail ». R. Viviani, lui aussi fervent soutien puisqu'il participera entre le 16 mai et le 13 juin à quatre réunions publiques de Gabriel Deville, écrit dans un article intitulé « Le petit commerce » : pour partir à l'assaut des institutions sociales d'iniquité et d'oppression, « de ce candidat, on ne dira pas qu'il cache son programme ou qu'il ne déploie pas son drapeau²⁶³ ». E. Vaillant, pour qui « l'homme, chez Deville, vaut le théoricien²⁶⁴ », en apportant le soutien du Comité Central Révolutionnaire et en appelant à l'union pour le second tour, explique²⁶⁵ : « Par une véritable chance, la personnalité du candidat rend facile, plus qu'en aucune autre élection, cette union nécessaire de tous les efforts républicains. Son caractère, sa loyauté, suffisent à lui concilier les sympathies de tous ceux qui mettent au-dessus de tout l'honnêteté de l'homme et sa sincérité politique. Et si, d'une part, la netteté de ses études et conclusions socialistes donne satisfaction aux plus avancés d'entre nous, l'ardeur patriotique de ses opinions est une garantie pour tous ceux qui hésitent encore, égarés par la calomnie, à venir au socialisme ». Voilà pour l'homme et le brevet officiel de socialisme, « de socialisme complet ». Le portrait type, dressé notamment dans les nombreuses motions de soutien des différents groupes socialistes, insiste toujours sur le côté théoricien et surtout pionnier de Gabriel Deville : « le penseur éminent, l'écrivain distingué, le propagandiste infatigable et désintéressé, qui fut l'un des fondateurs du socialisme moderne. Deville a voué sa vie à la défense de la cause ouvrière. Son passé est une garantie de ce qu'il sera dans l'avenir » (Dormoy, maire de Montluçon)²⁶⁶, « l'éminent orateur et écrivain socialiste-collectiviste » (Breteuil, Jeunesse socialiste de Troyes)²⁶⁷, « l'un des premiers soldats et l'un des plus beaux talents dont se doit

263 *La Petite République*, 26 mai 1896

264 *La Petite République*, 5 juin 1896

265 *La Petite République*, 20 juin 1896

266 *La Petite République*, 1^{er} juin 1896

267 *La Petite République*, 4 juin 1896

montrer fier le parti socialiste » (Comité de la Sorbonne)²⁶⁸. Evidemment, ce genre d'appel se multiplie à l'approche du premier tour. Même les Tarbais sont mis à contribution. John Labusquière, connu sur les bancs du lycée, compagnon des débuts à l'Internationale à Toulouse, conseiller municipal de Paris, participe à plusieurs réunions publiques. Un ami d'enfance, « le citoyen Dazet²⁶⁹ qui, depuis trente-cinq ans, connaît Deville, fait l'éloge de sa sincérité et s'indigne des calomnies qu'on ose lancer contre le patriotisme de cet homme dont le père créa une ambulance en 1871 et où il apprit ce qu'est le patriotisme ». On cite même un article de Gaston Dreyt dans *L'Avant-Garde*, journal républicain des Hautes-Pyrénées : « Tout jeune, Gabriel Deville fut dévoué à la démocratie ; et, dès les premières heures de la République, il se plaça au premier rang des lutteurs. C'est qu'il avait de qui tenir: c'est qu'il y avait dans sa famille des traditions républicaines qui l'ont rendu inébranlable dans ses principes et dans ses convictions. Son grand-père fut une des personnalités qui ont honoré notre département.

Représentant du peuple en 1848, il souffrit pour la démocratie et fut condamné en 1851 à la déportation. Son père fut de ceux qui, sous la tyrannie de l'Empire, ne firent jamais abdication de leurs idées et fondèrent ici, à nouveau, le parti républicain. En 1870, il était président de la Commission municipale de la ville de Tarbes ; et tous se rappellent ce qu'il cachait, sous une certaine rudesse de caractère, de bonté et de dévouement²⁷⁰ ».

Gabriel Deville s'est retrouvé opposé à un radical, Paul Degouy, pour cette élection mais aussi à quelques dissidents se prétendant socialistes. D'autres, comme Morin, se sont rapidement retirés estimant « que c'est s'honorer que de s'effacer devant un socialiste tel que Gabriel Deville », « un homme de cette valeur ». Globalement l'union des forces socialistes s'est réalisée derrière lui. Pendant la campagne, les critiques de ses adversaires tournent principalement autour de trois thèmes : la liberté et la propriété individuelle, sa justification passée de la violence, son patriotisme. Rien de nouveau, il a déjà répondu dans *Principes socialistes* paru quelques semaines plus tôt et il le refera dans la réédition de son *Résumé du Capital* en 1897. Sur le premier thème, il répond dans sa profession de foi. Sur le deuxième, il répond le 26 mai : « Jadis, j'ai pu croire à l'efficacité de la violence, j'ai pu avoir confiance dans la force brutale. Mais, comprenant que l'affranchissement du prolétariat devait être l'œuvre, non d'une minorité en révolte, mais d'une majorité consciente, je reviens sur ces

268 *La Petite République*, 5 juin 1896

269 Représentant du Grand Orient de France au banquet de St-Mandé, il offrira un terrain à Tarbes pour l'édification du temple maçonnique, avocat, fondateur de la Fédération des Hautes-Pyrénées de la SFIO (J.-P. BOVE, *Tarbes, pas à pas*, Roanne, Ed. Horvath, 1986, p. 57-58)

270 *La Petite République*, 8 juin 1896
L'Avant-Garde, 31 mai 1896

écrits qu'on veut me reprocher (lesquels sont vieux de plus de sept ans) et je me renferme dans ce que j'ai écrit il y a trois mois, alors qu'il n'était pas question de ma candidature²⁷¹ ». Il est intéressant de noter cette allusion à la barrière des sept ans, soit 1889. En effet, il y fait aussi référence dans un débat contradictoire avec son opposant radical. Rappelant ses débuts alors qu'ils n'étaient qu'une infime minorité, il indique se présenter avec un programme et non une étiquette. Son socialisme n'est pas d'aujourd'hui, ses ouvrages en témoignent, et les idées qu'il présente aux électeurs, depuis au moins sept ans, il les défend sans modification aucune²⁷². Ainsi donc, sa démission du Parti ouvrier en 1889 n'était peut-être pas seulement due à des désaccords tactiques mais à des raisons politiques bien plus profondes. C'est enfin sur le thème de son internationalisme et donc de son patriotisme que Gabriel Deville va se montrer le plus sensible. Le contexte de l'époque qui voit se développer un nationalisme de plus en plus virulent n'y est évidemment pas étranger et l'accusation d'anti-patriotisme vécue comme une atteinte à l'honneur. Il est ainsi attaqué par les autres candidats lors d'une réunion commune, apparemment le 4 juin. Il explique que « les capitalistes, professionnels du patriotisme, placent leurs fonds partout où se trouvent les bons placements, sans s'inquiéter si cela profitera à leur pays. Il les montre, industriels, fabriquant [...] des obus et les vendant à l'Angleterre pour en tirer profit, sans se demander si un jour ces engins ne serviraient pas à éclaircir les rangs d'une armée française. Et alors qu'on ne conteste pas la qualité de patriote à ces gens, on viendrait la contester à ceux qui veulent, en temps de paix, l'union des travailleurs, pour les affranchir du joug de leurs oppresseurs unis, eux, internationalement ! En temps de paix, car, dans le cas déplorable, malheureux, d'une guerre, il n'en pourrait être de même et, internationaliste, il serait Français avant tout. Et justement parce qu'internationaliste, croyant la France un puissant agent d'émancipation, il défendrait contre l'invasion son pays, ses libertés conquises par le passé et ses espérances d'avenir. Loin d'être antinomiques, patriotisme et internationalisme sont étroitement liés ensemble²⁷³ ». De même, au sujet de l'alliance franco-russe, il s'en montre partisan car, pour lui, c'est une nécessité face à la triple alliance et c'est l'intérêt respectif des deux nations. Mais son patriotisme n'admet pas qu'on fasse de la France la sujette de son alliée et il déplore la conduite de ces gens qui, se disant patriotes, font constamment intervenir l'étranger dans nos affaires intérieures²⁷⁴. Mais Gabriel Deville ne se contentera pas de ces mises au point, son tempérament combatif et volontiers provocateur supporte difficilement

271 *La Petite République*, 28 mai 1896

272 *La Petite République*, 30 mai 1896

273 *La Petite République*, 6 juin 1896

274 *La Petite République*, 16 juin 1896

certaines commentaires. En effet, il s'était senti offensé par un article d'un journaliste de *La Paix* paru le 2 juin 1896 et n'avait pas hésité à charger ses amis, les députés A. Millerand et Gérault-Richard, de demander réparation. Barbézieux, l'accusateur, s'étant défilé, Gabriel Deville l'attaque publiquement : « En prétendant que je « fais profession de n'avoir pas de patrie », que je « prépare l'émeute dans la rue, la révolution sanglante », vous m'attribuez des opinions diamétralement opposées à celles que je soutiens : vous le savez, vous mentez donc effrontément.

Déjà, voulant faire justice de vos infamies, je vous ai envoyé des témoins ; vous vous êtes dérobé. Vous êtes un calomniateur et un lâche²⁷⁵ ».

Barbézieux ne pouvait désormais plus s'échapper. Se jugeant à son tour offensé, il envoie ses témoins à A. Millerand et R. Viviani, ceux de Gabriel Deville. Ils reconnaissent le statut de victime à Barbézieux qui a donc le choix des armes. Ils décident d'un affrontement au pistolet de combat, à vingt-cinq pas avec échange de deux balles au commandement. La rencontre a lieu le mardi 9 juin 1896, à 10h et demie, plateau de Châtillon, soit deux jours après le premier tour qui a vu Gabriel Deville se retrouver en ballottage favorable ! Les deux balles ont été échangées sans résultat, heureusement. A cette occasion, il faut remarquer que le cas du capitaine Dreyfus n'a, semble-t-il, jamais été abordé pendant cette campagne alors qu'il commence à être d'actualité puisque, quelques jours plus tard, le 18 juin, ce sont Bernard Lazare et Charles Maurras qui se battront justement en duel à ce sujet.

Le dimanche 7 juin 1896, jour du premier tour des élections législatives, les résultats sont donc favorables à Gabriel Deville qui arrive en tête des neuf candidats avec 2 774 voix sur 7 760²⁷⁶ votants quand son adversaire radical n'en totalise que 1 303. Cependant, rien n'est encore joué au vu des scores des autres candidats anticollectivistes et des socialistes dissidents. Logiquement, Gabriel Deville, en remerciant ses électeurs, appelle à l'union, au rassemblement derrière sa candidature républicaine socialiste face à « l'union menaçante de toutes les réactions ».

Les réunions, souvent sous les préaux d'école, reprennent. Tous les grands leaders socialistes continuent à lui apporter un soutien sans faille. Quelques jours avant le deuxième tour, son adversaire radical, P. Degouy, retire sa candidature mais est remplacé au pied levé par un autre radical, Besnard. D'autres candidats se retirent et, le 21 juin 1896, ils ne sont plus que quatre à concourir. Sur 7 460 votants (12 425 inscrits), Gabriel Deville rassemble 3822 voix soit plus que tous ses opposants réunis. La victoire est dignement fêtée le soir même, avec un rassemblement devant la mairie du 4ème arrondissement où Gabriel Deville

²⁷⁵ *La Petite République*, 8 juin 1896

²⁷⁶ 8 066 pour *Le Temps*, 9 juin 1896 comme pour *La Dépêche de Toulouse*, 8 juin 1896

paraît avant d'aller à sa permanence au 4, quai de l'Hôtel de Ville, bien vite trop exigü. Il prononcera alors une allocution dans une autre salle avant que des cortèges de supporters ne se forment et sillonnent la circonscription. Le lendemain la célébration de la victoire se poursuit. Dans un texte de remerciements, il déclare : « Je ne vous dirai point [...] que, la lutte terminée, je serai le même pour vous tous. Ce n'est pas ainsi que je comprends mon mandat. Ouvriers, employés, petits commerçants et petits patrons, j'entends être votre représentant ; [...]. Quant aux grands capitalistes [...] ils n'ont à attendre de moi que la restriction [...] de leurs exorbitants privilèges de fait. N'en voulant nullement aux personnes [...] ma règle de conduite sera : tout pour les uns, tout contre les autres. Et, à cette règle, vous pouvez m'en croire, il n'y aura pas d'exception²⁷⁷ ». Lors du congrès de la Fédération girondine du POF, Raymond Lavigne dira : les électeurs du 4ème arrondissement « viennent d'envoyer au Palais-Bourbon, comme un nouvel obus éclatant en pleine citadelle capitaliste, le citoyen Gabriel Deville, c'est à dire l'un des champions les plus autorisés et les plus affirmatifs du socialisme scientifique²⁷⁸ ».

Au-delà de la campagne électorale, Gabriel Deville reste très présent dans tous les événements intéressant les socialistes. On le retrouve ainsi au premier rang du meeting du Tivoli organisé en réaction aux scandales politico-financiers et au blocage du Sénat face au projet de création d'un impôt sur le revenu. Grosse réunion avec tous les chefs socialistes : E. Vaillant, G. Rouanet, Gérault-Richard, M. Sembat, J. Jaurès... et donc de nombreuses forces de police supervisées par le préfet Lépine en personne. Inévitablement, des échauffourées se produisent à la fin du meeting. « Les manifestants, très crânement, ayant à leur tête nos amis Jaurès, Sembat, Vaillant, Gérault-Richard, Turot, Deville, Bouygard etc se dirigent vers les policiers ; ceux-ci, sur un ordre de Lépine, s'ébranlent et une bataille s'engage²⁷⁹ ».

Gabriel Deville est aussi naturellement présent au fameux banquet de St-Mandé tenu le 30 mai 1896 à la Porte Dorée. Il réunit les municipalités socialistes après les succès des élections municipales de mai 1896, soit plus de 600 convives autour d'un repas pantagruélique et tous les leaders sauf J. Allemane, dont notre pas encore député, à la table d'honneur. Ce rassemblement reste surtout associé au discours qu'y prononça A. Millerand, alors à son zénith. Nul doute que Gabriel Deville en partage largement les grandes idées même s'il est peut-être plus proche de J. Jaurès à ce moment-là, un J. Jaurès qui se déplacera cinq fois pour le soutenir quand A. Millerand ne le fera que deux fois, certainement pris par

277 *La Petite République*, 28 juin 1896

278 *La Petite République*, 30 juin 1896

279 *La Petite République*, 26 avril 1896

son activité professionnelle d'avocat, et encore pratiquement la veille du scrutin. De plus, dans son discours, celui-ci, en rendant hommage aux « militants de la première heure », ne citera pas Gabriel Deville, tout comme Lafargue d'ailleurs, mais n'oubliera pas J. Guesde, E. Vaillant, P. Brousse et B. Malon. Les grandes lignes de ce programme politique : d'abord, il y a nécessité de l'union. Pour cela, A. Millerand dénonce les candidatures multiples et appelle au désistement socialiste systématique au deuxième tour. Encore faut-il identifier les socialistes, thème déjà du premier article de Gabriel Deville à *La Petite République* en janvier 1896. La première condition est toujours d'être d'abord collectiviste mais la substitution de la propriété sociale à la propriété capitaliste se fera progressivement, par apprentissage, en s'appuyant sur des services publics. Ensuite, le suffrage universel doit jouer un rôle central même si A. Millerand ne renonce pas encore à l'insurrection dans certains cas. Il doit surtout permettre des réformes immédiates. Enfin, il réclame l'entente internationale des travailleurs. Au final, ce discours reste suffisamment vague pour permettre l'unité socialiste, le but recherché, et c'est, en gros, ce que pensent les socialistes depuis 1893²⁸⁰. Désormais, « la Fédération républicaine socialiste de la Seine » à laquelle appartient Gabriel Deville n'accueillera en son sein que des groupes acceptant ces trois principes²⁸¹.

280 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 234-237

281 *Le Temps*, 23 septembre 1896

VI. Les années Jaurès (1896-1906)

1. Gabriel Deville député

A peine élu, Gabriel Deville va se plonger dans une intense activité militante tout en s'intégrant sans aucune difficulté au groupe parlementaire socialiste de la Chambre, «l'Union socialiste ». Il fait son entrée dans l'hémicycle le 25 juin 1896 alors que J. Guesde répond à la tribune au discours de P. Deschanel sur le collectivisme. « A ce moment, M. Gabriel Deville, le nouvel élu de Paris, pénètre dans l'enceinte et va prendre place à l'extrême gauche, salué des applaudissements de cette partie de l'Assemblée²⁸² ». Les lecteurs du quotidien toulousain avaient déjà pu lire un portrait du nouveau député²⁸³ : « Il a la bonne allure d'un cadet de Gascogne », « la moustache énorme, une longue barbiche, le nez fort, l'œil ardent, les cheveux en brosse, je ne sais quoi de nerveux et de décidé dans la démarche... ». Quant à son positionnement politique, le journaliste paraît beaucoup moins au fait de ses évolutions : « M. Deville est, en effet, un collectiviste fervent. A la Chambre, il sera le bras droit de M. Jules Guesde dont il est, on peut le dire, le fils spirituel. Il parle, d'ailleurs, avec une certaine facilité... », « il a pris part à l'organisation du Parti ouvrier et il s'est fait connaître par de nombreuses conférences données ici et là au cours d'une carrière qui est déjà longue. Au total, M. Deville est l'une des physionomies les plus sympathiques et les plus vivantes du socialisme français ». Portrait un peu stéréotypé et suspect. Son élection est officiellement validée à la Chambre le 3 juillet 1896. Dès le samedi 11 juillet, on le retrouve avec tous les principaux responsables du socialisme français (J. Guesde, J. Jaurès, A. Millerand, Gérault-Richard, A. Zévaès, R. Viviani...) à Marseille. Il participe à 9h du soir à un grand meeting, salle de l'Alhambra, place centrale, au profit de la Verrerie ouvrière d'Albi dont s'ouvre le procès du patron, Rességuier. Le lendemain matin, il anime une des quatre grandes conférences publiques et contradictoires organisées dans différents quartiers de la ville. A 1h, le maire de Marseille, M. Flaissières, a offert aux élus socialistes un grand banquet populaire, en plein air, aux allées des Capucines, où participent environ 500 militants. Chacun y va de son toast. « G. Deville boit à l'union socialiste sur les bases précises indiquées par Millerand dans son discours de la Porte Dorée. En dehors du

²⁸² *La Dépêche de Toulouse*, 26 juin 1896

²⁸³ *La Dépêche de Toulouse*, 24 juin 1896

collectivisme, dit-il, pas de vrai socialisme. Deville montre que nous n'avons rien de commun avec les prétendus radicaux socialistes, qui ne sont pas des socialistes radicaux (longs applaudissements) ». Cette dernière phrase ne va pas être très appréciée des intéressés et sera cause d'une polémique que nous verrons plus loin. En attendant, une fois les agapes terminées, le cortège se rend en train à la Ciotat où il arrive à 7h du soir, accueilli à la gare par 2 000 citoyens pour tenir une conférence au théâtre de la ville plein à craquer. « Gabriel Deville parle de la liberté en régime capitaliste qui est nulle pour les travailleurs salariés. Les bourgeois, dit-il, parlent toujours de liberté, mais ils la veulent pour eux pas pour les autres ; le socialisme créera la liberté et les conditions de liberté pour tous²⁸⁴ ».

A peine revenu à Paris, il s'apprête à repartir pour le congrès de Londres. Il annonce ainsi à W. Liebknecht, passé par Paris le 10 juin 1896 mais qui était logé cette fois par P. Lafargue, qu'il le verra en Angleterre et pas à Lille²⁸⁵ car il « compte, en effet, partir avec Jaurès pour Londres le 22, désirant avoir un ou deux jours de pleine liberté avant le Congrès ». Il espère néanmoins pouvoir l'accueillir avec son épouse en août, en meilleure forme que lorsque W. Liebknecht l'avait rencontré, sûrement en juin, même s'il n'a pu encore se reposer « ayant été submergé par la correspondance²⁸⁶ ».

Le IV^{ème} Congrès de la II^{ème} Internationale se tient du 26 juillet au 2 août 1896 au Queen's Hall et a débuté par un grand meeting à Hyde Park auquel J. Jaurès, et sûrement Gabriel Deville, ont participé²⁸⁷. Cette réunion est surtout connue par « les incidents graves et les débats tumultueux » qui ont opposé à l'intérieur même de la délégation française les anarchistes, anarcho-syndicalistes, allemanistes, blanquistes dont E. Vaillant, futurs « majoritaires », aux guesdistes et au groupe parlementaire socialiste unanime, les « minoritaires ». L'essentiel des enjeux tournait autour de « la reconnaissance parallèle de l'organisation ouvrière et de l'action politique » soit des grèves, en particulier de la grève générale, et de l'action parlementaire. La bataille avait déjà commencé autour de la validité des mandats et des représentations, celles-ci étant contestées en ce qui concernait les « politiques » comme J. Jaurès. Gabriel Deville quant à lui était présent en tant que délégué de la Fédération républicaine socialiste de la Seine. Les Français se divisent le 27 juillet, par 57 voix contre 56, autour du « maintien des résolutions de Zurich qui affirmait la nécessité

284 *La Petite République*, 10-11-14-16 juillet 1896

285 Le maire socialiste de Lille, nouvellement élu le 17 mai, recevra la délégation allemande en route pour Londres, menée par W. Liebknecht et A. Bebel. Cela occasionnera, à partir du 23 juillet 1896, de nombreux troubles fomentés par les nationalistes.

286 RGASPI, Moscou, 200_4_4337_001 à 002, 10 juillet 1896

287 A. BOSCUS, *Le socialisme en débat. Œuvres de Jean Jaurès. T. 5, 1893-1897*, Paris, Fayard, 2018, p. 287-288

de l'action politique » (Congrès de Zurich du 6 au 12 décembre 1893) et notamment l'admission des syndicats ouvriers, anarchistes ou non. Mais ce sont les « minoritaires » qui auront le soutien de 18 délégations nationales contre deux. E. Vaillant, partisan du maintien des anarchistes, pointera du doigt le rôle de Gabriel Deville qu'il semble encore considérer comme guesdiste. Celui-ci a déposé une proposition « demandant que tout délégué, même mandaté par un syndicat, fût interrogé sur son adhésion à l'action politique avant toute validation ». Puis il aurait, avec J. Guesde, affirmé « de la façon la plus formelle que la décision de Zurich impliquait l'exclusion du Congrès de tout délégué, même mandaté par un syndicat, qui refuserait d'adhérer à la conquête des pouvoirs publics ». On retrouve bien le côté franc-tireur, provocateur de Gabriel Deville, une certaine indépendance d'esprit, n'hésitant pas, de la façon la plus nette, à mettre les pieds dans le plat. A moins qu'il n'ait agi en service commandé pour déclencher les hostilités. Toujours est-il que les anarchistes seront exclus du Congrès. Le 29 juillet, J. Jaurès monte à la tribune et expose sa position : « L'arme la plus puissante de la classe ouvrière dans sa lutte est l'action politique ». Il a mis en valeur la force du syndicalisme sans négliger son rôle, son organisation propre, les grèves etc. soucieux de l'unité du mouvement ouvrier dans son ensemble et de « l'efficacité conjointe et commune de ses différentes instances », se distinguant ainsi en partie du raisonnement des guesdistes. Au lendemain du Congrès, il précisera²⁸⁸ : « Mais nous n'avons jamais dit, nous ne dirons jamais que la Révolution sociale ne sera réalisée que par la voie parlementaire. Mais nous n'avons jamais dit, nous ne dirons jamais que le socialisme doit s'enfermer, comme en une prison, dans la légalité capitaliste. Nous pouvons subir la loi faite par les ennemis du peuple : nous ne la reconnaissons pas. Elle est simplement une force qui ne vaut que tant que le prolétariat ne pourra pas lui opposer une force supérieure. Et, cette force supérieure, les événements pourront la lui donner bien avant qu'il ait dans le Parlement une majorité légale. Que de nouveaux scandales financiers éclatent, que la criminelle incapacité des dirigeants aboutisse à un désastre colonial, qu'un conflit violent s'élève entre les deux Chambres, que dans une grève la partialité gouvernementale couche de nouveau des ouvriers sur le pavé sanglant, il se peut qu'un vaste soulèvement de l'opinion et du peuple abatte le régime capitaliste dès longtemps miné. Et ce soulèvement aura d'autant plus de chance de succès qu'une opposition socialiste vigoureuse sera installée au centre même de l'action capitaliste, c'est à dire au Parlement ». C'est aussi pour ne pas y enfermer la Révolution sociale qu'il est opposé à la grève générale. Du moins la grève générale révolutionnaire voulue par les anarchistes, celle qui doit aboutir au changement de régime. Dans les *Principes socialistes*, Gabriel Deville avait aussi expliqué qu'il ne fallait pas

288 *Le Matin*, 13 août 1896

s'illusionner sur la portée de cette arme qu'il considérait comme un droit sur lequel seuls les intéressés pouvaient se prononcer. Mais il la voyait plutôt comme un élément de désunion des travailleurs propre à les détourner de l'union et de la lutte politique qu'il considère comme la véritable lutte à engager. De retour de Londres, Gabriel Deville fera également un compte-rendu du Congrès devant ses mandants le 24 août 1896, à 8h et demie du soir, salle Gillet, 53 rue Vieille-du-Temple²⁸⁹.

Dès le début septembre, il reprend son travail de propagande. Ainsi, selon *La Petite République* ou la *Dépêche de Toulouse*, sur les quatre derniers mois de l'année, il anime une douzaine de conférences, punch, banquets, fait deux comptes-rendus de mandat (9 septembre, 26 décembre), participe aux réunions du Comité central républicain socialiste du 4ème arrondissement (trois fois). Il traite notamment du cléricanisme devant une société de libre pensée socialiste, de la grève générale, des événements de Carmaux, des bureaux de placement et bien sûr de la doctrine socialiste.

Il se déplace aussi en province. Le 10 octobre 1896, il assiste à une réunion de soutien à la Verrerie ouvrière d'Albi à Reims, organisée par le syndicat rémois de l'industrie lainière. Il y parle de la définition socialiste du capital c'est à dire de la théorie de la plus-value, de la différence entre ce que l'ouvrier reçoit en tant que salaire et ce que le patron empoche comme bénéfice, et du collectivisme²⁹⁰. A la fin du mois, le 25, il sera d'ailleurs présent à son inauguration aux côtés de J. Jaurès, A. Millerand, J. Guesde, E. Vaillant, R. Viviani, Gérault-Richard parmi beaucoup d'autres. Il revient également à Carmaux pour un grand meeting organisé le 29 novembre 1896, meeting fortement perturbé par des opposants avec la complicité plus ou moins active des autorités. Sifflets, bagarres, intervention des gendarmes à cheval dans la salle, interruption de la réunion. Le député Chauvin, malgré son inviolabilité parlementaire, est arrêté en fin de journée, pris en flagrant délit (plusieurs heures après les événements !) pour avoir asséné des coups de canne. « Les citoyens Millerand et Gabriel Deville se sont rendus auprès du procureur pour protester contre cette monstrueuse arrestation²⁹¹ ». Le lendemain, 30 novembre 1896, le procès a lieu à Albi, la comparution immédiate existait déjà ! Gabriel Deville témoigne comme témoin et rappelle d'emblée avec ironie au procureur qui, la veille, lui déniait le droit de s'occuper du procès, qu'il est, comme lui, licencié en droit ! Il conteste la notion de flagrant délit, avancée pour justifier la violation du statut de député et déclare qu'il est resté tout l'après-midi avec Chauvin et que celui-ci n'a jamais été arrêté par aucun gendarme ni cherché à s'enfuir. Quant aux soi-disant coups

289 *La Petite République*, 16 août 1896

290 *La Petite République*, 16 octobre 1896

291 *La Petite République*, 1^{er} décembre 1896

de canne, il n'en a pas été témoin, s'occupant à ce moment-là de M. Calvignac qu'on venait d'arrêter²⁹². Chauvin est libéré le soir même et les poursuites suspendues. Après avoir pris le train de nuit avec J. Jaurès, A. Millerand et R. Viviani, il est de retour à Paris le 1^{er} décembre, anime une réunion le 5 décembre, un banquet le 6, de nouvelles réunions les 9, 13 et 18 décembre. Comme on le voit, il ne ménage pas ses efforts et prend sa part dans le travail de propagande. Car, parallèlement à ce militantisme politique, il remplit, avec toute la méthode et la rigueur qu'on lui connaît, son mandat parlementaire.

Mais, avant de l'évoquer, revenons sur la polémique déclenchée avec les radicaux au banquet de Marseille le 12 juillet. Dans son éditorial du 18 juillet 1896 intitulé « La conquête du pouvoir », *La Dépêche de Toulouse*, journal radical, l'attaque. Elle reprend des propos rapportés par l'agence Havas selon lesquels Gabriel Deville aurait déclaré : « les radicaux socialistes sont parfois entravés dans leur marche par les préoccupations du maroquin ministériel que n'ont pas les socialistes, *du moins pour le moment* » à la suite des propos de M. Bourgeois, ancien président du Conseil, disant qu'il escomptait revenir au pouvoir. Le journal s'étonne qu'on puisse leur tenir rigueur de s'intéresser à la conquête du pouvoir, à l'exercice du gouvernement pour mettre en œuvre leur programme, réaliser leurs idées. D'autant que la vie de ministre n'a rien d'enviable. Pourquoi les socialistes ne se préoccuperaient pas du pouvoir dès maintenant ? Ils n'en seraient que plus forts, à preuve les efforts de J. Jaurès et A. Millerand pour « placer le parti socialiste sur le terrain des réformes pratiques et immédiates », en vue du gouvernement. Car « la sympathie et le concours des masses électorales ne vont guère qu'aux partis dont l'heure n'est pas trop lointaine ». Gabriel Deville va répondre le vendredi 16 octobre, lors d'une conférence à Toulouse même, dans la grande salle du Pré Catelan, invité par le Parti ouvrier de la ville. Le thème de son intervention : « Socialisme et radicalisme », dont le produit de cette réunion payante sera affecté à la propagande socialiste. Prévue à 8h et demie du soir, elle n'a pu débiter qu'à 9h40 « en raison des incidents tumultueux qui, par l'évident parti pris de quelques-uns des assistants, ont marqué la constitution du bureau²⁹³ ». Ce qui eut le don d'agacer Gabriel Deville : « J'ai vu avec peine s'exercer tout à l'heure le formalisme toulousain. Je ne me suis jamais, quant à moi, imposé à une réunion. Si vous êtes disposés à m'écouter, je réclame le plus complet silence, si vous ne voulez pas m'entendre, je n'insisterai pas, je partirai. (Cris : Non!non ! Parlez !) ». Dès le début, il aborde son différend avec les radicaux et estime que ses paroles ont été mal rapportées. « J'ai dit, au contraire, que je ne comprenais pas qu'on les attaquât, les socialistes devant s'unir dans certains cas avec eux pour faire face à l'ennemi

292 *La Petite République*, 2 décembre 1896

293 *La Dépêche de Toulouse*, 17 octobre 1896

commun. Seulement, j'ai dit, et je le répète, qu'il fallait nous distinguer d'eux comme ils veulent se différencier de nous. Je n'ai pas accusé les radicaux de s'acharner à la conquête du pouvoir. Je les ai accusés de trop sacrifier au désir de reprendre le pouvoir ». Or, il veut les mettre au pied du mur en montrant que la liberté individuelle qu'ils défendent en s'attaquant au collectivisme « partout où ils en ont l'occasion » n'existe pas pour les prolétaires, pour les salariés qui ne possèdent pas les instruments de travail. Il risque cette plaisanterie, peu du goût de *La Dépêche* une fois de plus, « que le mot radical est mis devant le mot socialiste comme l'éteignoir devant la chandelle ». Mais il redit que les socialistes sont prêts à voter même contre leur propre sentiment si cela en vaut réellement la peine, qu'ils veulent avant tout des réformes et ils sont prêts à les accepter d'où qu'elles viennent. Enfin, interpellé par un anarchiste, il répond nettement « qu'il a toujours été partisan du suffrage universel, quoi que prétende son contradicteur ; qu'il est l'adversaire de toute révolution par la force et qu'il considère comme irréalisable le projet de grève générale ». Il est important de se rappeler ces propos pour comprendre les positionnements futurs de Gabriel Deville. En tout cas, force est de constater son évolution, sa maturation sur des sujets où il semble maintenant s'être fait une opinion définitive. Il a adopté les règles du jeu républicaines pour la conquête du pouvoir politique, au point d'envisager dorénavant des alliances électorales avec les radicaux, et le parlementarisme. Il a rompu avec le romantisme révolutionnaire qui l'animait dans sa jeunesse en lien très probablement avec son histoire familiale. Et même s'il est tout à fait proche des indépendants à cette époque et notamment de J. Jaurès qu'il a peut-être précédé sur le diptyque patriotisme/internationalisme, il n'en conserve pas moins de bonnes relations avec les leaders du POF, J. Guesde et P. Lafargue. Ce dernier, par exemple, l'interroge encore, à la veille de Noël 1896, car il a « une si exacte connaissance du premier volume du *Capital*²⁹⁴ ». Et c'est encore à lui que J. Guesde s'adresse, en 1897, pour mettre 100 F à sa disposition pendant deux mois pour qu'il puisse placer son fils Léo en maison de santé après sa tentative de suicide. En marge de cette lettre, Gabriel Deville écrira : « Donné satisfaction et c'est la dernière lettre que j'ai reçue de Guesde²⁹⁵ ». Il accepte encore de collaborer à un hebdomadaire du POF de Basse-Normandie *L'Ouest socialiste* avec J. Guesde, P. Lafargue, A. Zévaès, Duc-Quercy, J. Longuet à partir de début 1897 semble-t-il.

Mais il est aussi, désormais, député. Il n'a pas mis très longtemps pour prendre ses marques à la Chambre. Il monte à la tribune pour la première fois le 31 octobre 1896 lors du débat sur les vins de raisins secs et autres vins artificiels, en pleine crise du phylloxéra. Outre le fait qu'il n'avait pas paru jusque-là beaucoup s'intéresser aux questions agricoles sans

294 RGASPI, Moscou, 10_1_343_001, 24 décembre 1896

295 C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, Ed. Sociales, 1965, p. 129

pour autant les ignorer complètement, il aborde cette question sous un angle assez original et qui ne paraît pas, de prime abord, aller de soi : la liberté. Ses adversaires jugent généralement le collectivisme incompatible avec cette notion, ce dont il s’amuse. Il ironise ainsi sur le fait que les promoteurs de la liberté individuelle, de l’initiative privée, de la non-intervention de l’État sont les mêmes qui promeuvent cette loi où l’on ne lit que les mots interdiction, prohibition, défense, répression. Il aurait préféré qu’on ne fit pas de loi du tout, qui plus est un texte dont l’arbitraire ressort de presque tous les articles, et qui vise « une catégorie déterminée de commerçants » alors que « la législation actuelle me paraît très suffisante pour protéger le consommateur contre toutes les fraudes ». Et, en défenseur de la vraie cause de la liberté, il préfère laisser celui-ci, s’il en a envie, acheter du vin de raisins secs. Son contre-projet est largement repoussé par 379 voix contre 116²⁹⁶. Mais il ne s’avoue pas vaincu pour autant et va continuer à batailler en proposant un autre amendement sur le même sujet, également repoussé²⁹⁷. Démontrant son intérêt persistant pour les questions scientifiques, le 27 octobre 1896, il dépose une proposition de loi ayant pour objet la substitution officielle, en France, comme méridien initial, du méridien de Greenwich en lieu et place de celui de Paris²⁹⁸. Il fut soutenu en cela par les membres de l’Institut Henri Poincaré et d’autres personnalités mais eut aussi à subir les calomnies de ligueurs qui lui demandèrent combien de « guinées », il avait touché pour cela²⁹⁹. Le méridien de Greenwich avait été adopté comme méridien de référence dès 1884 par 25 états, principalement américains et européens, malgré l’opposition des Français. Ceux-ci, qui n’avaient déjà imposé l’heure de Paris à l’ensemble du territoire national qu’en 1891, attendront encore 1911 pour adopter le méridien de Greenwich, en échange de l’installation du siège du Bureau international de l’heure à Paris en 1912³⁰⁰. Enfin, le 23 novembre 1896, il cosigne avec J. Jaurès puis avec celui-ci et Gérault-Richard plusieurs amendements au budget en particulier concernant l’instruction publique.

Ainsi, dès les premiers mois de son activité parlementaire, Gabriel Deville a su saisir rapidement tous les leviers qui s’offraient à un député pour faire avancer ses idées tout en s’intégrant parfaitement au travail plus collectif du groupe parlementaire. Dans le débat sur les vins artificiels, il n’obtiendra au final que la suppression à perpétuité des droits civils des commerçants punis pour fraude. Sa proposition de loi sur le méridien de Greenwich comme

296 *La Petite République*, 2 novembre 1896

297 *Journal Officiel*, 13 novembre 1896

298 *Journal Officiel*, 27 octobre 1896

299 G. DEVILLE, *L’Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.51-52

300 S. VENAYRE, « A quelle heure arrive le train ? », *L’Histoire*, n°497-498, juillet-août 2022, p. 80-87

méridien de référence va suivre le cheminement habituel avec, d'abord, la nomination d'une commission pour son examen³⁰¹. Enfin, il soutient le contre-projet de P. Doumer d'impôt général sur le revenu et vote, évidemment, pour la journée de huit heures.

Depuis le début de son activité politique, c'est par la voie du journalisme et de ses ouvrages théoriques que Gabriel Deville a développé sa doctrine et tenté de la populariser. Au début 1896, nous avons vu qu'il avait repris une tribune régulière à *La Petite République*. Mais cette collaboration ne va pas durer longtemps. Les avanies financières du quotidien se transforment en conflits personnels. « Après 1896, *La Petite République* est en grandes difficultés et certains s'en éloignent comme Gabriel Deville. En juillet, Maurice Charnay et d'autres rédacteurs sont exclus et, en octobre, c'est au tour de René Chauvin de présenter sa démission³⁰² ». Le 19 janvier 1897, A. Millerand démissionne. J. Guesde apparaît comme rédacteur en chef du 5 février au 5 mai 1897 remplacé par Gérault-Richard à compter du 18 mai. W. Liebknecht s'émeut aussi de ces soubresauts. Gabriel Deville partage son émotion. « Je suis de votre avis qu'il faudrait tous s'unir autour de *La Petite République* : si je n'y suis pas, c'est pour ne pas contrarier Guesde et Lafargue qui, sous l'inspiration, je le crains, de quelques anciens rédacteurs plus nominaux qu'effectifs, voient de mauvais œil l'organisation actuelle. J'espère que cela va en s'atténuant car, à mon avis, il y a là surtout, peut-être justifiés, je n'en sais rien et ne m'en occupe pas, des froissements d'amour-propre. Or, alors même que ceux-ci seraient justifiés c'est insuffisant, il me semble, pour faire bande à part au détriment de tout le parti et, il se pourrait, aussi de la propre fraction de Guesde. Enfin, espérons qu'on saura de tous les côtés mettre sous les pieds les petites piques personnelles et que tout finalement s'arrangera³⁰³ ».

C'est dorénavant depuis la tribune parlementaire ou au cours de réunions publiques que Gabriel Deville s'exprimera. Il a clairement délimité son périmètre d'intervention, son rôle et son ambition. Si, comme député socialiste, il apporte son soutien régulier, y compris financier, à de nombreux mouvements sociaux, il n'en a pas pour autant, au moins en apparence, de relations solides avec les prolétaires et leurs syndicats, mis à part le syndicat des ouvriers maçons, tailleurs et scieurs de pierres de la Seine. Par contre, il « laboure » sa circonscription en participant régulièrement aux réunions de son Comité d'Union républicaine socialiste (sept fois de 1897 à juin 1898), en faisant des comptes-rendus de mandat (trois de plus) sans parler d'autres punch-conférences ou meetings (13) y compris en

301 *Journal Officiel*, 25 novembre 1896

302 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 238

303 RGASPI, Moscou, 200_4_4467_001 à 002, 28 mai 1897

dehors de Paris (Lyon, le 9 janvier 1897, Clarensac (Gard) le 4 avril 1897). Du 16 janvier 1897 au 4 février, il tient même tous les soirs de 9h à 10h sauf le dimanche au siège du Comité, 88 rue St-Antoine, une permanence pour renseigner les citoyens de St-Gervais et de l'Arsenal au sujet des inscriptions sur les listes électorales.

A la Chambre, il travaille toujours consciencieusement et aborde maints sujets, des plus insignifiants aux plus fondamentaux. C'est surtout lors des examens du budget qu'il dépose des amendements très diversifiés, à la fois pratiques ou plus sociaux. Ils concernent à la fois une baisse de la taxe sur les vélocipèdes, le maintien d'une subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris et aux aveugles indigents, l'instauration d'une loterie pour les sinistrés d'inondations et d'intempéries aussi bien que l'attribution d'un crédit afin de faire bénéficier les employés du parquet de la Seine d'une retraite identique à celle des autres fonctionnaires de la même administration. Il dépose aussi des amendements avec J. Jaurès, on l'a vu, sur le budget de l'instruction publique, propose, avec J. Guesde, l'interdiction du « placement à titre onéreux des ouvriers et employés des deux sexes » ou rédige une proposition de loi pour indemniser les ouvriers privés de leur travail à la suite d'expropriations pour cause d'utilité publique.

Le plus souvent en compagnie de J. Jaurès, il intervient sur des sujets plus nationaux. Ainsi le fera-t-il trois fois en matière de politique étrangère. Une première fois, avec J. Jaurès et Le Hérissé, il interpelle le gouvernement sur ses intentions concernant les événements de Crète où les habitants, soutenus par les Grecs, se révoltent contre les Turcs pour leur indépendance, combat que les socialistes soutiennent³⁰⁴. La seconde fois, il dénonce à la tribune, au cours d'un débat sur la conversion de l'emprunt de Madagascar en obligations amortissables, le nouveau règlement sur les conditions de travail des indigènes établi par le gouverneur Gallieni. Gabriel Deville considère qu'elles relèvent, ni plus ni moins, de l'esclavage alors que, le 20 juin 1896, la Chambre avait invité ce même gouverneur à prendre des mesures pour assurer leur émancipation immédiate, l'esclavage étant de fait aboli depuis que l'île était devenue une terre française³⁰⁵. Enfin, il signe avec 11 autres députés dont J. Guesde, R. Viviani, E. Vaillant la motion déposée par J. Jaurès au sujet des troubles en Algérie. Dans ce texte, les signataires veulent défendre les colons et les Arabes contre l'usure et protéger plus efficacement les indigènes au lieu de supprimer des libertés municipales. Ils demandent à favoriser la mise en valeur de la colonie par l'organisation du

304 *La Petite République*, 17 février 1897

305 *La Petite République*, 25 mars 1897

crédit et l'appel, au moins graduellement, de la population arabe à la vie publique française³⁰⁶.

En politique intérieure, il dénonce en permanence la politique répressive du gouvernement et ses lois « scélérates » notamment l'usage qui en est fait à Carmaux. Il soutient J. Jaurès qui se plaint de la célérité avec laquelle la sûreté générale défère des individus, de préférence socialistes on l'aura compris, sur la simple foi d'une délation. Il cite ainsi le cas du citoyen Ourtet, ancien ouvrier verrier à Carmaux, gardé 55 jours au secret alors qu'il effectuait son service militaire à Perpignan pour être ensuite libéré et bénéficier d'un non-lieu. Ils considèrent cette pratique comme attentatoire aux libertés individuelles³⁰⁷. De même, au sujet de l'exclusion de Gérault-Richard pour 30 séances après qu'il ait protesté contre les mensonges du ministre Turrel qu'il accusât d'être aux ordres des patrons de la compagnie minière de la Grand-Combe. Lors de ce débat houleux, le ministre de la Justice, Darlan, aurait traité Gérault-Richard d'« évadé de prison ». Celui-ci, se jugeant offensé envoya ses témoins Gabriel Deville et R. Viviani demander une rétractation ou une réparation par les armes. Devant les dénégations de Darlan, les témoins des deux partis tombèrent finalement d'accord sur le fait que cela n'avait rien de blessant pour un militant socialiste ! Ce qui fera dire à Gérault-Richard : « Mon ami Gabriel Deville qui m'a précédé quelquefois à Ste-Pélagie » lui aurait fait entendre raison si le ministre avait reconnu la responsabilité de ses paroles³⁰⁸. Autre exemple : face aux troubles liés à l'affaire Dreyfus et aux menaces du président du Conseil, Méline, de nouvelles lois « scélérates », Gabriel Deville fera partie des 40 députés qui protesteront face à la perspective de nouvelles atteintes à la liberté de la presse et au droit de penser et d'écrire. En tant que membre de la commission des poursuites, il dénoncera l'implication du ministre Rouvier dans le scandale de Panama et approuvera la levée de l'immunité parlementaire des députés Maret, Naquet et Antide Boyer, guesdiste³⁰⁹.

Le député du 4ème arrondissement va aussi s'intéresser au système électoral et proposer une loi visant à une représentation plus équitable au vu des résultats du recensement de 1896. Lors de l'exposé des motifs, il déclare qu'il est personnellement partisan du scrutin de liste mais comme la Chambre n'a pas voulu en discuter, il ne demandera pas un renoncement au scrutin uninominal. Bien qu'il pense aussi qu'il faille moins de députés, étant donné que le nombre de sénateurs n'est pas appelé à diminuer, il faut

306 *Journal Officiel*, Débats parlementaires, 19 février 1898

307 *Journal Officiel*, Débats parlementaires, 20 janvier 1898

308 *La Petite République*, 7 juin 1897

309 *Journal Officiel*, Débats parlementaires, 20 janvier 1898

garder le nombre actuel pour préserver l'influence prédominante des élus du suffrage universel. Néanmoins, il y a un défaut de proportionnalité entre les départements, notamment celui de Paris et les 9/10^e de la province, qu'il convient de corriger. « Un département quelconque ne doit pas avoir plus de députés que ne le compte sa population ni parce que beaucoup d'étrangers l'habitent ni parce qu'il a plusieurs arrondissements très peu peuplés ». Il propose donc d'élire « un [député] par 70 000 ou fraction de 70 000 habitants après que le nombre des étrangers constaté dans le département a été soustrait du chiffre de la population dite « légale » ou « de droit ». Il préfère prendre comme base le chiffre de la population plutôt que le nombre d'électeurs, base trop étroite selon lui, trop livrée à l'arbitraire et aux erreurs possibles. Chaque circonscription doit avoir au minimum 35 000 habitants et au maximum 105 000. Cela n'amènerait qu'une dizaine de députés en plus. Parallèlement, afin de lutter contre les candidatures d'argent et mettre de l'équité entre les prétendants, il prévoit l'affichage uniquement sur des panneaux mis à disposition pour chaque candidat, l'interdiction des candidatures multiples, la présence d'un délégué par candidat dans chaque bureau de vote et enfin le vote sous enveloppe pour plus de sécurité comme cela se pratique déjà à la Chambre³¹⁰.

Après ses débuts à la tribune sur ce thème, Gabriel Deville va encore se préoccuper des questions agricoles. D'une part, parce que ce secteur de l'économie, fondamental en France, ce que n'avait pas compris F. Engels, accumule les difficultés, après la crise du phylloxéra, ce sera celle du blé. Mais aussi, parce que les socialistes ont décidé de s'adresser au monde rural et veulent le rassurer sur le thème de la propriété agitée comme un épouvantail par leurs adversaires. C'était déjà le thème de ses deux conférences en province. Le samedi 9 janvier 1897, à Lyon, à la Brasserie Française, il avait déclaré que pour lui le socialisme était inséparable du collectivisme, le but étant toujours la socialisation des moyens de production : « Ce qui doit être socialisé, c'est la propriété qui a déjà subi la centralisation mais non la petite. Nous voulons donner l'outil à l'ouvrier ; là où le travailleur sera possesseur de son instrument de travail, nous n'avons pas à le lui donner³¹¹ ». On remarque tout de même une petite nuance sujette à interprétation : que signifie la propriété qui a déjà subi la centralisation ? Les monopoles privés qu'il s'agira de « nationaliser » ? Dans tous les secteurs ? Le dimanche 4 avril 1897, à Clarensac dans le Gard, devant une assemblée de paysans, il rassure : le socialisme « n'attente en aucune façon à la liberté individuelle et [...] il veut, au contraire, l'affranchissement de tous ceux dont la liberté et la propriété sont

310 *Journal Officiel*, Débats parlementaires, 19 juillet 1897

La Petite République, 10 septembre 1897

311 *La Petite République*, 13 janvier 1897

chaque jour amoindries par le capitalisme ». Face à la hausse du prix du blé et donc du pain, il demande avec les autres députés socialistes l'intervention du président du Conseil, J. Méline, « au nom des populations urbaines que nous représentons, et dont les intérêts se confondent dans la circonstance avec ceux des petits et moyens cultivateurs ainsi que des ouvriers agricoles... », l'abaissement du tarif douanier et la lutte contre la spéculation sur les marchés français³¹². La crise agricole s'aggravant, J. Jaurès interpelle de nouveau le gouvernement au tout début du mois de novembre 1897. « Il commente d'abord la publication par le ministère de l'Agriculture des résultats de l'enquête agricole de 1892, pour démontrer le recul de la propriété paysanne, et saisit l'occasion pour déposer à la Chambre un projet de résolution demandant une enquête publique sur l'état de l'agriculture... ». Malgré tout, il pense que « la petite propriété paysanne telle qu'elle existait alors devait disparaître un jour dans le processus de concentration. L'avenir serait à l'agriculture à grande échelle : à terme, seul le socialisme pourrait résoudre les problèmes des cultivateurs en instituant une propriété nationale de la terre, organisée à travers les syndicats, les communes et la nation elle-même³¹³ ». Il constate donc « que le mouvement économique déracine de plus en plus les familles paysannes et leur enlève la propriété de la terre », « la classe des paysans propriétaires s'est appauvrie en dix ans », « le recul de la propriété paysanne est donc évident³¹⁴ ».

Le 6 novembre 1897, Gabriel Deville va connaître son heure de gloire. En effet, dans un long discours, en réponse en particulier à P. Deschanel, il va à son tour s'attacher à poser « les grandes lignes de la doctrine socialiste sur cette question si délicate de la propriété³¹⁵ ». Son intervention « qui restera comme un des principaux instruments de propagande de cette législature » est très précise, limite ennuyeuse, tant il s'appuiera, lui aussi, sur des chiffres, des statistiques pour arriver à la même conclusion que J. Jaurès mais en abordant le recul de la petite propriété paysanne c'est à dire de moins de 10 ha sous l'angle financier. Il utilise ainsi le recensement de la population agricole, les relevés des superficies des exploitations, les impôts fonciers, la dette hypothécaire, autant de données qu'il croise entre elles. En articulant, dans un premier temps, sa démonstration sur les faits, il veut souligner les inexactitudes, erreurs, fausses citations de P. Deschanel. Il en conclut : « Ainsi, il faut que les paysans, que les petits propriétaires le sachent : d'après nos adversaires, d'après ceux qui dénaturent le socialisme pour les effrayer, le vrai rôle de petit propriétaire c'est d'être avant

312 *La Petite République*, 27 août 1897

313 E. CAHM, *L'affaire Dreyfus. Œuvres de Jean Jaurès. T. 6*, Paris, Fayard, 2001, p. 27

314 E. CAHM, *L'affaire Dreyfus. Œuvres de Jean Jaurès. T. 6*, Paris, Fayard, 2001, p. 30-31

315 *La Petite République*, 8 novembre 1887

tout à la disposition du grand propriétaire³¹⁶ ». Mais c'est surtout dans la deuxième partie de sa déclaration consacrée à la théorie et à la doctrine que « cette précision et cette force de conviction ont fait sur la Chambre une impression profonde ». P. Deschanel qui s'est attaché à démonter les thèses socialistes sur le thème de la propriété a voulu d'abord montrer que les collectivistes étaient illogiques en ne demandant pas la socialisation générale et inconséquents en défendant la petite propriété. Gabriel Deville lui répond d'abord qu'il n'est pas possible de demander la socialisation immédiate alors que la centralisation n'est pas opérée pour tous les moyens de production. L'évolution de la pensée est quand même de taille surtout si on la compare à ses premiers écrits dans *L'Egalité*. Ensuite, les socialistes qui s'appuient toujours sur les faits ne peuvent que constater l'existence de la petite propriété. Mais, ils n'en font pas une panacée et n'en veulent pas, comme P. Deschanel, la généralisation car ils voient, eux aussi, que « là où il n'y aurait que petite propriété dans un pays comme le nôtre, il y aurait misère et ruine. De ce point de vue, l'universalisation de la petite propriété ne serait pas à désirer, même si elle était possible³¹⁷ ». Le député du 4ème arrondissement rappelle d'ailleurs ironiquement la position identique de l'économiste bourgeois Leroy-Beaulieu. Et, sur ce point en particulier, l'opinion de Gabriel Deville est faite depuis longtemps. Pour preuve, dans *L'Egalité* du 25 décembre 1881, sa réfutation des arguments du professeur de Comberousse qui affirmait que « le progrès des cultures n'est assuré que par la propriété moyenne ou la petite propriété ». Que deviendra la propriété, notamment agricole, dans le contexte de socialisation et comment faire ? D'abord, « c'est avec toutes les garanties légales que sera opérée la transformation sociale dont nous sommes les partisans. Ici encore, c'est nous qui suivrons les traditions de la Révolution Française dans son principe fondamental de la souveraineté de la loi » car nous n'en voulons pas à la propriété individuelle, « nous ne voulons pas d'une propriété individuelle constituée à l'état de privilège, mais nous voulons que tous sans exception soient appelés à bénéficier d'une véritable, d'une sérieuse propriété individuelle », ce qui sera une garantie pour la liberté individuelle. Gabriel Deville fait toujours la distinction entre le capital et les moyens de production : « Nous traçons une ligne de démarcation entre la propriété capitaliste et la propriété individuelle ». Il explique que certains moyens de production ont la qualité de capital d'autres non, ceux qui l'ont sont ceux qui tirent une plus-value du surtravail des salariés. Et, d'après lui, sur ce point aussi, le langage des socialistes a toujours été le même, dans tous les congrès et à toutes les époques. Il rappelle le rapport, approuvé au congrès de

316 R. PECH et R. CAZALS (dir.), *Jaurès. L'intégrale des articles de 1887 à 1914 publiés dans La Dépêche*, Toulouse, Privat-La Dépêche, 2009, p. 422-423

317 G. DEVILLE, *Socialisme et propriété*, Paris, La Petite République, 1898

Roanne et publié dans *L'Égalité* du 21 mai 1882, son article intitulé « Socialisme et paysan » paru dans *Le Citoyen* du 7 octobre 1881 ou encore ce qu'il a écrit dans son *Aperçu sur le socialisme* au sujet des paysans.

L'intervention de Gabriel Deville aura un grand retentissement. D'ailleurs, malicieusement, Gérault-Richard demandera, alors que l'affichage dans tout le pays du discours de P. Deschanel a été voté par la Chambre, de faire de même avec celui de son ami, « c'est en somme, Messieurs, une réparation commerciale envers les contribuables, une réparation d'honneur envers un parti odieusement caricaturé par vous que nous vous demandons³¹⁸ ». J. Jaurès en parlera également dans son article de *La Dépêche* du 10 novembre 1897³¹⁹ en jugeant le travail de Gabriel Deville d'« une force, une netteté vraiment invincibles », citant « des textes décisifs » et montrant que « c'est la société d'aujourd'hui qui les [les paysans qui travaillent leurs terres] exproprie année par année » et non les socialistes qui vont les dépouiller. Concernant la partie théorique, il écrit : « Jamais le collectivisme n'avait été exposé et dégagé des interprétations absurdes de nos adversaires avec plus de clarté et de vigueur ». Les critiques viendront évidemment de la bourgeoisie républicaine dans les colonnes du *Temps* mais aussi de P. Brousse. Dans une conférence de la Fédération des Travailleurs Socialistes de France, il analyse la propriété individuelle et collectiviste d'après les discours de J. Jaurès, P. Deschanel, Gabriel Deville et Goblet le 20 novembre 1897. Il signe aussi un éditorial où, alors qu'il met sur le même plan le discours sur la crise agricole de J. Jaurès et de Gabriel Deville, il ne s'en prend qu'à ce dernier et, curieusement, à A. Millerand. Il leur reproche toujours de suivre aveuglément et docilement les faits. Leur politique lui paraît « un peu bien contemplative » car il ne faut pas contempler l'évolution mais l'aider dans sa marche, la diriger dans la mesure du possible. « ... Gouverner n'est pas nier, ni simplement constater. C'est observer pour prévoir et prévoir afin de pourvoir³²⁰ ». La critique du *Temps* est plus sérieuse³²¹. Le journaliste reconnaît pour commencer que « rarement la théorie collectiviste aura été exposée d'une façon aussi nette et aussi originale ». La première remarque concerne la distinction entre les grandes et les petites propriétés en posant la question : « les grandes propriétés ne reposent-elles que sur le travail des salariés ? Sont-ils les auteurs exclusifs des produits de la terre ? ». « Elle a beau être séduisante, cette distinction théorique entre la grande et la petite propriété, elle est et elle

318 *La Petite République*, 8 novembre 1897

319 R. PECH et R. CAZALS (dir.), *Jaurès. L'intégrale des articles de 1887 à 1914 publiés dans La Dépêche*, Toulouse, Privat-La Dépêche, 2009, p. 422-423

320 *La Petite République*, 22 novembre 1897

321 *Le Temps*, 9 novembre 1897

demeure du domaine de la spéculation pure ». Pour asseoir la démonstration, rien de tel que de vouloir se montrer pragmatique même si ce n'était pas le propos de Gabriel Deville. « ... Mais qui ne sent à quelles impossibilités pratiques se heurterait l'exploitation des futurs domaines collectivistes ? Quelle floraison de fonctionnarisme pour acheter les engrais, ordonner les semailles, effectuer la moisson, vendre les récoltes ! ». Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les petits propriétaires aient une défiance instinctive face aux théories socialistes. Car se pose une autre question fondamentale : la vente de leur bien. « Ils veulent être maîtres absolus de leur domaine. Ils veulent pouvoir, si bon leur semble, vendre et retirer, non plus du travail direct de leur terre, mais du capital qu'elle représente, de la valeur qu'ils y ont mise en quelque sorte à demeure, une rémunération normale. Petite propriété autant qu'on voudra, mais, en dépit de toutes les distinctions, capital effectif. Et ils veulent, de plus, être libres d'agrandir leur champ. Il n'est, si modeste parmi eux qui n'aspire à élargir son domaine et ne tâche, à force de privations et d'épargne, à devenir « capitaliste », au sens restreint où M. Deville prend cette expression. Ces ambitions seraient coupables ? Elles devraient être interdites ? Le paysan français ne l'admettra jamais ». Certes, mais la théorie de Gabriel Deville ne concerne pas toutes les propriétés rurales. Et le bonheur de l'humanité ne réside-t-il donc que dans l'aspiration à devenir « capitaliste » ? Pourquoi vendre ce qui est leur gagne-pain, l'agrandir jusqu'où ? Et donc qu'est-ce qu'une rémunération normale ? En fait, derrière cette question de la vente, c'est la question de la liberté que pose *Le Temps*. Or, justement, pour Gabriel Deville et les socialistes, ces liens, ces relations, ces ambitions ne sont que des liens d'aliénation, en totale opposition avec la liberté de l'homme telle qu'ils la conçoivent.

A la Chambre, ce sont le député Rose et surtout le président du Conseil et ministre de l'Agriculture, Méline, qui vont répondre³²². Ils rappellent que le parti collectiviste n'a pas toujours fait la différence entre grande et petite propriété et se moquent : « Ce qui a fait le grand intérêt de l'exposé présenté par M. Deville, c'est qu'il semblait fort au-dessus des mesquins soucis d'une victoire électorale. S'il n'eut pas au surplus été si curieux, il n'eut pas appelé autant l'attention ». Après avoir contesté que la grande propriété se substitue à la petite, mettant cela sur le compte « d'une émigration vers les villes », ils résument bien la théorie collectiviste : « Au fond, toute la doctrine collectiviste repose sur la théorie du salaire. Si le travailleur n'a pas, par le salaire qu'il touche, la pleine jouissance de la totalité des fruits de son travail, il est dupe, il se trouve injustement exproprié ou « volé ». Le « capital » est la représentation de « ce vol ». La collectivité, en prenant le capital, le restitue à tous ; rien de plus ». Excellent résumé de la théorie de la plus-value ! Mais la distinction

³²² *Le Temps*, 15 novembre 1897

entre propriété-capital et propriété-non capital ne peut provenir que de la vente. Donc « le nœud » est là : le petit propriétaire pourra-t-il vendre ou louer sa terre ? « Avec une parfaite loyauté, M. Gabriel Deville y a répondu : « Si vous voulez mon opinion personnelle, a-t-il dit, je répondrai qu'il n'aura pas le droit de vendre ». Là, Gabriel Deville n'exprime pas la position des socialistes, la question n'est-elle pas encore tranchée, y-a-t-il débat ? Mais, pour Méline qui axe sa démonstration sur le thème de la liberté, les choses sont claires : « après la déclaration si catégorique de M. Deville, toutes les illusions possibles sont dissipées. Théorie ancienne ou théorie rajeunie, le collectivisme demeure le rêve de l'État seul souverain maître et propriétaire des instruments de travail, au premier rang desquels est la terre ». Indéniablement, le discours de Gabriel Deville a eu un certain impact. C'est pourquoi, dès le 29 novembre 1897, *La Petite République* l'édite en brochure sous le titre « Socialisme et propriété » en même temps que celui de J. Jaurès et en assurera la publicité pendant de nombreuses semaines.

Même si la mandature de Gabriel Deville fut brève, deux ans, elle n'en fut pas moins émaillée de quelques incidents. Lors d'une séance houleuse à propos de l'attitude d'un ministre vis à vis des élus socialistes alsaciens, « deux ou trois voix à l'extrême gauche crient :

« Il n'y a pas de déserteurs dans nos familles ». M. Barthou se sent atteint. Il se tourne vers nos amis. Je vous somme de vous expliquer, M. Jules Guesde. Notre rédacteur en chef qui a pour principe de ne jamais s'occuper des personnalités, réplique qu'il n'a pas prononcé une parole.

Gabriel Deville se lève et dit simplement :

« C'est moi ! »

Je vous somme de vous expliquer, répète M. Barthou, dont les effets d'éloquence ne sont pas très variés.

« Je ne suis pas à vos ordres, monsieur, pour vous donner ici des explications, riposte Deville, mais je suis à vos ordres pour vous les donner ailleurs, si vous avez le courage de venir m'en demander³²³ ». Il n'y eut pas de suite.

Après la parution du « J'accuse » de Zola, les semaines furent assez agitées à la Chambre. Ainsi, sûrement parce qu'on ne prête qu'aux riches, Gabriel Deville fut accusé par le député Habert de l'avoir injurié. Après rencontre des témoins, A. Millerand et R. Viviani pour le député du 4ème arrondissement, il fut constaté que l'accusation n'était pas fondée³²⁴. Enfin, à la suite des incidents du 22 janvier 1898 qui ont vu le comte de Bernis frapper J.

³²³ *La Petite République*, 22 février 1897

³²⁴ *La Petite République*, 15 janvier 1898

Jaurès à la tribune, *L'Echo de Paris* rapporte que le comte d'Hughes, cette fois-ci, avait aussi à moitié étranglé Gabriel Deville dans les couloirs. Celui-là dément être derrière cet article mais le directeur du journal refuse de publier la dénégation. Gabriel Deville s'occupe de son cas dans les colonnes de *La Petite République*³²⁵.

Les élections législatives prévues en mai 1898 approchant, il faut résoudre un épineux problème dans le 4ème arrondissement. En effet, dès janvier 1897, il est annoncé que, à la suite du recensement de 1896, il ne gardera qu'un seul député. Est-ce aussi pour cela que Gabriel Deville a déposé son projet de modification de la loi électorale fin 1897 ? En tout cas, par trois fois, les groupes et comités socialistes locaux, à une large majorité, n'ont pas reconnu l'autre député, Chassaing, apte à les représenter de nouveau. Ils lui demandent de se retirer mais celui-ci maintient sa candidature. Or, Gabriel Deville a donné sa parole qu'il ne concourrait pas contre lui. Et, malgré le harcèlement des militants socialistes qui « vont même jusqu'à l'accuser de défection », il demeure inflexible. De guerre lasse, le 12 mars 1898, la Fédération des comités républicains socialistes du 4ème arrondissement avait fini par désigner un autre candidat que Chassaing. A travers ce cas, la question se pose de savoir qui et comment désigner les candidats socialistes. Le 23 mars 1898, Gérault-Richard signe l'éditorial de *La Petite République* intitulé « Au IVè », après que les comités locaux ont invité, le lendemain 24 mars, les deux potentiels candidats à venir s'expliquer. La réunion est prévue à 8h et demie du soir, au gymnase Pascaud, 7 rue Castet. Pour eux, comme pour Gérault-Richard, il s'agit d'affirmer la souveraineté du suffrage universel, d'« assurer la liberté de choix au corps électoral de ses candidats en subordonnant les convenances ou les intérêts personnels à l'intérêt général de la cause que nous défendons³²⁶ ». Le rédacteur rappelle les faits. Il y a deux ans il était déjà établi qu'il n'y aurait plus qu'une seule circonscription dans le 4ème arrondissement. « Obéissant à un louable scrupule bien en harmonie avec sa droiture et sa modestie, Deville donna au citoyen Chassaing, député de l'autre circonscription, sa parole qu'il ne se présenterait pas concurrentement à lui, lors des prochaines élections. Depuis lors, Deville a pris au Parlement la place que l'on sait ». Inévitablement, Gérault-Richard revient sur le discours à propos de la crise agricole : « sa conviction brûlante, la force de sa logique, l'ordre admirable de ses exemples, de ses statistiques, de ses documents produisirent sur la Chambre entière une profonde impression ». « Dans ces conditions, on comprendra l'attachement que le groupe des députés socialistes et ses propres électeurs lui ont voué. Pour ma part, je le considère comme un des hommes les plus utiles que nous possédions. [...] Cependant, il existe entre

325 *La Petite République*, 27 janvier 1898

326 *La Petite République*, 23 mars 1898

nos tempéraments une contradiction qui se manifeste par des heurts fréquents. Je le trouve quelquefois bien circonspect ; il me juge souvent trop irréfléchi. N'empêche que je ne suis satisfait de moi-même que lorsque nous finissons par tomber d'accord. Tous nos amis en sont là. Ses avis sur la tactique ou sur la doctrine ont d'autant plus de poids qu'on les sait inspirés par une science solide et par un dévouement sans bornes au socialisme ». Quel bel hommage ! « Ne serait-il pas regrettable de priver le parti socialiste, qui a si grand besoin d'intelligences, d'activités et de dévouements, d'un homme qui possède ces trois qualités, et depuis plus de vingt ans les met à son service ? ». Une chose est sûre, quel que soit le résultat de la réunion du lendemain, Gabriel Deville s'y conformera « sous peine de manquer, pour la première fois de sa vie, au devoir ». Gérault-Richard avait déjà exprimé publiquement en quelle haute estime il tenait son collègue. Lors d'un banquet organisé pour fêter l'anniversaire de l'élection de Gabriel Deville, alors que celui-ci remerciait tous ceux qui l'avaient assisté « et tout spécialement les citoyens Millerand et Jaurès que la fatigue et les occupations » avaient empêché de venir, son ami estimait que ce n'était qu'à ses propres mérites qu'il devait le succès, à ses 20 ans de lutte, à ses écrits : « Je suis heureux, moi qui passe pour violent, d'avoir à mes côtés un ami qui me rappelle de temps à autre au calme, et qui sait néanmoins, à l'occasion, donner une leçon à ceux qui la méritent³²⁷ ». Pour en revenir à l'élection, selon la condition qu'il avait mise, seul Chassaing pouvait délier Gabriel Deville de sa promesse, ce qu'il se résolut finalement à faire. Dès lors, la Fédération, sans surprise, revenant sur son choix du 12 mars, désignât Gabriel Deville à l'unanimité. Mais, pour autant, Chassaing ne se retira pas, considéré alors comme radical-socialiste par *La Petite République* ou comme socialiste par *Le Temps* qui étiquetait Gabriel Deville socialiste collectiviste. Quelques jours avant le premier tour, *L'Intransigeant* et *Le Radical* publièrent une liste des députés socialistes sortants qu'ils soutenaient. Evidemment, Gabriel Deville n'en faisait pas partie, pas plus que J. Jaurès ou J. Guesde, alors que A. Millerand et R. Viviani avaient l'appui des deux quotidiens et Gérault-Richard, M. Sembat, G. Rouanet celui du seul *Radical*. Cette manœuvre grossière provoqua une réaction unanime de tous les candidats socialistes déclarant se présenter unis devant le suffrage universel et réprochant « par avance l'usage qu'on pourrait faire de [leurs] noms en les opposant les uns aux autres, pour [les] diviser³²⁸ ».

Dimanche 8 mai, premier tour des législatives. Gabriel Deville est battu. Sur 16 740 votants (22 529 inscrits), il ne recueille que 4 740 voix quand Chassaing en récolte 5 130, Levasseur, candidat républicain, 5 637, les deux autres candidats, soi-disant socialistes, 1203

327 *La Petite République*, 29 juin 1897

328 *La Petite République*, 5 et 6 mai 1898

au total. J. Jaurès est également battu à Carmaux et le parti socialiste lui propose la deuxième circonscription du 5ème arrondissement, Gabriel Deville entre autres soutenant cette initiative. Mais J. Jaurès refuse et, à partir du 24 mai, partagera la rédaction en chef de *La Petite République* avec Gérault-Richard, lui aussi défait. Quant à l'ex-député du 4ème arrondissement, il annonce son retrait en faveur de Chassaing dès le 10 mai 1898, « ainsi qu'il en avait pris l'engagement³²⁹ ».

2. L'affaire Dreyfus

Après cette défaite, et pour quelques années, Gabriel Deville va quelque peu disparaître de la scène politique. On le devine toujours présent dans l'ombre des leaders, notamment J. Jaurès, mais il n'a plus vraiment de tribune. Il collabore de façon épisodique à quelques journaux. Il est par exemple annoncé à *L'Idée socialiste*, nouvel hebdomadaire visant à exposer la doctrine socialiste, à partir du 9 décembre 1898, puis au *Mouvement socialiste*, autre revue de vulgarisation théorique paraissant début 1899³³⁰. Mais il n'apparaît jamais dans l'ours et ne semble finalement pas y avoir écrit. Il ne publie non plus aucun ouvrage pendant cette période. Même sa correspondance avec W. Liebknecht et son épouse s'est ralentie, surtout depuis son élection en 1896 : huit lettres en 1894, cinq en 1895, trois en 1896, une en 1897, une en 1898, trois en 1899 et une dernière, probablement en 1900, année de la disparition du chef socialiste allemand. Avec son absence d'ambition politique au sens de carrière déjà entraperçue, peut-être n'est-il pas mécontent de se contenter de la réflexion, du débat, débarrassé des tâches quotidiennes du militantisme actif. Il l'avait déjà laissé entendre à la fin de son brillant discours du 6 novembre 1897 : « Les plus grandes joies de la vie sont les enfants et les idées, et l'on peut dire des idées qu'elles sont nos filles aussi. Les enfants et les idées sont pour nous la cause de bien des soucis, de bien des souffrances mais quelle joie quand on les voit grandir et se fortifier de jour en jour³³¹ ». De plus, il dut faire face à quelques tracasseries financières pour lui et sa famille. C'est son épouse, Françoise, qui s'en ouvre auprès de Mme Liebknecht, sans en paraître pour autant très affectée³³². Après s'être, une fois de plus, excusée pour son retard à répondre, elle l'explique par le décès récent d'une de ses sœurs, « d'une maladie de cœur, après une longue agonie ». Elle allait la voir presque tous les après-midis. « Ensuite, nous avons subi au même moment une perte d'argent qui,

329 *Le Temps*, 12 mai 1898

330 *La Petite République*, 29 novembre 1898 et 13 janvier 1899

331 *La Petite République*, 8 novembre 1897

332 RGASPI, Moscou, 200_5_93_019 à 021, 17 juin 1898

très mal venue après les dépenses faites pour les élections, est cause que je n'ai pas remplacé la bonne. Je fais tout le ménage un peu aidée par les enfants ; cela ne m'ennuie pas, au contraire, mais cela m'occupe et, tout en pensant à vous, j'ai dans les moments de repos la paresse d'écrire ». C'est aussi, peut-être, ce qui explique un nouveau déménagement dans les mois qui suivent. « Si nous trouvons à céder notre bail dans de bonnes conditions, nous prendrons un logement plus petit qui me donnera moins de tracas. Je dois dire que les enfants ne demanderaient pas mieux que de faire la besogne avec moi, elles préféreraient cela au travail du lycée ». Les Deville quittent le 7 avenue des Chalets (où J. Jaurès emménagera en janvier 1903) pour vivre, au moins à partir de juillet 1899, au 40 rue de l'Yvette.

Il ne va donc pas être facile de suivre les pensées de Gabriel Deville dans la fournaise de l'affaire Dreyfus dont il semble qu'il se soit quand même prudemment tenu à l'écart. Pourtant, il paraît au-dessus de tout soupçon en matière d'antisémitisme, de nationalisme et de militarisme. Il est l'exact reflet de ce qui se disait dans les cercles socialistes y compris parmi les plus hautes autorités comme J. Jaurès. En 1895³³³, il expliquait ainsi que l'antisémitisme « ne combat pas le moins du monde, en effet, le capital, il ne combat que certains capitalistes au profit de certains autres, sans bénéfice possible pour la masse exploitée ». Alors que le socialisme veut détrôner le capital, « l'antisémitisme au contraire, a le profond respect de ce capital qui est la source de toute exploitation, il veut seulement l'extraire de la poche des juifs afin de le faire passer, avec toutes ses conséquences meurtrières pour la masse et avantageuses pour ses détenteurs et leur domesticité, dans la poche de quelques-uns qui ne le sont pas. L'antisémitisme n'est qu'une manœuvre imaginée par les souteneurs du régime actuel : le juif sert de paratonnerre ; on s'évertue, pour sauver et accroître le capital, à détourner sur les juifs seuls les colères qui doivent viser le capital lui-même, quelle que soit la race ou la religion de ses possesseurs ».

Au sein du groupe parlementaire socialiste, il ne se distingue pas spécialement sur l'affaire, observe la discipline après avoir défendu son point de vue comme nous le verrons. C'est surtout à partir de janvier 1898, après la parution du « J'accuse » de Zola, que l'affaire fait irruption dans les préoccupations socialistes. Gabriel Deville signe avec huit autres députés (J. Jaurès, J. Guesde, A. Millerand, G. Rouanet, Gérault-Richard, E. Vaillant, R. Viviani, C. Hughes) l'ordre du jour suivant : « La Chambre, considérant que la République est menacée à la fois par l'action croissante des puissances d'argent et par les défaillances du pouvoir civil à l'égard d'une oligarchie militaire irresponsable, invite le Gouvernement à rentrer dans la tradition républicaine³³⁴ ». Il fut évidemment rejeté. Tout naturellement, il

333 G. DEVILLE, *Principes socialistes*, Paris, V. Giard et E. Brière, 1896, note p. 207-208

334 *La Petite République*, 15 janvier 1898

signe aussi le manifeste du 19 janvier 1898 définissant la position des députés socialistes, «Au prolétariat³³⁵ ». Après une discussion passionnée, c'est la thèse guesdiste qui l'emporta³³⁶, sur la même logique que face au boulangisme dont les leçons ne semblent pas avoir été tirées. « L'essentiel des socialistes considère de leur intérêt de rester étrangers au combat, voire de suivre leur base populaire influencée par le nationalisme et l'antisémitisme ». Le débat a dû être rude ! « Ces prudences tactiques, ce cynisme doctrinaire et ces attitudes de lâcheté » seront « stigmatisées avec une grande énergie par de jeunes intellectuels militants dont Charles Péguy³³⁷ ». Dès la première ligne, les députés déclarent : « sur le fond même de l'affaire Dreyfus, nous n'avons pas qualité pour nous prononcer » et se retranchent derrière l'autorité de la chose jugée. Ils renvoient dos à dos dreyfusards et antidreyfusards. L'affaire « est devenue le champ de combat des deux fractions rivales de la classe bourgeoise, des deux clans bourgeois : les opportunistes et les cléricaux. Opportunistes et cléricaux sont d'accord pour duper et mater la démocratie ». Les cléricaux veulent « exploiter la sentence de trahison rendue contre un juif pour disqualifier tous les juifs et avec eux, tous les dissidents, protestants ou libres penseurs ». « De l'autre côté, les capitalistes juifs, après tous les scandales qui les ont discrédités, ont besoin pour garder leur part de butin, de se réhabiliter un peu ». « Certes le prolétariat [...] ne doit pas être insensible à l'injustice, même si elle frappe un membre de la classe ennemie. Non il n'y est pas insensible, mais il n'est pas dupe ». La conclusion coule de source : « dans la lutte convulsive des deux fractions bourgeoises rivales, tout est hypocrisie, tout est mensonge [...]. Prolétaires, ne vous enrôlez dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise ! [...] Entre Reinach et de Mun, gardez votre liberté entière ».

Au sujet de l'armée, « sous prétexte de défense nationale et d'honneur de l'armée, la réaction veut habituer la France républicaine à s'incliner [...] devant l'oligarchie des grands chefs militaires. Non, nous ne confondons pas l'armée nationale [...] faite de la chair et du sang du peuple avec les états-majors recrutés par les jésuites et que la longue lâcheté du pouvoir civil a rendu irresponsables ». « ...Ils sont militairement incapables parce qu'ils sont politiquement et socialement réactionnaires ». Et le manifeste se termine ainsi : « Contre le Capital, le Dogme et le Sabre, groupez-vous et combattez en pleine clarté pour la République sociale ! ». Malgré tout c'est bien autour d'une défense de la République que s'articulent les premières interventions. Ainsi, fin février 1898, Gabriel Deville signe un nouvel ordre du

335 *La Petite République*, 20 janvier 1898

336 G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1, 1875-1920*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1977, p. 103

337 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 211-212

jour proposé par R. Viviani, A. Millerand, G. Rouanet et J. Jaurès. « La Chambre, se refusant à entrer dans l'examen d'affaires particulières, mais résolue à préserver de toute atteinte les principes essentiels de la République, invite le Gouvernement à réprimer une manifestation incompatible avec l'esprit de discipline et de devoir qui anime l'armée nationale, affirme la subordination nécessaire et permanente du pouvoir militaire au pouvoir civil...³³⁸ ». Il suit pour l'instant le positionnement officiel de J. Jaurès. Il s'agit de défendre la justice, de montrer la dégradation de la République. « Jaurès entre dans l'Affaire sur une position politique de légalité de la République³³⁹ ». Le gouvernement Méline et la majorité parlementaire « progressiste » sont vite débordés par l'agitation nationaliste. Ils ont cru « trouver une parade en se rapprochant de la droite conservatrice, catholique et monarchiste, et en menant une politique de répression contre les dreyfusards. Considérés comme une menace pour l'ordre social, ces derniers connaissent les brutalités policières et les révocations administratives... L'expérience, par des dreyfusards bien nés, des violences que connaissent les ouvriers en grève de Fourmies ou de Carmaux contribue à cette ouverture sociale des élites qui caractérise le dreyfusisme³⁴⁰ ». Face aux menaces de nouvelles « lois scélérates », nous avons vu que Gabriel Deville avait signé « le manifeste des 40 » et il ne s'agissait pas d'un positionnement opportuniste. Il fait donc partie des 35 que J. Jaurès encense : « les vrais socialistes, tous ceux qui n'ont pas l'adoration du sabre, sont là : tous, de Millerand à Fabérot, de Groussier à Deville, de Guesde à Rouanet, de Viviani à Vaillant³⁴¹ ». « A la veille même de la bataille électorale, quand il faudrait lancer toutes les forces populaires et républicaines contre le ministère des cléricaux et des grands patrons, des moines et des banquiers, la Chambre abdique lâchement, la Chambre se livre et se couche, et il n'y a que quarante députés qui restent debout, continuant le combat dans la débâcle des consciences et des courages ».

Après sa défaite électorale, les sources manquent pour connaître l'engagement militant ou intellectuel de Gabriel Deville dans l'Affaire. Jusque-là, il paraît très proche des positions de J. Jaurès, liant en particulier les questions politiques et la République aux questions juridiques. Il est présent, le 7 juin 1898, au punch-meeting du Tivoli Vaux-Hall organisé par *La Petite République*, où J. Jaurès revient sur son idée de « congrès général du Parti » et sur les conditions d'une unité loyale des cinq fractions qu'il distingue chez les socialistes, déjà développée dans le journal. « Cette union est nécessaire pour surmonter le

338 *La Petite République*, 26 février 1898

339 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 213

340 V. DUCLERT, *L'affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 2018, p. 63

341 *La Petite République*, 2 mars 1898

défi de la confusion, confusion sur la lutte pour la démocratie [...], confusion également parce que l'antisémitisme et le nationalisme ont tenté de détourner au profit de la réaction l'idée du socialisme et l'idée de la patrie et ont égaré une partie du prolétariat³⁴² ». Gabriel Deville réfléchit aussi depuis un moment sur les conditions de cette union et on peut supposer, par ses échanges réguliers avec W. Liebknecht et l'admiration qu'il porte au SPD, qu'il s'agit peut-être d'une des causes profondes de son divorce avec le POF. Cependant, privé d'une tribune régulière, il ne semble pas pour autant s'engager dans le combat dreyfusard comme le fera J. Jaurès même si celui-ci sera obligé de le faire à titre personnel et ne pourra, sous la pression de J. Guesde, E. Vaillant, A. Millerand, R. Viviani mais aussi sûrement de Gabriel Deville comme nous le verrons, engager le Parti socialiste derrière Dreyfus³⁴³. En tout cas, il ne fait pas partie du « Comité de vigilance » créé le 16 octobre 1898 à l'issue d'un meeting de tous les partis et groupes socialistes, salle Vantier, à Paris, sous la présidence de J. Jaurès. Il est fait appel à l'union de tous les socialistes « pour la défense de la République », étant entendu que tous les groupes ne s'unissaient, pour le moment, que sur l'idée républicaine et garderaient leur entière autonomie ». Peu actif, ce comité sera remplacé le 27 novembre 1898 par un « Comité d'entente socialiste »³⁴⁴. Les socialistes indépendants n'ayant pas d'organisation propre sont appelés de fait à fonder une Fédération. Ils n'y sont représentés que par les délégués des deux journaux, *La Petite République* et *La Lanterne*. Néanmoins, ce comité représente déjà un grand pas vers l'union même si les parties constituantes gardent leur autonomie.

Ce n'est qu'un peu plus tard que Gabriel Deville dévoilera son opinion car il n'est quand même pas resté totalement silencieux sur un sujet de cette importance. Il écrit une étude dans le mensuel *Le devenir social* en janvier 1899 intitulée « L'affaire Dreyfus et le parti socialiste ». *Le Socialiste*³⁴⁵ en publie les dernières pages qui expliquent son apparente absence d'implication dans un événement qui a secoué et divisé la France et la République. Il se tient vraiment en équilibre sur un fil d'où un certain malaise perceptible par endroits. Son argumentation parfois redondante traduit surtout le souci de trouver un compromis, une voie, une synthèse aptes à préserver ce qui est pour lui, à ce moment-là, l'objectif numéro un: l'union des forces socialistes. Dans la première partie de son étude, il s'est attaché à ne

342 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 222-223

343 E. CAHM, *L'affaire Dreyfus. Œuvres de Jean Jaurès. T. 6*, Paris, Fayard, 2001, p. 410

344 *Le Temps*, 18 octobre 1898

G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1, 1875-1920*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1977, p. 104

345 N'ayant pu trouver l'intégralité de l'étude dans le mensuel, j'utilise la partie publiée par *Le Socialiste* du 15 janvier 1899.

considérer « que l'attitude des socialistes pris individuellement » et, tout comme J. Jaurès³⁴⁶, il ne voit aucun inconvénient à ce qu'ils aient des opinions différentes. Mais il s'interroge sur leur attitude en tant que parti. S'il se place là encore dans le sillage de J. Jaurès au point de vue moral en estimant que les socialistes doivent « garder des entrailles humaines », « écouter le cri de la pitié », il se veut plus pragmatique, plus réaliste, car la pitié n'implique pas « d'abdiquer tout souci de la réalité, toute raison ». Pour Gabriel Deville, le parti doit donc agir selon deux aspects. S'il doit intervenir sur des cas particuliers en tant que parti, ce ne peut être que pour des individualités qui l'intéressent directement. « En dehors de ses membres et de ses clients de classe, il n'est aucun individu dont la défense individuelle puisse, en tant que parti, lui incomber ». Autrement dit, Dreyfus n'étant ni socialiste, ni membre de la classe prolétaire, le parti socialiste n'a pas à se positionner sur son innocence ou pas et à faire campagne pour cela. C'est une critique à peine voilée de l'attitude de J. Jaurès dont il cherche pourtant à se justifier en rappelant que celui-ci jugeait le procès Dreyfus, « si grave soit-il », comme un « incident particulier ». Par contre, pour le parti socialiste, ce sont « les intérêts généraux qui doivent déterminer ses actes », il se doit de dépersonnaliser toutes les questions. A cette occasion, il devait donc seulement « protester au point de vue général contre le parti pris de huis-clos, contre les atteintes à la liberté de la presse et à la liberté de la défense, contre les procédés des conseils de guerre, contre l'intervention abusive de généraux ne jugeant la discipline bonne que pour leurs subordonnés, contre les velléités de dictature militaire ». Et, pour Gabriel Deville, le parti socialiste par l'intermédiaire de son groupe à la Chambre a pleinement accompli son devoir dans son manifeste du 19 janvier 1898 ou lors des séances des 13, 22, 24 janvier et 24 février 1898, seul ou presque seul à protester. Mais il n'avait pas à « prendre position sur le fond de la question ». Un parti qu'il juge, malgré l'absence d'unité tant idéologique qu'organisationnelle, « arrivé à un certain degré de développement », se doit de poursuivre un travail de propagande théorique mais aussi, même minoritaire, d'« intervenir pratiquement dans le mouvement politique du pays ». « Et, lorsque les circonstances sont telles que le concours de la plus grande partie possible de la masse est nécessaire pour une action de vie ou de mort, il lui faut bien, bon gré mal gré, tenir compte des idées de cette masse ». Or, pour Gabriel Deville, il y a vraiment danger, il se montre plusieurs fois inquiet : « danger de réaction militaire », « péril trop réel », « tentative d'une sorte de coup d'état », « coup de force projeté », « tentative menaçante d'un coup de force militariste et clérical ». A posteriori, ses préventions peuvent sembler exagérées mais, dans l'atmosphère incandescente de l'époque et la violence entretenues par les ligues nationalistes et antisémites, étaient-elles

346 E. CAHM, *L'affaire Dreyfus. Œuvres de Jean Jaurès. T. 6*, Paris, Fayard, 2001, p. 406-407

si irraisonnées ? Dans tous les cas, s'appuyant en bon marxiste sur les faits, il constate que « à tort ou à raison, la masse était en grande majorité contre les partisans de l'innocence de Dreyfus ». « Dès lors [...] en se déclarant pour l'innocence, en liant ainsi la campagne personnelle en faveur de Dreyfus à la campagne générale contre la réaction cléricale et réactionnaire, le Parti socialiste s'isolait, compromettait sa campagne générale si justifiée, rejetait du côté de ses adversaires une foule de gens qui, sans son attitude, sur le fond de la question particulière, auraient été avec lui, accroissait de la sorte lui-même le péril qu'il dénonçait... ». Car, pour résister au coup d'État redouté, il y aura besoin de la masse, il ne sert donc à rien de la « heurter de front », « de l'exaspérer à tort ou à raison ».

Cependant, contrairement à ce qu'affirment leurs adversaires et qu'il récuse, il ne s'agit pas pour le parti de rester inactif, contemplatif : « je ne conseille, en effet, et n'ai jamais conseillé au Parti socialiste aucune espèce d'abdication : ce n'est pas l'abandon, c'est le respect de ses règles fondamentales que je défends ». Il ne semble donc pas approuver le manifeste du POF, « Aux travailleurs de France », paru le 24 juillet 1898 et interprété « à l'époque comme un appel au désengagement des militants. Les amis bourgeois de Jaurès et leurs adversaires sont renvoyés dos à dos : « Libre à la bourgeoisie politicienne et littéraire de se diviser sur la culpabilité ou l'innocence d'un capitaine d'Etat-Major ou d'un commandant d'infanterie et de s'entre-déchirer au nom de la patrie, du droit, de la justice et autres mots vides de sens tant que durera la société capitaliste. Les prolétaires, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille, qui n'est pas la leur ...³⁴⁷ ». La réponse de Gabriel Deville va nous livrer quelques indices supplémentaires sur sa rupture avec ses anciens amis et sur son évolution. Il dénonce ceux qui ont « la crainte constante de ne pas aller en idée assez loin et protestent lorsqu'on signale les impossibilités matérielles d'une réalisation intégrale immédiate », « ceux qui, d'habitude, systématisent la lutte des classes de la façon la plus bornée, la transformant en un manuelisme d'une étroitesse outrancière, et font intervenir arbitrairement partout cette lutte [...] qui n'est ni le seul fait auquel nous devons nous adapter, ni le moyen d'action que nous imposent toutes les circonstances », « à côté de la lutte des classes, il y a des questions d'ordre général telles que l'application constante des garanties légales ». L'inflexion sur la primauté de la lutte des classes est notable, son analyse est plus fine que dans sa jeunesse, ce qui est bien normal, il a déjà pas mal d'années de combat politique derrière lui et a 44 ans à cette époque. Il croit, malgré tout, qu'il y a moyen pour ces militants d'infléchir leur intransigeance en faveur de Dreyfus comme ils le feront lors de la réunion du 16 octobre 1898, salle Vantier. Il conteste aussi l'assimilation, dans le manifeste du POF, de l'Affaire à un Panama militaire en faisant justement remarquer, ce qui

347 E. CAHM, *L'affaire Dreyfus. Œuvres de Jean Jaurès. T. 6*, Paris, Fayard, 2001, p. 410-411

renforce sa thèse, que dans le scandale politico-financier, le parti socialiste, justement, «s'était attaché à dépersonnaliser » et avait combattu non « en faveur de telle ou telle victime particulière » mais avait dénoncé et « attaqué le régime engendrant ces vols et ces corruptions ». Mais ici, il n'y a qu'un seul incriminé et à tort ! Gabriel Deville maintient que le parti doit agir mais il exprime « des réserves sur la façon d'agir ». Au final, il estime qu'«il n'y a eu dans le parti socialiste dissentiment que sur un seul point : le parti devait-il, en tant que parti, se prononcer pour l'innocence de Dreyfus et faire campagne en sa faveur ? Quant à moi, j'ai pensé, je pense encore que non, et je viens d'expliquer pourquoi ; je prétends même que telle aurait dû, telle devrait être l'opinion des membres du parti individuellement convaincus de l'innocence de Dreyfus ».

Dans cet article, on note les efforts de Gabriel Deville pour rapprocher les points de vue et essayer de trouver un compromis, une voie médiane pour agir et prendre position dans l'intérêt du socialisme et de l'union qui est sa préoccupation majeure sans négliger les fondements moraux qu'il doit porter. Pour cela, sa démonstration apparaît par moments bien alambiquée, floue. Elle se déroule comme si le parti était déjà bien structuré, unifié, ce qui est encore loin de la réalité comme la suite le prouvera. Ensuite, quel était vraiment l'état réel de l'opinion publique notamment prolétarienne sur l'affaire Dreyfus ? Plus concrètement, à quel type d'action pense-t-il, à la Chambre ou en dehors, même s'il ne semble considérer le Parlement que comme seul lieu pour cela ? Mais surtout, ce qui le gêne, c'est la personnalisation de l'Affaire. Or, comment faire autrement quand il n'y a qu'une seule victime d'une injustice ? Comment éviter cette personnalisation engagée, de toute façon, dès le départ, par les dreyfusards ? Par contre, la nécessité de l'union des socialistes n'avait peut-être jamais été aussi forte qu'à ce moment-là. Car, fin 1898, la République apparaît à beaucoup de socialistes en danger et la crainte d'un coup d'État touche tous les courants. La liberté républicaine et le droit humain sont clairement menacés. Le texte de Gabriel Deville s'applique à déminer le terrain pour faciliter cette union nécessaire. A Lyon, le 23 octobre 1898, J. Jaurès déclare : « Nous, socialistes et révolutionnaires, il nous faut dénoncer la coalition qui se prépare contre la République », « vous ne laisserez pas agir cette coalition, vous combattrez tous pour la justice et la République sociale³⁴⁸ ». Peut-être Gabriel Deville pense-t-il toujours à l'idée initiale de J. Jaurès d'utiliser l'Affaire pour, paradoxalement, mener les socialistes à l'unité ? Mais il ne la voit pas sur les mêmes bases ! « Une doctrine de justice est-elle capable de refuser la justice pour un homme sous le prétexte qu'il n'appartiendrait pas au prolétariat ?³⁴⁹ ».

348 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 232

349 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 222

Une inhabituellement longue lettre à W. Liebknecht³⁵⁰ apporte d'autres précisions sur l'opinion de Gabriel Deville, tout en confirmant que son principal souci fut l'unité socialiste. Ce qui, au-delà de l'affaire Dreyfus, l'amène à juger le gouvernement Waldeck-Rousseau et la participation ministérielle de A. Millerand mais surtout à critiquer J. Guesde et E. Vaillant avec qui les ponts, au moins politiques, sont bien coupés.

Il reconnaît tout d'abord son erreur initiale, comme de beaucoup de socialistes du reste : « Si je ne fais aucune difficulté de reconnaître que je me suis trompé dans l'appréciation personnelle de la culpabilité de Dreyfus, si aujourd'hui je le crois innocent, je persiste à penser que je ne me suis pas trompé au point de vue de l'attitude générale qu'aurait dû avoir le parti socialiste. Ce qui m'a guidé, ce n'est pas une sorte de raison d'État comme l'ont dit quelques vaniteux imbéciles qui s'étourdissent avec des mots, mais mon principe supérieur de morale qui consiste à faire passer l'intérêt social ou socialiste -pour moi c'est tout un- avant l'intérêt individuel, si justifié qu'il soit et quel que soit l'individu en cause tant qu'il y aura des contradictions entre ces deux intérêts, ce dont je ne suis pas responsable ». Ce passage nous montre deux choses. Tout d'abord, six mois après, Gabriel Deville n'a pas infléchi la position qu'il a défendue dans son article du *Devenir social*. Mais surtout, il ne partage pas l'analyse de J. Jaurès qui ne voit aucune contradiction là où lui en voit une. Quand l'un pense aux fondements moraux du socialisme, à son rapport au droit, à la justice, à la vérité, aux garanties fondamentales du citoyen, l'autre sans les nier, ne voit d'abord que le problème de l'union des socialistes avec, pour cela, des arguments tout aussi convaincants. Quand J. Jaurès s'élève à l'idéalisme³⁵¹, Gabriel Deville reste coincé à l'étage du matérialisme. Mais il est bien facile après coup de juger et si peu de personnes étaient capables de rivaliser intellectuellement avec l'enfant de Castres ! Le célèbre passage des *Preuves* illustre bien l'enjeu pour lui : « Je pourrais répondre que si Dreyfus a été illégalement condamné et si, en effet, comme je le démontrerai bientôt, il est innocent, il n'est plus ni un officier ni un bourgeois : il est dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe ; il n'est plus que l'humanité elle-même, au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer. Si on l'a condamné contre toute loi, si on l'a condamné à faux, quelle dérision de le compter encore parmi les privilégiés ! [...] Il est seulement un exemplaire de l'humaine souffrance en ce qu'elle a de plus poignant. [...] Nous ne sommes pas tenus pour rester dans le socialisme, de nous enfuir hors de l'humanité».

350 RGASPI, Moscou, 200_4_5026_001 à 006, 2 juillet 1899

351 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 227

Gabriel Deville, très inquiet à moment donné pour l'avenir de la République et donc du parti socialiste, regrette toujours que celui-ci ait agi autrement que ce qu'il préconisait. «... Le résultat a été une crise nationale dans laquelle la République n'a peut-être été sauvée que grâce à deux événements sur lesquels personne n'était en droit de compter : la révélation par Cavaignac du faux d'Henry et la mort de Félix Faure. Le résultat a été aussi une crise du parti socialiste ». A cette occasion, alors que W. Liebknecht comme les socialistes allemands n'étaient pas convaincus de l'innocence de Dreyfus et condamnaient l'attitude de J. Jaurès³⁵², Gabriel Deville, sans les désigner nommément, exprime tout de même sa désapprobation : «... la seule chose que j'aie désapprouvée c'est l'intervention trop directe des partis socialistes dans les affaires nationales d'un pays étranger comme cela s'est produit pour la France dans l'affaire Dreyfus de la part de gens ayant de bons sentiments mais une connaissance imparfaite de ce qu'ils se permettaient de juger trop lestement ... ».

Il nous dévoile aussi un pan des discussions dans le groupe socialiste de l'ancienne Chambre avant d'aborder la plus importante partie de cette lettre : l'attitude de J. Guesde et E. Vaillant face à l'unité.

« Dans le groupe socialiste de l'ancienne Chambre, quand j'ai empêché, aidé par Millerand, le groupe de faire ce qui a été fait depuis, de lancer le parti socialiste dans la campagne personnelle en faveur de Dreyfus, Guesde était celui qui me combattait avec le plus d'acharnement, il allait encore plus loin que Jaurès dans le même sens que celui-ci, et, sans l'opposition d'un des leurs au Conseil national, de Fortin, Guesde et ses amis auraient fait à cette époque un manifeste dreyfusard, pour employer par commodité le langage courant. Lorsqu'après les élections générales, Jaurès entama une campagne en faveur de l'unité socialiste – campagne celle-là que j'approuve complètement – Guesde qui, au fond, pas plus que Vaillant du reste, n'a jamais voulu de cette unité, se préoccupa, pour l'entraver, de prendre le contrepied de ce que Jaurès par ailleurs conseillait au parti. Or, Jaurès le poussait à être dreyfusard, Guesde en vint à soutenir à peu près sur ce point ma manière de voir qu'il avait combattue au groupe socialiste. Le revirement de Guesde est incontrôlable, et je ne crois pas me tromper sur le motif que j'attribue à ce revirement, qui n'a pas eu du tout un but électoral puisqu'il ne s'est produit qu'après les élections ».

En résumé, après avoir comme la plupart des socialistes y compris J. Jaurès, cru à la culpabilité de Dreyfus mais non par antisémitisme, Gabriel Deville a tenté de trouver une voie originale pour éviter la crise au parti socialiste dont l'union lui paraissait alors à portée de main et même vitale face au danger qu'il jugeait très grand d'un coup de force contre la

352 G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1, 1875-1920*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1977, p. 103.

Mais ce n'était pas le cas selon le *Jean Jaurès* de G. Candar et V. Duclert, p. 221

République. Pour l'affronter, il était essentiel que les socialistes soient unis, il fallait donc mettre sous le tapis les gros sujets de discorde et sacrifier l'homme Dreyfus sans pour autant être absent du débat moral, juridique. En fait, il voulait que le parti combatte le militarisme, la réaction, proteste contre le dévoiement de la justice et les attermolements des républicains au pouvoir mais en menant une lutte désincarnée, sans jamais parler de Dreyfus. En opposition donc à J. Jaurès mais sans soutenir les guesdistes, il était encore sur cette position, sûrement très minoritaire, en juillet 1899, malgré l'évolution de l'Affaire et la révision du procès décidée le 3 juin 1899. Pour lui, l'intérêt du Parti socialiste se confondait avec l'intérêt général tel qu'il le concevait et non avec l'intérêt particulier de Dreyfus. Ce fut son erreur mais l'équation était difficile voire impossible à résoudre !

Conformément à son tempérament, il défendit sa ligne, ne mit pas son drapeau dans sa poche mais fut incapable de la faire évoluer. Pour un marxiste attaché à la réalité des faits, il négocia très mal cet empiètement de l'idéalisme jaurésien sur son matérialisme. Il rata là une belle occasion d'approfondir sa réflexion théorique sur le socialisme, la République, la question sociale entamée depuis longtemps. Ses considérations tactiques face au danger qu'il présentait ont pris le pas sur tout le reste et lui ont masqué les enjeux moraux et idéologiques pour le socialisme. Il n'a pas compris que Dreyfus était « l'humanité elle-même ». Il ne fut pas le seul et, au moins, eut-il le mérite de proposer une voie qui tentait de concilier finalement l'inconciliable. Au fond, selon la typologie de V. Duclert, Gabriel Deville n'était-il pas une sorte de « dreyfusien socialiste » ?

3. L'entrée de A. Millerand au gouvernement

Fin 1898 – début 1899, la tension est à son comble. La République n'est jamais apparue aussi faible et aussi menacée par les violences nationalistes et une dérive autoritaire sans parler d'un antisémitisme de plus en plus virulent. « Le gouvernement de la République doit faire prévaloir l'autorité de la justice, sous peine d'enterrer les libertés républicaines et l'État de droit³⁵³ ». Après l'agression du président Loubet à Auteuil « par un groupe d'antidreyfusards qui profitent de la complaisance des forces de l'ordre » et la contremanifestation républicaine organisée le 11 juin 1899 à Longchamp et violemment réprimée celle-là, le gouvernement Dupuy se décide à réagir mais c'est trop tard. « La partialité de plus en plus grande du gouvernement de Charles Dupuy en faveur des nationalistes qui ressemblaient eux-mêmes de plus en plus à des factieux entraîne la défection d'une partie de sa majorité » écrit M. Agulhon. Le 12 juin 1899, le ministère

353 V. DUCLERT, *L'affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 2018, p. 55

tombe. Et le 22 juin 1899, Waldeck-Rousseau est investi « à la tête d'un gouvernement subtilement et fermement composé³⁵⁴ », un gouvernement de « Défense républicaine ». Le parti socialiste déjà divisé par l'affaire Dreyfus mais temporairement réuni autour d'une action minimaliste en soutien de la République allait définitivement exploser et voir la perspective d'une union s'éloigner définitivement pour quelques années. En effet, l'entrée du socialiste A. Millerand dans ce gouvernement provoqua de sérieux déchirements.

Les conditions de son accord à son entrée dans ce ministère soulèvent déjà une certaine suspicion que ne vont pas manquer d'exploiter les opposants, E. Vaillant, J. Guesde et leurs amis. Bien que ces circonstances n'aient jamais été clairement élucidées, il semble bien qu'A. Millerand se soit engagé avant même d'en avoir référé à ses collègues socialistes. Ce soupçon d'ambition personnelle mit déjà en porte-à-faux ses amis du groupe des indépendants et notamment J. Jaurès qui hésita un moment avant de lui donner son imprimatur. Mais, à ce moment, il semble que personne ne connaissait la nomination du général Gallifet, « le fusilleur de la Commune », au ministère de la Guerre. Piégé et redoutant la réaction d'E. Vaillant et de J. Guesde alors qu'il n'avait pas renoncé à l'idée de l'unité, J. Jaurès, poussé par L. Herr, prit le risque du maintien de son soutien « sachant d'avance le calvaire qu'il aurait à monter³⁵⁵ ». Car, défendre la République était devenu « une urgence politique et un impératif moral, parce que le socialisme ne peut exister sans la République et parce qu'en venant à son secours il prouverait son importance historique autant que son identité démocratique³⁵⁶ ». Il faut que les socialistes prennent leurs responsabilités. « En ce moment, voici l'essentiel. La République est en péril. Si un ministère a le courage, pour la sauver, de frapper les factieux galonnés, peu nous importent les instruments dont il se sert. [...] J'ajoute que, pour ma part et sous ma responsabilité personnelle, j'approuve Millerand d'avoir accepté un poste dans ce ministère de combat [...] Millerand a assumé une responsabilité formidable. Il dépend de lui que cet acte d'audace tourne au bénéfice et de la République et du socialisme³⁵⁷ ». La division au sein du groupe socialiste progresse. « Le 25, les députés blanquistes choisissent de quitter le groupe de l'Union socialiste. Les guesdistes s'expriment dans un manifeste, puis quittent à leur tour l'Union socialiste³⁵⁸ ». Le 26 juin 1899, le ministère Waldeck-Rousseau est investi par la

354 V. DUCLERT, *L'affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 2018, p. 56

355 G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1, 1875-1920*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1977, p. 106

356 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 234

357 *La Petite République*, 24 juin 1899

358 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 245

Chambre à la suite d'un débat difficile et houleux. Dix-neuf députés socialistes indépendants mais aussi quatre guesdistes et deux allemanistes votent pour le ministère alors que les blanquistes et le reste des guesdistes s'abstiennent.

Le 2 juillet 1899, dans sa lettre à Liebknecht³⁵⁹, Gabriel Deville donne son opinion sur ce nouveau ministère et sur les manœuvres d'E. Vaillant et de J. Guesde qui ne sont que des prétextes pour faire capoter l'union. Il partage au sujet d'A. Millerand l'avis de J. Jaurès. « Si Millerand qui, à mon avis et malgré ce qu'on insinue, est, tout en étant modéré, un très sincère socialiste – je ne dis pas : veut mais peut continuer à prendre des mesures favorables à la classe ouvrière, et par conséquent au socialisme, la masse socialiste sera vite pour lui et contre ceux qui le combattent et qui seront contraints de refaire l'union. Il y a évidemment des choses dures, et la présence de Gallifet dans le ministère est une de celles-là, mais ici encore je pense qu'il faut savoir ne pas tenir tant de compte des individus et se préoccuper surtout de l'intérêt général. S'il y a Gallifet, il y a une compensation qui est Millerand. La concentration républicaine ne se fait pas cette fois au seul profit des opportunistes dont les fautes perdaient alors la République, comme à la rue Cadet contre Boulanger ; le socialisme aura sa part dans la victoire, et non quelques socialistes personnellement comme alors ; et si on l'emporte, ainsi qu'en ce moment je l'espère, ce sera forcément qu'on le veuille ou non, la plus grande part ». Position logique de la part de Gabriel Deville compte tenu de sa forte crainte d'un coup d'état militaire exprimée dans l'article du *Devenir social* et de sa focalisation sur l'union des forces socialistes plus que jamais nécessaire. Il condamne donc sans ambages l'attitude d'E. Vaillant et de J. Guesde. Il pense qu'après les élections de mai 1898 et la relative déception qu'elles ont représentée pour les socialistes, « il y a eu certainement alors pour la première fois un mouvement sérieux dans la masse socialiste en faveur de l'unité. Guesde et Vaillant n'ont pas osé et n'oseront jamais heurter de front un semblable mouvement ; mais ils feront sous n'importe quel prétexte tout ce qu'ils pourront pour l'empêcher d'aboutir et pour conserver des organisations où jusqu'ici ils ont fait la pluie et le beau temps ». Ils feront tout contre l'union puis l'unité qui en découlera quand tous se plieront à la règle de la majorité. « A ce point de vue, ils ont sûrement béni la présence de Gallifet dans le ministère ». Pourtant, « lors de la première tentative de constitution du ministère par Waldeck-Rousseau où Millerand figurait et où Gallifet était mais seulement en qualité de chef de cabinet de Waldeck ministre de la Guerre, Vaillant, consulté, n'avait pas blâmé ». Mais, lors de la constitution de son nouveau groupe à la Chambre, il s'est réjoui car « il y avait longtemps qu'il attendait le moment de procéder à cette formation, c'est à dire de porter atteinte à l'union ». Quant à J. Guesde, Gabriel Deville

359 RGASPI, Moscou, 200_4_5026_001 à 006, 2 juillet 1899

et lui se sont rencontrés à la campagne chez Fortin le 18 juin 1899 alors qu'il n'était question ni de Millerand ni de Gallifet. Fortin a alors confié à Gabriel Deville que les guesdistes «projetaient de faire, à propos de l'affaire Dreyfus, un manifeste pour contrebalancer l'action exercée à ce sujet par Jaurès et *La Petite République* sur le parti socialiste ». Le 25 et le 26, ils n'ont fait qu'utiliser les événements pour justifier une attitude déjà décidée avant « sous couleur de mettre le socialisme dans la bonne voie » afin « de faire dérailler l'union ». Au passage, Gabriel Deville égratigne son ami P. Lafargue : « Je ne vous parlerai pas de Lafargue parce que, par sa faute, il ne compte pour ainsi dire plus comme influence socialiste. Il a toujours été, je crois, dreyfusard, en tout cas il l'est surtout depuis que Guesde ne l'est plus, ayant toujours été un peu jaloux de Guesde³⁶⁰ à moins – tout est possible avec Lafargue – qu'il ne le soit plus parce que son neveu Jean Longuet l'est trop ». Qu'il le soit ou qu'il ne le soit plus, « il doit être content de jouer de mauvais tours à Jaurès et à la cause de l'union que défend Jaurès », vexé de n'avoir pas été choisi comme collaborateur pour «L'histoire socialiste de la Révolution Française » ; car il pense être « le seul socialiste français ayant des vues originales sur la Révolution, et c'est vrai mais ses vues sont fausses». De ces cancons, il ressort tout de même désormais une forte animosité de Gabriel Deville envers ses anciens amis qu'il exprime depuis déjà un petit moment dans sa correspondance avec le leader allemand. Il espère malgré tout que les manœuvres d'E. Vaillant et J. Guesde échoueront car « le mouvement pour l'union n'est pas niable » et les deux leaders « ne sont plus suivis aussi docilement qu'autrefois par les leurs » comme le prouvent les votes socialistes, le 26 juin 1899, lors de l'investiture du ministère Waldeck-Rousseau. Et ils pourraient se retrouver dans la position de l'arroseur arrosé. En conclusion, Gabriel Deville conseille à W. Liebknecht, s'il désire vraiment une union socialiste en France, de souhaiter que « Vaillant et Guesde échouent dans leurs tentatives actuelles ». Au meeting du Tivoli Vaux Hall du 7 juin 1898, l'idée de convoquer un congrès pour avancer sur l'idée de l'unité socialiste avait été avancée par J. Jaurès. Elle n'avait pas été abandonnée et Gabriel Deville y revient toujours dans un nouvel échange avec W. Liebknecht³⁶¹ sans manquer de continuer à critiquer E. Vaillant et J. Guesde. « Ce que j'avais prévu et qui n'était du reste pas difficile à prévoir pour qui connaît le milieu et n'est pas aveuglé par l'esprit de parti est arrivé. Lâchés par une partie de leurs troupes, Guesde et Vaillant ont finalement accepté ce Congrès général dont ils ne voulaient pas ». Mais « je ne veux pas chanter victoire trop tôt ». La

360 C. WILLARD, s'appuyant sur un rapport d'un indicateur de police, conteste cette affirmation, *Les guesdistes*, p. 135 (APP BA/1135). Alors que J.-N. DUCANGE dans son *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?*, p. 62, juge que « leurs relations n'ont jamais été au beau fixe. Elles sont toujours restées extrêmement froides voire, à certains moments, glaciales »

361 RGASPI, Moscou, 200_4_5042_001 à 002, 22 juillet 1899

détermination de « l'ordre du jour du Congrès va peut-être être la source de difficultés voulues par eux » en tentant de le limiter. « Mais je suis convaincu, étant donné l'esprit du parti, qu'ils n'aboutiront, s'ils agissent ainsi, qu'à se montrer mauvais joueurs sans y rien gagner du tout au contraire ». Il faut donc, selon lui, laisser aller les choses. « La base de nomination de délégués, proposée l'an dernier par Jaurès, acceptée aujourd'hui par Vaillant et Guesde, me semble équitable d'une façon générale, il y a des chances qu'elle soit adoptée ... ». « Le Congrès seul pourra résoudre la difficulté pendante et je désire que tous soient aussi disposés à se soumettre que moi. Je persiste à penser que l'union se fera malgré tout et qu'elle sera plus réelle qu'elle n'était avant la manœuvre de Vaillant et de Guesde pour la tuer ... ». Mais ce n'est pas encore fini et selon l'ancien député du 4ème arrondissement, ils « n'ont certainement pas encore renoncé à leur idée pour laquelle l'affaire Dreyfus et le ministère ne sont que des prétextes jugés de nature à la favoriser ».

Dans une autre lettre³⁶², Gabriel Deville se montre plus direct et plus explicite. Averti, mais n'ayant pas vu l'article, des propos du correspondant du Vorwärts, il s'étonne : « S'il dit que je suis sorti du parti socialiste, c'est évidemment, selon votre expression, un mensonge ; s'il dit que je suis sorti du parti guesdiste, ce n'est pas une nouveauté : dans deux mois, il y aura exactement dix ans de cela ... » soit en octobre 1889. De façon générale, il critique encore la façon dont les affaires françaises sont vues par les Allemands y compris par W. Liebkecht. « Ceci dit, laissez-moi ajouter que je crains beaucoup que vous ne vous laissiez égarer, sur les affaires de France, par la préoccupation de vos polémiques en Allemagne. Si je ne me trompe, vous avez peur de fournir des armes à Vollmar et à Bernstein ... » ce qui, d'ailleurs, lui rappelle l'article d'Engels dans la *Neue Zeit* contre le programme agricole de J. Guesde. « ... Les uns et les autres ont le tort de transporter dans des circonstances différentes de celles qui les justifient, des faits qui ne peuvent même pas être identiques. Comment une action commune menée en France contre le cléricisme et le monarchisme par exemple pourrait-elle servir d'argument à une action commune en Bavière avec les cléricaux monarchistes ? ». Tout ceci amène Gabriel Deville à se montrer très clair, un peu agacé sûrement par tous ces commentaires : « En tout cas, moi qui n'approuve pas les théories récentes de Bernstein, moi qui me crois marxiste et qui, sans vanité, crois savoir ce que c'est que le marxisme, j'approuve entièrement Millerand ; je l'ai approuvé dès le début et je l'approuve plus que jamais après ses actes, qui sont importants et pour le socialisme et pour le salut même de la République sans épithète à laquelle ils contribuent heureusement à rattacher des gens qui, à tort bien entendu, mais le fait n'en était pas moins grave, se désaffectionnaient d'elle. J'approuve Jaurès en tout sauf d'avoir fait de l'affaire Dreyfus une

362 RGASPI, Moscou, 200_4_5063_001 à 002, 4 août 1899

affaire de parti et si cela n'est arrivé qu'après les élections, c'est grâce beaucoup à moi : j'étais combattu alors, au groupe socialiste de la Chambre, par Guesde et par Vaillant ; ils poussaient Jaurès – qui fut plus raisonnable qu'eux en présence de l'opposition de Millerand et moi – dans la voie qu'ils lui reprochent aujourd'hui de suivre. Ceux qui ne sont pas au courant de tous ces petits détails peuvent beaucoup parler de nos affaires soit dans un sens soit dans l'autre mais ils les comprennent mal. Et je ne parle pas seulement ici de l'extérieur, beaucoup de Français sont dans ce cas ». Gabriel Deville a rarement été aussi direct, signe aussi d'une certaine familiarité qui s'est installée au fil des ans avec W. Liebknecht. Ce qui importe d'abord, c'est la défense de la « République sans épithète » et l'union des socialistes, à commencer par le soutien à la participation de Millerand dans le ministère Waldeck, dont il approuve la prédiction de J. Jaurès que « ce sera une grande date historique, et un parti audacieux, conquérant, ne doit pas [...] négliger ces offres du destin, ces ouvertures de l'histoire³⁶³ ».

En ces mois de juin et juillet 1899, décidément décisifs que ce soit pour l'affaire Dreyfus mais surtout pour l'unité socialiste, l'accord pour un Congrès général des forces socialistes a été arraché le 18 juillet aux guesdistes. Pourtant, quatre jours plus tôt, E. Vaillant, A. Zévaès, J. Guesde et P. Lafargue avaient publié un manifeste « A la France ouvrière et socialiste » condamnant « ... une politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations, que depuis trop longtemps on s'efforçait de substituer à la politique de classe ». Ce texte heurte frontalement J. Jaurès et ses soutiens, le choc est rude. Il réplique dès le lendemain et, plus tard, réitère sa proposition d'un congrès unitaire où toutes les positions pourraient s'exprimer et se confronter : « ce manifeste de division ne pourra être effacé que par la grande réconciliation socialiste, et celle-ci n'est possible que par un congrès général du Parti où chacun exprimera sa pensée tout entière et se soumettra ensuite, librement, aux décisions réfléchies du socialisme unifié³⁶⁴ ». Donc, le 18 juillet 1899, pour résoudre cette grave crise du socialisme français, le principe du Congrès est acté et un « Comité d'entente socialiste » est créé pour le préparer.

Il s'ouvre le 3 décembre 1899, salle Japy, devant 700 délégués. Jaurès et ses alliés indépendants et possibilistes sont minoritaires face aux guesdistes et blanquistes. Lors d'un premier vote décrétant la participation à un gouvernement bourgeois incompatible avec la lutte des classes, J. Guesde triomphe mais une deuxième résolution encore plus largement adoptée prévoit un recours exceptionnel à cette participation. L'explosion est évitée et un lien ténu est préservé. Gabriel Deville parle de cette réunion dans ce qui paraît être son

363 *La Petite République*, 24 juin 1899

364 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 249

dernier échange avec W. Liebknecht qui décédera en août 1900³⁶⁵. Il est évidemment vent debout contre ses anciens amis guesdistes dont il dénonce les truquages. « Si, dans le congrès, ils ont paru avoir la majorité, cela ne tenait qu'au trucage des mandats contre lequel Guesde protestait autrefois et dont il a usé cette fois-ci » et de citer, en exemple, le cas de la Guadeloupe. Autant il pouvait avoir des points de convergence avec le leader du SPD sur l'attitude de J. Jaurès lors de l'affaire Dreyfus, autant ils sont en totale opposition au sujet de la participation de Millerand. Gabriel Deville considère toujours que « ce qui empêche l'union d'être réelle, ce n'est nullement la présence de Millerand au ministère, c'est l'hostilité de Guesde et de Vaillant contre la disparition de leurs organisations particulières. Bonnier qui est en ce moment un intime de Guesde m'a avoué personnellement la semaine dernière qu'il était opposé à l'union mais qu'on était bien obligé de dire le contraire publiquement ». Il reste malgré tout optimiste et pense que l'union progressera car il ne juge pas J. Guesde et E. Vaillant « assez maladroits pour en prendre l'initiative » (de la rupture). Il ne change pas non plus d'avis sur les réactions à l'étranger en introduisant notamment un argument capital. « Si, comme vous me le dites, l'exemple de Millerand est démoralisant à l'étranger, c'est simplement parce qu'on a le tort d'assimiler des situations qui ne sont pas assimilables et qu'on fait abstraction des conditions du milieu qui ne sont pas identiques. D'abord nous sommes en République et [...] tous les autres socialistes européens sont en monarchie : cela, pour moi, au point de vue de la tactique et de la conception révolutionnaire a une extrême importance ... ». Enfin, il aborde la loi du travail d' A. Millerand qu'il soutient encore totalement : « Le libéral anglais dont vous me parlez serait d'accord avec nos patrons pour blâmer Millerand et sa loi du travail ; les ouvriers en masse – voyez dans *La Petite République* d'hier, datée du jeudi 18 janvier [...] le manifeste de St-Quentin – et les socialistes en grand nombre, et j'en suis, qui préfèrent la réalité aux apparences, voient dans cette loi un grand pas en avant et ne craignent qu'une chose, c'est que le Sénat, obéissant aux capitalistes, ne la vote pas, nous resterions alors avec la loi que préfèrent Méline et Vaillant ». Gabriel Deville est toujours au cœur des batailles socialistes et suit assidûment la politique même s'il n'a plus ni mandat ni tribune, surtout dans la perspective d'une union qu'il souhaite par-dessus tout et au plus près de J. Jaurès. D'autant qu'il va seconder activement ce dernier dans sa nouvelle vaste entreprise intellectuelle : la rédaction d'une « Histoire populaire et socialiste de 1789 à 1900 ».

365 RGASPI, Moscou, 200_4_5210_001 à 002, 19 janvier 1900 (?). Lettre incomplète.

4. L'Histoire socialiste de la Révolution Française

C'est l'éditeur parisien Jules Rouff qui, en juin 1898, lui a commandé ce travail auquel, du reste, il pensait depuis quelques années. Le contrat est signé le 1^{er} décembre 1898. J. Jaurès en fait l'annonce dans un éditorial intitulé « Histoire socialiste » en mai 1899³⁶⁶. J. Jaurès dirigera l'équipe de rédaction et traitera la Constituante et la Législative. Parmi les autres collaborateurs qu'il a choisis avec l'éditeur, J. Guesde devait présenter la Convention mais il se désistera rapidement, Gabriel Deville abordera le Directoire, Millerand 1848, J. Labusquière et Gérault-Richard la Troisième République ... L'approche marxiste est soulignée dès le départ : sans vouloir réduire « la complexité croissante du mouvement humain, [...] il est entendu que toujours nous chercherons le fonds et le tréfonds économique d'où procèdent les grands événements » et notamment l'évolution de la propriété et du travail tout en étudiant « le contre-coup des phénomènes économiques dans les phénomènes politiques et dans le mouvement intellectuel ». Les personnages essentiels de cette histoire sont les classes d'abord bourgeoise puis de plus en plus en opposition à elle, le prolétariat. Toutefois les auteurs ne céderont pas « à la tentation de retrouver le socialisme avant le socialisme ». Il est aussi clair que l'économique n'est pas tout, que la classe n'est pas tout, que les rapports de classe « n'épuisent pas la réalité de l'histoire », qu'il y a aussi les mentalités, « le cerveau humain ». Pour ce travail énorme, J. Jaurès fait appel aux socialistes, étudiants, professeurs, instituteurs et tous ceux qui pourraient leur transmettre des documents utiles. « Quel triomphe pour notre parti s'il pouvait édifier une œuvre populaire, mais plus solidement appuyée que les histoires bourgeoises au roc de la vérité ! ». Nous savons depuis ses débuts à *L'Egalité* où il avait déjà esquissé une histoire de Babeuf et de la Conjuración des Egaux que Gabriel Deville s'est toujours particulièrement intéressé à cet épisode de la Révolution qu'il considérait comme les prémices de la société marxiste pour laquelle il était un des premiers à militer à l'époque. Il n'est donc pas étonnant que J. Jaurès lui ait proposé de rédiger la partie consacrée au Directoire. C'est peut-être à lui qu'il doit alors de voir aussi en Babeuf qui le fascine « le véritable ancêtre du socialisme : « Babeuf, votre maître et le mien, celui qui a fondé en notre pays, non pas seulement la doctrine socialiste, mais surtout la politique socialiste³⁶⁷ ». J. Jaurès ne peut manquer de faire un parallèle entre l'attitude de Babeuf et de ses amis, le 13 vendémiaire, et « celle de certains socialistes qui, lors du boulangisme ou de l'Affaire Dreyfus, n'hésitèrent pas à se joindre aux républicains «bourgeois» pour lutter contre la réaction. Pour Jaurès, l'union des socialistes avec tous les

³⁶⁶ *La Petite République*, 23 mai 1899

³⁶⁷ J. GODECHOT, « Jaurès historien » dans *Jaurès historien de la Révolution Française*, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1989, p. 23

républicains est, dans certaines circonstances, indispensable ». Enfin « Jaurès admire aussi dans Babeuf l'ardeur avec laquelle il s'indigne contre les excès commis par les révolutionnaires ».

« Jaurès organisa une réunion préparatoire pour exposer comment il concevait l'œuvre et répartir le travail entre d'éventuels collaborateurs³⁶⁸ ». Gabriel Deville y assistait. « Deville a surtout retenu qu'étaient là Lucien Herr et Charles Andler, les deux inséparables. Le premier prit une part active à l'entretien, le second « parla peu ». Jaurès, il est à peine besoin de le dire, fit un exposé éblouissant. Péguy en vareuse, mais « drapé dans son manteau », était dans un coin. Il ne bougeait pas, ne parlait pas, dans une attitude de détachement. Après que Jaurès, cela allait de soi, se fut chargé d'ouvrir l'ouvrage par l'Introduction générale, l'exposé des causes de la Révolution et du récit des événements révolutionnaires jusqu'au 9 thermidor, il demanda à Gabriel Deville de faire la partie concernant la Réaction thermidorienne et le Directoire ; Deville accepta ». « Péguy s'attendait sans doute à ce que Jaurès le désignât pour une tranche de l'œuvre, tout comme d'autres assistants. Il n'en fut rien ; d'où, selon Deville, une « blessure d'amour-propre » qui serait peut-être à l'origine d'un des nombreux froissements entre Péguy et Jaurès ». On a vu que P. Lafargue avait eu la même réaction.

Tout n'alla pas de soi ensuite et tous les collaborateurs ne mirent pas le même entrain, le même enthousiasme dans l'entreprise. Ce qui ne manqua pas de causer bien des soucis et de mettre une grosse pression sur J. Jaurès car « il était non seulement responsable personnellement et, pourrait-on dire, moralement, mais matériellement vis-à-vis de l'éditeur et vis-à-vis des souscripteurs. Il lui fallait coûte que coûte poursuivre la publication³⁶⁹ ». « Pas de crainte du côté de Gabriel Deville qui était le premier à s'exécuter après Jaurès. Celui-ci connaissait la haute conscience de Deville, son respect sacré des engagements. Il le voyait souvent à l'œuvre et savait par surcroît que la parution en livraisons bi-hebdomadaires, exigeant l'urgence, agirait sur lui comme un aiguillon ». Cette allusion de M. Dommanget à un certain dilettantisme de la part de Gabriel Deville mais toujours allié à une grande droiture morale et intellectuelle rappelle, c'est amusant, le jugement porté par L. Lafargue à propos de son activité au *Socialiste* quelques années plus tôt.

La première livraison de *L'histoire socialiste* parut le 11 février 1900, offerte en prime, comme la seconde, aux lecteurs de *La Petite République* dont on ne peut pourtant pas dire que le journal en fit une grande publicité. Les annonces régulières viendront plus tard.

368 M. DOMMANGET, « Sur Jaurès, historien de la Révolution Française » dans *Jaurès, historien de la Révolution Française*, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1989, p. 70-72

369 M. DOMMANGET, « Sur Jaurès, historien de la Révolution Française » dans *Jaurès, historien de la Révolution Française*, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1989, p. 75

«La Constituante », en tant que volume achevé, sort le 5 décembre 1901 après la publication en brochures et le tome IV, dernier de la tranche dévolue à J. Jaurès, à la fin de 1903. Mais ce n'est que dans l'édition du 20 décembre 1903 du quotidien que l'on trouve le premier placard pour ces quatre volumes. En mai 1904, c'est la période sur laquelle avait travaillé Gabriel Deville qui commence à paraître.

Il est regrettable que ce travail immense ne fut pas apprécié à sa juste valeur dans le monde intellectuel, du moins dans un premier temps. D'abord le titre « Histoire socialiste » écartait les mieux disposés, surtout chez les historiens, apparaissant comme un outil de propagande au profit d'un mouvement politique. Ensuite, chez les socialistes, il fit l'objet d'un boycott surtout chez les partisans de J. Guesde et E. Vaillant. Surtout, l'œuvre historique parut à un moment où les tensions et l'animosité contre J. Jaurès étaient à leur comble entre les deux tendances après l'affaire Dreyfus et la participation ministérielle de Millerand même si celui-ci, d'abord pressenti pour écrire sur 1848, ne rédigea que la préface du tome IX. Heureusement, cette œuvre qu'Alphonse Aulard qualifia de « plus ample, plus solide, plus beau [...] de tous les monuments élevés à la Révolution Française³⁷⁰ » allait finir par percer, malgré l'accueil plutôt tiède, et, dès avant 1914, toutes les éditions étaient épuisées. Selon les contributions, tous les volumes n'ont pas la même valeur. « Certains se lisent encore avec un vif intérêt : ainsi celui de Deville sur « Les thermidoriens » et « Le Directoire », celui de Georges Renard sur « La république de 1848 ». D'autres sont aujourd'hui bien dépassés³⁷¹ ».

Mais jamais J. Jaurès n'aurait pu aborder la Révolution Française de façon aussi magistrale s'il n'avait été activement aidé dans ses recherches. Deux noms se détachent : G. Rouanet, probablement, étant donné sa connaissance de la période et ses liens avec J. Jaurès mais aussi, de façon certaine, Gabriel Deville. « Non seulement Jaurès l'a cité à plusieurs reprises » mais son appoint apparaît dans plusieurs lettres. Il lui a ainsi rendu de grands services dans la mise en exergue d'un certain nombre « d'oubliés et de dédaignés » de province. Ainsi Dolivier que J. Jaurès découvrit dans les débats parlementaires. « Mais Jaurès ne connaissait point les idées socialistes de Dolivier ; c'est Gabriel Deville qui les lui révéla, comme Jaurès l'a reconnu d'une façon formelle³⁷² ... ». Et celui-là confirma : « C'est moi qui le lui ai signalé et le lui ai mis en mains dans la « vieille petite salle des Archives ». Gabriel Deville lui a également signalé une note bizarre d'Aulard dans le tome de « La

370 *L'Humanité*, 23 mars 1919

371 M. REBERIOUX, « Jaurès, historien de la Révolution Française » dans *Jaurès, historien de la Révolution Française*, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1989, p. 36

372 M. DOMMANGET, « Sur Jaurès, historien de la Révolution Française » dans *Jaurès, historien de la Révolution Française*, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1989, p. 84-85

société des Jacobins » sur ce même Dolivier, travail paru en 1901, soit avant « La Convention » de J. Jaurès. Cela lui donna l'idée d'approfondir ses recherches sur ce personnage pour sa propre partie. Dans un article de *La Petite République* du 17 octobre 1901, J. Jaurès fait également part des nombreux entretiens qu'avaient les deux hommes, ce que confirme encore Gabriel Deville : « nous nous entretenions souvent de nos travaux ». L'ancien élu de Carmaux « dit textuellement qu'il vient de chercher aux Archives nationales avec Gabriel Deville des documents sur la Révolution. Il fait état d'un journal de Babeuf que lui a montré Deville et dont il a lu un fragment avec « un tressaillement de joie ». Gabriel Deville raconte encore : « En histoire, j'ai retrouvé le dossier de l'affaire de faux montée contre Babeuf, là où ceux qui s'étaient occupés de lui, n'avaient pas songé à le chercher. Me sont encore dus certains rapprochements de documents et de faits historiques, intéressants sans doute, puisque d'autres écrivains dont personne ne conteste le savoir les ont depuis utilisés avec succès³⁷³ ». Encore une fois, Gabriel Deville est resté dans l'ombre, son aide fut méconnue, oubliée et pourtant sa collaboration fut très précieuse dans l'immense tâche que s'était fixée J. Jaurès. « On a donc le droit de dire que sans les précisions fournies par son camarade et ami Deville, dont il appréciait les scrupules et la haute probité intellectuelle, Jaurès, au milieu de ses soucis et tâches multiples et, comme il l'a dit lui-même, « du tourbillon des événements qui l'emportaient », n'eût pu mener à bien son œuvre immense sur un événement aussi immense que la Révolution française³⁷⁴ ». Ce gros travail effectué en toute discrétion couplé à une absence de visibilité médiatique et politique explique largement l'apparente disparition de Gabriel Deville du mouvement socialiste sur la période 1900-1902.

5. Le Congrès de Tours et la nouvelle candidature à la députation

L'attitude générale de ce gouvernement de « Défense Républicaine » vis à vis des mouvements sociaux, beaucoup moins porté sur la répression que ses prédécesseurs et davantage sur la négociation, marque un indéniable progrès. Une plus grande prise en compte de la question sociale, quelques avancées non négligeables, des initiatives porteuses d'avenir, finalement une politique sociale assez ambitieuse et pragmatique, sont tout de même à mettre à l'actif d'A. Millerand dans son ministère. Mais il est une loi qui allait laisser une marque profonde dans l'histoire : la loi sur les associations du 1er juillet 1901. Elle entraînait totalement en résonance avec les nouvelles aspirations d'une société encore déchirée

373 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.53-54

374 M. DOMMANGET, « Sur Jaurès, historien de la Révolution Française » dans *Jaurès, historien de la Révolution Française*, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1989, p. 85

par les suites de l'affaire Dreyfus. Waldeck-Rousseau déclara à Toulouse, le 28 octobre 1900: « Ainsi, la loi sur les associations est, à nos yeux, tout à la fois le point de départ de la plus grande et de la plus libre évolution sociale, et aussi la garantie indispensable des prérogatives les plus nécessaires de la société moderne ». Ce texte fut donc le déclencheur « d'un puissant mouvement associatif – caractéristique majeure de la France du XXème siècle et élément décisif de la prise en charge par la société de son destin, ou du moins de son existence concrète, de ses formes de solidarité. Des pratiques collectives et civiques inédites virent le jour. Elles étaient le signe d'une politisation et d'une démocratisation croissante de toute la vie publique³⁷⁵ ». De cette loi découla rapidement la naissance des partis politiques tels que nous les connaissons, entraînant ainsi une modernisation des structures de la vie politique elle-même. Le premier fut le « parti radical et radical-socialiste » fondé fin juin 1901. Côté socialistes, les plus rapides furent J. Guesde et E. Vaillant. Ils se sentaient suffisamment forts de la majorité réunie contre A. Millerand en décembre 1899 malgré l'atténuation des « circonstances exceptionnelles », de la scission actée au congrès de la salle Wagram du 28 septembre 1900 pour fonder le Parti Socialiste de France (PSDF) à Ivry le 3 novembre 1901, parti tout imprégné de lutte des classes et de révolution. Il y avait bien deux conceptions du socialisme, de la politique et de l'histoire qui s'affrontaient. J. Jaurès et ses amis mirent un peu plus de temps à créer leur structure mais le Parti Socialiste Français (PSF) vit le jour au congrès de Tours qui se tint salle du Manège du 2 au 4 mars 1902.

C'est Gabriel Deville, délégué de la Seine, qui ouvrit le feu dès la première séance. Son intervention, malgré la persistance de certaines ambiguïtés, fut très claire, directe, à la limite de la provocation. Visiblement, en intervenant en premier, son but était de mettre les pieds dans le plat face à une minorité menée par Renaudel et mieux permettre ainsi l'expression d'une synthèse par J. Jaurès susceptible de rallier tous les suffrages. Manœuvre de congrès alors qu'en toile de fond plane toujours la participation controversée de A. Millerand au gouvernement ? Il n'hésite pas à questionner ainsi ouvertement la notion de classe et donc indirectement le principe de la lutte des classes : « C'est une erreur de théorie que de l'admettre au sens propre du mot. Des classes moyennes existent qui ne sont ni exploiteuses ni exploitées³⁷⁶ » ou encore « l'idée que la société se divise en deux classes est une abstraction contredite par le développement de la classe moyenne : il demande donc la suppression du terme ...³⁷⁷ ». E. Jousse fait remarquer que son propos est très proche « des

375 V. DUCLERT, *La République imaginée*, Paris, Belin, 2014, p. 424

376 *La Petite République*, 4 mars 1902

377 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 293

formules empruntées par les révisionnistes en Allemagne ». Or, on sait que Gabriel Deville ne partage pas les thèses de Bernstein et qu'il connaît suffisamment Marx pour mesurer l'importance de ce concept dans sa philosophie. La charge est rude et suspecte. Il ne s'arrête pas sur sa lancée et s'en prend à un autre mot totem pour les socialistes au moins français : révolutionnaire, dont il demande aussi la suppression dans la déclaration de principes du parti. Il explique qu'il trouve ce mot trop équivoque³⁷⁸. « Il faut s'entendre sur le sens du mot, dit-il : si on ne le supprime pas, il faudra l'expliquer³⁷⁹ », « ou on est révolutionnaire dans le sens violent du mot, ou on ne l'est pas. Si on ne l'est pas, il faut avoir le courage de le dire, et j'ai ce courage, quant à moi³⁸⁰ ». Il est surprenant qu'il continue à assimiler la révolution à la violence et rien qu'à ça, alors qu'on a vu qu'il a su lui donner dans le passé une définition plus large. Et c'est d'autant plus étonnant qu'il défend, sûrement en pensant d'abord à Babeuf, une filiation entre le socialisme et la Révolution Française. « Le socialisme est né de la Révolution Française. Au moment où l'on affiche la Déclaration des Droits de l'Homme, il nous faut fournir les arguments nécessaires pour démontrer que nos principes sont la véritable application de la Déclaration des Droits de l'Homme. Nous devons être collectivistes et c'est ce qui nous distinguera des partis républicains radicaux ». C'est pourquoi aussi il combat la grève générale qui peut dégénérer en actes de violence néfastes au progrès. Et la conclusion coule de source, sujet sur lequel il a arrêté sa position depuis plusieurs années : « Je ne vous cache pas que je me suis placé surtout, d'une façon générale, au point de vue de ce qu'on appelle le légalisme : ce n'est pas en révolutionnaire partisan de la violence que je viens ici, c'est en légaliste. Je crois que vous ne feriez rien de bon en sortant des voies légales, et que si vous cherchiez à aboutir tout en ayant encore la majorité du pays contre vous, vous auriez la plus amère des désillusions³⁸¹ ». Au-delà de ces chiffons rouges agités à la face de la minorité, il reprend plusieurs points du projet de déclaration présenté par la majorité. Il demande à ce que le référendum soit introduit, estime que la suppression des armées permanentes ne sera possible qu'après un désarmement général, veut la réduction du service militaire à deux ans avec la suppression des dispenses parallèlement à une vigoureuse action diplomatique pour l'obtenir simultanément dans tous les pays et n'est pas partisan de la suppression de la dette publique qui serait « pure folie, car cette

378 Rapport, AN Pierrefitte, F/7/13072, Congrès de Tours 1902

379 *Le Temps*, 4 mars 1902

380 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 293

381 E. JOUSSE, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2016, p. 293- 294

suppression, c'est la socialisation immédiate des moyens de production. On conviendra que ce n'est guère réalisable aujourd'hui³⁸² ».

Evidemment, c'est Renaudel qui intervient en premier pour exposer le projet de programme établi par la minorité antiministérielle du Comité général et s'opposer à Gabriel Deville. Il estime le projet de la majorité « filandreux », lui reproche de ne pas avoir explicitement condamné la participation d'un socialiste au pouvoir : être minoritaire dans un gouvernement bourgeois « ne peut pas être considéré comme le commencement normal de la conquête des pouvoirs publics » mais seulement comme « un expédient forcé, transitoire et exceptionnel ». Pour transformer la société, « la légalité ne suffit pas [...] ; les moyens révolutionnaires s'imposent, et parmi eux, la grève générale³⁸³ », l'esprit révolutionnaire constituant l'impulsion fondamentale du socialisme. Contrairement à ce que pense Gabriel Deville dont il trouve les thèses dangereuses, « elle sera le prologue nécessaire de la révolution, mais le prolétariat peut avoir à y recourir et les expériences fâcheuses qui ont été faites montrent simplement que l'éducation des travailleurs est encore imparfaite³⁸⁴ ». En somme, le représentant de la minorité se montre à la fois évolutionniste et révolutionnaire mais antiministérielle. Plusieurs orateurs regrettent l'absence de programme agraire ou font remarquer qu'il ne faut pas effrayer le paysan par le mot révolutionnaire et par la grève générale. Révelin, professeur de philosophie, principal rédacteur du projet de déclaration, pense que le référendum est un instrument dangereux et que la Déclaration des Droits de l'Homme consacre le droit de propriété personnelle. Il s'étonne alors de la singulière idée de Deville de la rattacher au socialisme. Il se demande où commencent les dépenses militaires nécessaires ; quant à la division de la société en deux classes ennemies, c'est une tendance sinon un fait et le programme peut l'indiquer. A. Briand, à la fois évolutionniste et révolutionnaire, trouve que « la façon dont M. Deville voudrait humblement solliciter des réformes de la classe bourgeoise, [...] blesse sa dignité de socialiste³⁸⁵ ». Il pense que la révolution peut ne pas être violente mais qu'il y aura des résistances qui pourront nécessiter l'usage de la force et la grève générale qu'il ne faut pas repousser, à priori, déjà votée au congrès de la salle Jappy, peut obliger la bourgeoisie à écouter les revendications sociales. « Le but étant révolutionnaire, le moyen peut l'être aussi », « c'est la contre-révolution qui rend la révolution violente ». G. Hervé préconise de renoncer à toute guerre coloniale et de régler les conflits internationaux par l'arbitrage. Enfin, J. Jaurès intervient en des termes

382 *Le Temps*, 4 mars 1902

383 Rapport, AN Pierrefitte, F/7/13072, Congrès de Tours 1902

384 *Le Temps*, 4 mars 1902

385 *Ibid*

susceptibles de mettre tout le monde d'accord. N'était-ce pas le but ? « Il est d'accord avec M. Deville pour faire remonter le socialisme à la Révolution de 1789 : « Il y avait, dit-il, dans la Déclaration des Droits de l'Homme une vertu latente, dont le socialisme et le prolétariat ont su tirer la conclusion ». Il faut donc souligner ce lien. Il remarque qu'il y a eu des transformations des sociétés, de l'évolution économique depuis Marx, qu'il est donc nécessaire, comme l'admettent aussi les dirigeants du SPD, de réviser le programme d'Erfurt. Il dit aussi que le suffrage universel est un communisme politique et qu'il n'est pas admissible qu'il puisse supporter une oligarchie politique. Il déplore que le programme tende à un pessimisme social exagéré, niant les progrès accomplis depuis 50 ans, il réfute la thèse de l'insécurité et de la misère croissante du prolétariat. L'affirmation révolutionnaire sans cesse renouvelée ne réussit qu'à détourner le prolétariat de l'emploi des moyens légaux qu'il a en mains : suffrage universel, syndicats, coopératives. Ce sont ces moyens qu'il faut propager. Il compare les deux méthodes : révolutionnaire et évolutionniste et déclare qu'on ne peut pas dire quelle est la bonne. Mais, comme M. Deville, il estime que les révolutions ne sont efficaces qu'avec l'appui de la majorité. Il est partisan de la grève générale pacifique mais à condition qu'elle ne dispense pas des autres moyens légaux³⁸⁶. Au sujet des armées permanentes, il est partisan d'un système de milices à mettre en place immédiatement sans attendre les décisions des autres pays tout en proposant un désarmement général et pour lequel le parti devra voter des crédits car il absorberait les deux-tiers du budget. En terminant, il estime que l'expérience ministérialiste ne doit pas se renouveler immédiatement. Il faut un recul nécessaire pour pouvoir juger les effets de la première expérience de participation au pouvoir ; seulement il ne faut pas non plus repousser ce moyen. A l'issue de cette longue soirée (commencée à 9h du soir, elle se termine à 3h du matin), une commission du programme de 15 membres est nommée dans laquelle siège évidemment Gabriel Deville.

Le lendemain soir, 3 mars 1902, J. Jaurès lui-même donnera lecture d'une déclaration de principes qui porte indubitablement sa marque. « Elle s'efforce de donner satisfaction aux deux tendances, en conciliant la doctrine marxiste et la doctrine bernsteinienne, la méthode évolutionniste et la méthode révolutionnaire. La déclaration se tient, en effet, à égale distance du modérantisme de M. Gabriel Deville et du révolutionnarisme de M. Renaudel, tout en permettant à quiconque de se réclamer de l'un comme de l'autre. Enfin, très nette, quant à l'affirmation du but à atteindre : le communisme par la socialisation de la propriété et des moyens de production, elle autorise tous les moyens d'action puisqu'elle n'en rejette aucun³⁸⁷ ». Elle souligne aussi que : « dans l'ordre politique, la démocratie se réalise [...]. Le

386 Synthèse entre le rapport des AN et les articles du *Temps* et de *La Petite République*

387 *Le Temps*, 5 mars 1902

suffrage universel est le communisme du pouvoir politique. Dans l'ordre économique, au contraire, c'est une minorité qui est souveraine, c'est l'oligarchie capitaliste qui possède, dirige, administre, exploite ». Il n'y a qu'un seul remède pour éviter la domination et le monopole du capital, « transférer à la communauté sociale les moyens capitalistes de production ». La déclaration s'avoue impuissante à prévoir comment s'accomplira cette révolution : « Mais le prolétariat ne doit pas écarter l'hypothèse d'événements révolutionnaires qui peuvent être suscités par la résistance des privilégiés ». Cependant, il serait puéril de négliger les moyens légaux dont dispose le prolétariat. La grève générale ne peut être féconde que si elle est préparée par une organisation et une éducation ouvrière suffisantes. Le manifeste proclame que « le socialisme est essentiellement républicain, on peut dire qu'il est la République elle-même ». Enfin, la déclaration oppose aux religions, aux dogmes, aux Eglises la pensée libre et la conception scientifique du monde. Elle déclare que le socialisme est pacifique et international, condamne toute politique d'agression continentale ou coloniale et prépare, par l'organisation de milices nationales, le désarmement «simultané» des nations. Elle est votée à l'unanimité de même que la résolution annexe préparée par A. Briand, soumettant la participation d'un socialiste au gouvernement à la décision d'un Congrès.

Le dernier jour, 4 mars 1902, c'est le programme politique et économique à la rédaction duquel Gabriel Deville a aussi participé qui est discuté. Parmi les nombreuses réformes proposées :

- Démocratisation des pouvoirs politiques avec suffrage universel direct à toutes les élections sans distinction de sexe, droit d'initiative populaire et référendum, suppression du Sénat et de la Présidence de la République, mandat législatif révocable, autonomie administrative des départements et des communes
- Laïcisation complète de l'Etat
- Organisation démocratique et humaine de la justice avec gratuité, abolition de la peine de mort et des tribunaux militaires
- Constitution de la famille conformément aux droits individuels avec abrogation de toutes les lois instituant l'infériorité civile des femmes et des enfants naturels ou adultérins et libéralisation du divorce
- Gratuité de l'enseignement et monopole par l'Etat
- Refonte du système d'impôts dans un sens de solidarité sociale
- Protection et réglementation légale du travail dans l'industrie, le commerce et l'agriculture avec la journée de 8h et une journée de repos hebdomadaire

- Assurance sociale contre tous les risques naturels et économiques
- Extension des services publics industriels et agricoles dont un service public de placement pour les travailleurs
- Substitution de milices à l'armée permanente.

Nul doute que Gabriel Deville adhère largement à ce programme et à ce nouveau parti d'autant qu'il maintient, point sur lequel il est assez sensible, l'indépendance du groupe parlementaire considéré comme une Fédération. Le Parti passe d'une organisation centralisatrice à une organisation fédérative. Les Fédérations, départementales ou régionales, gardent une large autonomie et seront seules juges de leurs élus. Avec d'autres, Gabriel Deville a pris une large part à la fondation de ce nouveau Parti Socialiste Français (PSF) comme il l'avait fait pour le Parti ouvrier.

Mais ses déclarations au Congrès ont créé des remous y compris à l'étranger. C'est ainsi que le dirigeant allemand du SPD, Kautsky, le prend violemment à parti dans un article du *Vörwaerts* dès le 6 mars 1902. Le 7, Gabriel Deville lui répond³⁸⁸, s'indignant de ces « basses attaques ». Il précise alors ce qu'il a soutenu à Tours sur les classes : « que l'existence de deux classes dans la société est non un fait, mais une tendance » et qu'il a cité, à l'appui de ses dires, un article de ce même Kautsky dans *Le Devenir social* de mai 1895, p.105-106, dont il reprend des extraits dans sa réponse : « C'est une de nos propositions fondamentales que la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie est le moteur du développement social actuel » tout en admettant que ces deux classes diffèrent selon les temps, les lieux, les conditions de leur formation, « de plus, entre la bourgeoisie et le prolétariat, il y a toute une série de couches sociales, ayant des intérêts particuliers, et qui interviennent dans la lutte entre la classe bourgeoise et la classe prolétarienne, renforçant tantôt l'une, tantôt l'autre », « une nouvelle classe moyenne, très nombreuse et qui croît constamment, se forme de cette manière », « il faut remarquer d'abord qu'en fait les choses ne se présentent pas d'une façon aussi tranchée que le présente la théorie. En réalité les différentes classes se pénètrent réciproquement, et il y a toujours entre deux classes une foule d'intermédiaires ». Toujours dans *Le Devenir social* mais en juin 1895, p. 266, Kautsky parle d'une classe qu'il appelle « libérale » et qui « n'est pas directement intéressée aux intérêts de classe du prolétariat, mais elle n'a pas d'intérêt direct à l'exploitation capitaliste ». Dans ces conditions, rappelant ce qu'il a écrit dans *Les Principes socialistes* en 1896 « dont je ne renie, n'en déplaise à Kautsky, aucune thèse » au sujet des classes, il s'étonne de ces attaques et passe à l'offensive : « ... je me permets de penser qu'on peut l'éliminer (Kautsky) « lui et ses pareils » venimeux, sans éprouver la moindre sensation d'un vide : leur action est maigre sur

388 *La Petite République*, 10 mars 1902

les hommes, elle est nulle sur les faits ... » et pour finir : « Mais je ne décline nullement l'honneur de participer, avec quelques « complices » à la tâche d'ouvrir les yeux des socialistes sur les fantasmagories doctrinales de bons apôtres tournés à l'aigre par la diminution croissante de leur ancienne clientèle ». On sent tout à coup que ce n'est pas seulement l'Allemand qui est visé mais, par effet collatéral, les guesdistes contre lesquels Gabriel Deville exprime tout son ressentiment. Il reste fidèle à son principe d'analyse, les faits rien que les faits, et à sa rigueur scientifique. Constatant lui aussi les évolutions sociologiques rapides et surtout l'existence d'une classe dite moyenne, il s'efforce donc d'intégrer cette donnée dans la doctrine marxiste professée jusque-là, très bipolarisée. Il est donc en pleine réflexion sur ces notions de classe et de lutte des classes qu'il cherche, fidèle à son tempérament, à préciser le plus possible. Comme on s'en doute, Kautsky a peu apprécié et est sûrement monté d'un cran dans l'invective en accusant Gabriel Deville d'« apostasie ». La polémique enflant, les circonvolutions d'usage sont de moins en moins de mise. Gabriel Deville réplique dans une lettre datée du 14 mars 1902³⁸⁹. Après avoir fait remarquer à Kautsky « qu'il entre vraiment trop dans la peau du personnage « porteur de reliques », il rappelle qu'à Tours, il n'a pas parlé « d'accroissement » de la classe moyenne mais seulement de son « existence très réelle » que celui-ci du reste reconnaît et « de la force qu'elle procède au moment présent ». Mais, surtout, il s'explique encore une fois sur son évolution qu'il date précisément et qui nous confirme ce que nous subodorions à propos de sa rupture avec les guesdistes. « oui, j'ai modifié – sans aucun intérêt personnel ; au contraire pourrais-je dire – ma première manière de voir sur la nécessité d'un recours à la violence, nécessité à laquelle je ne crois plus dès l'instant que nous sommes en République et que nous avons le suffrage universel ; mais cela s'est passé vers la même époque où j'ai quitté le Parti ouvrier français, c'est à dire vers la fin de 1889. J'ai même, au début de 1891, publié un article à ce sujet dans la *Neue Zeit*. Kautsky, alors, ne jugeait cependant pas que j'étais « apostat ». Encore une fois, ce qu'il prétend en ce moment, il l'avait déjà exprimé dans ses *Principes socialistes* dont Kautsky avait fait un compte-rendu où, sans être d'accord sur tous les points, n'en accusait pas pour autant Gabriel Deville d'avoir renié le marxisme. Alors « pourquoi le fait-il aujourd'hui, puisque mes idées sont les mêmes ? ». Le 20 mars, nouvel échange³⁹⁰. «Kautsky avoue » triomphe Gabriel Deville. Il reconnaît avoir publié en Allemagne en 1890 un article où ce dernier avait exposé sa nouvelle manière de voir à propos de la révolution. Gabriel Deville va alors donner l'explication la plus claire et la plus précise qu'il ait jamais donnée de ce qu'il reproche au mot « révolution » : « ... mot équivoque par suite des divers sens qu'il

389 *La Petite République*, 15 mars 1902

390 *La Petite République*, 22 mars 1902

peut recevoir. Je demande qu'on ait soin de le définir quand on l'emploie, et s'il est certains de ces sens que j'admets, il en est un que je repousse, c'est celui qui exprime la nécessité en France, à l'heure présente, de la violence ; c'est celui qui identifie ce mot « avec les idées de meurtre et de destruction » (*Principes socialistes*, p. 79) ; c'est le recours aux armes, sauf pour « maintenir intacts la République et son territoire contre tous ceux qui les menaceraient » (Idem p. 90). Cela j'ai continué à le dire ; je ne dis ni plus ni moins ». Et, finalement, il en vient à désigner nommément celui qu'il soupçonne d'être derrière ces attaques : J. Guesde. Signe de sa profonde amertume et colère, il va quitter le débat d'idées pour parler de faits que seuls certains initiés pouvaient connaître. Après la séance du 13 novembre 1897 à la Chambre, J. Guesde « a eu recours à moi dans des termes qu'on n'emploie pas et pour un service qu'on n'a pas l'habitude de solliciter de quelqu'un qu'on juge renégat ou apostat », allusion sûrement à l'aide financière que J. Guesde lui a demandée pour faire soigner son fils après sa tentative de suicide. « Quand j'ai accusé Kautsky d'être le « vil complaisant » de certains hommes, je n'avais désigné personne ; Kautsky a deviné sans hésitation de qui il s'agissait, tout en voulant nous persuader qu'il a eu seul l'initiative de sa malpropre attaque ». Il faut peut-être replacer aussi l'attitude de Kautsky dans le contexte allemand où la controverse avec Bernstein est encore très vive. Gabriel Deville a reconnu et reconnaît encore « ce qu'intellectuellement parlant [il a] dû à Guesde » mais « Guesde, en revanche, n'a jamais reconnu autrement que par les outrages qu'il autorise en ce moment, ce qu'il m'a dû matériellement ». La polémique s'arrête là mais les guesdistes vont faire payer ses propos à Gabriel Deville lors des échéances politiques qui approchent.

En effet, des élections législatives sont prévues les 27 avril et 11 mai 1902. Le 4ème arrondissement est de nouveau divisé en deux circonscriptions. Sur la deuxième, quartiers St-Gervais et Arsenal, où va se représenter Gabriel Deville, la plupart des autres candidats se sont déjà manifestés depuis la fin de l'année 1901, tout comme lui du reste. Ce sont D. Cloutier, soutenu par la Ligue de la Patrie Française et la Ligue des Patriotes et le Dr. Cogrel, désavoué lui par la Ligue de la Patrie Française et donc indépendant, pour les nationalistes et John Labusquière, l'ancien condisciple de Gabriel Deville sur les bancs du lycée à Tarbes et à l'Internationale de Toulouse, actuel conseiller municipal de Picpus à Paris. Cette candidature, un peu surprenante, va évidemment causer quelques soucis au sein du Parti socialiste. Les statuts du Parti exigent l'unité de candidature. C'est pourquoi l'Union républicaine socialiste soutenant Gabriel Deville a demandé l'arbitrage du Comité Général du Parti mais les comités supportant J. Labusquière l'ont refusé. Le premier a donc été officiellement intronisé, le second se présentant alors comme socialiste indépendant tout en annonçant, dès le début de sa campagne, qu'il se désisterait pour le républicain anti-

nationaliste arrivé en tête et ferait campagne avec lui. A part un guesdiste, Bousquet, déclaré plus tard, il n'y a pas d'autres candidats.

La Petite République va donc soutenir Gabriel Deville en annonçant par exemple toutes ses réunions, ce qu'elle ne fait pas pour J. Labusquière qui s'en plaint. C'est Gérault-Richard, suspecté de favoritisme, qui répond : « Mes préférences personnelles n'ont rien à y voir. [...] Je ne dissimule pas pourtant qu'elles vont à Gabriel Deville que je lisais, il y a déjà vingt-cinq ans, lorsque je menais de front mon apprentissage d'ouvrier tapissier et de militant socialiste. Depuis, j'ai contracté pour lui une estime profonde doublée d'amitié très vive. Je l'ai vu à la Chambre ; il est de ceux qui par leur assiduité, leur application et leur énergie, peuvent rendre les plus grands services au socialisme ». Il ne dénigre pas pour autant J. Labusquière, surtout dans la perspective du deuxième tour, « militant de valeur, ayant à son actif de beaux états de service » mais qui « par son indiscipline », s'est placé « en dehors de notre parti ». Or, « il faut de la discipline. Sans discipline, notre parti risquerait de dégénérer en cohue³⁹¹ ». Discours amusant quand on verra la suite.

Gabriel Deville commence véritablement sa campagne au tout début d'avril 1902 par une série de réunions privées, suivies de sa première réunion publique le 5 avril. La tournée des préaux d'école recommence. Tous les leaders étant affairés dans leurs circonscriptions, il mène son combat seul, Gérault-Richard venant seulement le soutenir à la veille du premier tour. A part une tentative d'interruption d'une réunion, le 12 avril, par le Dr. Cogrel et quelques nationalistes et des propos mensongers, accusations infâmes du même pour lesquels Gabriel Deville l'assignera devant la police correctionnelle, il n'y a pas d'incidents notables. Au soir du 27 avril, les résultats tombent : sur 14 742 inscrits et 12 064 votants dont 274 bulletins blancs ou nuls, le nationaliste D. Cloutier obtient 3 460 suffrages, Gabriel Deville 2 814, le Dr. Cogrel 2 659, J. Labusquière 2 522 et le guesdiste Bousquet 315. Incontestablement, sur Paris, il y a une forte poussée nationaliste. Le second tour opposera donc Gabriel Deville au nationaliste D. Cloutier. Très vite, un front républicain se forme, c'est la République qu'il faut défendre. Ainsi qu'il l'avait annoncé, J. Labusquière se désiste dans les heures qui suivent et viendra soutenir Gabriel Deville dans plusieurs réunions où il ne manquera jamais d'appeler ses électeurs à voter pour lui. J. Jaurès, élu au premier tour, se déplacera en personne la veille du deuxième tour pour une conférence dont J. Labusquière assurera la présidence ! Décidément sa candidature était bien étrange et traduit peut-être une certaine fronde vis-à-vis de son condisciple dont, bien qu'ancien possibiliste mais surtout socialiste indépendant, il n'était pas très éloigné idéologiquement. Le 11 mai 1902, Gabriel Deville est battu malgré un bon report des voix républicaines mais il en fut de même chez les

391 *La Petite République*, 15 avril 1902

nationalistes. Alors que le nombre de votants, 11 470, et de bulletins blancs, 117, sont légèrement en baisse, il n'a pu combler son retard : il recueille 5 441 suffrages quand son adversaire en obtient 5 899. Il faut parler ici de l'attitude de Bousquet qui amènera, entre autres points, Gabriel Deville à demander l'invalidation de l'élection, affaire examinée par le 9ème bureau à la mi-juin qui validera cependant la victoire de D. Cloutier en attente de confirmation par la Chambre. Le guesdiste qui dira en quelle mésestime les révolutionnaires sincères tenaient Gabriel Deville a fait afficher, juste avant le deuxième tour, un placard «Panama maçonnique » tellement venimeux qu'il deviendra un exemple pour dénoncer l'attitude des partisans de J. Guesde dans plusieurs circonscriptions. Dans son éditorial intitulé « Victoire »³⁹², J. Jaurès écrit : « Le Parti Ouvrier Français a eu une attitude incertaine. Il y a des régions où il s'est conduit loyalement. Mais trop souvent il a permis à des hommes qui se réclament de lui de jouer un rôle infâme. Il a fait en plus d'un point, délibérément, le jeu du nationaliste. L'affiche ignominieuse de son concurrent du POF n'est pas étrangère à l'échec si infiniment regrettable de notre ami Gabriel Deville », « en bien des points, des candidats sans pudeur et conscience ont fait, sous prétexte de lutte de classe et d'intransigeance doctrinale, le jeu des pires ennemis de la République et du prolétariat ». *La Petite République* cite encore cet exemple pour illustrer un article intitulé « Le P.O.F. et les nationalistes »³⁹³ : « Que dire aussi des agissements suspects du sieur Bousquet dans le 4e qui, sous prétexte de désistement de classe, injuria Gabriel Deville pour le plus grand profit du nationaliste Cloutier ». Au niveau national, ce scrutin « mobilisa les électeurs comme jamais, la participation dépassant 90% de votants dans de nombreuses circonscriptions. Le succès presque automatique au second tour des candidats les mieux placés au premier démontra l'importance de la « discipline républicaine »³⁹⁴. Ce sont surtout les radicaux, mieux organisés, qui en furent les grands vainqueurs. Les amis de Waldeck-Rousseau remportèrent une centaine de circonscriptions et les socialistes, toujours divisés, une soixantaine. D'après les inscriptions aux groupes parlementaires, celui du PSF compterait 31 membres alors que l'Unité Socialiste Révolutionnaire n'en a que 11 dont Vaillant, J. Guesde ayant encore été battu. M. Sembat, par exemple, n'est inscrit à aucun des deux groupes³⁹⁵.

Un événement privé va aider Gabriel Deville à oublier cet échec. En effet, le 30 juillet 1902 à 4h et demie du soir il épouse officiellement celle avec qui il vit depuis janvier 1886 et qui lui a donné deux enfants, Marie Françoise Losset née à Ugine (Savoie) le 22

392 *La Petite République*, 13 mai 1902

393 *La Petite République*, 6 juin 1902

394 V. DUCLERT, *La République imaginée*, Paris, Belin, 2014, p. 441

395 *La Petite République*, 13 mai 1902

septembre 1864, sans profession, fille de Pierre Joseph Losset, rentier domicilié à UGINE et de Aimée Ract son épouse décédée. A l'époque, il avait répondu à son futur beau-père que jamais il ne se marierait, le mariage étant contraire à ses principes ; surtout après avoir écrit «L'amour libre » dans *L'Egalité*. Alors pourquoi ce changement 16 ans plus tard ? Raisons financières, juridiques, embourgeoisement ? Mystère absolu. En attendant la cérémonie a eu lieu dans le 16ème arrondissement de Paris. A cette occasion, on apprend que les Deville ont encore déménagé puisqu'ils habitent dorénavant au 7 rue Alboni. Il n'y a pas de contrat de mariage. Les témoins de Gabriel Deville sont Alfred Léon Gérard-Richard, député, 41 ans, domicilié 14 rue d'Abbeville à Paris et Emile François Joseph Carrère, 24 ans, avocat, domicilié 80 boulevard Port-Royal à Paris, son neveu. Du côté de l'épouse, ce sont Jean-Baptiste Marie Gabriel Thyébaud, 47 ans, chef de bureau à la Préfecture de la Seine demeurant 71 rue Henri Martin à Paris et Jean Baptiste François Marie Castellan, 28 ans, restaurateur, demeurant 20 rue Serpente à Paris³⁹⁶.

Gabriel Deville ne déserte pas pour autant le terrain politique. Il continue à être présent dans sa circonscription en animant des réunions, des punch-conférences ou une fête familiale, le lundi 22 septembre 1902, pour fêter l'anniversaire de la première proclamation de la République en compagnie de J. Jaurès et Gérard-Richard. De façon heureuse pour lui, un événement inattendu se produit le 9 décembre 1902 : le nationaliste D. Cloutier, dont l'élection n'avait pas encore été validée par la Chambre, décède subitement à l'âge de 40 ans. Avant Noël, rappelant l'union républicaine qui s'était faite pour le deuxième tour en mai 1902, le Comité d'Union Républicaine Socialiste du 4ème arrondissement appelle de nouveau au front républicain. D'autant que cette fois-ci l'adversaire nationaliste de Gabriel Deville sera Maurice Barrès, l'écrivain qui jouit déjà d'une certaine notoriété. Les projecteurs sont de nouveau braqués sur cette circonscription. Les socialistes et notamment J. Jaurès ne s'y trompent pas : « Barrès a écrit que l'élection du 4ème arrondissement serait une grande et décisive bataille. Il a raison ». Mais pas qu'eux. Début janvier, les radicaux lancent un appel en faveur de Gabriel Deville, « candidat unique du parti républicain tout entier ». Cela n'empêchera pas quelques groupes radicaux dissidents de présenter l'ancien préfet de la Seine et ambassadeur auprès du St Siège, Poubelle, quelques jours avant le premier tour. Mais globalement la dynamique d'union se passe bien, les socialistes révolutionnaires continuent à faire cavalier seul en présentant J. Martin. J. Jaurès qui animera plusieurs meetings et conférences sur le nationalisme ne ménage pas sa peine en faveur du candidat socialiste. Dans un éditorial³⁹⁷ intitulé « Républicains et socialistes », il écrit : « Sur le nom de Gabriel

396 Etat civil, AM Paris 16e arr., V4E 10094, n° 749

397 *La Petite République*, 29 janvier 1903

Deville peut se faire aisément l'union de tous les socialistes, de tous les républicains. Il est un de ceux qui ont renouvelé en France, par la doctrine et l'organisation, le mouvement du socialisme. Il a fait des théories de notre parti, de ses principes, une étude profonde qui le dispense des vaines déclamations intransigeantes. Il sait que les grandes transformations économiques et sociales ne s'accomplissent pas d'un coup, comme un simple changement dans le décor politique. Et il applique la méthode de la science à l'action sociale. Nul aussi, parmi les socialistes, n'a compris mieux que lui le lien nécessaire qui lie le socialisme et la République. La République est la condition, la préparation, le commencement du socialisme. Le socialisme est l'accomplissement de la République. C'est pourquoi toutes les forces de démocratie, de progrès et de liberté se grouperont autour de Gabriel Deville contre la candidature nationaliste de M. Barrès ». A part donc J. Jaurès et, dans une moindre mesure, Gérault-Richard, les principaux leaders du parti ne se bousculent pas : Millerand n'assiste à une réunion que le 11 mars³⁹⁸, A. Briand, nouveau député, le 20. Par contre, le radical F. Buisson se déplace le 16 mars et Paul Doumer entre les deux tours. A la veille du premier tour, Gabriel Deville déclare³⁹⁹ : « Je suis le seul candidat républicain décidé à soutenir le gouvernement actuel dans son œuvre de laïcisation et de réformes économiques. Seul de tous les candidats qui se présentent à vos libres suffrages, je vous ai déclaré que, si je suis élu, j'irais siéger sur les bancs de la majorité républicaine, parmi mes camarades du groupe socialiste ». Le 22 mars 1903, sur 14 442 inscrits, il y a 10 017 votants. Gabriel Deville recueille 3 826 suffrages, M. Barrès 3 974, un républicain dissident Soulès 1 098, le préfet Poubelle 569, le socialiste révolutionnaire du PSDF J. Martin 409 et un dernier candidat, Prenant, 12. Le ballottage est très favorable d'autant que Barrès a peu de réserve de voix. Très vite le candidat Poubelle se désiste en faveur de Gabriel Deville puis, début avril, Soulès après avoir dans un premier temps laissé liberté de vote à ses électeurs et enfin le révolutionnaire Martin. Entre les deux tours, les appels se multiplient en faveur de Gabriel Deville. On en oublie presque qu'il est socialiste, pourtant il a défendu sans y changer une ligne le programme adopté à Tours comme il l'avait fait un an plus tôt. L'Alliance républicaine démocratique, le parti de Waldeck-Rousseau⁴⁰⁰ : « ...ses idées économiques et sociales importent peu, puisque, au second tour, il ne veut être qu'un candidat d'union républicaine et déclare hautement ne vouloir représenter que les principes essentiels du parti

398 *Le Temps*, 29 décembre 1904. Dans une interview, A. Millerand parle de ceux qui l'ont quitté comme J. Guesde après son entrée au gouvernement mais cite deux personnes qui lui ont conservé leur amitié malgré des conceptions différentes sur le fameux « bloc ». Gabriel Deville et A. Briand « sont restés fidèles à leur ancien attachement, et le député de Paris en conçoit une satisfaction qu'il dissimule à peine ».

399 *La Petite République*, 22 mars 1903

400 *La Petite République*, 3 avril 1903

républicain », « ici le devoir des républicains, de tous les vrais républicains, est évident » surtout face à un candidat partisan des coups d'Etat et prêt à renverser la République. Pour le parti radical et socialiste : « ...le devoir est impérieux. Il faut barrer la route au nationalisme et à la réaction ». Gabriel Deville est devenu avant tout le porte-drapeau de l'idée républicaine ! Deuxième tour le 5 avril 1903. Sur 10 019 votants, Gabriel Deville recueille 5059 voix et M. Barrès 4 827. Il est élu et va retrouver son siège à la Chambre perdu cinq ans plus tôt. Il se rend à *La Petite République* pour célébrer la victoire et même s'il y a encore de nombreuses scènes de liesse, on ne sent pas la même ferveur que lors de sa première élection. La défaite est amère chez les nationalistes qui pensaient la circonscription acquise. Mais, chez certains, la victoire aussi. Malgré la satisfaction, le ton n'est pas très enthousiaste au *Temps* qui tente de suite, dans un article spécifique « L'élection du IV^e arrondissement », d'enfermer et de piéger Gabriel Deville : « L'élection de M. Gabriel Deville est une victoire pour la République puisque c'est une défaite pour le nationalisme. Mais, justement parce que cette élection doit être enregistrée comme une victoire pour la République, elle impose à M. Deville des devoirs particuliers », « seulement puisque M. Gabriel Deville a été élu, non comme socialiste-révolutionnaire mais comme républicain, le voici donc obligé d'observer à la Chambre l'attitude non pas d'un socialiste, mais d'un simple républicain sans épithète. Logiquement, dans toutes les questions économiques et sociales, il devrait sinon voter contre les propositions collectivistes et révolutionnaires, ce qui serait trop demander, du moins s'abstenir » tout en rappelant que l'arrondissement ne compte finalement que 3 800 voix socialistes sur 15 000 électeurs⁴⁰¹.

A peine élu, Gabriel Deville se rend au Congrès du PSF qui se tient à Bordeaux, salle de l'Alcazar, à partir du 14 avril. Renaudel, représentant l'aile gauche du parti, demande encore que la question de l'exclusion d'A. Millerand soit mise à l'ordre du jour. Les deux tendances s'affrontent de nouveau. Gabriel Deville n'intervient pas cette fois-ci mais soutient J. Jaurès en tant « qu'ancien révolutionnaire venu à la tactique nouvelle⁴⁰² ». Le député du Tarn fait repousser la motion Renaudel. « Ainsi ce congrès, malgré certaines apparences, aura marqué une nouvelle étape dans la marche au pouvoir du parti socialiste français, tant il est vrai qu'une fois sur la pente du parlementarisme, [...] on ne peut plus s'arrêter⁴⁰³ ».

A la suite des législatives de 1902, un nouveau gouvernement fut formé le 7 juin, après la démission de Waldeck-Rousseau, avec à sa tête Emile Combes. Celui-ci « imagina de renforcer sa majorité parlementaire en créant une Délégation des Gauches qui associait

401 *Le Temps*, 7 avril 1903

402 *Le Temps*, 16 avril 1903

403 *Ibid*

ses quatre principaux groupes, les radicaux, les radicaux-socialistes, l'Union démocratique socialiste, les socialistes. Elle avait pour mission de préparer le travail parlementaire, de permettre une meilleure coordination avec le gouvernement et d'assurer la cohésion de sa majorité. Présidée par Ferdinand Sarrien, elle fut dominée par l'action de J. Jaurès qui s'engagea résolument aux côtés du Bloc. Ce soutien sans faille – qui fut dénoncé jusqu'à l'hystérie par Charles Péguy – peut étonner si l'on considère que le social ne fut pas la priorité du Bloc des Gauches, enfermé dans l'anticléricalisme⁴⁰⁴ ».

Gabriel Deville rejoignit naturellement le groupe du PSF de J. Jaurès. Et c'est un fait que les questions religieuses allaient dominer cette mandature. Problème lancinant que les socialistes, au demeurant, souhaitaient régler une fois pour toutes afin de pouvoir se consacrer pleinement aux questions économiques et sociales. Lors de la discussion sur le budget des cultes, Allard avait demandé sa suppression. Gabriel Deville, au nom des socialistes parlementaires, avait expliqué qu'il ne s'agissait pas d'un vote contre le gouvernement mais du « désir que la démocratie républicaine n'attende pas plus longtemps la loi organique nécessaire à la séparation⁴⁰⁵ ». Dans une interview⁴⁰⁶ A. Briand confirme cela tout en rapportant les péripéties de son rapport qui aboutira à cette loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, réalisation majeure de la République. Il rappelle que la Commission chargée de l'étude du projet avait été formée un peu au hasard et ne s'était initialement prononcée qu'à une voix de majorité pour la séparation, c'est dire le scepticisme qui régnait. Malgré l'opposition du gouvernement, A. Briand proposa à d'autres collègues de prendre sa suite. Mais tout le monde s'étant dérobé, il dut accepter sans enthousiasme de se remettre au travail en juin 1903. Son rapport était prêt pour la rentrée parlementaire de l'automne. Gabriel Deville fit aussi sa rentrée à ce moment-là et immédiatement s'impliqua dans les travaux, devenant même très vite le secrétaire de la commission. Avec la conscience et la probité qu'on lui connaît, avec une grande assiduité, il assura sa tâche sans faille et, à ce titre, on peut dire qu'il fut un des hommes clés de cette grande loi de laïcité. A. Briand reconnut qu'il eut, dans la commission, « la part ingrate de travail et d'organisation⁴⁰⁷ ». Si, au début, les discussions attiraient peu de monde, peu à peu l'intérêt se manifesta et chaque article fut ardemment discuté. Le projet menaçait de s'enliser. Mais les événements avec le voyage du Président Loubet à Rome, les protestations du Vatican et la rupture des relations en mai 1904 allaient précipiter les choses. Malgré tout, un incident survenu le 27 novembre 1904, montre

404 V. DUCLERT, *La République imaginée*, Paris, Belin, 2014, p. 444

405 *La Petite République*, 6 novembre 1903

406 *Le Temps*, 15 novembre 1905

407 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.52

bien la fragilité du processus. Ce jour-là, afin « de saisir plus rapidement la Chambre sur la question de la séparation et de lui permettre de la discuter dans le plus bref délai⁴⁰⁸ », Gabriel Deville propose aux 25 membres présents (sur 33) « d'adopter en bloc et sans discussion le projet du gouvernement » et de présenter ensuite leurs amendements lors de la discussion générale. Mais les antiministériels sont plus nombreux et la proposition est repoussée par 13 voix contre 12. La droite en profita pour demander que le projet du gouvernement soit purement et simplement retiré. Après avoir tenté de s'y opposer, les ministériels se retirèrent empêchant ainsi le quorum nécessaire d'être atteint. Le travail reprit normalement quelques jours plus tard. Le 21 mars 1905, le projet de loi de séparation est mis en débat à la Chambre. Gabriel Deville s'est inscrit et sera le deuxième parmi 63 orateurs après P. Deschanel. Il intervient le 23 mars et son discours va marquer les esprits, comme au cours de son premier mandat, son exposé sur la crise agricole. Profitant, à la suite de son travail sur la Révolution Française avec J. Jaurès, de sa très bonne connaissance de la période, il commence par déployer une très longue argumentation juridique et historique, un peu trop documentée selon *Le Temps*, pour démontrer le droit de propriété de l'Etat et des communes sur les édifices religieux ruinant « les interprétations risquées de l'abbé Gayraud sur les biens de l'église [...] avec cette netteté tranchante qui est la caractéristique du talent du citoyen Gabriel Deville⁴⁰⁹ », « quelle substantielle et vigoureuse pensée ! Tout d'abord, c'est une documentation rare, précise, irréfutable, établissant la vérité historique sur la propriété des biens ecclésiastiques et la tradition permanente de la Révolution, de la Constituante à la Convention⁴¹⁰ ». Il reçut d'ailleurs, sur cet aspect de son discours, les félicitations de J. Jaurès qui lui dit « à propos de [son] interprétation des décisions de la Constituante en matière religieuse : - Votre partie historique est très solide et, si je ne me trompe, tout à fait neuve. Je ne me rappelle pas avoir vu cette interprétation ailleurs, ajouta-t-il, lui qui connaissait si bien l'histoire et les historiens de la Révolution en général et de la Constituante en particulier⁴¹¹ ». Puis il précise dans quel état d'esprit il a travaillé à l'établissement de ce projet de loi, dans le droit fil d'A. Briand et de J. Jaurès. « La séparation telle que je la conçois doit être libérale », « la liberté est non seulement le droit de faire, mais le pouvoir de faire ». Ce qui signifie que le régime doit garantir à la fois les droits de l'Etat et la liberté des catholiques, « il faut assurer une solution libérale, laisser aux croyants la continuité du culte ; les persécuteurs ne sont pas de notre côté », « la liberté de culte sera donc assurée sans aucune entrave ». Pour

408 *La Petite République*, 29 novembre 1904

409 *La Petite République*, 24 mars 1905

410 *L'Humanité*, 24 mars 1905

411 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.53

cela donc, il faut leur en donner les moyens. Gabriel Deville explique le pourquoi de la création d'une association nationale permettant la centralisation des ressources catholiques et leur répartition, le fameux article 4 qu'il votera le 22 avril 1905 contre la moitié des socialistes. Mais, comme toujours pour lui, les choses doivent être claires : « les ressources publiques ne peuvent être consacrées qu'aux fins de l'Etat, c'est que les collectivités particulières n'ont pas de droits supérieurs aux droits de la collectivité nationale ... » et il ne sera donc pas possible aux départements et aux communes de « subvenir aux dépenses du culte ». Il concède toutefois à P. Deschanel qu'il n'est effectivement pas possible de se placer sur le terrain du droit commun, un office religieux n'étant pas une réunion d'association. Ainsi, avec l'organisation prévue par la loi, « des ressources considérables seront laissées aux associations cultuelles » et « aucun droit accordé aux autres associations, aucune liberté concédée aux autres citoyens n'est refusée aux églises ni à leurs prêtres ». Quant à ceux qui s'inquiètent, à gauche, de trop de libéralité, qu'ils se rassurent, « il serait illogique de prévoir pour l'Eglise une plus grande puissance sous un régime de liberté que sous un régime de privilèges ; nous avons foi dans la bonté de notre cause ». Enfin, il aborde le dernier sujet de friction, le dépôt de cette loi avant les élections. Pour le député du 4^e arrondissement, il fallait le faire car « c'est non violer le droit des électeurs mais éclairer leur conscience et assurer à leur jugement une sincérité bien informée », « le projet rejeté c'est l'électeur dupé redoutant une solution outrancière. Le projet voté c'est l'électeur renseigné, l'Eglise limitée dans ses dépenses électorales, c'est la lutte plus loyale et plus facile pour la République ». Gabriel Deville a donc suivi une ligne laïque ferme, intransigeante, comme le 20 mars 1904 quand, au cours d'un débat sur le maintien des prérogatives d'enseignement des congrégations dans les colonies, il s'était réclamé de la politique du Comité de Salut Public⁴¹² : « il avait dissous les ordres monastiques au dedans ; il voulait aussi les dissoudre au dehors ». Mais tout en veillant aussi scrupuleusement à ce que la liberté de conscience et la possibilité d'exercer son culte soit respectée, quelle que soit la religion. Il n'y a pas « une seule mesure d'exception, d'ostracisme ou de persécution dans le projet ». Une fois le projet de séparation voté le 3 juillet 1905 par 341 voix contre 233, il en suivra bien évidemment le cheminement. Le 10 novembre 1905, il est un des cinq socialistes à voter pour que « le gouvernement fasse aboutir en temps utile la séparation des Eglises et de l'Etat » en s'appuyant uniquement sur la majorité qui l'a votée et en repoussant toute addition, motion adoptée par 291 voix, 132 contre (tous les autres socialistes dont J. Jaurès) et 145

412 *La Petite République*, 22 mars 1904

abstentions. Il propose encore à la Chambre le 7 mars 1906 l'ordre du jour suivant⁴¹³ devant les incidents liés aux inventaires :

« La Chambre, considérant que la formalité de l'inventaire, qui a eu pour but d'assurer la conservation à la collectivité des fidèles de tous les biens lui revenant, est devenue, sous les excitations intéressées des politiciens de la réaction, une cause d'incidents tragiques, invite le gouvernement :

- 1) [...] à se borner à constater leur refus de laisser effectuer l'inventaire [...]
- 2) à demander par une loi le droit [...] de suspendre tout paiement au clergé au titre de pensions, secours, subventions, allocations ou à un titre quelconque. »

Il s'agit, sans renoncer à quoi que ce soit, de temporiser afin d'éviter les incidents inutiles et d'empêcher que la résistance ne prenne trop d'ampleur. Bref, laisser un peu de temps au temps. Mais ce texte sera repoussé par 371 voix contre 130, seuls socialistes et radicaux-socialistes ayant voté pour. Enfin pour clore ce chapitre sur la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, votée le 9 décembre 1905, Gabriel Deville prit l'initiative et se chargea d'organiser un grand banquet, le 5 juillet 1905, à l'hôtel Moderne, place de la République, offert par ses collègues du bloc républicain à A. Briand afin de lui témoigner leur reconnaissance pour l'admirable effort accompli et le résultat obtenu. « Au dessert, M. Gabriel Deville, député de la Seine, l'initiateur du banquet, prononce quelques paroles émues à l'adresse de M. Briand et émet l'espoir que le Sénat vote rapidement le projet élaboré par la Chambre⁴¹⁴ ». Il participera également comme simple invité à un autre banquet, 3 000 couverts, organisé pour la même raison à St Etienne, le fief électoral d'A. Briand, le 1er octobre 1905.

Il est un autre domaine dans lequel Gabriel Deville s'est bien impliqué au cours de son mandat, c'est celui relatif à la réorganisation des archives et des bibliothèques, les conséquences de ses études sur la Révolution avec J. Jaurès. Celui-ci a d'ailleurs pris en 1903 l'initiative de la création de la Commission d'histoire de la Révolution Française au sein du Comité des travaux historiques et scientifiques⁴¹⁵ où Gabriel Deville l'a très probablement rejoint. Lors de l'examen du budget en novembre 1904, au chapitre des crédits de l'enseignement, ils demanderont avec Barthou et Clémentel une augmentation de 30 000 F du chapitre concernant les publications afin d'éditer des documents économiques relatifs à la Révolution, amendement adopté. Dans le même débat, Gabriel Deville proteste contre la suppression des gratifications au petit personnel des bibliothèques et le ministre l'assure que

413 *Le Temps*, 9 mars 1906

414 *La Petite République*, 1er juillet 1905
Le Temps, 7 juillet 1905

415 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 268

leur traitement n'en souffrira pas⁴¹⁶. Toujours en 1904 et toujours avec J. Jaurès et Barthou auxquels s'est joint A. Millerand cette fois, il dépose une proposition de loi sur l'organisation des archives, conçues comme « le laboratoire des historiens⁴¹⁷ ». Elle sera repoussée mais, en juin 1905, le ministre de l'Instruction Publique crée une commission spéciale « chargée d'étudier les questions relatives à l'organisation des services des bibliothèques et des archives » à laquelle Gabriel Deville s'empresse de participer⁴¹⁸. Elle se réunit pour la première fois début novembre 1905, il y est évidemment présent.

Gabriel Deville effectue très consciencieusement, on s'en serait douté, son travail de parlementaire, il ne se contente pas de faire de la figuration. Il s'intéresse à de multiples sujets, participe aux débats, dépose des amendements ou des propositions de loi, des ordres du jour. Il continue de suivre des sujets qui l'avaient mobilisé lors de son premier mandat. Ainsi, en juin 1905, il propose un amendement de l'article 3 du projet de loi relatif à la fraude sur les vins et le régime des spiritueux, combattu par quatre députés du Midi. Il prend aussi part à la discussion du projet de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires. Fin février 1904, il propose un contre-projet concernant des modifications du régime électoral de Paris pour les municipales en restant fidèle au scrutin de liste, qu'il défend toujours, par arrondissement, avec proportionnalité. Concernant Paris, il fera une proposition de loi sur l'assainissement de Paris et de la Seine. Sur le thème électoral et le secret du vote, fin octobre 1904, il parvient à faire adopter un amendement qui peut paraître anodin aujourd'hui mais qui marque un progrès réel. L'électeur déposera lui-même dorénavant son enveloppe dans l'urne, sans qu'elle passe par les mains du Président du bureau de vote ; quant à la cabine pour un vote secret, il doit se contenter d'une formulation vague mais l'idée de l'isolement est inscrite. Il fait aussi une proposition de loi pour l'institution d'une carte civique et la modification de la constitution des listes électorales. Début février 1904, il demande, lors de la discussion sur le projet de réforme des justices de paix, l'abrogation de très anciennes dispositions concernant la surveillance de la prostitution et les sanctions que pouvaient encourir logeurs et débitants de boissons de Paris. En mars 1904, il dépose avec de Pressensé et Breton un projet de résolution « interdisant le cumul des fonctions électives avec celles de fournisseurs de l'Etat ». Enfin, dans le domaine social quelque peu négligé par le gouvernement pendant cette législature, il pressera en permanence pour l'adoption d'une loi sur les caisses de retraite ouvrières en demandant, par exemple, la priorité de l'ordre du jour à la mi-mars 1904. Un

416 *La Petite République*, 15 novembre 1904

417 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 269

418 *Le Temps*, 8 juin 1905

premier pas sera néanmoins effectué en fin de mandat comme pour la journée de travail de 8h que seuls les mineurs obtiendront pour commencer. Il n'a jamais oublié cette part importante de son engagement comme lors de ses interventions sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et incurables même si les résultats sont assez maigres. Fin mars 1904 encore, alors qu'un député de droite propose de consacrer un jour par semaine à la Chambre à la discussion de lois ouvrières, il s'y oppose en considérant que cela ne suffira pas pour des textes fondamentaux qui exigent une continuité dans la discussion et estime même la manœuvre équivoque. Mais, avec J. Jaurès et A. Briand, il obtiendra qu'une semaine par mois y soit consacrée, mesure qui entra en vigueur après la rentrée des vacances de Pâques. Au rang des curiosités, il fait retirer l'arrêté d'interdiction de séjour pris en 1883 contre le révolutionnaire russe Pierre Kropotkine⁴¹⁹. Et, après les événements révolutionnaires survenus dans ce pays en janvier 1905, alors qu'une souscription pour les « Martyrs de la liberté en Russie » est ouverte, ce sont Mme et Mlles Gabriel Deville qui font un don de 20 F⁴²⁰.

Pour terminer ce bilan somme toute très honorable de l'activité parlementaire de Gabriel Deville, nous ne manquerons pas de signaler quelques incidents où il fut impliqué. Lors de l'agression, dans l'hémicycle, du ministre de la Guerre André par le député nationaliste Syveton le 4 novembre 1904, il n'est pas le dernier à participer à l'échauffourée qui s'ensuit⁴²¹. Un peu plus tard, le 23 décembre, alors que les méfaits d'un colonel sont rapportés par un député, Gabriel Deville le traite de canaille et « je tiens à ajouter que je suis homme à prendre toute la responsabilité de mes paroles ». Mais, lors de la rencontre des témoins (A. Briand et Gérault-Richard pour lui) avec ceux du colonel, il apparaît qu'il y a eu un malentendu dans le tumulte de cette séance très houleuse. Cependant, l'incident le plus notable ne le concerna pas directement mais opposa J. Jaurès à P. Déroulède alors exilé en Espagne. A la suite d'un trait d'esprit un peu osé dans *L'Humanité* dont il n'apprécie guère l'humour, celui-ci demande réparation dans des termes particulièrement offensants pour J. Jaurès, le « plus détestable corrupteur de la conscience politique qui ait jamais joué le jeu de l'étranger en France⁴²² ». Ce dernier ne se déroba pas et désigna ses deux témoins, Gabriel Deville et Augagneur. Bien que le parti socialiste ne cautionne pas « ces façons ineptes et barbares de régler des conflits d'idées », il explique qu'il « cède à la provocation la plus

419 *La Petite République*, 31 octobre 1905

420 *La Petite République*, 25 janvier 1905

421 *La Petite République*, 5 novembre 1904

422 G. CANDAR, V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014, p. 281

directe, la plus évidente, la plus injustifiée⁴²³ ». Etant donné la notoriété des deux hommes, l'affaire est très suivie par les médias qui relatent la moindre péripétie. D'autant que le dirigeant de la Ligue des Patriotes pratique la surenchère : il se dit offensé par « l'infatigable propagande pour démilitariser, décatholiciser, dénationaliser la France » de J. Jaurès. Gabriel Deville et Augagneur lui signalent alors ses manquements « aux règles dans les affaires d'honneur » et le somment de désigner ses témoins dans les 48h alors qu'il fait traîner les choses. D'autant que l'exil de Déroulède en Espagne et les difficultés de communication ne facilitent pas l'organisation du combat. Sans compter que le gouverneur espagnol interdit les duels sur son territoire. Ce sont même les socialistes qui font la démarche d'obtenir un sauf-conduit de 24h pour Déroulède mais Combes les assure que la police française n'interviendra pas ! Au dernier moment, Augagneur est remplacé par Gérault-Richard et la rencontre a finalement lieu le 6 décembre 1904, à 10h30, sur la propriété privée d'un dénommé Lapeyre, entre Béhobie et Hendaye. Bien que le lieu ait été tenu secret, avec tout le tapage médiatique, il y a tellement de curieux aux alentours que les gendarmes doivent assurer un service d'ordre. Duel au pistolet à 25 pas, deux balles sont échangées sans dommage. J. Jaurès repart dans la foulée, par le train, vers Paris où il arrive dans la soirée.

6. La rupture avec le Parti Socialiste et la fin de sa carrière politique

Malheureusement pour Gabriel Deville, ce qui va surtout marquer son mandat, c'est sa rupture avec le Parti socialiste tel qu'il prend forme.

S'il était resté silencieux au congrès de Bordeaux, il n'avait pas moins noté la persistance entretenue par l'aile gauche du parti d'une certaine forme d'antiparlementarisme avec, sous-jacente, une opposition entre intellectuels et ouvriers, le cas Millerand servant toujours de paravent et de prétexte à l'expression ouverte de ces sentiments. Ses propos tranchants au congrès de Tours en 1902 l'ont placé dans le collimateur de cette fraction sans parler de ses anciens amis guesdistes qui, les élections l'ont montré, ne sont disposés à lui faire aucun cadeau. Dans ce climat tendu, il aurait pu se montrer plus précautionneux, faire un peu profil bas. C'eut été mal le connaître. Avec un certain goût pour la provocation, il continue à se singulariser, à défendre chèrement son indépendance d'autant qu'il la sent de plus en plus menacée mais au détriment peut-être de ses idées fondamentales, de son marxisme dont on l'entend moins parler. Il est indéniable que ce contexte va le conduire à une certaine dérive.

⁴²³ *Le Temps*, 2 décembre 1904

Ainsi, dès le mois de novembre 1903, au cours d'un débat sur les crédits de l'armée. Après avoir voté contre la priorité donnée à l'ordre du jour approuvant les déclarations du ministre des Affaires Etrangères Delcassé, il se retrouve seul socialiste à s'abstenir sur le fond, tous ses autres collègues ayant voté contre et plutôt soutenu la motion Hubbard qui veut engager le pays dans une réduction ou au moins une limitation des dépenses militaires. Il s'agit là d'un autre thème de discorde au sein du parti surtout avec un antimilitariste forcené comme G. Hervé et d'un sujet qui tient aussi à cœur à Gabriel Deville. Le 27 décembre 1903, il fait une conférence à Nîmes sur le pacifisme⁴²⁴. « Ce n'est pas la renonciation à toute réparation d'injustices et d'iniquités mais la politique de paix qui résoudra toutes les questions, même celle d'Alsace-Lorraine ». Et, comme il l'avait fait dans ses *Principes socialistes*, il redit combien les deux grandes idées d'internationalisme et de patriotisme se complétaient. A l'approche du congrès de St-Etienne, les rumeurs se précisent. A l'occasion d'un compte-rendu de mandat, le 7 janvier 1904, ses électeurs du 4e prennent les devants : « Bien décidés à ne permettre à aucune espèce d'organisation de se substituer arbitrairement à eux pour le contrôle des votes de leur représentant », ils approuvent totalement Gabriel Deville et l'engagent à poursuivre le soutien au gouvernement Combes.

Le congrès de la rupture s'ouvre le 15 février 1904. La bataille est engagée entre les parlementaires du parti et les militants représentés par les délégués des fédérations départementales. Certains, estimant que « l'opportunisme des « élus » [peut être] dangereux pour l'avenir du parti » veulent modifier les statuts et donc revenir sur ce qui a été acté à Tours soit une fédération autonome pour eux, comme n'importe quelle autre structure. Ils souhaitent « soumettre les députés à la tutelle des groupes populaires, par l'organe du Comité interfédéral, qui deviendrait ainsi un véritable comité directeur, veillant jalousement à l'observation des principes⁴²⁵ ». G. Rouanet juge la modification inopportune : « votre méthode de lutte de classe ne prédominera pas dans ce pays où le socialisme est intimement lié à la démocratie. Votre métaphysique économique est impossible en France ». Vivement applaudi par Gabriel Deville au moment où il parle de la France, celui-ci s'écrie :

- « Oui la France. Vous ne m'empêcherez pas de crier Vive la France ! La France toute seule ! »

Soulevant ainsi des protestations du côté révolutionnaire, il déclarera plus tard que « selon lui, le drapeau tricolore mérite autant de respect que le drapeau rouge, estimant que les idées de Patrie et d'internationalisme ne sont pas incompatibles et ne s'excluent en aucune sorte ». Gabriel Deville reviendra bien plus tard sur les circonstances de cette déclaration : « Ce que

424 *La Petite République*, 29 décembre 1903

425 *Le Temps*, 17 février 1904

Le Temps n'a pas mis, c'est que mon interruption répondait à des observations de Jean Longuet qui, assis derrière moi, critiquant l'orateur et son approbateur, venait notamment de dire: « La France, on devrait au moins quand on la glorifie, y ajouter quelque chose⁴²⁶ ». Mais, ce qu'il conteste le plus, c'est évidemment la perte d'indépendance des députés et, à travers ce changement, la véritable question qui se pose est de savoir si un élu est d'abord le représentant du Parti ou celui de ses électeurs. Pour Gabriel Deville, il n'y a aucun doute, c'est le suffrage universel qui est souverain donc primordial. « Le congrès n'a pas le droit de modifier les conditions dans lesquelles ont été élus les députés actuels. Ce serait aussi peu honnête que si nous, élus, nous voulions modifier aujourd'hui le programme de Tours sur lequel nous avons été élus. Le contrat a été accepté par nous tous, nous devons tous l'exécuter », « je n'accepterai aucune modification du programme sur lequel j'ai été élu⁴²⁷ ». J. Jaurès s'oppose à la révision, défend le statu-quo tout en admettant qu'il y a quelque chose à faire pour améliorer les relations entre le groupe parlementaire et les fédérations. Il fait remarquer que les députés ont désormais d'autres besognes à assumer, propositions, travaux en commission en comparaison de la législature 1893-1898 où ils devaient livrer bataille partout et se défendre de tous côtés, « il faut que la classe ouvrière s'habitue à ne pas sacrifier au détail d'un jour les résultats d'une politique à longue échéance et qu'elle regarde d'un peu plus loin son champ d'action », « la tradition du prolétariat a été la conquête du pouvoir politique, c'est dans la Révolution bourgeoise de 1789 qu'il s'est taillé une place avec Babeuf [...]. Voilà pourquoi, quelles que soient les critiques qu'on peut formuler contre eux, les élus socialistes représentent la force prolétarienne, la certitude des victoires futures ». Renaudel, quant à lui, veut dissiper les équivoques surtout des militants parisiens, « les uns veulent le légalisme à outrance et nous voulons, nous, la lutte de classe et l'unité du Parti », avant de critiquer longuement les votes des députés. Finalement, les parlementaires et J. Jaurès sont battus par 124 voix contre 51. Une commission est nommée pour modifier les statuts. Est-ce pour cela que Gabriel Deville refuse sa participation au nouveau journal fondé par J. Jaurès, *L'Humanité* ? « J'ajouterai que Jaurès dont nul, même parmi ses pires adversaires, ne niera la très grande autorité intellectuelle, lorsqu'il fonda *L'Humanité* – et ceux qui devinrent alors ses intimes doivent le savoir – me demanda ma collaboration et insista vivement, à plusieurs reprises, pour me charger de la politique extérieure, Pressensé renonçant à ce travail quotidien longtemps accompli par lui au *Temps*, et désirant se borner à des articles de tête⁴²⁸ ».

426 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.40

427 *La Petite République*, 17 février 1904

428 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.50

Dans le 4^e arrondissement, le Comité d'Union Républicaine et Socialiste félicite Gabriel Deville « de son attitude au congrès socialiste de St-Etienne ». Le député envoie une lettre aux instances du parti affirmant qu'il refuse de « reconnaître le conseil national » du PSF. La mécanique d'exclusion est lancée à la Fédération Socialiste Révolutionnaire de la Seine (FSRDS) où son texte est lu et débattu mais elle ne se presse pas. Quant au comité Gabriel Deville du 4^e, il est prié de se mettre en règle sous peine de se voir considéré comme démissionnaire du Parti. Le 20 juin 1904, le comité, solidaire de Gabriel Deville, est exclu en même temps que celui-ci. Malgré la défense des modérés du parti, l'élu du 4^e fut attaqué par toute l'aile gauche qui lui reprochait également certains votes comme l'abstention dans l'interpellation sur le livre d'histoire de G. Hervé ou l'opposition au projet de milices d'E. Vaillant. Ce sont Marmonnier, fondateur du Syndicat des Postes et Télégraphes et Cambier, du syndicat des journalistes socialistes qui rédigent l'excommunication par la F.S.R. de la Seine.

« Considérant que les décisions des derniers congrès s'appliquent à tous les élus et militants sans distinction et sans qu'ils puissent se prévaloir de décisions antérieures annulées par les congrès suivants

Considérant que le groupe l'Union Républicaine Socialiste de la 2^e circonscription du 4^e arrondissement et le citoyen Deville se refusent à se soumettre à la décision du congrès de St-Etienne organisant le conseil national en se réfugiant derrière les décisions du congrès de Tours, seules valables au moment de l'élection du citoyen Deville

Décide que ce groupe et son élu, refusant de se soumettre aux décisions du congrès de St-Etienne, se placent eux-mêmes en dehors du parti socialiste⁴²⁹ ». Cette motion fut affichée dans la circonscription et un nouveau groupe, plus discipliné, constitué. *Le Temps* qui, bien que souvent critique, a toujours gardé un œil sur Gabriel Deville, s'offusque⁴³⁰ : « Que reproche-t-on en effet à M. Gabriel Deville ? ». Outre son refus de se soumettre aux décisions du congrès de St-Etienne, ce sont ses votes liés à la défense nationale. Donc « on l'exclut parce qu'il n'est pas assez antimilitariste. On l'exclut parce qu'il n'est pas assez internationaliste. On l'exclut parce qu'il n'est pas assez antipatriote ». Pourtant, Bebel a dit la même chose que lui le 7 mars 1904 au Reichstag, les socialistes italiens aussi. Le 16 juillet 1904, lors d'un compte-rendu de mandat, ses électeurs « considérant que la Fédération Socialiste Révolutionnaire de la Seine veut avoir à elle seule le droit de contrôler les actes des élus socialistes, félicitent le citoyen Gabriel Deville de s'être séparé de cette fédération, ce qui est conforme à la décision prise par les électeurs dans la réunion qui a eu lieu le 7

429 *La Petite République*, 23 juin 1904

430 *Le Temps*, 24 juin 1904

janvier 1904 ». Gabriel Deville ne fera pas appel de son exclusion au congrès de Rouen, ouvert le 26 mars 1905 et toujours aussi critique envers le groupe parlementaire. Il succède à A. Millerand, exclu lui en décembre 1903.

Entretemps, un événement aux conséquences définitives avait fini de sceller la rupture avec le parti socialiste. Le Congrès de l'Internationale Socialiste à Amsterdam du 14 au 20 août 1904 va littéralement imposer l'union aux socialistes français. Sous la pression de J. Guesde et E. Vaillant s'étant habilement appuyés sur la résolution du congrès de Dresde du SPD, le réformisme ainsi que la participation ministérielle sont condamnés⁴³¹. Malgré tous ses efforts, J. Jaurès est battu après s'être durement attaqué à la social-démocratie allemande. J. Guesde et le PSDF pensaient l'avoir éliminé, eux pour qui, à cette époque, « Jaurès n'avait jamais été, ne serait jamais socialiste ». Puis le Congrès déclare, à la surprise de J. Guesde, qu'« il est indispensable que, dans tous les pays, en face des partis bourgeois, il n'y ait qu'un Parti socialiste, comme il n'y a qu'un prolétariat ». Les événements vont alors se précipiter. Le 4 octobre 1904, le PSDF propose la constitution d'une commission d'unification et réclame l'abandon de la délégation des gauches et l'élimination de ceux qui la défendraient. J. Jaurès et le PSF qui ont toujours « regardé l'unité du Parti comme une nécessité primordiale, qui élimine toute divergence dans l'action, qu'on doit accepter comme une mesure de salut public » capitulent pratiquement sur toute la ligne, du moins pour le moment. Le congrès d'unification se réunit à Paris, salle du Globe, boulevard de Strasbourg, du 23 au 25 avril 1905. La Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) est fondée.

Gabriel Deville avait pris les devants. Alors que le groupe parlementaire du PSF, toujours fidèle à la politique du Bloc, l'avait gardé dans ses rangs malgré l'exclusion du Parti, la Fédération de la Seine finit, le 9 février 1905, par lui signifier que « Deville n'a pas le droit d'y être inscrit ». Celui-ci annonce fin mars 1905 à son président qu'il le quitte.

« Cher citoyen,

Je vous adresse ma démission de membre du groupe socialiste parlementaire. Je quitte le groupe parce que le groupe quitte le Bloc ; je le quitte parce qu'il abandonne à la Chambre la politique d'entente entre les républicains, la seule efficace, celle qui s'impose à l'heure actuelle plus que jamais, celle que le groupe a pratiquée pendant six ans, celle qu'il y a quelques jours il déclarait à la presque unanimité vouloir continuer, celle – je suis très tranquille là-dessus – que dans sa circonscription chacun de ses membres aura soin de continuer.

431 G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la troisième république. T. 1, 1875-1920*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1977, p. 119

Je redeviens un socialiste indépendant en attendant que vous reveniez désabusés de l'expérience fâcheuse dans l'intérêt général qu'il vous plaît de tenter. Je ne puis pas vous dire bonne chance mais je vous dis au revoir et je vous serre cordialement la main ».

Le Temps, toujours aux petits soins intéressés, s'inquiète, après la création de la SFIO, de la fuite des cerveaux, hypothèse non chimérique pour lui puisque plusieurs députés l'ont déjà quittée « parmi lesquels M. Gabriel Deville, qui est l'un des plus distingués et des plus connus⁴³² ». A la mi-mai, le groupe socialiste parlementaire réuni désormais en un seul groupe s'était dissous. Le journal fait les comptes⁴³³. Sur 35 membres, quatre avaient démissionné lorsque la collaboration avec le Bloc avait cessé : Gabriel Deville, A. Zévaès, Normand et Izoard. Cinq autres l'ont fait la veille de la dissolution : Gérault-Richard, P. Groushet, C. Hughes, Augagneur, Colliard et 16, dont A. Briand, sont en attente de la décision de leur Fédération. Début juin, Gabriel Deville préside un nouveau « groupe socialiste parlementaire » en opposition au « groupe parlementaire du parti socialiste unifié ». Il renouvelle sa ferme volonté de participer à la délégation des gauches, même si elle est moribonde. Désormais, les deux groupes vont s'opposer régulièrement.

Jusqu'en janvier 1905 et la chute du ministère Combes, les socialistes du PSF ont toujours soutenu le gouvernement. Mais, lors de la constitution du gouvernement Rouvier, Gabriel Deville s'abstient avec Gérault-Richard quand les autres socialistes votent contre. A. Briand pressenti pour le ministère de l'Instruction publique avait renoncé sous l'injonction de J. Jaurès. Ensuite, il votera toujours la confiance. Jusqu'au bout, même isolé, il restera fidèle au Bloc des Gauches malgré son évolution vers la droite. Le 9 mars 1906, il soutient encore Rouvier mais le ministère tombe. A. Briand finit par rentrer dans le nouveau gouvernement Sarrien et le groupe décide de participer aux délibérations de la délégation des gauches. Gabriel Deville a visiblement beaucoup de mal à trouver le bon équilibre entre ses idées socialistes auxquelles il reste fidèle et sa loyauté envers les gouvernements républicains. Et il va quelque peu se perdre.

La meilleure preuve de cette position instable nous est donnée avec le conflit social dans les Postes. Alors qu'il avait assisté à un meeting de leur syndicat le 2 novembre 1905, quand le mouvement se durcit en avril 1906, il propose un ordre du jour pour le moins tiède qui invite juste le gouvernement à faire preuve de bienveillance envers les agents. Largement adopté, 467 voix pour, 37 contre, tous les socialistes. Louis Dubreuilh du PSDF exécute Gabriel Deville⁴³⁴ dans un article intitulé « Contre l'Etat patron » : « Et ici encore, c'est un de

432 *Le Temps*, 30 avril 1905

433 *Le Temps*, 18 mai 1905

434 *L'Humanité*, 14 avril 1906

ceux qui, naguère, militaient avec nous, c'est un homme qui fut du Parti socialiste, c'est Gabriel Deville qui a, contre l'ordre du jour de nos amis Sembat et Rouanet, présenté l'ordre du jour approuvant les déclarations du gouvernement et comptant sur sa bienveillance à l'égard des agents des postes, mieux informés et mieux inspirés ». Pour lui, il s'agit d'un « ordre du jour de défense capitaliste ». « Il est heureux que la classe ouvrière organisée dans son parti politique de classe, dans sa section française de l'Internationale ouvrière, n'ait plus rien de commun avec ceux qui, en cette journée, ont irrévocablement lié leur cause à celle de la société capitaliste, se sont fait les agents de ses repréailles ». Le lendemain, en effet, 300 postiers étaient révoqués.

Les élections législatives approchent. Elles sont prévues les 6 et 20 mai 1906. Gabriel Deville est candidat dans sa circonscription du 4^e arrondissement dont il se targuera de ne l'avoir jamais quitté et de ne pas avoir « promené [sa] candidature dans trois ou quatre départements, ni aspiré à passer d'un arrondissement où j'étais trop connu dans d'autres où je l'étais moins⁴³⁵ ». Il aura en face de lui un candidat nationaliste, Galli, proche de Déroulède, et le candidat investi par la SFIO, Besombes. Au congrès de Chalon-sur-Saône, 29 octobre – 1^{er} novembre 1905, le Parti avait décidé de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions et surtout de ne pas appeler au désistement au second tour (motion Cambier) surtout pour les socialistes dissidents. Mais les Fédérations pouvaient décider de leur attitude « au mieux des intérêts du prolétariat et de la République sociale ». Dans la foulée, il fut décidé d'apposer une affiche de flétrissure sur les murs des circonscriptions de certains des rebelles dont bien sûr Gabriel Deville. Fin mars 1906, le groupe parlementaire unifié se déchire sur cette affiche, imposée par le Parti selon les nouveaux statuts. Pour certains, il faut évidemment se conformer à la motion Cambier et mener campagne contre les socialistes indépendants. « Les autres ne veulent pas s'associer à un acte qui pourrait être exploité contre MM. Briand, Gérault-Richard, Deville, Colliard ... ». Allard propose d'en modifier le texte et de supprimer tous les passages qui visent les socialistes non unifiés⁴³⁶. Le groupe socialiste parlementaire publie de son côté les motifs pour lesquels il n'a pas adhéré au parti socialiste unifié⁴³⁷ :

« Notre doctrine et notre tactique socialistes n'avaient rien de commun avec l'action directe, la désertion des soldats et autres succédanés de l'anarchisme. Nous avons voulu aussi ne pas aliéner notre mandat entre les mains d'un comité directeur, qui aussi irresponsable qu'ignorant des aspirations du corps électoral, a la prétention de dicter leur ligne de conduite

435 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.50

436 *Le Temps*, 25 mars 1906

437 *Le Temps*, 22 avril 1906

à nos comités locaux et à nos fédérations autonomes et de substituer son contrôle sur les élus au contrôle souverain du suffrage universel.

Nous avons voulu enfin continuer notre concours à la politique du Bloc républicain dont la délégation des gauches a été au Parlement l'organisme efficace et régulier ». Après avoir rappelé les déclarations de J. Jaurès dans ce sens les 12 juin 1902 et 1er juin 1904, ils poursuivent, « c'est à cet accord loyal que nous avons entendu rester fidèles ». Ils terminent en rappelant toutes les mesures prises pendant cette législature.

Le premier tour, le 6 mai 1906, donne les résultats suivants : Gabriel Deville 4 428 voix, Galli 5 623 et Besombes 1 567. C'est serré mais le ballottage est favorable aux socialistes à condition que la discipline soit respectée. La Fédération de la Seine, conformément aux décisions des congrès, retire la candidature de Besombes « purement et simplement » mais n'appelle pas au désistement en faveur de Gabriel Deville. Tout autre que lui se serait maintenu malgré tout. Mais il n'est pas homme à faire passer son intérêt personnel avant l'intérêt général dont il a une très haute idée et surtout avant la République. Compte tenu du contexte politique et de sa situation dans les rangs socialistes, il craint que l'union ne se fasse pas facilement sur son nom. Alors, à la surprise générale et malgré la lourde insistance des ministres Sarrien, Clémenceau et Briand pour qu'il se maintienne⁴³⁸, il annonce son retrait à ses électeurs :

« Je vous remercie, je vous remercie de tout cœur et je me retire.

S'il est vrai qu'il y ait des candidats qui sacrifient tout au succès, je ne suis pas du nombre. Combattu, calomnié pour avoir fait mon devoir, je préfère encore cela à ne l'avoir pas fait et il ne me convient ni de demander ni même d'obtenir certains suffrages nécessaires au triomphe de notre cause : il est des gens à qui, personnellement, je ne veux rien devoir.

Mais vous, vous ne voudrez pas que le 4^e arrondissement devienne un bourg pourri de la réaction. Vous ne voudrez pas recueillir l'épave plébiscitaire et déroulédiste, alors que la banlieue vient de la repousser, alors que la province va la faire sombrer piteusement. Vous ne voudrez pas salir chez vous de l'ignominieuse tâche noire du cléricanisme la victoire éclatante de l'idée républicaine dans l'ensemble du pays. Vous voterez pour le candidat que vous présentera la fédération des comités républicains de gauche.

Vive la République française ! »

Le 10 mai 1906, Gabriel Deville déplore l'attitude de *L'Humanité* à son égard et le fait savoir⁴³⁹.

438 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p. 51

439 *L'Humanité*, 12 mai 1906

« Mon cher Jaurès », je ne réponds pour ainsi dire jamais à ce que disent les journaux sur moi « mais je ne puis admettre que votre journal, en parlant de « circonscription abandonnée » par moi, me reproche ainsi une situation qu'il a contribué à créer.

L'Humanité m'a traité à plusieurs reprises de « renégat », de « traître », elle a déclaré que ma « cause était perdue et la cité reconquise », elle s'est félicitée de m'avoir fait « prendre la fuite », ce qui, d'ailleurs était juste le contraire de la vérité ». Traitement particulier que n'a eu aucun autre candidat. « Croyez-vous que vos amis du 4^e arrondissement, après une pareille campagne eussent voulu me recommander sincèrement à leurs électeurs ? Croyez-vous qu'ils l'eussent pu ? Si oui, pourquoi avoir soin de reproduire (*L'Humanité* d'hier) la motion Cambier qui leur interdit de le faire ?

Que mon goût ou mon dégoût personnel ait coïncidé en la circonstance avec le désir le plus cher de vos amis, ce ne doit pas être un motif pour essayer maintenant d'intervertir les rôles et de masquer la vérité qui est celle-ci : le succès est possible au second tour mais il ne l'est qu'avec les suffrages de tous vos amis ; or ceux-ci ne pouvaient pas être autorisés à voter pour moi. Ce n'est pas, dès lors, à votre journal à me reprocher le retrait de ma candidature ». J. Jaurès répond le jour même juste en-dessous de la lettre de Gabriel Deville.

« Gabriel Deville se trompe. *L'Humanité* ne l'a appelé ni traître ni renégat. Elle a reproduit, comme elle y était tenue, les ordres du jour votés dans les réunions socialistes du quatrième arrondissement comme ceux des autres circonscriptions. [...] mais nul n'a plus déploré que nous le conflit survenu entre le Parti socialiste et Gabriel Deville car nul ne conserve plus d'estime que nous pour la loyauté de son caractère et les qualités de son esprit. C'est un grand malheur qu'il ait été séparé de nous par un brusque parti pris de modérantisme intransigeant à l'heure même où une large unité socialiste se constituait. Et je crois qu'une sensibilité excessive aux polémiques électorales, souvent violentes et injustes, a dicté sa décision récente. La motion Cambier subsiste. Personnellement, je l'ai combattue à Chalon dans la commission ; et la commission avait été unanime à la repousser. Le Congrès l'a adoptée. Il ne dépend de nous de l'abolir. Mais elle interdit seulement au Parti de se désister comme tel et officiellement, en faveur de ceux qui se réclament du socialisme sans en accepter l'organisation et la discipline. Elle n'oblige pas le socialisme à faire le jeu de la pire réaction. Les candidats socialistes « unifiés » peuvent se retirer purement et simplement. Et leurs électeurs restent parfaitement libres ensuite, sous leur responsabilité individuelle, d'assurer l'échec des réacteurs. Jamais la motion Cambier n'a eu pour objet d'amener à la Chambre, avec la complicité des socialistes, un Galli ou un Auffray ».

Déclaration un peu langue de bois, très sybilline, qui n'a dû qu'ajouter à l'amertume de Gabriel Deville. D'autant que dans le même temps, les radicaux appellent ouvertement à se

désister en faveur des socialistes les mieux placés et vice-versa. Les comités de la 2e circonscription du 4e arrondissement invitent « les 1567 socialistes à marcher en rangs serrés le 20 mai prochain pour le candidat de la République : le président Magnaud⁴⁴⁰ ». C'est en effet le « bon juge Magnaud », le juge qui défendait les pauvres, qui a remplacé Gabriel Deville, sous l'étiquette radicale socialiste. Un comble !

Le 20 mai 1906, Magnaud est élu de justesse avec 5 749 voix contre 5 541 à Galli. Au niveau national, il y a 53 députés socialistes contre 22 indépendants. Au moins, le quatrième arrondissement n'était pas tombé dans l'escarcelle des nationalistes, Gabriel Deville avait préservé la République mais le ressort était cassé. A 52 ans, il mettait un terme à sa carrière politique. Une carrière diplomatique s'ouvrait à lui mais ce sera une autre histoire.

440 *L'Humanité*, 15 mai 1906

Conclusion

Gabriel Deville est décédé le 28 février 1940 à 20 h, d'une crise cardiaque chez lui. Il avait acheté ce pavillon, au 53 rue du Général Gallieni à Viroflay, en 1915, au moment de partir en retraite. Sans descendant en vie, il le légua par testament à la « Recherche scientifique ».

Cette décision n'est pas anodine tant il s'est montré tout au long de sa vie un esprit rigoureux, toujours attentif aux faits, à la réalité. Ce fut même son malheur, un esprit scientifique égaré en politique. Ses amis comme ses adversaires ont toujours loué la clarté de ses exposés, leur logique serrée. C'est peut-être ce qui l'attira très jeune vers les théories marxistes, le socialisme scientifique, alors qu'il venait d'un milieu très républicain où l'engagement politique ne fut jamais superficiel. Avec la fougue de la jeunesse, l'esprit de contradiction aussi, il se retrouva être un des très rares introducteurs du marxisme en France. Il devint un des spécialistes du *Capital* dont il fit un résumé qui allait servir de bréviaire à des générations de socialistes.

Mais, après avoir épuisé toutes les formules un peu répétitives de la vulgarisation guesdiste, étroitement économistes, toujours attentif aux évolutions de la société, il éprouva le besoin d'arpenter des horizons plus vastes. La République lui offrit ce terrain de jeu en même temps qu'un retour aux sources familiales. Il s'enfonça ainsi de plus en plus loin dans une tentative d'insérer le marxisme dans les traditions républicaines françaises. Il se trouva alors confronté au dilemme fondamental qui marqua cette période pour les socialistes : intégration complète ou non à la république parlementaire ? Révolution plus ou moins violente ou réformisme légal ? Les secousses brutales que connut la République avec les affaires Boulanger et Dreyfus allaient le faire pencher définitivement dans le camp républicain. Dans ces moments extrêmement compliqués, très volatiles, son tempérament se révéla malheureusement handicapant. Sa rigueur méthodique virant souvent à une forme d'intransigeance, il ne put faire preuve de la souplesse nécessaire pour s'adapter à un environnement politique en évolution rapide. Son « matérialisme » intellectuel et une trop grande attention accordée aux considérations tactiques lors de ces deux crises l'empêchèrent d'avoir des positions très abouties. Il eut des difficultés à atteindre un certain niveau d'idéalisme tout en supportant de plus en plus mal les discours mécaniques de la gauche du

socialisme qui lui paraissaient très éloignés de la réalité. Ce caractère qu'on dirait aujourd'hui un peu psycho-rigide se couplait avec un goût prononcé pour l'indépendance, d'autant que Gabriel Deville, protégé des aléas de la vie grâce au travail de son père, faisait preuve d'un manque d'ambition politique assez net. C'est, encore une fois, cette combinaison psychologique qui l'empêcha de rallier le grand mouvement d'unification socialiste. Il ne saisit pas le sens de l'Histoire et fut plus ou moins contraint de mettre fin à sa carrière. Dans sa recherche d'une social-démocratie à la française, il n'avait pu résoudre, comme beaucoup d'autres, cette difficile équation d'une collectivisation des moyens de production dans un environnement démocratique de liberté et d'une certaine dose d'individualisme. Il n'a jamais renié le marxisme. Quelques jours avant sa mort, il écrivait ceci : « Ce qui restera du marxisme, quoi qu'on fasse, ce qui mérite de rester, c'est le sens de la réalité, l'adaptation aux faits bien étudiés pouvant seule fournir les possibilités d'évolution sérieuse. Qu'on se trompe dans l'étude des faits, cela ne nuit en rien à l'affirmation que c'est cette étude qui doit servir de fondement. Bien sûr, il y a pas mal de marxistes qui ont débité des stupidités, mais Marx n'en est pas responsable. Il a pu anticiper beaucoup trop, et n'a pas hâté les événements en étant pressé de les voir se produire. S'il n'y avait que les erreurs dont il est responsable, ce ne serait rien ; dans les règles qu'il a posées, on trouverait le moyen d'en avoir aujourd'hui raison. Ce qui est triste, c'est ce que certains se prétendant marxistes et les adversaires abritent maintenant sous le nom de marxisme⁴⁴¹ ». Malgré cela, Gabriel Deville était passé de « Vive la République sociale ! » en 1896 à « Vive la République française ! » en 1906.

Tellement soucieux de l'unité socialiste au moment de l'affaire Dreyfus, il manqua pourtant le train de l'unification que J. Jaurès allait mener de main de maître avant que son assassinat et la Première Guerre Mondiale surtout n'y mettent un terme. Gabriel Deville disparut ainsi très vite de l'imaginaire socialiste. Mais, quand on examine l'ensemble de son œuvre, on ne peut qu'être saisi par son intense activité politique tout au long d'une carrière de 30 ans. Il a côtoyé tous ceux qui sont inscrits au panthéon socialiste, il a toujours été au cœur des combats les plus brûlants. Sa trop grande modestie, son absence d'ambition, un certain manque de charisme en un temps où les talents oratoires étaient un atout maître ne lui ont sûrement pas permis de se projeter à l'avant de la scène. Il reconnaît lui-même qu'il s'est « consacré à la politique, non pas, sans en médire, à la pratique politicienne, mais à l'étude de la politique, à ses théories et à son application, aussi bien dans l'histoire alimentée par la politique d'autrefois, que dans le présent dont la politique constituera le fond de l'histoire prochaine⁴⁴² ». Il a toujours été plutôt dans l'ombre, un second couteau, mais il a côtoyé les

441 M. DOMMANGET, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Ed. Rencontre, 1969, p. 176

442 G. DEVILLE, *L'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris, Eugène Figuière et cie, 1919, p.49

plus grands, ceux qui ont écrit les pages légendaires de la geste socialiste. Malgré cela, on peut dire qu'il fut un contributeur important à l'émergence et à la doctrine du mouvement socialiste. Difficile de dire alors quelle influence il a pu avoir mais cette longue proximité avec les Guesde ou Jaurès n'est pas le fruit du hasard, il possédait des qualités intellectuelles indéniables associées surtout à une grande loyauté et une droiture, une probité morales remarquables.

Il est mort dans l'indifférence quasi générale, l'anonymat presque total, oublié des militants socialistes et des Tarbais. Seuls Bracke⁴⁴³ et A. Zévaès⁴⁴⁴ lui rendront hommage et rappelleront son rôle marquant dans leurs notices nécrologiques. Comme pour tous ces hommes et femmes qui ont agi dans les premiers cercles des plus grands personnages et y ont souvent joué un rôle primordial tout en étant largement ignorés, il me semble qu'il y a là une part d'injustice et j'espère que ce travail aidera modestement à réhabiliter un parcours qui, sans être vraiment original, n'en fut pas moins très riche et exemplaire.

443 *Le Populaire*, 5 mars 1940

444 *L'Œuvre*, 7 mars 1940

CHRONOLOGIE

1787

3 février : naissance de Jean-Marie-Joseph Deville, grand-père de Gabriel Deville.

1816

14 mai : mariage de J.M.J. Deville avec Gabrielle Duffau.

1817

21 août : naissance de Privat-Louis-Joseph Deville, premier fils de J.M.J. Deville et G. Duffau, oncle de Gabriel Deville.

1818

25 octobre : naissance de Emile-Charles-Joseph Deville, deuxième fils de J.M.J. Deville et G. Duffau, père de G. Deville.

1820

27 mars : naissance de Jean-Charles-Amédée-Ernest Deville, troisième fils de J.M.J. Deville et G. Duffau, oncle de Gabriel Deville.

1853

18 avril : mariage d'Emile Charles Joseph Deville, 34 ans, et Marie Joséphine Héloïse Lafforgue-Laborie, 27 ans, parents de G. Deville.

20 mai : décès, quartier de l'Adourau à Tarbes, de Jean-Marie-Joseph Deville, grand-père paternel de G. Deville.

1854

8 mars : naissance à Tarbes, place de la Portète (aujourd'hui Jean Jaurès), n°6, chez Dongaix, de Gabriel-Pierre Deville.

1866

10 octobre : décès chez son fils, rue des Petits-Fossés n°20 à Tarbes, de Gabrielle Duffau-Pauillac, veuve Deville, grand-mère paternelle de G. Deville à l'âge de 81 ans.

1867

22 septembre : décès à Tarbes, chez son frère Emile, de Privat-Louis-Joseph Deville, à 50 ans, oncle de Gabriel Deville.

1871

Octobre : G. Deville arrive à Toulouse et commence des études de droit le 1er novembre. Il réside au 2bis rue des Lois.

Fin de l'année : réunions au café Sion où il rencontre Victor Marouck, Ulysse Mary à qui il présente John Labusquière et Emile Darrieux qu'il avait connus à Tarbes.

1872

Membre de la Ière Internationale vite dissoute (mars 1872).

6 août : bac ès lettres.

Fin de l'année : arrivée à Paris.

1873

Janvier : commence ses études de droit à Paris.

Réunions au café Soufflet. G. Deville appartient à la Conférence Condorcet, présidée par Acolas au Palais de Justice, où il rencontre également Sigismond Lacroix.

1874

24 juin : G. Deville rencontre Karl Hirsh.

13 août : licence de droit à Paris, s'inscrit au barreau de Paris.

Septembre ou octobre : recensement militaire chez lui, à Tarbes. Affecté au 3ème R.I.

Novembre : s'inscrit au doctorat de droit. Rencontre José Mesa.

1875

1872-1875 : parution du Livre I du *Capital* de Marx, traduit par Roy, édité par Lachâtre.

Eté : échoue au doctorat.

5 novembre : au 144ème R.I., réformé pour faiblesse générale et bronchite chronique.

1876

Février : pour les législatives du 20, G. Deville anime la campagne d'Acolas, ami de son père, professeur de droit et commence à écrire dans le journal *Les Droits de l'Homme*. Il rédige en grande partie son programme.

17 mars : procès intenté à G. Deville pour un article des *Droits de l'Homme* demandant l'amnistie des Communards. Condamné à 3 mois de prison et 1 000 F (?) d'amende.

7 avril : après appel du Ministère Public, peine aggravée qui passe à 6 mois de prison et 1000F d'amende.

4 mai : après nouvel appel, peine confirmée.

Deville demande à K. Marx l'autorisation de publier un résumé du *Capital* accessible à un plus large public.

1877

18 novembre/14 juillet 1878 : 1ers numéros de *L'Egalité* dont G. Deville est un des rédacteurs.

1878

Janvier-février : IIème congrès national ouvrier à Lyon.

14 avril 1878 : Dans *L'Egalité*, G. Deville est indiqué vivant au 14 (? plutôt 18) rue Dauphine à Paris et J. Guesde au 10.

Pour l'Exposition Universelle, un congrès international ouvrier est prévu, interdit par le gouvernement.

G. Deville condamné, avec Guesde, à 2 mois de prison et 100 F ou 200 F d'amende à Ste Pélagie.

G. Deville écrit une brochure de 33 p. pour demander la libération de Blanqui, *Blanqui libre*.

1879

15 janvier : collabore à *La Lanterne* avec E. Accollas et J. Guesde.

G. Deville participe au quotidien *La Révolution Française* avec S. Lacroix, S. Pichon, Ch. Longuet, Jourde, J. Vallès, J. Guesde.

G. Deville fait campagne pour A. Blanqui (emprisonné) aux législatives.

20 août : décès à Ivry de Jean-Charles-Amédée-Ernest Deville, à 59 ans, oncle de G. Deville.

20/31 octobre : Congrès de Marseille, fondation de la 1ère organisation du socialisme français.

1880

21 janvier (25 août) : *L'Egalité* 2ème série.

Mai : J. Guesde se rend à Londres pour élaborer le « Programme électoral des travailleurs socialistes » avec K. Marx, F. Engels et P. Lafargue signé par *L'Egalité*.

18/25 juillet : la région Centre l'approuve.

Octobre à novembre : G. Deville participe à *L'Emancipation* de Lyon avec B. Malon qui en est à l'origine, J. Guesde, Brugnot et P. Brousse. G. Deville vit au 18 rue Dauphine à Paris.

1881

29 mars : G. Deville participe à la réunion/controverse Longuet/Guesde.

11 décembre /5 décembre 1882 : *L'Egalité* 3ème série.

G. Deville écrit dans *Le Citoyen* avec B. Malon, J. Guesde, J. Vallès, E. Massard.

1882

30 avril : apparaît comme rédacteur du *Citoyen* qui disparaît le 16 octobre.

25 septembre/30 septembre : congrès de St-Etienne, exclusion des guesdistes qui organisent un contre-congrès à Roanne. G. Deville exclu alors qu'il était absent. Suit J. Guesde.

1883

G. Deville résume *Le Capital* accompagné d'un *Aperçu sur le socialisme scientifique* publié dans la Bibliothèque Socialiste (nombreuses erreurs dénoncées par Engels). Il commence à donner des conférences, surtout à partir de 1884.

Décembre ou janvier 84 (?) : G. Deville écrit des articles au *Cri du Peuple* de J. Vallès.

1885

G. Deville publie *L'anarchisme*.

G. Deville se présente aux élections législatives à Paris. Pas élu.

22 mai : décès chez elle, rue des Petits-Fossés à Tarbes, à 59 ans, de M.Joséphine.H. Lafforgue-Laborie, mère de G. Deville qui hérite de 20 000 F. Le partage avec son père et sa sœur lui attribue 74 271,55 F.

29 août 1885/26 mars 1887 : G. Deville écrit dans *Le Socialiste*.

1886

4 janvier : G. Deville se met en ménage avec M. Françoise Losset.

3 juin : collabore au *Cri du peuple*.

8 novembre : naissance de Renée Suzanne Deville, témoins Paul Lafargue, Jacques Doléris. G. Deville vit à Paris au 11 rue Claude Bernard.

1887

7 avril : décès chez lui, rue des Petits-Fossés à Tarbes, à 69 ans, d'Emile-Charles-Joseph Deville, père de G. Deville qui hérite de 165 169,36 F.

11 juin 1887/4 février 1888 : *Le Socialiste* 2ème série. Pour permettre la publication, G. Deville fait un don anonyme de 12 000 F (somme déjà dilapidée 7 mois plus tard).

Novembre : controverse avec B. Malon.

Décembre : G. Deville menace de se retirer du Parti Ouvrier.

1888

10 septembre : naissance d'Andrée Marcelle Deville, témoins Emile Basly et Zéphirin Camélinat. G. Deville vit toujours au 11 rue Claude Bernard.

1889

Janvier : désaccords tactiques sur les élections parisiennes de janvier 1889.

G. Deville délégué au Ier congrès de la IIème Internationale qu'il prépare avec J. Guesde et P. Lafargue.

Il fait des versements mensuels d'argent à J. Guesde (50 F), toujours dans la misère tout comme P. Lafargue (50 F également).

Juillet : G. Deville membre du conseil national du Parti Ouvrier.

29 août : G. Deville vit au 116 bd St Germain.

18 septembre : G. Deville démissionne attaqué par Camescasse. Il se tient hors du parti et refuse sa collaboration au *Socialiste*.

1891

G. Deville délégué au congrès international.

Juin-Septembre : à la campagne, à Brunoy (Seine-et-Oise) au 19 rue du Pressoir.

1892

25 septembre : décès à la naissance d'un garçon.

1893

Après son retrait de l'action politique depuis 1889, il fixe sa nouvelle orientation cette année-là.

Juin-septembre : été à Brunoy (Seine-et-Oise) au 19 rue du Pressoir.

27 novembre : conférence pour le Groupe des étudiants socialistes, révolutionnaires, internationalistes de Paris sur « Socialisme, révolution et internationalisme ».

1893-1895 : G. Deville participe à *L'Ere Nouvelle*, mensuel marxiste avec Duc-Quercy, P. Lafargue, C. Gherea, G. Sorel, A. Zévaès sous la direction de G. Diamandy.

1894

8 mai : décès à la naissance d'une fille.

Juin-septembre : été à Brunoy (Seine-et-Oise) au 19 rue du Pressoir.

1895

26 avril : nouvelle conférence de G. Deville pour le Groupe des étudiants collectivistes de Paris sur « L'Etat et le socialisme ».

Le Devenir Social succède à *L'Ere Nouvelle* : G. Deville semble y participer.

3 novembre : G. Deville vit au 7 av. des Chalets.

1896

30 mai : discours de St-Mandé de Millerand qui pose la base doctrinale de la «Confédération des socialistes indépendants » dont le 1er groupe fut la « Fédération républicaine socialiste de la Seine » (Viviani, Millerand).

21 juin : G. Deville élu député socialiste indépendant du IVème arrondissement (1ère circonscription), candidat d'union socialiste, ardemment soutenu par Jaurès, Millerand, Rouannet.

Publie *Principes socialistes* qui résume sa nouvelle doctrine. G. Deville délégué au congrès international de Londres.

1897

Tentative de suicide du fils de J. Guesde. Celui-ci prie G. Deville de mettre pendant 2 mois 100 F à sa disposition pour le mettre dans une maison de santé.

6 novembre : retentissant discours sur le programme agricole du socialisme.

1898

22 mai : G. Deville battu aux législatives.

1899

2 juillet : G. Deville vit au 40 rue de l'Yvette.

1902

Mars : après avoir adhéré au Parti Socialiste Français de Jaurès, Briand, Millerand, Gérault-Richard, il participe activement à l'élaboration de son programme adopté au congrès de Tours en mars 1902.

27 avril : nouvel échec aux législatives, battu par le nationaliste Cloutier dans la 2ème circonscription (rétablie) du IVème arrondissement.

30 juillet : mariage à Paris, XVIème arrondissement, mairie de Passy, avec Marie-Françoise Losset d'Ugine, de 10 ans plus jeune et avec qui il vit depuis de nombreuses années (mère de ses enfants). Témoins Gérault-Richard, Thyébaud et Castellan. G. Deville vit à Paris, rue Alboni, n°7.

1903

5 avril : élu député après la mort de Cloutier, face à Barrès. S'inscrit au groupe du Parti Socialiste Français de Jaurès (37 élus).

Décembre : Millerand exclu.

1904

14-16 février : G. Deville délégué au congrès de St-Etienne du PSF par le groupe parlementaire.

20 juin : G. Deville jugé comme s'étant placé avec son groupe d'unité républicaine socialiste du IVème arrondissement « en dehors du parti » (PSF).

6 décembre : témoin avec Gérault-Richard de Jaurès lors de son duel face à Déroulède à Urrugne près d'Hendaye.

1905

9 février : la fédération de la Seine signifie au groupe parlementaire que G. Deville n'a pas le droit d'y être inscrit.

23 mars : discours remarqué en faveur de la loi de Séparation (il était secrétaire de la Commission).

27 mars : congrès du PSF de Rouen qui approuve le principe de l'unification socialiste. G. Deville, fidèle au Bloc des Gauches, démissionne du groupe parlementaire puis s'inscrit au groupe du Parti Socialiste Indépendant nouvellement créé face à la SFIO.

1906

Aux législatives, il est battu après s'être retiré au 2ème tour alors qu'il est en position favorable car le candidat SFIO Besombes ne peut se désister en sa faveur suivant les règles du congrès de Chalons et malgré le souhait de désistement de Jaurès.

1907

Nommé par Pichon ministre plénipotentiaire en Ethiopie puis délégué de la France à la commission européenne du Danube.

1908

Décès de sa fille aînée Renée Suzanne Deville, âgée de 22 ans.

1909

5 juin : nommé ministre plénipotentiaire à Athènes.

1915

Juillet : rappelé par Delcassé après une plainte du roi Constantin suite à une déclaration de G. Deville. Mis à la retraite.

Achète une maison à Viroflay, 53 rue du Général Gallieni.

1931

20 avril : décès d'Andrée Marcelle Deville, célibataire, à Viroflay où elle vivait avec son père.

1938

20 décembre : décès de son épouse Marie-Françoise.

1940

28 février : décès de Gabriel Deville chez lui à Viroflay, 53, rue du Général Gallieni.

ANNEXES

1. Photo de G. Deville en 1896
2. Acte de naissance de G. Deville
3. Acte de mariage de G. Deville et M. Françoise Losset
4. Acte de décès de G. Deville
5. Future maison Deville, plan 1854
6. Maison Deville, plan 1893
7. Propriété Deville, 2020
8. Tombe de la famille Deville, 2020



G. Deville au congrès de l'Internationale à Londres en juillet 1896, IHS, BG A41/42.

*Deville,
Gabriel-Pierre*

n° 79

L'AN mil huit cent cinquante-quatre et le huit MOIS,
à une heure du soir, en l'Hôtel de la Mairie de la ville de Tarbes,
par-devant nous Guillaume Cazomavette,
Adjoint au Maire de ladite Ville, délégué pour remplir les fonctions d'Officier
public de l'état civil, a comparu Emile Charles Joseph Deville,
notaire, âgé de trente-cinq ans, domicilié à Tarbes,

*Le N° Gabriel Pierre
Deville, désigné dans
l'acte ci-contre, a contracté
mariage, à la Mairie de
Passy, 46^e arrondissement
de Paris le 30 juillet 1901.
Procès verbal n° 523
Pour mention conformément
à la loi du 17 août 1897.
à Tarbes, le 29 septembre
mil neuf cent dix.
L'officier public de l'état civil*

lequel nous a présenté un enfant du sexe masculin,
né depuis hier, à cinq heures du matin, dans la
maison Dangay, en cette ville, Rue de la Poterie
n° 6, d'un comparant et de Marie Josephine
Heloise Lafforgue Labou, épouse, rentière, âgée
de vingt-huit ans; auquel enfant il a
d'abord donné les prénoms de Gabriel-

Guillaume

Pierre: les dites présentations et déclarations, faites
en présence de Pierre Gaston Mercier,
fabriquant Cammeu, âgé de quarante-dix
ans, et de Jacques Louis Cayrolle, braticien,
âgé de trente-sept ans, domiciliés à Tarbes,
qui ont signé avec nous et le comparant,
deuxième, après lecture faite dudit
acte de naissance.

Emile Charles Joseph Deville
Guillaume Cazomavette

Acte de naissance de G. Deville, AM Tarbes, 1E99, 5/11/18.

1902 , Mariages , 16 V4E 10094

749
 Deville
 et
 Losset

48
 38

Van mil neuf cent deux le trentième jour de mars à quatre heures et demie du soir acte de mariage de Gabriel Pierre Deville né à Barbes le huit mars mil huit cent cinquante quatre publiciste domicilié à Paris rue Albani 7. fils majeur de Emile Charles Joseph Deville et de Marie Françoise Heloise Laforge Laborie épouse décédée, fils de saut, décédé d'une part et de Marie Françoise Losset, née à Ugent (Sarthe) le vingt deux septembre mil huit cent vingt quatre sans profession demeurant à Paris rue Albani 7. fille majeure de Pierre Joseph Losset, rentier domicilié à Ugent, convoquant aux termes d'un acte reçu le dix neuf juillet cochant par l'officier de l'état civil de l'acte commun et de l'ajourné. Actes sont pour dessein d'autre part. Deux personnes Édouard Prosthamt adjoint au maire, officier de l'état civil de seizeième arrondissement de Paris qui avons procédé publiquement en la mairie, à la célébration du mariage dans la forme suivante: après avoir donné lecture aux parties: 1° de leur acte de naissance, 2° des actes de décès des père et mère du futur, 3° des actes de décès des aïeuls du futur, 4° du consentement des oncles et de l'acte de décès de la mère de la future, 5° des actes des publications faites en cette mairie. Lesdites lectures ont été faites et lues par nous, sans opposition, toutes les pièces sus mentionnées dûment paraphées et annexées. En ce chapitre 6 du titre 1^{er} du Code Civil (titre du mariage) sur les droits et les devoirs respectifs des époux, après avoir interrogé les futurs époux, lesquels nous ont déclaré qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage, nous leur avons demandé s'ils valaient se prendre pour mari et pour femme, chacun d'eux ayant répondu affirmativement et séparément à haute voix. Nous avons prononcé au nom de la loi que Gabriel Pierre Deville et Marie Françoise Losset, sont unis par le mariage. En présence de: Alfred Louis Séverin Richard, ag. de quarante un ans, publiciste, domicilié à Paris rue d'Abbeville, 14. Emile François Joseph Carrère, ag. de vingt quatre ans, avocat, domicilié à Paris boulevard Saint Royal de neuvième l'époux Jean Baptiste Marie Cahot Chiquet, ag. de quarante sept ans officier de l'Instruction publique, chef de bureau à la Préfecture de la Seine, domicilié à Paris avenue Henri Martin, 11. Jean Baptiste François Marie Castellan, ag. de vingt huit ans, restaurateur, domicilié à Paris rue Serpente, 10, témoins qui ont signé avec les époux et nous après lecture.

Déclaré
 Losset
 gérault richard
 E. Carrère
 Prosthamt

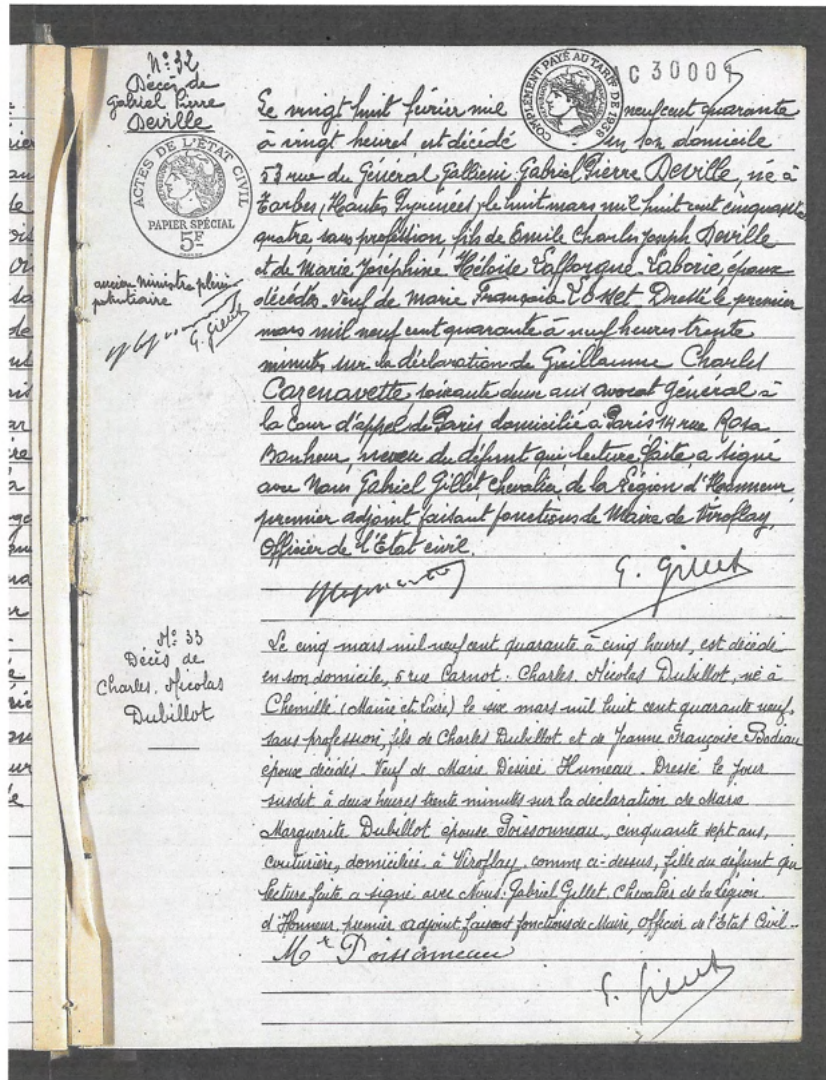
750
 Caché
 Jorey

D 3
 C 2

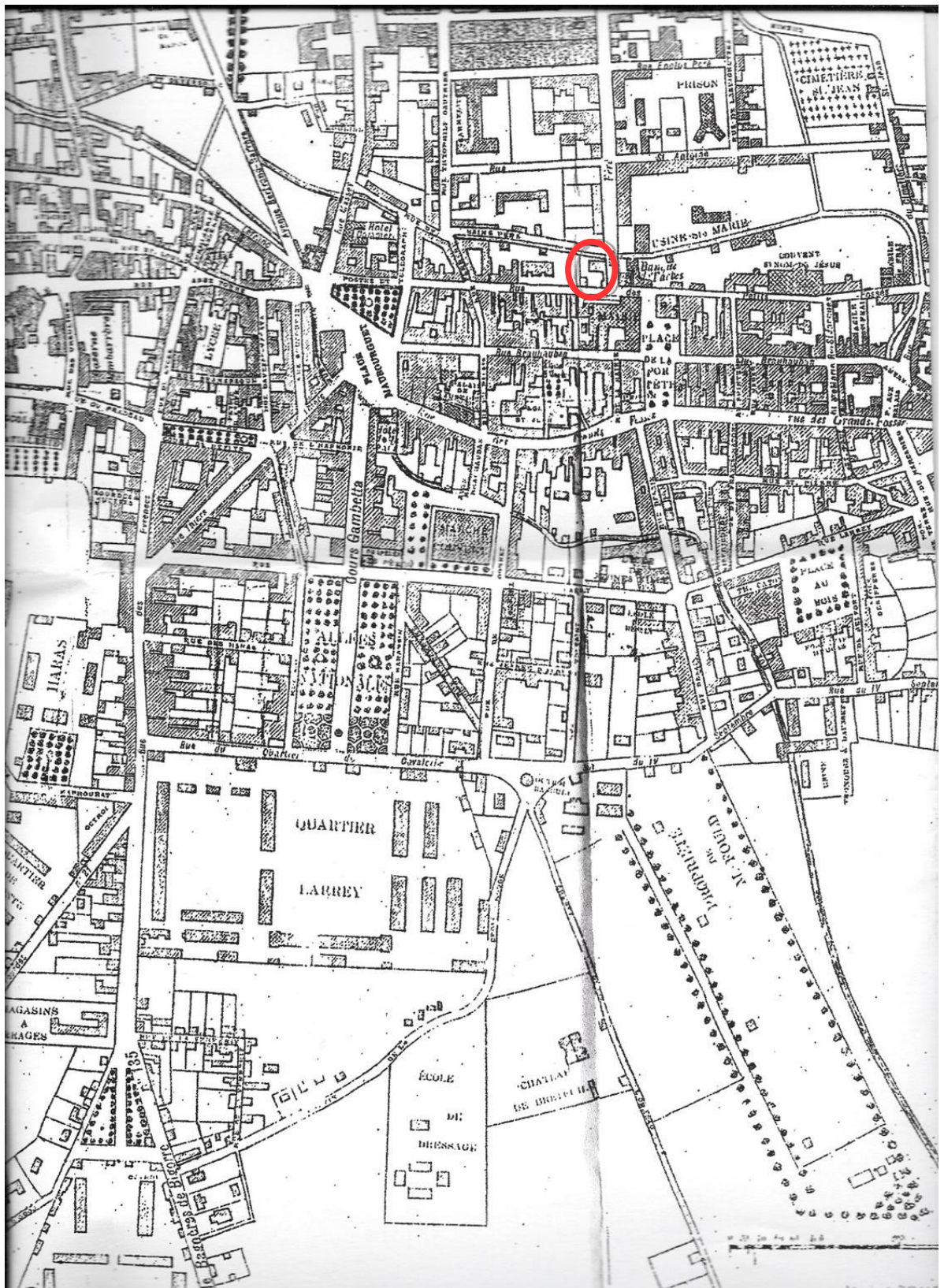
Les images numériques ne peuvent être réutilisées sans l'autorisation des Archives de Paris

Acte de mariage de G. Deville et M. Françoise Losset, AM Paris, V4E10094 n°749, 3/11/18.

Viroflay 1940 1940 4E 9090



Acte de décès G. Deville, AD Yvelines, 4E 9090 n°32, 5/11/18.



Maison Deville, plan de Tarbes 1893, AM Tarbes.



Propriété Deville, 09 juillet 2020, Mathilde Dulout.



Tombe de la famille Deville, cimetière Saint-Jean à Tarbes, 15 juillet 2020, Mathilde Dulout.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	4
SOMMAIRE.....	5
LISTE DES ABREVIATIONS.....	6
SOURCES.....	7
I. ARCHIVES.....	7
Nationales :.....	7
Préfecture de Police de Paris :.....	8
Départementales :.....	8
Municipales :.....	9
Fonds Benoît Malon à la DIANA, Société historique et archéologique du Forez :.....	9
Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam (IIHS) :.....	9
Archive d'État Russe d'Histoire Socio-Politique :.....	10
Archives privées :.....	10
II. SOURCES EDITEES.....	10
III. SOURCES IMPRIMEES.....	11
BIBLIOGRAPHIE.....	13
I. XIXème siècle, République et IIIème République.....	13
II. Gauches, socialisme, mouvement ouvrier.....	16
III. Guesdisme, Internationale, marxisme, Deville.....	18
IV. Biographies.....	20
V. Tarbes et Hautes-Pyrénées.....	21
HISTORIOGRAPHIE.....	41
Socialisme et mouvement ouvrier.....	41
Guesdisme et marxisme.....	42
Révolution et réformisme.....	44
Jaurésiens.....	45
Socialistes indépendants.....	45
Biographies de leaders socialistes.....	46
Comment sont-ils devenus socialistes ?.....	47
PROBLEMATIQUE.....	48
PLAN.....	50

I. Une famille républicaine.....	51
1. Le grand-père, un engagement total au nom de la République.....	51
2. Les oncles, les sciences et la politique toujours au service de la République.....	59
2.1 Privat-Louis-Joseph Deville.....	59
2.2 Jean-Charles-Amédée-Ernest Deville.....	61
3. Le père, un notable républicain.....	62
II. Une jeunesse bourgeoise classique.....	68
1. Une enfance tarbaise.....	68
2. Des études de droit.....	68
3. Les premiers pas militants à la section de Toulouse de l'Internationale.....	70
4. Le service militaire.....	72
5. La vie parisienne.....	72
III. Les débuts en journalisme et en politique avec Jules Guesde (1876-1882).....	76
1. Les débuts de leur relation.....	76
1.1 <i>Les Droits de l'Homme</i>	77
1.2 <i>L'Egalité</i> 1ère série (18 novembre 1877 – 14 juillet 1878).....	80
2. Blanqui.....	93
3. Le Congrès international ouvrier interdit.....	95
4. <i>L'Egalité</i> 2ème série (21 janvier – 25 août 1880).....	101
5. <i>L'Egalité</i> 3ème série (11 décembre 1881 - 8 décembre 1882).....	105
IV. Les années de militantisme (1882-1890).....	122
1. L'abrégé du <i>Capital</i>	122
2. Le conférencier (1884).....	126
3. Vie privée et la première compétition électorale (1885-1886).....	128
4. Journaliste au <i>Cri du peuple</i>	133
5. Le boulangisme et la prise de distance avec le Parti Ouvrier.....	144
V. Vers l'indépendance et la députation (1890-1896).....	163
1. Une mise en retrait de la politique.....	163
2. L'aggiornamento politique.....	167
3. Avec les « indépendants » et Jean Jaurès.....	174
4. L'élection de 1896.....	180
VI. Les années Jaurès (1896-1906).....	189

1. Gabriel Deville député.....	189
2. L'affaire Dreyfus.....	207
3. L'entrée de A. Millerand au gouvernement.....	217
4. <i>L'Histoire socialiste de la Révolution Française</i>	224
5. Le Congrès de Tours et la nouvelle candidature à la députation.....	227
6. La rupture avec le Parti Socialiste et la fin de sa carrière politique.....	247
Conclusion.....	257
CHRONOLOGIE.....	260
ANNEXES.....	267
TABLE DES MATIERES.....	276